

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES INTENDANTS DE LA MARINE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

CONTRIBUTION A L'ETUDE DU DÉPARTEMENT,  
DU PORT ET ARSENAL DE LA MARINE DE TOULON

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 février 1951, à 14 heures

par

Claude ABOUCAYA

GAP

IMPRIMERIE LOUIS-JEAN

1958







**LES INTENDANTS  
DE LA MARINE  
SOUS L'ANCIEN RÉGIME**

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Cette thèse dactylographiée en 1951, a été remaniée en vue de l'impression en 1958.

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES INTENDANTS DE LA MARINE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

CONTRIBUTION A L'ETUDE DU DÉPARTEMENT,  
DU PORT ET ARSENAL DE LA MARINE DE TOULON

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 février 1951, à 14 heures

par

Claude ABOUCAYA



GAP

IMPRIMERIE LOUIS-JEAN

1958

# UNIVERSITÉ D'AIX - MARSEILLE

---

## FACULTE DE DROIT D'AIX

### PERSONNEL 1950-1951

|                               |                                              |
|-------------------------------|----------------------------------------------|
| BRY                           | O. ✱, ⚔, ⚙, Professeur de Droit Romain.      |
| CREMIEU                       | ✱, ⚙, Professeur de Droit civil.             |
| LEBRET                        | ✱, ⚙, Professeur de Droit criminel.          |
| AUDINET A.                    | ✱, ⚔, ⚙, Professeur de Droit civil.          |
| DURAND                        | ⚙, Professeur de Droit administratif.        |
| JAUFFRET                      | ✱, ⚙, Professeur de Droit commercial.        |
| TROTABAS                      | ⚔, ⚙, Professeur de Droit constitutionnel.   |
| DE GEOUFFRE<br>de la PRADELLE | ⚙, Professeur de Droit international public. |
| KAYSER                        | ⚙, Professeur de Droit civil.                |
| MACQUERON                     | Professeur de Droit romain.                  |
| MARCY                         | Professeur d'Economie politique.             |
| REUTER                        | ✱, ⚔, Professeur de Droit colonial.          |
| CHARLIER                      | ⚙, Professeur de Droit public.               |
| BERTRAND                      | Professeur de Procédure civile.              |
| AUBENAS                       | ⚔, ⚙, Professeur d'Histoire du Droit.        |
| SELLIER                       | Agrégé.                                      |
| GUGLIELMI                     | Chargé de cours.                             |
| Mlle Y. LOBIN                 | Chargée de cours.                            |

### PROFESSEURS HONORAIRES

|                     |                                                     |
|---------------------|-----------------------------------------------------|
| AULAGNON            | ⚔, ⚙, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.     |
| LABORDE-<br>LACOSTE | ⚔, ⚙, Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux. |
| PERROUD             | ⚔, ⚙, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.     |
| RIPERT              | ⚔, ⚙, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.        |
| DELAPORTE           | ⚙, Secrétaire.                                      |

**A ma mère**



## SOURCES

---

### I. — DOCUMENTS MANUSCRITS ET INÉDITS

*Note liminaire :* La source essentielle des documents utilisés dans la préparation de notre travail, a été puisée dans la *Correspondance de la Marine*.

D'une part, les pièces parties de la Cour (Ordres du Roi et Dépêches du Ministre) dont les copies ont été transcrites sur des registres formant la série B<sup>2</sup> des *Archives de la Marine*, aux Archives Nationales, et sur des registres conservés aux Archives du port de Toulon. D'autre part, les pièces arrivées à la Cour; celles qui ont pu être conservées, se trouvent dans la série B<sup>3</sup> des *Archives de la Marine*, aux Archives nationales.

L'*Etat sommaire des Archives de la Marine, antérieures à la Révolution*, dont l'inventaire a été dressé par DIDIER NEUVILLE, nous a été d'une grande utilité.

Nous ne négligeons cependant pas les autres sources des documents utiles à notre étude puisées dans les divers dépôts et bibliothèques.

#### 1. — LES ARCHIVES DE LA III<sup>e</sup> RÉGION MARITIME. — PORT DE TOULON

Anciennement, c'est le contrôle, qui faisait fonction d'archiviste, puis ce rôle fut dévolu au commissariat de la marine. En 1853, des archivistes et notamment les plans et dessins des C. N. (peut-être des rôles et journaux du bord) furent centralisés à Paris, mais une grande partie des documents resta dans les ports.

L'organisation actuelle date de 1920-1921. Jusqu'en 1940, les archives occupèrent des locaux divers dans l'arsenal (principal et Mourillon). En 1940-1941, on organisa un dépôt-protégé dans le Bastion 25. Il était sur le point d'être terminé et les archives y étaient déjà classées quand, en 1943, les Allemands s'y installèrent. Les archives, évacuées en totalité, à l'abbaye du Thoronet, en ont été ramenées en 1945-1946, pour être installées dans le fort de la Croix-Faron, le siège du service, étant dans les bureaux de Toulon, immeuble de la Majorité Générale (octobre 1950).

La série A, *Commandement de la Marine*, renferme à la fois les correspondances des intendants et des commandants du port avec les secrétaires d'Etat.

La série L, *Contrôle*, est constituée par les archives de ce service et quelques unes qu'il avait en garde.

La série O, *Institutions de répression*, comprend notamment des débris des fonds de l'intendance du port de Toulon et de celle des galères où sont conservés les jugements des Conseils de guerre.

### A. Les lettres de la Cour et de correspondance

En ce qui concerne les lettres de la Cour et de correspondance, les séries conservées, ne commencent que vers 1720; il n'y a donc rien, à Toulon, concernant les premiers intendants : Geoffroy de Beauvillers, Testard de la Guette, Leroux d'Infreville, Matharel et Pierre Arnoul.

La correspondance de l'intendant Mithon est cotée de 1 A<sup>1</sup> 148 (année 1722) à 1 A<sup>1</sup> 174 (année 1736) et les lettres de la Cour, reçues de 1 A<sup>1</sup> 6 (1720-1722) à 1 A<sup>1</sup> 20 (1736).

Notre attention s'est plus particulièrement portée sur les registres :

1 A<sup>1</sup> 148, *Affaires courantes*, 1722.

1 A<sup>1</sup> 150, *Affaires courantes*, 1723.

1 A<sup>1</sup> 174, *Affaires courantes*, 1736.

Le commissaire général Villeblanche fit un intérim en 1736; en l'absence de Mithon, sa correspondance à cette époque se trouve dans la liasse cotée 1 A<sup>1</sup> 174.

En ce qui concerne Michel, intérimaire lui aussi, sa correspondance est ainsi cotée :

1 A<sup>1</sup> 209, mai - décembre 1757

1 A<sup>1</sup> 210, janvier-septembre 1758

Dans ce dernier registre, nous trouvons pour les mois de septembre-décembre, les affaires courantes, traitées par l'intendant Charron.

Les D.M. de 1757 manquent, et celles de 1753 sont cotées 1 A<sup>1</sup> 46. La correspondance de Hurson est cotée de 1 A<sup>1</sup> 212 (décembre 1760) à 1 A<sup>1</sup> 224 (1772), soit un volume par an.

Le registre 1 A<sup>1</sup> 217, *affaires courantes*, 1765, est particulièrement intéressant.

Les lettres de la Cour sont cotées comme suit : sous-série 1 A<sup>1</sup>, 1760 : 50; 1761 : 51; 1762 : 53-54; 1763 : 55; 1764 : 56; 1765 : 57; 1766 : 59; 1767 : 61; 1768 : 62; 1769 : 63; 1770 : 65; 1771 : 67; 1772 : 68.

Nous ne voyons pas ce que sont les dates du 9 juillet 1737 et du 3 août 1760; nous ne trouvons pas de D.M. correspondant.

La correspondance de l'intendant de Gueudreville est cotée à Toulon, 1 A<sup>1</sup> 226 pour les années 1772-1774 et les lettres de la Cour, 1 A<sup>1</sup> 68, pour les mêmes années.

Quant à l'intendant Prévost de la Croix, nous avons consulté les registres cotés 1 A<sup>1</sup> 228, année 1776. Pour les affaires courantes, nous avons trouvé les registres 1 A<sup>1</sup> 75 et 1 A<sup>1</sup> 76, 1776.

L'intendance de Malouet, ayant été étudiée par son neveu, le baron de Malouet, nous avons seulement examiné : le registre n° 435, relatif aux soumissions, affrètements et marchés passés en 1782, le registre 1 A<sup>1</sup> 235, 1783 et celui coté 1 L 235 (1783).

### B. Les commissions, provisions, brevets de pensions et ordres du Roi.

Tout cela figure dans les registres : 1 L 195, pour les années 1760-1764, 1 L 197, pour 1766-1772, et 1 L 198, pour 1773-1779.

Un registre, pour servir à l'enregistrement des ordonnances et règlements du Roy, commencé le 20 janvier 1701, est coté 1 L 129.

### C. Les jugements de l'intendant, du prévôt de la marine et des Conseils de guerre.

Les Archives du port de Toulon, ne nous renseignent que de 1675 à 1742. Il s'agit principalement de trois registres, cotés sous le n° 301, le premier allant des années 1676 à 1699, le second de 1704 à 1706 et le troisième de 1728 à 1742.

Les procédures n'ont pas été conservées, mais une étude critique des cas particuliers, nous a permis de dégager, une idée précise de l'étendue des attributions juridictionnelles de ces tribunaux, d'autant plus que les ordonnances de 1670 et 1689, ont pu nous guider largement pour aborder cette étude, mal connue jusqu'à présent. Il est évident que les cas vécus et relatés dans les registres ci-dessus, nous ont permis de contrôler dans quelle mesure les ordonnances ont été appliquées.

## 2. — LES ARCHIVES NATIONALES, SECTION MARINE

Laffilard, premier commis des Archives de la Marine, du 18 janvier 1840 à juillet 1854, donne dans son travail général sur les *charges de la Marine* (série B<sup>2</sup> 18), la date du 29 août 1627 pour la commission de Geoffroy, seigneur de Beauvillers en Beauce. Cette date est indiquée par lui comme étant celle de sa provision du premier intendant des armées navales à l'instar de ceux des armées de terre. Laffilard mentionne bien que cette commission était « ad hoc pour une campagne et pour l'année seulement ». Nous n'avons donc pu en trouver trace dans les actes officiels conservés aux Archives Nationales.

Quant à la commission de Testard de La Guette premier intendant établi, à demeure fixe, dans un arsenal, elle ne figure pas en référence sur la fiche de ses états de service, dressée par Laffilard, qui l'indique seulement comme « ancien commissaire », ce qui revient à dire que sa commission était antérieure à l'enregistrement général fait en 1669.

La *correspondance* entre la Cour et de La Guette, figure sous les cotes B<sup>3</sup> 3, 4 et 5. Signalons que les *dépêches de la Cour*, très peu nombreuses, sont contenues dans le registre B<sup>2</sup> 1. L'enregistrement des pièces est régulier à partir de 1669, date où Colbert devient Secrétaire d'Etat du département de la Marine. Ces documents sont donc uniquement des copies, jusque là, en effet, les pièces de correspondance étaient considérées comme la propriété personnelle du destinataire.

Les *lettres expédiées* à la Cour, par Matharel et Arnoul sont cotées B<sup>3</sup> 9, 11, 14, 16, 18, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 32.

Les *commissions* d'intendant de la Marine à Toulon figurent : pour Matharel sous la cote B<sup>2</sup> 10, 10 avril 1670, fol. 60 à 73, pour Pierre Arnoul B<sup>2</sup> 20, fol. 141 et B<sup>2</sup> 29, fol. 6.

## 3. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHONÉ

### A. Dépôt de Marseille.

Pour tout ce qui concerne les conflits — intendants-amirautés — nous avons dépouillé le registre IX B<sup>5</sup> Sous la cote IX B<sup>2</sup> (liasse très importante), nous avons trouvé les lettres patentes portant provision du sieur Matharel ( 1<sup>er</sup> avril 1670, fol. 1400), celles du sieur d'Infreville (10 avril 1665, fol. 1284) et enfin, celles nommant de La Guette (18 juin 1659, fol. 1090 v°).

B. *Dépôt annexe d'Aix-en-Provence.*

Registre des *délibérations du Parlement* pour l'année 1704, coté B 3671.

Registre des *arrêts d'Etat*, pour l'année 1717.

Correspondances 1 et 2, *état des affaires du Parlement*, pour les années 1722-1723, sous les cotes B. 3620, 3689 et 3690.

4. — ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE

Registre A. 29, dossier B. de Gueudreville, liasse de 23 pièces.

Registre A. 45, livre du cérémonial, fol. 103.

5. — ARCHIVES MUNICIPALES DE TOULON

Excepté une lettre des Consuls à Colbert du 31 juillet 1672, à propos d'un conflit entre eux et les officiers de la Marine, il ne nous a pas été possible de dépouiller quoique ce soit, les archives de la ville, étant toujours depuis la dernière guerre, inconsultables.

6. — BIBLIOTHÈQUE INGUIMBERTINE DE CARPENTRAS

Manuscrit C. G. 1827, 20 août 1627, T. II, l. VIII, fol. 82, contenant la commission de G. de Beauvillers.

II. — TEXTES ET RECUEILS LEGISLATIFS

*L'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669*, se trouve au *Recueil des Anciennes lois françaises* par ISAMBERT, JOURDAN et DUCRESY, vol. XVIII, pp. 219 - 391.

M. MUYART DE VOUGLANS, *les lois criminelles de France*, Mérigot, Paris, 1780.

*Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670*, avec un abrégé de la justice criminelle, par M<sup>xxx</sup>, Conseiller au Présidial d'Orléans, Debure, Paris, MDCC. LXIX, 2 tomes.

*Edits, déclarations, réglemens et ordonnances du Roy sur le fait de la Marine*, S. Cramoisy, Paris, M.DC. LXXVII. On y trouve entre autres textes, celui du *règlement pour la police des ports et arsenaux du royaume*, du 6 octobre 1674, pp. 93 - 244.

R. J. VALIN, *Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681*, Légier, La Rochelle, 1766, 2 volumes.

*Ordonnance de Louis XIV pour les armées navales et arsenaux de marine*, Michallet, Paris, M.DC. LXXXIX.

*Les ordonnances de Louis XIV, Roy de France sur la procédure criminelle*, A. Boudet, Lyon, M.DCC. XVIII.

*Code des armées navales ou Recueil des édits, déclarations, ordonnances et réglemens sur le fait de la Marine du Roi, depuis le commencement du règne de Louis XIV, jusques y compris l'ordonnance de 1689, conférés avec les ordonnances postérieures sous le même règne et sous celui de Louis XV jusques en 1757*, A. Boudet, Paris M.DCC. LVIII. Ce code figure au volume 3, de l'*histoire générale de la marine*, écrite par BOISMELE et RICHEBOURG, éd. Prault, Paris, 1744 - 1758.

*Ordonnance du Roi concernant la marine, du 25 mars 1765*, Imprimerie royale, Paris, M.DCC. LXV.

*Ordonnance du 27 septembre 1776, concernant la régie et administration générale et particulière des ports et arsenaux de marine*, ISAMBERT, recueil général des anciennes lois françaises, tome 24, p. 141.

*Ordonnances et réglemens concernant la marine*, Imprimerie royale, Paris, 1786.

*Recueil des lois relatives à la marine et aux colonies, avec table chronologique et analytique des lois rendues depuis 1789, imprimé par ordre du Corps législatif, par le citoyen DESAINT*, Imprimerie de la République, Paris, germinal an V à an VIII, 18 vol., avec tables.

DIDIER NEUVILLE, *Etat sommaire des Archives de la marine antérieures à la Révolution*, Baudoin, Paris, 1898. (Bibl. nat., manuscrits, n° 611, et Bibl. du ministère de la marine).

GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Visse, Paris, MDCC LXXXIV.

J. M. PARDESSUS, *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Imprimerie royale, Paris, 1828 - 1845, 6 volumes.

ISAMBERT, JOURDAN et DUCRESY, *Recueil général des anciennes lois françaises*, Verdière, Paris 1829, 28 volumes.

BLANCHARD, *Répertoire général des lois, décrets, ordonnances, réglemens et instructions sur la marine*, Imprimerie nationale, Paris, 1849, 3 volumes.

### III. — MEMOIRES, LETTRES, CONSIDERATIONS, REFLEXIONS...

J. DE BOISLISLE, *Mémoriaux du Conseil de 1661*, Société de l'histoire de France, Paris, 1905 - 1907, 3 volumes.

E. SUE, *Correspondance d'Escoubleau de Sourdis, archevêque de Bordeaux, augmentée des ordres, instructions et lettres de Louis XIII et du cardinal de Richelieu*, collection et documents inédits sur l'histoire de France, Crapelet, Paris, MDCCCXXX, 3 volumes.

*Testament politique de Richelieu*, éd. 1674, in *lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat de Richelieu*, publ. par G. AVENEL et TAMISEY DE LA ROQUE, Imprimerie nationale, Paris, 1853 - 1877, 8 vol., in collection de documents inédits sur l'histoire de France.

*Testament politique du cardinal de Richelieu*, éd. critique publiée avec une introduction et des notes, par L. ANDRÉ, R. Laffont, Paris, MC. MXLVII.

*Mémoire sur le règlement à faire pour la police générale des arsenaux de Marine*, minute, autographe, 12 octobre 1670, Bibl. Impér., ms., S. F. 3012, 1, pièce 5.

*Mémoires manuscrits d'Usson de Bonrepas*, n° 1; « maximes données par Monsieur de Colbert à M. le marquis de Seignebay pour la marine », 14 may 1674, Arch. Nat., K. 1360.

*Mémoires de Colbert pour son fils*, publiés dans la collection des documents inédits pour servir à l'histoire de France, *Mélanges historiques*, Paris, 1848, volume 4.

*Mémoire non daté visant particulièrement l'intendant de Toulon*, Arch. Mar., G. 133.

*Testament politique de Jean-Baptiste Colbert*, La Haye, 1693.

*Mémoire au Roi, sur la Réforme de la marine*, écrit par le Comte d'Estaing, *Revue maritime*, mai 1910.

*Mémoires du maréchal de Villars*, publiés d'après le manuscrit original pour la Société de l'histoire de France, et accompagnés de correspondances inédites par le marquis de Vogue, 1713 - 1725, tome 4.

*Mémoires de Saint-Simon*, publiés par A. DE BOISLISLE, Hachette, Paris, 1873, 43 volumes.

*Mémoires et considérations générales sur le commerce en France*, présentés à S. M., par Maurepas, sans date.

*Réflexions sur le commerce et la marine*, de MAUREPAS, Arch. Mar., G. 127.

*Considérations sur la constitution de la marine militaire de la France*, Londres, 1756. Cet ouvrage serait attribué à Jean-Baptiste de Secondat, fils de Montesquieu, mais il n'y a à ce sujet aucune certitude.

*Mémoires du duc de Choiseul*, 1719 - 1785, Plon, Paris, 1904.

*Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire*, écrits par lui-même, 1759.

*Mémoires de Malouet*, écrits en 1808 et publiés par son petit-fils, le baron Malouet en 1868, éd. Plon, Paris, 1874.

*Mémoire sur la marine de France*, publié par Mommerqué, en tête des mémoires du marquis de Villette, Soc. de l'histoire de France, Renouard, 1844.

P. L. BOURSAIN, *Mémoire sur l'inspection de la marine*, daté de Blessin, juillet 1832.

#### IV. — ADMINISTRATION DE LA MARINE

C. CHATELAIN, *Le contrôle de l'administration de la marine devant l'opinion publique et devant le Parlement. Mémoires et documents réunis et annotés*. R. Chapelot, Paris, 1903.

P. CLÉMENT, *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, Guillaumin, Paris, 1846.

P. CLÉMENT, *Histoire de Colbert et de son administration*, Didier, Paris, 1874, vol. 1.

P. CLÉMENT, *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Imprimerie nationale, Paris, 1861 - 1882, 10 volumes.

G. DAGNAUD, *L'administration de la marine sous l'Ancien Régime*, Paris, 1913, extrait de la Revue maritime et coloniale. Cet auteur donne une copie abrégée d'un mémoire servant d'instruction pour les officiers employés dans un arsenal de marine. Malheureusement, ce mémoire est sans date et anonyme.

A. DESCHARD, *Notice sur l'organisation du Corps du commissariat de la marine*, Revue maritime et coloniale, tomes 59, 60 et 61, années 1878 et 1879.

A. DESCHARD, *Le contrôle de la marine*, Revue maritime et coloniale, tome 31, année 1886.

A. DUPONT, *Les arsenaux de la marine de 1689 à 1910, leur organisation administrative*, Berger-Levrault, Paris, 1913.

J. GOUGEARD, *Les arsenaux de la marine*, Berger-Levrault, Paris, 1882.

E. GRASSET et E. PICANON, *Le contrôle de la marine*, L. Baudoin, Paris, 1887, article extrait de la Revue maritime et coloniale, novembre 1886.

LAMBERT DE SAINTE-CROIX, *Essai sur l'histoire de l'administration de la marine de France, 1689 - 1792*, Calmann-Lévy, Paris, 1892.

MAISONDIEU, *Le commissariat de la marine*, Hachette, Paris, 1924.

R. MEMAIN, *La marine de guerre sous Louis XIV*, Hachette, Paris, 1936.

E. MORET, *Recherches historiques sur l'administration de la marine française de 1629 à 1815*, F. Diot, Paris, 1849.

## V. — OUVRAGES TRAITANT DE L'HISTOIRE DE LA MARINE

T. DE BOISMESLE et B. DE RICHEBOURG, *Histoire générale de la marine, contenant son origine, chez tous les peuples du monde, ses progrès, son état actuel et les expéditions maritimes anciennes et modernes*, Prault, Paris, 1744 - 1758, 3 vol.

V. F. BRUN, *Guerres maritimes de France, port de Toulon*, Plon, Paris, 1861, 2 vol.

Ch. CHABAUD-ARNAULT, *Histoire de la marine militaire française*, Revue maritime et coloniale, 1893.

G. LACOUR-GAYET, *La marine militaire de la France sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV*, Champion, Paris, 1911.

G. LACOUR-GAYET, *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, Champion, Paris, 1910.

M. C. DE LA RONCIERE, *L'histoire de la marine française*, Plon, Paris, 1932, 6 volumes.

E. SUE, *Histoire de la marine française*, Perrotin, Paris, 1845, 4 vol.

J. TRAMOND, *Manuel d'histoire maritime de la France*, Challamel, Paris 1913.

## VI. — OUVRAGES DIVERS

- BAJOT, *Introduction aux Annales maritimes*, Paris, 1818.
- M. DEJEAN, *Le prévôt de la marine*, Imprimerie nationale, 1790.
- M. GONFREVILLE, *Organisation et compétence des juridictions criminelles de la marine militaire*, A. Rousseau, Paris, 1941.
- G. HANOTAUX, *Origine de l'institution des intendants*, Champion, Paris, 1884.
- G. HANOTAUX, *Histoire de Richelieu*, *Revue des deux mondes*, Paris, 1934, t. 22.
- E. LAVISSE, *Sur les galères du Roi*, *Revue de Paris*, 15 novembre 1897.
- E. LEVASSEUR, *Histoire du commerce de la France*, Rousseau, Paris, 1911.
- P. MASSON, *Les galères de France, 1481 - 1781*, *Annales de la Faculté d'Aix*, année 1937, tome XX.
- MOUFFLE D'ANGERVILLE, *La vie privée de Louis XV*, Londres, 1781, 3 volumes.
- L. MOUGIN, *Toulon, sa rade, son port, son arsenal, son ancien bagne*, Imprimerie A. Lions, Toulon (non daté).
- O. TEISSIER, *Une visite à l'arsenal de Toulon*, Hachette, Paris, 1861.
- J. PARÈS, *Une ambassade Hindoue à Toulon, juin 1788*, *Bulletin de l'Académie du Var*, Toulon, 1915.
- E. PRECLIN et V.L. TAPIÉ, *Le XVII<sup>e</sup> siècle*, P.U.F., Paris, 1949.
- G. RAMBERT, *Nicolas Arnoul, intendant des galères à Marseille, 1665 - 1674*, Provincia, Marseille, 1931.
- P. C. TIMBAL, *Histoire des Institutions*, 2<sup>e</sup> année, Précis Dalloz, Paris, 1957.
- P. VIOLLET, *Le Roi et ses ministres*, Sirey, Paris, 1912.
- S. WOLF, *Le Parlement de Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle*, A. Dragon, Aix-en-Provence, 1920.

## VII. — THESES

- J. M. DAVID, *L'Amirauté des mers du Levant, thèse droit*, Aix-en-Provence, 1941.
- F. DUMON, *Une carrière de commissaire de la marine au XVIII<sup>e</sup> siècle, thèse droit*, Aix-en-Provence, 1944.
- FARGET, *Les pouvoirs juridictionnels de l'intendant de Provence, thèse droit*, Aix-en-Provence, 1944.
- LE HENAFF, *Etude sur l'organisation administrative de la marine sous l'Ancien Régime et la Révolution, thèse droit*, Paris, 1913.
- R. MEMAIN, *Le matériel de la marine de guerre sous Louis XIV, thèse lettres*, Paris, 1936.
- F. DE VEILLECHEZE DE LA MARDIERE, *L'évolution historique du contrôle de la marine, thèse droit*, poitiers, 1912.

## VIII. — REVUES, BULLETINS, ANNALES

- Annales de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence.
- Le Mercure François ou la suite de l'histoire de la paix, J. et E. RICHER, Paris, 1626, tome 12.
- Revue maritime et coloniale.
- Revue de Paris.
- Revue maritime.
- Revue des deux mondes.
- Bulletin de l'Académie du Var.
- Bulletin des réunions des Sociétés des Beaux-Arts à la Sorbonne.
- Collection de la Revue maritime et coloniale, R. Chapelot et C<sup>ie</sup>, Paris.



## INTRODUCTION

---

Nous savons que le titre d'intendant en général était donné à des agents que le Roi envoyait dans les différentes parties du royaume, pour veiller à tout ce qui pouvait intéresser l'administration de la justice, de la police et des finances. Ils étaient chargés de maintenir le bon ordre dans les provinces et d'exécuter les ordres de la Cour. Une abondante littérature retrace leur carrière et tel n'est pas notre but. Cependant nous sommes amenés au passage à mentionner une certaine confusion dans la pensée des auteurs qui ont traité l'organisation administrative de la marine dans l'Ancien Régime, confusion qui consiste à ne pas distinguer les intendants départis dans les provinces et les intendants de la marine. Selon eux (1), l'intendant de la marine ne serait qu'un type d'intendant ordinaire, spécialisé dans les affaires maritimes et installé dans les provinces du littoral. Du fait de cette assimilation, ils donnent les mêmes origines, les mêmes attributions et le même destin aux deux institutions.

Ainsi, ils les font remonter aux chevauchées des maîtres des Requêtes au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, chargés de surveiller les agents locaux suspects d'exactions et aussi dans les envois fréquents de commissaires, chargés d'enquêter dans les provinces et de rendre compte au Roi des observations qu'ils y auraient faites. Ils admettent que ces tournées n'étaient que passagères, et que ce soit dans la province maritime ou dans la province continentale, ils n'étaient pas appelés à y résider en permanence.

La tradition veut qu'une fusion s'opéra entre ces enquêteurs et des intendants commis à la suite des armées terrestres ou navales, chargés de rétablir l'ordre dans telle province indisciplinée, et que rapidement, dès 1551, sous Henri II, ils furent installés à demeure dans la province pacifiée. On ajoute que par conséquent ce n'est pas Richelieu qui créa l'institution de l'intendance de justice, police et finance, mais qu'il s'en servit largement dès 1635.

Quant à leur destin, les intendants connurent rapidement un prestige considérable et créés pour remplacer les organes locaux douteux dans un but de centralisation administrative, ils ne sombrèrent qu'avec la monarchie elle-même.

Ce raisonnement acceptable et logique à première vue, succombe à l'examen minutieux des faits et de l'organisation administrative de la Marine.

En effet, la confusion entre l'intendant de province et l'intendant de la marine est inadmissible si l'on prend la peine de rechercher les causes profondes de leur création et de retracer leur évolution. En outre leurs origines et leurs destins ne correspondent pas obligatoirement.

Les intendants des provinces étaient plutôt des fonctionnaires de combat que des administrateurs, ils étaient appelés à contrôler et à surveiller les autorités anciennes de la région : le gouverneur, le parlement, les divers corps judiciaires,

(1) G. LACOUR-GAYET, LAMBERT DE SAINTE-CROIX, R. MEMAIN, A. DESCHARD, HANOTAUX, LE HENAFF.

etc... Pourvus de commissions très détaillées, ils furent entre les mains du pouvoir royal un puissant instrument de centralisation. Souvent déplacés, ils finirent par se substituer aux autorités locales et par s'incorporer aux pays dont ils avaient la charge. Depuis l'institution fit de grands pas. Nous ne pouvons relater les mêmes faits en ce qui concerne les intendants de la marine. Ils n'ont pas été créés pour mieux tenir les gouverneurs et empiéter sur les attributions des lieutenants généraux, dans un but unique de centralisation administrative, ni érigés en agents réguliers d'un gouvernement personnel jaloux de son autorité, mais pour parfaire une politique économique, commerciale et militaire nouvelle. Ils n'ont pas été placés dans des cadres anciens, mais dans un cadre de politique économique fraîchement édifiée et rénouvée par des idées mercantilistes. L'orientation de la France, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, est axée sur les grandes entreprises commerciales et maritimes. La France, retardée par les guerres de religion, n'avait pu faire de grands progrès dans cette voie, elle se voyait reléguer à un rôle de second plan. Ce n'est pas que son industrie fut pauvre et peu évoluée, mais elle était gênée dans son trafic marchand par des puissances maritimes telles que l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre. Faute de flotte de guerre, les navires marchands, non protégés, étaient à la merci de pillages et autres malversations. La marine d'Etat était si peu importante que les rois étaient contraints de louer des galères à des particuliers et des vaisseaux de haut bord à la Hollande et au Danemark. Si la construction d'un bâtiment était ordonnée, il fallait faire appel à des bois d'Albanie et à des agrès de Suède.

Richelieu, dans son Testament, rappellera à Louis XIII, non sans une vive indignation « l'insolence que l'Angleterre fit du temps du feu roi au duc de Sully ». Sully, en effet, en 1603, avait été envoyé en Angleterre pour complimenter Jacques 1<sup>er</sup> sur son avènement au trône et surtout pour écarter une éventuelle, mais possible, alliance anglo-espagnole; or « ce duc (2) s'étant embarqué à Calais dans un vaisseau français qui portait le pavillon de France au grand mât, ne fut pas plutôt dans le Canal (détroit du Pas-de-Calais) que, rencontrant une roberge (3) qui venoit pour le recevoir, celui qui la commandoit fit commandement au vaisseau Français de mettre le pavillon bas. Ce duc, croyant que sa qualité le garantirait d'un tel affront, le refusa avec audace. Mais ce refus étant suivi de trois coups de canon, tirés à boulets, qui perçant le vaisseau, percèrent le cœur du bon Français, la force le contraignit à ce dont la raison devoit le défendre, et quelque plainte qu'il pût faire, il n'eut jamais d'autre raison du capitaine anglais sinon que, comme son devoir l'obligeoit à honorer sa qualité d'ambassadeur, il l'obligeoit aussi à faire rendre au pavillon de son maître l'honneur qui étoit dû au Souverain de la mer ».

Richelieu concluait : « Le commerce ne peut avoir ses mouvements sûrs et naturels si la mer n'est pas sûre et nettoyée de corsaires, armée contre toutes sortes d'ennemis, il convient donc d'avoir des forces de mer proportionnées » (5). Il rappelait la phrase de Walter Raleigh : « Celui qui commande la mer, commande le commerce, celui qui commande le commerce du monde, commande la richesse du monde, et, par conséquent le monde lui-même ».

Le Cardinal expliquait pour quelles raisons certaines puissances étaient devenues riches (5) : « L'opulence des Hollandais, qui, à proprement parler, ne sont qu'une poignée de gens réduits à un coin de la terre, où il n'y a que des eaux et des prairies, est un exemple et une preuve de l'utilité du commerce, qui ne reçoit point de contestation. Bien que cette nation ne retire de son pays que du beurre et du fromage, elle fournit presque à tout le reste de l'Europe, la plus grande partie de

(2) *Testament politique du cardinal de Richelieu*, éd. critique, publiée avec une introduction et des notes, par Louis ANDRÉ, R. LAFFONT, Paris, MCMXLVII, pp. 403 et suivantes.

(3) *Les roberges étaient de grands navires de commerce que Richelieu avait loués aux Anglais.*

(4) E. LEVASSEUR, *Histoire du commerce de la France*, Rousseau, Paris 1911, 1<sup>re</sup> partie, p. 271.

(5) *Testament politique du cardinal de Richelieu*, p. 416.

ce qui lui est nécessaire... La France est si fertile en blés et si abondante en vins et si remplie de lin et de chanvre pour faire les toiles et cordages nécessaires à la navigation, que l'Espagne, l'Angleterre et tous nos voisins ont besoin d'y avoir recours. Et pourvu que nous sachions bien nous aider des avantages que la nature nous a procurés, nous tirerons l'argent de ceux qui voudront avoir nos marchandises si nécessaires, et ne nous chargerons point de beaucoup de leurs denrées, qui nous sont si peu utiles... Pour nettoyer la mer du Levant, il suffira de faire partir tous les ans, vers le mois d'avril, une escadre de six galères, qui tiennent la route des îles de Corse et de Sardaigne et qui côtoient la Barbarerie jusque vers le Détroit (de Gibraltar) et reviennent par la même route, pour se retirer seulement, lorsque la saison les y contraindra, auquel cas, cinq ou six vaisseaux bien équipés prendront leur place pour faire leur caravane pendant l'hiver ».

La France pour se lancer dans cette carrière nouvelle, et remplir ses Trésors avait donc besoin d'une flotte puissante capable de protéger les nombreux convois de navires marchands. Richelieu montre la nécessité de la France d'avoir une flotte puissante car « l'Angleterre étant située comme elle l'est, si la France n'était puissante en vaisseaux, elle pourrait entreprendre, à son préjudice, ce que bon lui semblerait sans crainte de retour; elle pourrait empêcher nos pêches, troubler notre commerce et faire, en gardant l'embouchure de nos grandes rivières, payer tel droit que bon lui semblerait aux marchands; elle pourrait descendre impunément dans nos îles et même sur nos côtes: enfin, la situation du pays naval de cette nation orgueilleuse leur ôtant tout lieu de craindre les plus grandes puissances de la terre, l'ancienne envie qu'elle a contre ce royaume lui donnerait apparemment lieu de tout oser lorsque notre faiblesse nous ôterait tout moyen de rien entreprendre à son préjudice » (6).

Pour ce faire, il fut rendu urgent d'établir une administration maritime, de donner à la marine des ports, des chantiers, des arsenaux, des bâtiments de guerre et d'assurer le recrutement du personnel maritime. Devant cette tâche monumentale, le pouvoir royal avait besoin d'un agent de confiance, capable tout en étant docile; ce fut l'intendant de la marine.

La circonscription ordinaire de cet intendant n'était pas la généralité, mais un port avec son arsenal et ses chantiers. Il devint rapidement le rouage essentiel de la nouvelle politique, d'autant plus que le roi se méfiait des militaires à qui il ne voulait pas confier cette nouvelle fonction. Il les considérait comme indisciplinés et gaspilleurs. Ce qui engendrait des conflits où la « plume » l'emportait presque toujours, solidement tenue par Richelieu et plus tard par Colbert.

Quant à l'origine des intendants de marine, elle remonte à une époque bien plus tardive que celle relevée pour les intendants ordinaires. Il nous faut attendre l'année 1607 pour lire une lettre de provisions, nommant Geoffroy, seigneur de Beauvillers, « pour embarquer sur l'armée navale du Levant, commandée par le duc de Guise et aider ce général de ses avis dans ses conseils » (7).

(6) E. SUE, *Correspondance d'Escoubleau de Sourdis, augmentée des ordres, instructions et lettres de Louis XIII et du cardinal de Richelieu*, Collection et documents inédits sur l'histoire de France, Crapelet, Paris, MDCCCXXX, tome 1, p. III.

(7) La commission de Beauvillers se trouve à la Bibliothèque Inguimbertaine à Carpentras, dans un manuscrit n° 1827, fol. 84, *Pièce annexe n° 1*. Il est curieux de noter que sa commission conservée en copie dans un manuscrit comporte une erreur de date. Cette erreur est d'autant plus embarrassante qu'elle se trouve dans le corps même de la pièce. En effet on peut lire : « désirant ainsy qu'il est accoustumé que nostredit cousin (le duc de Guyse) soit assisté de quelque notable personnage et de qualité requise pour faire la charge d'Intendant de la justice et de police en ladite armée navale. Nous avions estimé que nous ne pouvions faire en meilleur choix et plus agréable à nostre dit cousin, que de vous, qui nous avez déjà servi près de lui en la même qualité en l'armée navale qu'il commandoit en 1622 contre les Rochellois, vous avez acquis une parfaite connaissance du fait de la Marine et de ce qui est à faire pour nous y bien servir... ». Certes le duc de Guise en 1662 combattit brillamment les Rochellois, mais dans aucun document de cette date ne figure

Richelieu estimait leur existence purement accidentelle et intermittente. Dans son testament politique (8), ne voulant point installer ces gens à demeure, il rejetait lui-même leur charge aux fonctions des Maîtres des Requêtes. Il ne voulait reconnaître en eux que des commissaires dont l'exercice était réduit à un simple pouvoir de contrôle (9) et ainsi « éviter les épines des parlements qui fomentent les difficultés sur toutes choses ». Le cardinal, nouveau venu dans le domaine maritime, pensait avoir assez bousculé l'administration pour établir à demeure un intendant. A la suite de Beauvillers, et surtout à partir de 1640, on relève fréquemment leur présence; le 7 janvier 1645, Leroux d'Infreville reçut une commission d'intendant d'armée navale pour embarquer sur les vaisseaux commandés par M. de Brézé, et le 2 janvier 1648 une commission d'intendant des armées navales du Levant (10). En 1647 le bailli de Valençay à Toulon « était appelé au Conseil de l'armée navale, y avait voix et devait être considéré comme y étant de la part du Roi ».

Tout comme l'intendant d'armée de terre, l'intendant d'armée navale, à son tour, mais beaucoup plus tard, s'installa définitivement et à demeure fixe dans un port. Cette décision fut prise pour la première fois, par Mazarin, qui pour dicter plutôt que signer le traité des Pyrénées à Saint-Jean de Luz, ordonna pour intimider les Espagnols, d'importants armements en Méditerranée. Il établit à la tête du port de Toulon un intendant à demeure fixe, Testard de La Guette, qui reçut le même jour, c'est-à-dire le 18 juin 1659, deux commissions : l'une l'ordonnant intendant des armées navales du Levant en résidence dans le port de Toulon, et l'autre l'ordonnant intendant des Galères de Marseille. Désormais, le combat terminé, l'intendant prendra soin de la conservation et de l'entretien des vaisseaux. Il assurera la justice à l'intérieur de l'arsenal et ordonnera les dépenses nécessaires à la construction des bâtiments et autres.

En droit, l'intendant n'eut de pouvoir réel qu'après la mort de Mazarin. En effet, Louis XIV ayant décidé de gouverner seul, en application de la maxime « le Roi est monarque et n'a pas de compagnon en sa majesté royale », résolut de concentrer bien plus que n'avait pu le faire Mazarin, les forces indisciplinées. C'est à partir de ce moment que l'intendant, choisi parmi la bourgeoisie, considérée comme plus docile que la noblesse, devint maître absolu à l'intérieur de l'arsenal.

C'est grâce à Colbert, que ses attributions, jusque là théoriques, purent s'affirmer définitivement. L'intendant devint alors un des rouages essentiels de la politique économique adoptée par le nouveau ministre.

Nous savons que les intendants de provinces devenus les « véritables chefs de l'administration régionale et les meilleurs agents de l'absolutisme monarchi-

le sieur de Beauvillers en qualité d'intendant de police et de justice. La seule hypothèse est que le sieur de Beauvillers embarqué à la suite des armées navales commandées par le duc de Guise, exerçait les fonctions de subordonné de l'amiral. Ceci nous permet donc de rejeter la date de 1622.

LE HENAFF, *Etude sur l'organisation administrative de la marine sous l'Ancien Régime et la Révolution*, thèse droit, Paris, 1913, p. 42, et aussi Ch. de LA RONCIÈRE, *Richelieu et la centralisation de l'autorité maritime*, R.H.D., 1909, t. 33, pp. 56, 57, veulent faire remonter l'origine de l'intendant, en la personne du sieur Briand. Ses lettres de provisions, datées du 11 octobre 1607, mentionnent le titre d'intendant de marine, mais elles ne sont pas signées du Roi mais de l'amiral. De même, un nommé Villemenon se vit conférer un titre analogue, le 8 novembre 1612, mais ses lettres ne sont pas non plus signées du Roi. En réalité, ces personnages s'ils portaient le titre, n'en exerçaient pas les fonctions. Il faut simplement admettre que l'amiral se déchargeait sur eux des affaires administratives sans aucun droit de contrôle. L'intendant en effet était « embarqué » à bord des vaisseaux militaires, ce n'est que plus tard qu'il joua le rôle prépondérant dans l'administration de l'arsenal, le commissaire étant placé sous ses ordres.

(8) *Testament politique de Richelieu*, éd. 1674, t. 1, chap. IV, p. 216, Imprimerie Nationale, 1853-1877 (coll. de documents inédits sur l'histoire de France, publiée par G. AVENEL et TAMISEY DE LA ROQUE).

(9) G. HANOTAUX, *Origine de l'institution des intendants*, Champion, Paris, 1884, p. 156.

(10) LE HENAFF, *Etude sur l'organisation administrative de la marine*, thèse droit, Paris, 1913, p. 97.

que » (11) atteignirent rapidement la gloire et l'apogée, pour s'y maintenir jusqu'à la Révolution. Celle-ci « s'est acharnée contre eux parce qu'elle a surtout retenu qu'ils avaient été les instruments actifs » de l'arbitraire et du despotisme. Nous notons donc une phase ascendante et une chute brutale causée par le renversement de la Monarchie. Nous ne constatons pas une évolution identique dans la carrière de l'intendant de la marine. Apparue très tard, dans le cadre de la construction d'une marine de guerre, l'intendant connut un grand prestige tant qu'il fut l'agent essentiel d'une politique favorable à un essor maritime et commercial, mais très rapidement et contrairement à l'intendant de province, l'intendant de la marine entra dans la voie de la déchéance. En effet, par suite des revers militaires et de l'essoufflement des finances, le vent de la politique, de maritime devint continental et, l'intendant, faute d'armements et abandonné par la Cour, fut relégué à un rôle de simple comptable. On aurait pensé, qu'avec Choiseul et ses nouvelles idées sur la marine, la « plume » reprendrait la première place dans les ports, mais le nouveau ministre, ancien militaire, donna le pas à l'« épée ». A partir de cette époque, l'institution agonisait, jusqu'au moment où la Révolution l'acheva.

En résumé, dès le 18 juin 1659, l'intendant a les pleins pouvoirs dans l'enceinte de l'arsenal, avec, en vertu d'un règlement du 21 mars 1688, la préséance sur les chefs d'escadre, sauf dans les Conseils de guerre assemblés dans un but purement militaire. Juge, ordonnateur et comptable général du port, il a sous son autorité des commissaires auxquels il délègue une partie de ses attributions. Il nomme parmi les commissaires un contrôleur dont le rôle est assez mal défini. Enfin, l'intendant a sous ses ordres le capitaine du port, chargé de la surveillance des issues de l'arsenal et des vaisseaux.

Chef incontesté de tous les services, seul maître de l'arsenal, consacré comme tel par l'ordonnance du 15 avril 1689, l'intendant devait se heurter aux autorités locales jalouses de ses prérogatives. La réaction la plus vive fut opposée par les officiers militaires qui supportaient malaisément d'être écartés de l'arsenal; il en résulta de violentes querelles entre la « plume » et l'« épée ».

Choiseul croyant mettre un terme à ces conflits remplaça l'unité de direction par la dualité de services, mettant face à face l'intendant et le commandant du port devenu commandant de la marine. A partir de cette période dont le point de départ remonte à l'ordonnance de 1765, l'élément militaire commence à s'introduire au ministère de la marine et dans l'administration de l'arsenal, portant ainsi atteinte à l'intendant qui progressivement, par suite de réformes plus ou moins singulières, se trouva relégué à un rôle de second plan.

Ce sont ces deux phases de l'institution que nous voulons dégager.

Dans une première partie, nous décrirons : l'institution dans son évolution et son apogée, en envisageant successivement :

Chapitre I. — L'évolution de l'institution.

Chapitre II. — Les auxiliaires de l'intendant.

Chapitre III. — Les pouvoirs juridictionnels de l'intendant.

Chapitre IV. — Les attributions administratives de l'intendant.

Dans une deuxième partie, que nous intitulerons : La réaction des organes locaux et la déchéance de l'intendant, nous étudierons successivement :

Chapitre I. — Les conflits de compétence et de préséance.

Chapitre II. — La nouvelle politique maritime de la France. La déchéance de l'intendant.

(11) P.C. TIMEAL, *Histoire des Institutions*, 2<sup>e</sup> année, Précis Dalloz, Paris, 1957, p. 253.

Avant d'aborder cette étude, nous adresserons nos remerciements et notre vive gratitude à MM. les Professeurs Aubenas et Maillet, et à Mademoiselle Forget, archiviste en chef du port de la III<sup>e</sup> Région Maritime de Toulon, qui nous ont permis de débrouiller un travail complexe. Suivant leurs conseils, nous essaierons de ne pas nous borner à un simple commentaire de textes réglementaires, mais bien au contraire de montrer réellement l'intendant en action, en décrivant ses multiples fonctions. Nous tenterons de faire revivre les gens de mer de l'époque, malgré les difficultés qui consistent à vouloir apporter quelque jour dans la nuit des temps. « *Res ardua est vetustis novitatem dare novis auctoritatem, obsoletis nitorem obscuris lucem, fastiditis gratiam dubiis lucem* » (Plin. in Proem., lib. 2, *Histor. nat.*).

**PREMIÈRE PARTIE**

**L'INTENDANT DE LA MARINE**



## CHAPITRE I.

# L'ÉVOLUTION DE L'INSTITUTION

---

Si Richelieu utilisa des intendants dans l'administration de la marine, il n'osa cependant pas les installer à demeure fixe dans un port. En effet, les militaires n'entendaient pas être subordonnés à des civils en permanence, aussi, lorsque la campagne prenait fin, l'intendant, après avoir dressé un rapport détaillé sur tout ce qui pouvait intéresser le pouvoir central, prenait congé, en vertu même des textes de sa commission. Le cardinal eut une lourde tâche à accomplir : écarter les « grands » de l'administration centrale des Affaires de la Marine et centraliser fortement les forces navales.

Mazarin, gêné par la Fronde, n'eut pas la possibilité d'intervenir dans le domaine maritime, pourtant nous verrons qu'il fut le premier à installer définitivement l'intendant dans l'arsenal de Toulon. A vrai dire, cette décision n'avait pas été commandée par des nécessités administratives, mais par des impératifs diplomatiques.

Ce fut Colbert, qui permit à l'intendant de s'élever au dessus des militaires, dans la direction effective des ports, dans le cadre d'une politique commerciale généralisée.

C'est cette ascension, à travers les événements politiques, commerciaux et militaires, que nous essaierons d'étudier.

### *Section 1. — L'œuvre de Richelieu*

En ce qui concerne l'organisation de la marine, Richelieu porta tous ses efforts sur le plan central de l'administration et sur le plan local. Or, cette réalisation, pour se faire devait inévitablement se heurter, à l'échelon central, à de nombreuses difficultés soulevées par la présence des amiraux, et à l'échelon local, à une vive opposition de la part des militaires.

Richelieu, par la ruse, par la contrainte et par l'argent, réussit à écarter les amiraux, mais il fut plus hésitant en ce qui concerne l'administration des ports; en effet, il rendit un règlement en date du 29 mars 1631, par lequel il posait le principe d'une administration mixte composée d'une part par un corps de militaires, d'autre part par un corps de civils. Mais il faut bien préciser que l'intendant n'avait pas encore d'assise bien fixe, et qu'il était surveillé lui-même par le contrôleur de la marine, qui correspondait directement avec la Cour.

### § 1. — La centralisation des forces navales

Chargé, le 24 novembre 1616, du ministère de la guerre, Richelieu ne fit que « traverser l'antichambre du pouvoir » (1). Demeuré provisoirement dans l'ombre quelques années, il revint à la Cour en 1624, en qualité de principal ministre du Conseil d'Etat. Sa première tâche fut de réaliser l'unité du commandement dans les armées navales. Il sut s'entourer de collaborateurs exceptionnels, parmi lesquels la place d'honneur revient aux Launay-Razilly, qui furent effectivement les inspirateurs techniques de ce mouvement de reconstruction de la marine et de l'essor commercial de la France. Isaac de Razilly éclaira par ses avis suggestifs Son Eminence, en lui soumettant un plan d'ensemble, à la fois maritime et colonial, qui débutait par ces considérations : « J'ai le cœur tout serré quand je viens à considérer les discours que font chaque jour des étrangers quand ils parlent de la France. — Quelle puissance a votre roi, vu qu'avec toutes ses forces il n'a pu vaincre un gentilhomme de ses sujets (Soubise) sans l'assistance de l'Angleterre, de la Hollande et de Malte; à plus forte raison s'il avait guerre contre le roi d'Angleterre ? — ...Et pourtant que nous manque-t-il pour avoir une marine ? Nous avons des ports à profusion; des forêts dans le voisinage de la mer et telles qu'on pourrait bâtir plus de navires qu'il n'y a dans toute l'Europe; pour fret, du blé et du vin; pour marins, des gens d'une bravoure et d'une endurance sans égales, tels ces marins du commandeur de La Porte et du chevalier de Beauregard qui, rationnés à vingt-deux fèves par jour, le ventre creux, livraient des combats admirable... » (2).

Dans sa pensée, la construction d'une puissante marine de guerre « était moins destinée à des actions navales qu'à assurer la protection du pavillon marchand et à aider à la colonisation » (3). Mais pour ce faire, Richelieu dût se débarrasser des amiraux encombrants et incapables de gérer au mieux la marine. Ces personnages étaient cependant très puissants, ainsi l'Amiral de France dominait la Normandie, la Bretagne, la Guyenne, pour le Ponant, et, l'Amiral de Provence, étendait sa maîtrise sur tout le Levant. Il est un fait certain, que les amiraux de cette époque là, exception faite de Coligny, n'étaient pas des marins; leur ignorance et leur incapacité étaient aggravées par les obstacles administratifs qu'ils créaient de toute part, dans le seul but de percevoir des droits, gênant pour le commerce et la navigation, sur la mer, les ports et rades.

Richelieu convoqua le Parlement de Paris, qui fut appelé à enregistrer, en mars 1627, deux édits : l'un supprimant l'office d'Amiral de France, l'autre créant en faveur de Richelieu, l'office de Grand-maître, Chef et Surintendant Général de la Navigation et du Commerce de France.

Par ce deuxième édit, le Parlement de Paris définissait ainsi les pouvoirs du Grand-maître : « Nous voulons et entendons que notre cousin, Cardinal de Richelieu, pourvoie et donne ordre à tout ce qui sera requis et utile pour la navigation et conservation de nos droits, avancements et établissements du commerce, sûreté de nos sujets à la mer, ports, havres, rades et grèves d'icelle et isles adjacentes, observation et entretenement de nos ordonnances de la marine; et qu'il donne tous pouvoirs et congés nécessaires pour les voyages de long cours et tous autres qui seront entrepris par nos dits sujets, tant pour ledit commerce que pour la sûreté d'icelui.... voulons que lesdits vaisseaux et garde-côtes prennent de nostre dit cousin... tous ordres pour nettoyer nos mers de pirates et corsaires, faire conserver en sûreté nos marchands et généralement pour toutes choses dépendantes dudit commerce, navigation et entreprises de mer » (4).

C'était donc accorder au cardinal un pouvoir égal à celui de l'amiral. Mais il fallait compter avec les récriminations des amiraux, peu disposés à se retirer.

(1) P. VIOLLET, *Le Roi et ses ministres*, Sirey, Paris, 1912, p. 254.

(2) HANOTAUX, *Histoire de Richelieu*, in revue des deux mondes, Paris, 1934, t. 22, p. 117.

(3) E. PRÉCLIN et V.-L. TAPIE, *Le XVII<sup>e</sup> siècle*, P.U.F., Paris, 1949, p. 151.

(4) MARIEJOL dans LAVISSE, *Histoire de France*, t. 6<sup>e</sup>, pp. 335, 337.

Le duc de Montmorency, Amiral de France, fut dédommagé par une indemnité de 1 200 000 livres en capital. Quant au duc de Guise, Amiral du Levant, il se montra plus récalcitrant. Mais brusquement, en 1631, il quitta Marseille et se garda bien de revenir en France.

Aussitôt, après son triomphe, le Grand-Maître se retourna contre Gondi, Général des galères. En janvier 1635, il obtint sa démission et se fit investir par brevet, du généralat des galères, ce qui lui donnait la lieutenance générale dans les mers du Levant. Il lui en coûta un demi-million, mais s'achevait la tâche qu'il s'était imposée : accaparement de tous les pouvoirs et concentration entre ses mains de toute l'autorité maritime.

Ce coup d'Etat, justifié par des nécessités politiques, commerciales et financières, permit au cardinal de hisser la France au rang des grandes puissances maritimes et de réaliser son œuvre de concentration de l'autorité, d'information (enquêtes d'Infreville et de Séguiran) et de construction, d'où devait apparaître l'intendant, destiné à mettre un frein aux désordres occasionnés tant par les gens d'« épée » que par les anciens organes locaux.

## § 2. — *L'administration dans l'enceinte des ports et à bord des vaisseaux*

L'administration de la marine militaire reçut sa charte constitutive, sous la forme d'un règlement sur le fait de la marine, du 29 mars 1631, où toutes les questions maritimes, administratives et militaires furent envisagées et résolues.

Ce règlement prévoit dans chaque port un chef d'escadre et un commissaire général, le premier chargé des services militaires, le second des services administratifs. Le commissaire, en vertu du règlement, devait « avoir soin de pourvoir à la conservation et radoub des vaisseaux, à l'entretien des matelots pour leur garde et de tenir tous leurs agrès et apparaux et tout ce qui sera nécessaire à naviguer, tellement prêts en des magasins que, quand l'on en aura besoin, lesdits vaisseaux puissent être mis promptement à la mer » (5). Les auxiliaires du commissaire général étaient au nombre de cinq : trois commissaires ordinaires et deux contrôleurs. En face du commissaire, le chef d'escadre avait sous ses ordres un capitaine de marine et deux lieutenants. Le chef d'escadre et tout le corps de l'« épée » qu'il commandait, se plaignaient de cette juxtaposition militaire-civil, dans un même domaine. Mais dans la pensée de Richelieu, cette juxtaposition avait un but : brider le commandement militaire, en lui opposant des administrateurs, dans toutes les tâches qui lui étaient assignées.

Ce règlement, inspiré largement par les méthodes hollandaises et les usages des Chevaliers de Malte, prévoit avec minutie tous les détails de la construction, de l'armement, du gréement, de l'approvisionnement, de la conservation et du désarmement des vaisseaux ; véritable chef-d'œuvre en son genre, il fut repris en grande partie par Colbert et le marquis de Seignelay. Comme nous pouvons le remarquer, il n'est nullement question de l'intendant de la marine, tout au moins du titre, mais cela correspondait à la politique de Richelieu qui connaissait fort bien les susceptibilités locales, mises déjà en éveil par les intendants de province. Le moment n'était donc pas encore venu, et au fond si le titre ne paraît pas, la fonction était précisément exercée, certes à l'état embryonnaire, mais réel cependant, par le commissaire. D'ailleurs la plupart des commissaires furent plus tard appelés intendants.

Il existait pourtant bien un intendant, comme on l'a vu précédemment, mais, il n'était appelé à servir que pour une opération militaire déterminée, si bien que son rôle épisodique, était mentionné uniquement dans une commission dans laquelle il était précisé qu'une fois le combat terminé, l'intendant embarqué à

(5) LE HÉNAFF, *Etude sur l'organisation de la marine, sous l'Ancien Régime et la Révolution*, thèse droit, Paris, 1913, pp. 84 et ss.

la suite des armées navales, devait rentrer chez lui, après avoir envoyé un mémoire sur la conduite des opérations et le comportement des officiers et matelots. Le militaire, comme on s'en doute ne se résigna jamais au contrôle d'un civil. Richelieu, semblait préférer l'utilisation de commissaires extraordinaires. Ainsi il confia le soin de d'enquêter sur toutes les côtes du Levant, en 1633, à H. de Seguiran, Premier Président de la Cour des Comptes, Aides et Finances (6). Cette enquête, menée avec beaucoup de tact et de zèle, est riche d'enseignements. Séguiran releva qu'au château-fort de Cassis, appartenant à l'évêque de Marseille, « la garnison se composait d'un concierge » et que l'artillerie était représentée par, en tout, « deux fauconneaux, l'un desquels était éventé ». A Toulon, il trouva l'arsenal vide et dans la Grosse-Tour, édifiée par Louis XII, un gros bonhomme de gouverneur », qui n'avait pour toute garnison que sa femme et sa servante. Quant aux vaisseaux, « faute d'avoir esté bien liez, ils s'ouvroient en haulte mer, et mesme dans les ports de leur propre poids sans naviguer ». Nous passerons tous les détails relevés par Seguiran : les marchandises volées par les pirates, les ports méditerranéens mal entretenus et sans police, le dénombrement des navires avec leur tonnage, etc.

Il résulte de ces remarques, qu'à l'époque de Richelieu, nous relevons la présence de trois agents ayant des prérogatives variables : le commissaire général, investi de l'autorité administrative dans l'enceinte de l'arsenal; l'intendant des armées navales, nommé par le Roi, pour assurer la justice et la police à bord des vaisseaux; et enfin le commissaire-inspecteur, chargé d'enquêter en un lieu déterminé.

C'est de l'ensemble des attributions de ces trois personnages, que devaient naître les pouvoirs du futur intendant de la marine, fixé dans le port de Toulon par Mazarin. Par la suite, l'expérience ayant donné des résultats satisfaisants, il fut installé dans chaque port, un intendant auquel lui étaient subordonnés un commissaire et un contrôleur. Ce dernier, était chargé de surveiller l'intendant, mais comme il dépendait de son supérieur, son rôle devenait un vain mot. Quant au titre d'intendant des armées navales, il devenait honorifique, la fonction étant remplie par un commissaire ou par un écrivain.

## **Section 2. — L'établissement de l'intendant dans le port de Toulon**

Mazarin avait, lui aussi, reconnu la nécessité de donner une plus grande vitalité à l'administration de la marine, mais gêné par la Fronde, son œuvre fut fragmentaire. Il avait la même conception que celle de Richelieu, mais il ne put que très rarement la réaliser. Comme nous l'avons dit, son mérite fut d'avoir établi à demeure un intendant dans le port de Toulon. Le cardinal venait, en effet, aux environs de 1659, d'ordonner des armements considérables dans la Méditerranée. Au moment de quitter Paris pour Saint-Jean-de-Luz, où devaient être réglés les préliminaires du Traité des Pyrénées, il voulut montrer aux Espagnols qu'il était prêt à continuer la guerre, aussi bien qu'à leur donner la paix. Il profita de ces armements pour envoyer à Toulon, Testard de La Guette, alors intendant des armées navales du Levant, le 16 juin 1659. Au moment de son entrée en charge, de La Guette reçut une commission en forme de lettres patentes, signées du Roi et du secrétaire d'Etat et contresignées par le secrétaire général de la marine. Cet établissement en permanence dans un port, marque un tournant exceptionnel dans la fortune de l'intendant de marine.

(6) Correspondance d'ESCOUBLEAU DE SOURDIS, augmentée des ordres, instructions et lettres de Louis XIII et du Cardinal de Richelieu, collection et documents inédits sur l'histoire de France, première série, t. 2, Crapelet, Paris, MDCCCXXIX, pp. 223-319.

Dans la partie consacrée à ses fonctions, on relève qu'il devait avoir soin « d'équiper un bon nombre de vaisseaux en nos mers du Levant », dans le but « de faire la guerre à nos ennemis et rendre le commerce plus libre et plus facile à nos suiets » (7). Cette dernière recommandation entraînait bien dans la ligne de la pensée du feu grand cardinal, puisqu'elle était destinée à relever le commerce et le prestige de la France.

La commission, dans son préambule, souligne l'importance et la nécessité de la présence d'un intendant aux armées navales : « L'expérience, nous ayant fait connaître combien il est utile pour notre service d'avoir des intendants de la justice, polices et finances en nos armées de terre, pour y maintenir la discipline et pourvoir à tous les besoins qui y arrivent, nous a aussi fait juger qu'il n'est pas moins important de commettre des personnes de suffisance, capacité et fidélité reconnues pour faire les mesmes fonctions en nos armées navales » (8).

Le corps de la pièce énumère le nom et les qualités du titulaire, la commission de La Guette comme toutes celles qui suivent, contient : « Louis par la Grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, A nostre amé et féal Conseillé en nos conseils d'Etat et privé et de nos finances; Louis Testard de La Guette, sieur de Sancy, Salut ».

Les attributions incluses dans les lettres patentes sont claires et détaillées, pourtant, tous les cas ne sont pas prévus, aussi la commission se termine par l'appel au bon sens et à la clairvoyance de l'intendant pour conduire et régler les affaires au mieux des intérêts de Sa Majesté. « Et comme il y auroit encore diverses choses à ajouter à la présente commission, Sa Majesté s'assure que vous y suppléerez par votre expérience et votre capacité ... Validant dèz à présent toutes les ordonnances que vous ferez et expédirez ».

Cependant, on est surpris de prime abord de constater que ces lettres patentes, signées du Roi, soient contresignées de Loménie, alors secrétaire d'Etat pour la marine du Ponant. A vrai dire, les attributions des deux secrétaires d'Etat du Ponant et du Levant, n'étaient pas rigoureusement délimitées et de Loménie pouvait intervenir dans la marine du Levant qui relevait de le Tellier, père de Louvois.

Quoiqu'il en soit, ces commissions et instructions spéciales et très détaillées pouvaient être considérées comme des manuels de l'intendant, auxquels il devait nécessairement se référer.

Mais, nous le savons, Mazarin, trop occupé à réprimer les « grands », ne put donner suite à ce début d'organisation maritime. L'intendant, certes, demeurait désormais dans un port, mais il était, malgré sa bonne volonté, dans l'empêchement de faire quoique ce soit. En effet, les fonds manquaient, les magasins d'agrès, d'approvisionnement et d'armement étaient vides. Dans le port de Toulon, les vaisseaux : « Le Grand Cardinal », « Le Triomphe », « Le Saint-Thomas d'Aquin » et bien d'autres, ne pouvaient plus servir, faute d'entretien. Le désordre régnait de toute part aussi bien à la Cour que dans les provinces, lorsque Colbert se vit confier le portefeuille de la marine. Partisan des méthodes maritimes préconisées par Richelieu, il s'inspira pleinement du règlement de 1631, en maintenant la distinction très nette entre le militaire et l'administrateur. Pour mener à bien son œuvre de rajeunissement des cadres et remettre en chantier des vaisseaux bien armés, il utilisa l'intendant de la marine, comme ne l'avaient jamais fait ses prédécesseurs.

(7) Cf. la *Commission de Testard de La Guette*, pièce annexe n° 2.

(8) A. DESCHARD, *Notice sur l'organisation du corps du commissariat de la marine*, Revue maritime et coloniale, 1878, t. 59, pp. 480 et ss., pièce annexe n° 2.

### Section 3. — Le développement du rôle de l'intendant

Meilleur comptable que Richelieu, Colbert sut substituer à l'anarchie de naguère, une administration méticuleuse, ordonnée et prévoyante. La navigation devait jouer un rôle primordial dans l'établissement de son programme industriel et commercial, dominé par le système mercantiliste, en ce sens, qu'une forte marine, bien organisée et disciplinée, devait être présente dans toutes les mers, et convoier les vaisseaux marchands exportants les produits français, en toute sécurité.

Déjà dans un mémoire du 1<sup>er</sup> octobre 1659, Colbert incitait vivement Mazarin à rétablir la gloire et l'honneur du royaume sur la mer, en remettant sur mer un nombre considérable de galères et de vaisseaux. « ... Depuis dix ans, écrivait-il, l'on n'avait jamais vu en mer plus de deux ou trois vaisseaux de guerre françois; tous les magasins de guerre étaient entièrement dénués; tous les vaisseaux réduits à vingt — plusieurs même hors d'état de servir — toute la chiourme à huit ou neuf cents forcés, la plupart malades et affaiblis, six meschans corp de galères » (9); Colbert s'indignait de ne pas trouver de flotte. « Pas de budget, s'exclamait-il ! Pas de marins ! » Et pourtant, « la France a vu depuis trente années que les plus grandes conquêtes qu'elles a faites pendant ces dernières guerres, ce a esté par les forces maritimes; et quand on les a négligées, la perte desdites conquêtes s'est ensuivye » (10).

Dans son testament politique, Colbert écrivait : « Je ne faisais que fournir la carrière dans laquelle le cardinal de Richelieu étoit rentré. De tout ce que le cardinal avoit entrepris pour la gloire du royaume, il n'y avoit rien de plus important que la navigation et le commerce » (11).

Il est intéressant de noter que Colbert à ce moment là, n'était, que membre du Conseil du Grand-Maitre de la navigation (1) et que, malgré sa situation subalterne, il prit rapidement un ascendant réel sur les officiers de marine. Louis XIV ne montra au début qu'indifférence systématique à tous les projets de Colbert concernant la marine, mais à force de persuasion, il finit par être convaincu de la nécessité de tenir une flotte capable de protéger en tout lieu le commerce maritime, si utile à son trésor. Colbert eut pour collaborateur, son fils, Seignelay.

La réforme capitale de Colbert consista à mettre fin à l'incohérence qui régnait dans la hiérarchie navale. Il fixa une fois pour toute l'ordre des préséances dans un règlement du 21 mars 1668. L'intendant eut sur le chef d'escadre la préséance à terre, ainsi que dans les conseils de discipline. En une simple formule, il donna « toute la guerre à M. le Général; toute la Justice, Police et Finance à l'Intendant ».

Toulon fut doté d'un arsenal apte à recevoir toutes les forces navales. Dès 1666, il fut envisagé la construction de spacieux magasins, d'une seconde corderie et d'un nouveau fourneau pour la fonte des canons. Un arrêt du Conseil statua qu'il serait prélevé, pendant cinq années, 12 000 livres sur les revenus de la ville, pour donner à la darse vingt-cinq pieds de profondeur. Les mesures à prendre pour la reconstruction de l'arsenal, furent discutées, au mois de septembre 1669, lors d'une conférence dont firent partie le baron d'Apède et l'intendant des galères Nicolas Arnoul. Il fut décidé de passer outre au mauvais vouloir et aux égoïsmes des consuls de Toulon et de procéder, sans délai, aux travaux

(9) Toulon, 3 mai 1661, Arch. Nat., Marine B<sup>1</sup> 1, fol. 48.

(10) « Raisons principales pourquoi le roy doit avoir incessamment de ses vaisseaux en mer », 15 novembre 1661, Arch. Nat., Marine, B<sup>1</sup> 2, fol. 125.

(11) Testament politique de Jean-Baptiste Colbert, La Haye, 1693, pp. 185, 193.

(12) A. JAL, Dictionnaire critique, art. Colbert. Le Grand-Maitre de la Navigation était César de Vendôme.

Colbert désirait que l'arsenal contînt au moins cinquante à soixante vaisseaux, et même davantage, pour le cas où le roi ferait passer toutes ses forces maritimes dans la Méditerranée; et qu'il y eût toujours à Toulon, outre les réserves, du bois pour six ou sept vaisseaux à bâtir dans l'année, quatre à cinq mille pièces de canon, des ancres, des armes, et tout le reste en proportion. Trop considérables pour que les ingénieurs des divers services ne fussent pas longtemps à se mettre d'accord, ces travaux donnèrent lieu à des débats sans fin. Ils duraient encore, quand, le 2 avril 1677, un incendie, dévorant une partie de Toulon, aplanit les plus grosses difficultés. Vauban, de plus en plus écouté, fit de nouveaux plans, et, deux ans après, Colbert approuva le creusement des fondations d'une nouvelle enceinte et le détournement de deux torrents, le Las et l'Eygoutier, éternel désespoir de la cité. Un second port, pouvant contenir cent vaisseaux, fut alors creusé et l'arsenal vit s'élever des magasins, des chantiers couverts, des hôpitaux, une salle d'armes, une salle à voiles et une immense corderie, qui existe encore, dont Vauban fournit le dessin. Admirablement secondé par le Marquis de Seignelay, qui prit une part active à ces grands travaux, Colbert réglait et dirigeait tout de loin. Sur un point essentiel, la routine municipale combattit ses vues. Dès 1625, Richelieu avait, lui aussi, donné une attention particulière au port de Toulon et prescrivit d'établir des réservoirs destinés à retenir les immondices et impuretés de la ville. Ce système ayant été bientôt abandonné, les inconvénient qu'il avait pour objet de prévenir reparaissaient de nouveau; Colbert s'en préoccupa à son tour. « Les consuls de Toulon, écrivait-il le 28 juin 1679 à l'intendant, ne faisant aucune diligence pour faire travailler aux canaux qui doivent être faits aux dépens de la ville pour empêcher les immondices de tomber dans le port, le roi veut que vous leur déclariez que si, dans le 15 juillet au plus tard, ils ne font travailler auxdits canaux, suivant les dessins de M. de Vauban, Sa Majesté fera saisir leurs octrois et donnera des ordres nécessaires pour faire faire cet ouvrage ». L'ordre était formel, et les consuls de Toulon obéirent : un canal collecteur fut exécuté. Croirait-on que, quelques années après, vers 1688, l'administration maritime le fit supprimer, par le motif (un arrêt du conseil en fait foi) « que les eaux sales qui couloient de la ville dans le canal, faisoient périr les vers engendrés et entretenus par les eaux claires, lesquels s'attachoient aux vaisseaux et les rongeoient ! ». Près de deux siècles se sont écoulés depuis, et c'est de nos jours qu'une administration intelligente a fait faire à grands frais, pour l'assainissement devenu urgent, de notre premier port militaire, les travaux conseillés par Vauban » (13).

L'approvisionnement des arsenaux demeura son permanent souci ; bois ordinaires, mâts, cordages, goudron, canons de fer ou de bronze, tout manquait à la fois, tout était à demander au-dehors ou à créer. L'ordonnance de 1669 sur les forêts, donna à la France une marine. Les mâts du Nord étaient certes réputés les meilleurs de l'Europe, mais Colbert donna l'ordre d'exploiter les forêts de la Provence, des Pyrénées, de l'Auvergne.

Ne pouvant être partout à la fois, il multiplia les intendants, et donna des pouvoirs très forts, à ceux installés dans les ports. Ils étaient chargés, de tout ce qui concerne la mise en mer des vaisseaux de guerre et tous les problèmes qui s'y rattachaient tant sur le plan administratif, que sur les plans financier et juridique. Définitivement assise, l'institution de l'intendance correspondait sous Louis XIV, à la conception d'un gouvernement fortement centralisé. Représentant direct du Roi, l'intendant jugeait sur place et en toute liberté d'action de ce qu'il convenait de faire ou de ne pas faire... Saint-Simon exagérât sans doute lorsqu'il affirmait « que de même espèce que les ministres, l'intendant collaborait avec eux plus qu'il ne leur obéissait ».

Cependant, si l'intendant était le maître absolu dans l'enceinte du port, il

(13) P. CLÉMENT, *Histoire de Colbert et de son administration*, Didier, Paris, 1874, t. 1, p. 412, *Lettre du 20 mai 1671*.

n'en était pas moins révocable ad nutum. En cas d'abus et de négligences, le Roi ne le ménageait pas.

Dans une lettre adressée à Arnoul, Colbert écrivait : « Considérez de quelle importance cela est (il s'agit d'un déficit énorme s'élevant à quatre cent milliers de poudre environ) et si le Roy ne peut estre servi de telle sorte, faites-vous rendre compte de toutes les poudres qui ont été dans les magasins depuis cinq ou six ans et serez honteux d'avoir si mal fait votre inventaire » (14). « Je ne sais de quelle qualité est le pays où vous êtes, parce que j'avais toujours ouï dire que Toulon était bien plus méridional que Paris, et vraisemblablement dans l'ordre universel de la nature, le temps y devoit être plus beau qu'ici, je vois néanmoins que toutes les fois que vous avez quatre vaisseaux à armer, il semble que Dieu ouvre les cratères du ciel pour pleuvoir continuellement et faire tomber toutes les tempêtes sur ce petit canton de terre pour retarder l'exécution des ordres du Roy, ne voyant pas une de vos lettres dans ces occasions qui ne m'annonce des pluies continuelles ou des tempêtes prodigieuses, qui empêchent toutes sortes de travaux ».

Colbert révoqua cet intendant en lui adressant les reproches les plus amers.

Il était exigé de l'intendant de nombreuses et sérieuses connaissances qu'il devait acquérir en passant successivement par les grades d'écrivain ordinaire, d'écrivain principal, de commissaire ordinaire, et de commissaire général. Grâce à ce long séjour dans les arsenaux, rien ne pouvait lui échapper, pas même les problèmes techniques, afin de pouvoir les discuter et les résoudre avec les maîtres des ateliers et officiers des vaisseaux. Au courant de la théorie et de la pratique du droit administratif, du droit commercial, de la procédure civile et criminelle et, enfin, de la législation financière, l'intendant devait satisfaire à certaines conditions sociales et morales. On le choisissait généralement parmi les jeunes gens lettrés et de bonne famille (15). A l'égard des officiers, ses actions et ses paroles devaient traduire « toutes sortes d'honnêtetés dont il ne s'écartera pas, quand même ils luy en donneront sujet, principalement avec les officiers d'épée qui ne lui sont pas subordonnés. Il se tiendra dans la réserve, évitera de se répandre avec trop de familiarité ny de confiance, ils en abuseroient infailliblement, il en seroient à tous momens importuné et ne seroit presque plus le maître de refuser aucune de leur demande, quelques déraisonnables qu'elles fussent... » (16).

Le type d'intendant distingué et impartial semble bien avoir été M. Hurson. Malgré le conflit de la « plume » et de l'« épée », il n'hésitait pas à faire remarquer avec justice au ministre, qu'il n'y avait point de corps plus mal payé que celui des officiers de marine. Il demandait de ne point confondre dans le corps discipliné des officiers militaires, les bons sujets avec les mauvais. Il plaidait aussi avec cœur en faveur de l'ouvrier maritime.

Ce chef devait donc par son éducation, son instruction, sa sensibilité, se faire craindre et aimer de tous, et non abuser de ses pouvoirs considérables. Il est regrettable de relever un incident qui souleva l'opinion publique. M. de Vauvray, intendant à Toulon en 1680, injurié par un domestique, l'accusa de vol et le fit condamner à être pendu en vertu de l'ordonnance de 1674, qui spécifiait que « tous les délits mêmes étrangers au service de la Marine, qui se commettraient dans l'intérieur de l'arsenal, étaient de la compétence de l'intendant ». Contre pareil abus de pouvoir, le Parlement s'insurgea, mais M. de Seignelay soutint M. de Vauvray et l'affaire fut classée (17).

Malgré quelques rares exceptions, les intendants qui se succédèrent dans le port de Toulon, furent dignes de la charge qui leur était dévolue. Encouragé par

(14) P. CLÉMENT, *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, Paris, 1861-1882, tome 3<sup>e</sup>, s. 1, pp. 465 et ss.

(15) *Mémoire manuscrit d'Usson de Bonrepas*, Arch. Nat., section marine, K. 1360, n° 1, 14 may 1674.

(16) F. DUMON, *Une carrière de commissaire de la marine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, thèse, Droit, Aix, 1940, pp. 74 et ss.

(17) Arch. Nat., section marine, G. 74, fol. 33.

les bons résultats obtenus, Colbert envoya à Rochefort son cousin Colbert de Terron, le 17 avril 1666, et à Brest le sieur Chertemps du Seuil, le 15 mars 1674.' Des intendances furent aussi créées au Havre et à Dunkerque. D'autres catégories d'intendants apparurent plus tard. Les intendants des classes avec Usson de Bonrepas, résidant à Paris, les intendants des colonies, les intendants des poudres et salpêtres (il n'y eut à cet emploi que trois titulaires, M. Berthelot de St-Laurent fut le dernier, la charge étant abolie le 4 juillet 1704), enfin les intendants pour « l'exploitation et voiture des bois de constructions de la Marine » dont les fonctions furent exercées dès le 1<sup>er</sup> juin 1687 par les intendants de province.



## CHAPITRE II

### LES AUXILIAIRES DE L'INTENDANT

---

Chef incontesté de l'arsenal, l'intendant s'insinuait dans tous les domaines. Il est évident qu'il ne pouvait être partout, aussi, dans sa lourde tâche, il était secondé par un personnel assez nombreux, spécialisé et discipliné.

Le plus élevé en titre était le commissaire de la marine, qui, en l'absence de l'intendant, assurait l'intérim, en qualité de commissaire général, ordonnateur du port.

Comme l'intendant, ses fonctions étaient multiformes et de ce fait, il connaissait les affaires aussi bien judiciaires qu'administratives. Sous ses ordres se trouvaient les écrivains généraux, principaux et ordinaires, qui se destinaient à une carrière de commissaire de la marine. Enfin, en nombre très élevé, venaient les commis et gardes-magasin. Ils constituaient en quelque sorte un corps d'employés subalternes, travaillant sous les ordres des écrivains. Le garde-magasin, bien que membre du corps des officiers de la « plume » n'accédait cependant pas au grade de commissaire.

A côté de ce corps administratif, se trouvait un corps particulier, celui du contrôle de la marine (1).

Enfin, dans le domaine de la justice, l'intendant était aidé dans sa tâche par le prévôt de la marine, son lieutenant, le major de la marine et l'aide-major.

#### § 1. — *Le commissaire de la marine*

Le commissaire de la marine, était titulaire d'une commission du Roi, et préposé à un « détail » ou « bureau » de l'arsenal.

L'institution du commissariat, nous le savons, est antérieure au règlement du 29 mars 1631, donc à l'institution de l'intendance elle-même (2). Après la création de l'intendant de la marine les commissaires furent classés dans les arsenaux en commissaires généraux et en commissaires ordinaires. Chaque commissaire général avait sous ses ordres trois commissaires ordinaires. Le commissaire général venait immédiatement après l'intendant dans l'ordre hiérarchique. Il pouvait être

(1) VEILLECHÈZE DE LA MARDIÈRE, *L'évolution historique du contrôle de la marine*, thèse, droit, Poitiers, 1912, p. 42.

(2) Les dispositions du règlement du 29 mars 1631 furent reprises par le règlement du 6 octobre 1674 sur la police des arsenaux et par l'ordonnance de 1689, cf., A. DESCHARD, *op. cit.*, tome 59, p. 476.

délégué comme ordonnateur par intérim dans un arsenal, lorsque l'intendant était absent. En présence de l'intendant, le commissaire général jouait le rôle d'intendant adjoint.

Pour devenir commissaire général, il fallait avoir gravi les échelons d'élève-écrivain, d'écrivain-ordinaire, d'écrivain principal et de commissaire ordinaire. Les quatre commissaires ordinaires servant dans un arsenal, en vertu du règlement du 6 octobre 1674 (3), étaient répartis de la façon suivante : un commissaire procédait à la revue des gardiens et des officiers, un autre était placé à la direction des magasins, un autre était spécialement chargé de surveiller le détail des constructions, enfin, un dernier était préposé au service de l'artillerie.

L'ordonnance de 1689 mentionne un commissaire inspecteur des vivres, un préposé au magasin général, et un commissaire pour les radoub et carènes. Il est difficile, comme le fait remarquer, R. Mémain (4), d'affirmer qu'il y eût un commissaire pour chacune des fonctions précitées. Nous pensons qu'un commissaire pouvait fort bien être à la tête de plusieurs services.

Enfin, des commissaires des classes, étaient subordonnés aux commissaires de marine. Ils pouvaient être envoyés en inspection dans leurs départements, pour assurer l'enrôlement des marins.

Le commissaire de la marine, est connu comme l'administrateur, le plus important de l'arsenal, mais les auteurs (5) qui se sont attachés à son étude avec une compétence indéniable, ont passé sous silence son activité judiciaire, qui cependant ne peut et ne doit pas être négligée.

En règle générale, l'intendant déléguait le commissaire de la marine pour tout ce qui concernait les coupes des bois frauduleuses et faites au détriment du service des constructions des vaisseaux du Roi. Le commissaire, d'ailleurs, par un arrêt du Conseil d'Etat du 3 octobre 1684, donnait au commissaire le pouvoir de juger toutes les infractions commises à l'encontre des règlements interdisant dans certaines conditions la coupe des bois (6).

Concernant la juridiction des chiourmes, le commissaire en l'absence de l'intendant, jugeait en fait, les crimes et délits commis par les forçats. Cependant, des difficultés et des contestations s'élevèrent à ce propos. En effet, aucune ordonnance n'établissait la juridiction des chiourmes, en outre, l'intendant n'en était le juge et le président que dans la mesure où un arrêt d'attribution le désignait « par spécial ». Aussi, on comprend qu'il ne pouvait pas déléguer plus de pouvoir qu'il n'en avait. Le commissaire était, dans ces conditions, obligé d'attendre le retour de l'intendant, ce qui occasionnait des retards de procédure, comme nous aurons l'occasion de le remarquer ultérieurement.

En matière de police et finances, le commissaire devait prendre connaissance de tout ce qui regarde la subsistance et la paye des équipages. Il devait établir les rôles des revues qu'il faisait régulièrement. Tous les membres du « corps de la plume » lui étaient subordonnés.

Le trésor royal, ruiné par les guerres successives que Louis XIV avait dû soutenir, s'astreignit par la force même des choses à créer des offices. Il fallait faire de l'argent à tout prix. Le contrôleur des finances imagina de créer cent charges de commissaire de la marine à 3000 et 4000 livres d'appointements, leur prix était fixé à 10 000 écus et elles étaient sujettes à la « Paulette » (7). Dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les fonctions de commissaires furent érigées en titre d'office. Un édit du mois de juin 1709, leur conféra les titres de noblesse qui

(3) *Le règlement du 6 octobre 1674, titre XIII, De la fonction de l'intendant et autres officiers.*

(4) *Le règlement du 6 octobre 1674, titre XIII, De la fonction de l'intendant et autres officiers.*

(5) R. MÉMAIN, *Le matériel de la marine de guerre sous Louis XIV*, thèse, Lettres, Poitiers, p. 469.

(6) LE HENAFF, DESCHARD, DUMON, *op. cit.*

(7) Arch. Marine Toulon, *Registre n° 301, extrait du greffe de la marine des Levant*, fol. 336. On peut lire : « Nous, conseillers du Roy en ses conseils, commissaire général de la marine, avons condamné... ».

(7) E. MORET, *Recherches historiques sur l'administration de la marine Française de 1629 à 1815*, F. Diot, Paris, 1849, p. 58.

apparurent à l'« épée » comme des « savonnettes à vilains » (8). Très rapidement, ces mesures furent abolies rétroactivement. Le Roi supprima la vénalité des charges de commissaires. Les fonctions de commissaires des classes, supprimées par un édit de 1716 furent rétablies par l'ordonnance du 30 août 1728. On devenait commissaire ordinaire après avoir gravi les échelons d'élève écrivain, d'écrivain ordinaire et d'écrivain principal (9). Il existait un corps de commissaires, un peu particulier, en ce sens qu'il dépendait à la fois de l'intendant et du commandant de la marine, nous voulons parler du corps du commissariat de l'artillerie de la marine. Le commissaire général du Levant d'artillerie avait l'inspection sur toutes les armes servant à la guerre, et sur les cuivres, étain, et autres matières nécessaires à la fonte des canons. Chef du personnel, il était chargé de veiller à la fabrication des canons, mortiers, fusées, bombes, etc. et d'examiner si les dessins, devis ou modèles qu'il avait délivrés et tracés étaient bien exécutés et respectés.

Lorsque le Roi décidait d'armer un certain nombre de ses vaisseaux, le commissaire général de l'artillerie convenait avec l'intendant de la quantité de canons à répartir dans chaque vaisseau, dont il tenait un mémoire. Sous ses ordres, le commissaire ordinaire de l'artillerie de la marine, conjointement avec le garde-magasin de l'arsenal, gardait la clef des magasins aux poudres et ceux destinés à l'artillerie. Son rôle était en particulier de tenir un registre de toutes les pièces de fonte et de fer, contenues dans l'arsenal et d'y marquer leurs calibres, poids, longueurs, numéros s'ils étaient carabinés. Sur ce même registre il devait mentionner les pièces défectueuses.

Venaient encore sous les ordres du commissaire général de l'artillerie (10) qui en vertu de l'ordonnance du 16 octobre 1729 avait rang de capitaine de vaisseau : les capitaines de galiotes lieutenants, sous-lieutenants et aides d'artillerie. Dépendant à la fois de l'intendant pour les questions administratives et du commandant pour les détails de leurs fonctions militaires, ce corps d'officiers d'« épée » apparaissait comme un corps mi-administratif, mi-militaire. Mais par une ordonnance du 21 décembre 1761 (11) ce corps ne releva plus que de l'intendant.

## § 2 — Les écrivains du Roi, le garde-magasin et les commis

Au-dessous des commissaires de la marine se trouvaient les écrivains généraux, principaux et ordinaires qui recevaient des brevets du Roi. Leur existence, comme celle d'ailleurs des commissaires est bien antérieure à l'apparition de l'intendant.

Le grade d'écrivain-principal, bien qu'il n'est pas mentionné dans l'ordonnance du 15 avril 1689, avait été créé par une lettre du Roi aux intendants, en date du 4 avril 1681. Supprimé en 1702, il fut rétabli en 1728 (12).

Dans chaque port, on comptait en 1716, douze élèves écrivains; c'étaient des jeunes gens qui se destinaient à une carrière de commissaire de la marine. Après deux années d'études, dirigées par l'intendant, ils pouvaient si elles avaient été satisfaisantes, recevoir un brevet d'écrivain ordinaire. Supprimés en 1757, les élèves furent rétablis en 1765 sous le nom d'élèves-commissaires.

Pour se faire une idée de la place des écrivains dans l'ordre hiérarchique des officiers, on peut faire correspondre l'écrivain principal au lieutenant de vaisseau

(8) A. LE HENAFF, *op. cit.*, p. 119.

(9) F. DUMON, *op. cit.*, p. 80.

(10) Le commissaire général de l'artillerie était choisi parmi les capitaines de vaisseau, en vertu d'une ordonnance du 5 juin 1750.

(11) DIDIER NEUVILLE, *Etat sommaire des archives de la marine*, p. 429.

(12) A. DESCHARD, notice sur l'organisation du corps du commissariat de la marine, *Revue maritime et coloniale*, 1878, tome 59, p. 491, n° 1.

et l'écrivain ordinaire, à l'enseigne. L'ordonnance de 1689 (13) énumère avec précision leurs fonctions (14), elle précise que l'intendant les nommait dans les divers bureaux, sous la direction des commissaires, du contrôleur du port, du garde-magasin. Ils pouvaient d'ailleurs fort bien être affectés hors de l'arsenal pour visiter des forêts par exemple et veiller au martèlement et à la conservation des arbres aptes à la construction des mâts.

Le garde-magasin, apparaît en 1670 (15), il était nommé par commission. Cependant nous n'avons pas trouvé de commission, nommant un garde-magasin à Toulon en cette période, mais il est fort probable que toutes se ressemblaient de telle sorte que c'est celle remise au sieur Ellez nommé à Brest en janvier 1670 (15) qui nous a aidé à tirer certaines conclusions. L'ordonnance de 1689 qui consacre vingt-quatre articles aux fonctions du garde-magasin, ne modifie en rien ce qui était prévu antérieurement (17).

Le garde-magasin était un officier de l'arsenal, préposé au magasin-général et responsable des agrès, apparaux, poudres, armes, provisions et généralement de tout ce qui était confié à sa garde. Bien que membre du corps des officiers de « plume » le garde-magasin n'accédait pas au grade de commissaire. Le rôle de cet officier était de tenir un registre exact des entrées et sorties de toutes les marchandises et munitions. Des commis lui étaient subordonnés, ainsi que des écrivains (18).

Lorsque le garde-magasin quittait son emploi, il devait remettre tous ses registres à l'intendant et lui rendre compte exact de tout ce dont il avait été chargé.

En nombre très élevé, les commis constituaient en quelque sorte un corps d'employés subalternes. Nommés par l'intendant et agréés par le Secrétaire d'Etat, ils étaient subordonnés aux écrivains. C'est parmi eux, en vertu d'une ordonnance du Conseil de la marine du 30 août 1728, que les commissaires des classes, rétablis, furent recrutés.

### § 3 — Le contrôleur de la marine

L'existence d'un contrôleur dans l'administration de la marine, date des édits de 1571 et 1573 (19).

Indépendants de l'administration du port par un édit de mars 1583, sur l'amirauté, les contrôleurs de la marine perdirent ce privilège sous Richelieu. Dès l'ordonnance de 1631 ils furent subordonnés au commissaire général. L'organisation établie par Colbert et Seignelay, reposait sur la base de l'unité de pouvoir dans les arsenaux avec assistance et surveillance d'un contrôle en principe indépendant. Le règlement du 6 octobre 1674 (20) détermine avec précision les attributions étendues du contrôleur. Les devoirs du contrôleur sont inclus dans la commission donnée par le Roi au sieur de Clairambault, contrôleur à Toulon le 19

(13) Règlement du 6 octobre 1670, t. XIII, par. Des écrivains du Roy, 22 articles, et Ordonnance du 15 avril 1689, l. XII, t. VI, l. XVIII, t. III, l. I, t. XI, l. VIII, t. VI, l. XX, t. IV.

(14) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, p. 227.

(15) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, p. 285 : *Mémoire... d'octobre 1670*.

(16) Arch. Nat., section marine, B2 10, janvier 1670.

(17) Règlement du 6 octobre 1674, t. XIII, § Du garde-magasin (11 articles) et Ordonnance du 15 avril 1689 l. XII, t. V.

(18) Ord. de 1689, l. XII, t. V, art. 4. Le règlement de 1674, t. III, art. 7, prévoyait « qu'il serait donné au garde-magasin un nombre d'écrivains nommés par l'intendant, dont il demeurerait responsable ». Code des armées navales, p. 48.

(19) VEILLECHEZE DE LA MARDIERE, *L'Evolution historique du contrôle de la marine*, thèse droit, Poitiers, 1912, p. 42.

(20) Règlement du 6 octobre 1674, t. XII, « de la fonction de l'Intendant et autres officiers », 18 articles concernant le contrôleur de la marine.

juin 1678 qui mentionne : « Il prendra soin aussi de donner avis audit intendant de tout ce qu'il croira avantageux, ou porter préjudice au Service du Roy ... Sa Majesté voulant au surplus qu'après avoir dit ses sentiments à l'intendant, sur tout ce qu'il croira estre contraire au présent ordre, en cas que l'intendant lui ordonne de passer outre, Sa Majesté veut qu'il le fasse en luy disant qu'il ne peut pas s'empescher, pour le devoir de sa charge, d'en donner avis au secrétaire d'Estat, ayant le département de la Marine » (21).

La grande ordonnance de Louis XIV du 15 avril 1689 reproduit textuellement dans son livre XII titre IV (22 articles) les fonctions du contrôleur définies par le règlement du 6 octobre 1674, avec l'introduction de quelques prescriptions nouvelles constituant un accroissement des prérogatives du contrôleur (22). Le contrôleur cependant, était le plus souvent et au détriment du service, pris dans un dilemme : faire son devoir et ménager son propre intérêt. Le rôle du contrôleur devenait délicat, car, ou il assurait strictement la surveillance continuelle de tous les actes de l'intendant et il s'exposait à être « cassé » par ce chef dont il était le subordonné, ou il ne faisait plus son devoir consciencieusement et il bénéficiait des grâces de l'intendant (23).

Les inconvénients d'un contrôle subordonné furent relatés par Jérôme Philippeaux, comte de Ponchartrain, envoyé en mission par son père Louis, alors ministre de la marine (24). « Le sieur Clairambault, contrôleur entend parfaitement bien tous les détails du port de Toulon, il est appliqué, fidèle et désintéressé, mais l'appréhension qu'il a de déplaire à M. l'intendant, fait qu'il demeure presque sans action dans le port ».

Pour mieux les tenir en main et pour en assurer un bon recrutement, Colbert avait fait rendre par le Roi en son Conseil, un arrêt du 11 avril 1669, qui ordonnait le rachat des offices de contrôleurs généraux qui avaient subsisté (25).

Les contrôleurs généraux furent supprimés en 1739 et remplacés par une seule charge d'inspecteur de la marine, avec résidence à Paris (26). En ce qui concerne les attributions du contrôleur du port, réglées par l'ordonnance de 1689, rien n'avait été changé. Choisi parmi les commissaires de la marine (27), son rôle semblait se limiter à celui de comptable des matières et des deniers. Sous ses ordres, un écrivain principal était chargé du détail du bureau de contrôle. Un écrivain ordinaire était chargé de la vérification des appréciations que faisait l'écrivain principal des états qui lui étaient envoyés. Enfin quatre autres écrivains étaient chargés des enregistrements des écritures de ce bureau (28) secondés par des commis.

(21) Ordre de Service donné le 19 juin 1678, in manuscrit des archives de la marine, cité par E. GRASSET et E. PICANON, *Le contrôle de la marine*, L. Baudoin, Paris, 1887, p. 6, pièce annexe n° 5.

(22) Ord. de 1689, l. XII, t. IV, art. 8 et 10, *code des armées navales*, p. 289. CLEMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, p. 89 et R. MEMAIN, *op. cit.*, p. 497.

Certains contrôleurs, abusèrent de leur droit de regard sur les affaires de l'arsenal, en se montrant peu convenants à l'égard de l'Intendant. Colbert, dans une lettre du 21 avril 1670 écrivait au Sieur Léger, contrôleur du port de Toulon : « Il n'y a guère d'apparence, ni mesme d'exemple qu'un intendant (il s'agit ici de l'intendant d'Infreville), puisse être si exactement contrôlé, ni qu'il puisse estre borné dans ses fonctions... ».

(23) Arch. Nationales, section marine, correspondance, service général, 1694, lettre du 12 août, fol. 170.

(24) Lettre du 12 août 1694, Arch. Mar., Toulon, Correspondance service général, 1694, fol. 170.

(25) F. DUMON, *op. cit.*, p. 108.

(26) A. DESCHARD, *Le contrôle de la marine*, Revue maritime et coloniale, 1886, tome 91, p. 234.

(27) Le défaut de l'Ord. de 1689 était de maintenir une union, intime entre le corps administrateur et le corps contrôleur. Or ce défaut fut maintenu par l'Ord. du 23 mars 1763, art. 8, qui disait : « Les contrôleurs de la marine des départements de Toulon, Brest et Rochefort continueront d'être choisis parmi les commissaires de la marine ou à défaut parmi les autres officiers de Plume qui en seront jugés les plus capables ».

(28) Mémoire servant d'instruction pour les divers officiers employés dans un arsenal de marine, cité par F. DUMON, p. 112.

#### § 4. — *Le prévôt de la marine et le major de la marine*

Les pouvoirs multiples de l'intendant lui permettait de s'insinuer dans tous les domaines juridictionnels. Investi des pouvoirs de justice, il fut rapidement reconnu et désigné comme seul juge ayant la connaissance des délits et crimes commis dans l'enceinte de l'arsenal. Il statuait dans son tribunal le plus souvent, souverainement et en dernier ressort. Cependant en cas de gravité du crime, l'intendant assemblait le Conseil de guerre de marine. Il le présidait, sauf s'il s'agissait de juger des officiers d'« épée ». Les affaires étaient instruites par un officier, le prévôt de la marine, sur la réquisition du major de la marine, faisant fonction de procureur du Roi.

Les fonctions du prévôt de la marine étaient définies par un règlement du 7 juin 1674 (29). Un édit d'août 1704, créa huit offices de prévôts, mais bientôt on s'aperçut qu'il valait mieux considérer le prévôt comme un magistrat et non comme un officier plus ou moins indépendant de l'intendant, aussi un édit du mois d'avril 1716 (30), établit que le prévôt serait désormais un magistrat.

Sa connaissance des affaires de la marine, permettait une information rapide et efficace des procès. Lorsque l'intendant se trouvait dans l'impossibilité de se déplacer et par conséquent de statuer en un quartier éloigné de son Hôtel, c'est au prévôt qu'il déléguait ses fonctions de juge (31). Nous avons relevé un très grand nombre de jugements rendus par le prévôt, dans les Archives de la marine de Toulon. Tous, dans leur préambule rappellent : « Nous, commissaire délégué par Monsieur l'intendant de police, justice, finances de la marine et mers du Levant et fortifications de Provence, par son ordonnance du ..., en Conseil, avons déclaré ledit... coupable » (32).

Il avait un rôle très important en matière de crimes proprement dits et en particulier dans la tenue des Conseils de guerre, assemblés pour justice. Il demeurait près de la table, en face du président. Il apportait les ordonnances et présentait les informations (33). Des difficultés s'élevèrent à l'occasion du rang que le prévôt devait tenir dans les Conseils de guerre. Dans le silence des textes, le prévôt affirmait, qu'en sa qualité de rapporteur des procédures, il devait avoir, entrée, séance et voix délibérative. Or, les officiers de marine considéraient que le prévôt devait être traité de la même manière que les prévôts généraux de la connétablie et maréchaussée l'étaient dans les Conseils de guerre des troupes de terre. Pour mettre fin à ces désordres, le Roi rendit un édit du mois d'avril 1704 (32) confirmé par une ordonnance du 22 juillet 1705, par lequel, il fut établi que le prévôt ferait son rapport assis et découvert et que le siège sur lequel il était assis serait « égal à ceux des officiers composant le Conseil ». Cependant il devait se tenir un peu en retrait, du rond des officiers, vis-à-vis du président.

Dans ses fonctions, le prévôt était lui-même secondé par un lieutenant, en vertu de ce même édit d'avril 1704. Le lieutenant, en l'absence du prévôt, instruisait les affaires ressortissant du tribunal de l'intendant. Son rôle habituel et normal, consistait à expédier les affaires courantes, après avis de l'intendant, tels que les ports d'armes, assemblées illicites en vue de révolte, désordres, recels, etc... Le lieutenant du prévôt, devait en particulier informer l'intendant des querelles, duels et combats particuliers (33).

(29) BOISMELE et RICHEBOURG, *Histoire générale de la marine*, Prault, Paris, 1744-1758, tome 3, p. 158.

(30) BOISMELE et RICHEBOURG, *op. cit.*, p. 170.

(31) Edit d'août 1704, in M. GONFREVILLE, *Organisation et compétence des juridictions criminelles de la marine militaire*, A. Rousseau, Paris, 1941, p. 11.

(32) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements rendus par les Conseils de guerre, intendant, prévôts...* n° 301, 26 décembre 1697, fol. 659, 661 et 664, pièce annexe n° 11.

(33) Ordonnance du 6 juillet 1671 reprise par celle de 1689, l. X, t. VII, code des armées navales, in BOISMELE... *op. cit.*, p. 186.

C'est le major de la marine, qui faisait fonction de procureur du Roi. Il recevait les plaintes et les dénonciations des victimes ou de leurs ayants cause, les examinait et si elles étaient fondées, il demandait au prévôt, par la voie de réquisition, d'instruire. Il avait sous ses ordres un aide-major à qui était dévolu, dans certaines circonstances, un rôle assez curieux, voire même paradoxal. En effet, l'aide-major en l'absence du prévôt et de son lieutenant, faisait fonction de juge d'instruction, or, sous les ordres du major, il aurait dû se cantonner uniquement dans la fonction du ministère public. Il est évident que, dans un même procès, il ne lui était pas possible de cumuler ces deux fonctions. Il ne faudrait cependant pas trop nous étonner de cet état de chose, car sous l'Ancien Régime, la compléxité et la superposition des prérogatives étaient conformes au principe de l'unité et de la centralisation des pouvoirs.



### CHAPITRE III

## LES POUVOIRS JURIDICTIONNELS DE L'INTENDANT DE LA MARINE

---

L'intendant de la marine était avant tout, chargé de maintenir l'ordre et la discipline dans le port et ses dépendances. Aussi, toute infraction nuisible au service du Roi devait être réprimée sur le champ. Dans son Hôtel, l'intendant statuait soit comme juge unique, soit assisté d'un certain nombre d'officiers lorsque le cas présentait quelque gravité. Cependant, si le crime nécessitait la peine capitale, l'intendant avait le choix, soit de juger souverainement et en dernier ressort, soit de provoquer la réunion du Conseil de guerre de marine qu'il présidait selon la condition de l'accusé.

L'étendue de sa compétence nous le verrons, était extrême, en effet, il jugeait l'officier qui trahissait ses devoirs, l'administrateur négligent ou malhonnête, l'ouvrier insubordonné, l'habitant qui, étranger à l'arsenal, venait y apporter le désordre et enfin, les forçats affectés dans les travaux du port ou à bord des galères.

N'étant pas déterminée avec précision, la compétence de l'intendant, se heurtait parfois à celle d'une autre juridiction. Ce qui entraînait des conflits, souvent très aigus. Colbert et son fils Seignelay, préféraient, à vrai dire, voir les crimes et délits en rapport avec la marine, jugés par l'intendant. Il était, en effet, nécessaire, de ne pas exposer aux lenteurs de la justice ordinaire, un département dont le bon ordre dépendait principalement de la célérité des procédures et de la prompte exécution des jugements. En outre, l'avantage d'une juridiction spécialisée dans les affaires de la marine s'avérait avec l'expérience, plus efficace que toute juridiction étrangère et par là-même peu qualifiée.

#### *Section 1. — La compétence de l'intendant de la marine*

Les attributions juridictionnelles de l'intendant, étaient contenues dans la lettre de commission qu'il recevait au moment de son entrée en charge et précisées par des instructions, des arrêts du Conseil d'Etat. Ces pouvoirs étaient d'ailleurs, affirmés par les ordonnances, édits et déclarations (1).

(1) Archives Nationales, *section marine, commission de Matharel*, série B<sup>2</sup> 10, fol. 60.

En vertu de l'ordonnance de 1689, reproduisant en grande partie, les grands principes posés par Colbert, l'intendant connaissait toutes les infractions commises dans l'enceinte du port. Cependant, dans l'intérêt du service, l'intendant ordonnait toutes les mesures nécessaires pour atteindre le coupable, quelque fût le lieu. Ainsi, par exemple, les consuls de France avaient pouvoir de procéder à l'arrestation de tout coupable de crime ou délit commis à l'étranger et de le renvoyer en France, dans le port le plus direct, afin que l'intendant prît les dispositions utiles à l'ouverture d'une instruction. Le plus souvent, de vives protestations émanaient de la part de juridictions qui réclamaient la connaissance de telle ou telle affaire, ce qui engendrait des conflits de compétence. Ces querelles passionnèrent longtemps les parlementaires de Provence. Il était difficile de poser un critère absolu.

En pratique, aucune règle de compétence, précisait les limites exactes de la juridiction qui nous intéresse et tout dépendait de la personnalité de l'intendant et de la politique royale.

A l'époque de Colbert, il est un fait que, l'intendant de la marine, bien protégé par un ministre soucieux de l'essor de la navigation et du commerce, avait tendance à s'infiltrer dans tous les domaines et à empiéter dans les attributions de juridictions voisines, sous prétexte de mieux servir les intérêts du Roi. Mais comme nous l'observerons plus loin, l'intendant dut battre en retraite dans ses prétentions, lorsque la Cour négligea un moment la marine.

### § 1. — *Compétence territoriale*

La compétence de l'intendant englobait en vertu de l'ordonnance de 1689 (art. 1) (2), toutes les infractions commises à l'intérieur des arsenaux quelque fut la qualité de leurs auteurs. L'analyse de cet article nous montre que tous les délits, y compris ceux étrangers au service de la marine, mais qui se commettaient dans l'étendue de l'arsenal et même comme ajoute la commission de l'intendant Matharel « dans tous les magasins destinés pour nos vaisseaux en quelque lieu qu'ils soient situés, et sur nos vaisseaux désarmés ou qui seront en rade soit pour partir, soit pour estre désarmés », étaient de la compétence de l'intendant.

Il connaissait donc de tous les vols, larcins, injures, blessures légères et autres crimes « de pareille qualité » (3) commis aussi bien par les matelots, soldats des vaisseaux, ouvriers, journaliers, que par les autres personnes dans l'étendue de l'arsenal. Lorsque les crimes étaient plus graves et méritaient des peines afflictives, l'intendant avait le pouvoir de les juger souverainement. Il pouvait le faire soit en dernier ressort, soit, nous l'avons déjà vu, en assemblant le Conseil de guerre de la marine, en tel présidial ou sénéchaussée ou en appelant le nombre d'officiers ou gradués en droit requis par les ordonnances.

### § 2. — *Compétence d'attribution*

Dans le reste de la ville et autres lieux, l'intendant avait une juridiction pour tout ce qui se trouvait impliqué dans le fait du service des arsenaux de la marine de guerre, et non du service maritime en général, or cette distinction est très importante : en effet, qu'entendre par service maritime ? c'est à notre sens un terme trop vague qui ne permet pas de délimiter avec exactitude la compétence

(2) Ordonnance de 1689, l. I, t. IV, art. 1, *Ordonnance de Louis XIV pour les armées navales et arsenaux de marine*, Michallet, Paris, M. DC. LXXXIX, p. 6.

(3) In *commission de Matharel*.

de l'intendant par rapport à celle de l'amirauté ou de la sénéchaussée. Ainsi il était défendu à toutes personnes d'emporter en partant du parc (4) des morceaux de bois en entier ou en copeaux (5), dès lors toutes personnes de la ville ou de quelque autre lieu qui achetaient l'un quelconque de ces matériaux à des matelots, soldats, gardiens et autres journaliers, étaient arrêtées et jugées par l'intendant de la marine de l'arsenal (6).

Dans ce cas là, il y avait bien compétence d'attribution et non plus compétence territoriale. S'il s'agissait de quelque différend d'ouvrier à ouvrier, l'intendant pouvait le juger, mais si quelque bourgeois ou autre, non officier de marine « s'y trouvoit meslé, ou y avoit intérêt » il devait laisser agir les juges ordinaires (7).

Lorsqu'un soldat de marine et un bourgeois se querellaient, l'ordonnance de 1689 prévoyait que la justice ordinaire était compétente, or, si le soldat par exemple avait réussi à se réfugier dans l'arsenal, il se trouvait automatiquement sous l'autorité de l'intendant. Ce dernier pouvait soit ordonner au prévôt d'arrêter le fugitif et de le remettre aux juges ordinaires, soit permettre au juge d'entrer et de se faire prêter main-forte par les archers de la prévôté.

L'intendant prétendait faire les procédures des prises faites par les vaisseaux de la marine royale, mais les officiers de l'amirauté au contraire, considéraient que les procédures, ventes et adjudications des prises adjudgées au Roi devaient se faire par eux seuls. Colbert (8) fit rendre par Louis XIV une ordonnance du 23 février 1674 à Versailles qui décida, que « si à l'avenir les vaisseaux appartenant aux ennemis du Royaume étaient capturés par ceux de Sa Majesté, au nombre de quatre au moins, les procédures, ventes et adjudications des vaisseaux et marchandises seraient faites par les intendants et commissaires généraux de la marine » (9).

## Section 2. — Les délits que pouvait connaître l'intendant

L'intendant, connaissait tous les vols, larcins, injures, blessures légères et autres crimes de pareille qualité par les matelots et soldats de vaisseaux, ouvriers journaliers et autres personnes dans « l'estendue de nostre arsenal de Toulon, comme aussi dans tous les magasins destinez pour nos vaisseaux, en quelques lieux qu'ils soient situez et sur nos vaisseaux desarmez ou qui seront dans les rades, soit pour partir, soit pour estre desarmez » (10). De ces prérogatives incluses dans le corps même de la commission de l'intendant Matharel, nous pouvons déterminer quels étaient les crimes et délits qui pouvaient être jugés, par l'intendant seul, souverainement et sans appel. Nous avons déjà vu que le lieu du délit n'était pas obligatoirement limité à l'enceinte de l'arsenal, et que l'intendant pouvait réprimer les méfaits et malversations découvertes, en n'importe quel autre lieu. Cependant nous verrons que, en cas de crime grave, tels que la désertion, la trahison, le duel et autres, méritant une peine afflictive et infamante, l'intendant devait réunir le Conseil de guerre qu'il présidait lorsque l'amiral, le vice-amiral et les lieutenants-généraux étaient absents. Dans le cas d'une querelle armée, ayant eu pour conséquence la mort d'une personne, l'intendant jouait le rôle de procureur du Roi, en ce sens qu'il ordonnait l'arrestation du ou des coupables et en informait aussitôt le Secrétaire d'Etat à la Marine.

(4) Le parc est dans l'arsenal le lieu où les magasins sont renfermés et où l'on construit les vaisseaux.

(5) Ordonnance du 15 avril 1689, l. XI, t. I, art. 17, *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 219; reprenant le règlement du 6 octobre 1674.

(6) Ordonnance de 1689, l. XI, t. I, art. 18, *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 219.

(7) *Instruction pour le sieur Matharel*, P. CLÉMENT, op. cit., tome 3<sup>e</sup>, pp. 224 et ss.

(8) J. M. DAVIN, *L'amirauté des mers du Levant*, thèse droit, Aix, 1941, p. 429.

(9) Ordonnance reprise par celle de 1689, l. XXII, t. I, art. 1, *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 435.

(10) In *commission de Matharel*.

En fait, le tribunal de l'intendant avait surtout à statuer sur les crimes et délits commis par les ouvriers, matelots et autres, dans leur travail, et ceux commis par le personnel de l'administration maritime dans leurs fonctions.

Dans la mesure où un arrêt d'attribution le désignait, l'intendant était juge de la chiourme et de ses gardiens.

### § 1 — *Les crimes et délits commis par les matelots, ouvriers et journaliers*

Ils peuvent être classés selon leurs peines. Ainsi :

— aux peines allant « des simples banissements de l'arsenal, amendes, privations de gages, prison, au carcan » (11), correspondent, les vols et larcins commis par les habitués du port et de l'arsenal (12).

— aux peines de galères à temps ou à perpétuité, se rapportent : la récidive de tous les vols et larcins commis aussi bien par les adultes que par les délinquants primaires et le vol d'objets sacrés situés dans la chapelle de l'arsenal.

— aux peines capitales sont liés les crimes de « pécumat » et de « faux ». Par « pécumat » il faut entendre tout détournement des deniers royaux (13), commis en général par des administrateurs peu honnêtes. Les complices de ces « divertissements » étaient déclarés responsables solidairement des « deniers emportés » (14). Quant au délit de « faux », entrent dans ce cas toute falsification en matière d'écriture ou de signature ou altération d'actes, quittances et autres.

### § 2. — *Les crimes et délits commis par les forçats*

Nous savons qu'à l'époque de Mazarin, le premier intendant de la marine de Toulon, Testard de La Guette, était aussi intendant des galères de Marseille. Cependant, son successeur, Leroux d'Infreville, ne conserva que l'intendance de la marine de Toulon, celle des galères ayant été attribuée à Nicolas Arnoul (15) le 10 avril 1665. Une ordonnance du 27 septembre 1748, réunit le corps des galères à celui de la marine. Quinze cents forçats furent alors transférés au bagne de Toulon construit en 1723. La police du bagne fut placée par un règlement du 4 avril 1749 sous l'autorité de l'intendant de la marine de Toulon qui eut à connaître tous les crimes et délits commis par les forçats, en particulier les crimes d'évasion et autres en dérivant (16).

A la fin de chaque année, des convois de galériens étaient conduits en longues files vers le bagne, par un lieutenant de chaîne, sous la direction d'un commissaire de la marine. Aussitôt leur arrivée au port, ils étaient répartis dans des lieux étroits et malsains sous la surveillance du commissaire du bagne. La dureté des travaux, la défectuosité alimentaire et surtout la concentration abusive dans un même lieu d'une masse énorme d'individus dangereux, entraînaient le prisonnier dans la voie du crime. Toujours prêts à tromper la vigilance de leurs gardiens

(11) Le carcan était un cercle de fer avec lequel l'exécuteur attachait le coupable à un poteau par le cou. Voir, Arch. Mar. Toulon, registre n° 301, fol. 659 et l'ord. de 1689, l. XI, t. I, art. 17, reprenant le règlement de 1674, t. V, art. 9, in *Code des armées navales...*, p. 218

(12) Ordonnance d'août 1681, au titre « de la police des ports », art. 16. Voir aussi Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>2</sup> 228, *Lettre du ministre du 27 décembre 1760*, fol. 155.

(13) Tout détournement même de somme modique était en vertu d'une Déclaration du 5 juin 1701, puni de la peine de mort, sans que la peine puisse être modérée par les juges, à peine d'interdiction.

(14) Arch. Mar. Toulon, registre n° 301, année 1681, fol. 151.

(15) P. Masson, *Les galères de France, 1481 - 1871*, Annales de la Faculté de Lettres d'Aix, année 1937, tome XX, p. 461.

(16) V. F. BRUN, *Guerres maritimes de la France, Port de Toulon*, Plon, Paris, vol. 1, pp. 337-345, il y est reproduit un arrêt du Conseil du 24 mars 1749.

et à semer l'effroi parmi la population, les bagnards entretenaient un climat continu de confusion dans l'arsenal (17). L'intendant de la marine était désarmé par ce désordre, du seul fait qu'aucune ordonnance ne prévoyait à son profit la juridiction des chiourmes. Il n'en était le juge que dans la mesure où un arrêt d'attribution le désignait nominativement.

Dans ce cas il appelait des gradués en droit et nommait un greffier pour « tenir la plume ». Ce système était contraire au bien du service en général, en effet, lorsque l'intendant venait à s'absenter, il fallait attendre soit son retour, soit un arrêt d'attribution qui vint confier la juridiction à un certain nombre d'officiers le plus souvent étrangers à la marine. Les arrêts d'attribution, dans ce cas, pré-cisaient que les juges devaient être pris au nombre de trois parmi les officiers de sénéschaussée et les autres parmi les gradués appelés. Ceci n'était pas sans inconvénients, en effet, les trois conseillers faisant partie d'un même corps étaient en général du même avis, et, en toutes circonstances, leur décision prévalait forcément « in initio » sur celle des autres.

Le commissaire général, qui remplaçait l'intendant absent ou empêché, se plaignait de trouver plusieurs procédures en état et de ne pouvoir les juger. Il aurait été nécessaire que la commission même de commissaire conti- nent en particulier une clause mentionnant la possibilité d'assurer la juridiction de la chiourme en l'absence de l'intendant.

L'intendant jugeait en principe tous les crimes et délits commis par les forçats comme s'il s'agissait d'un matelot ou d'un soldat. Mais des ordonnances successives précisèrent les peines que prononcerait l'intendant. Ainsi l'ordonnance du 20 novembre 1613 reprise par celles du 14 décembre 1691 et du 4 octobre 1702, portait que tout forçat qui frapperait avec une arme ou blesserait un argousin, serait condamné à mort (18). Afin d'éviter pareils incidents, défense fut faite de donner des couteaux ou autres « ferrements » à la chiourme. L'écrivain préposé au détail devait veiller à ce que les forçats n'eussent à leur disposition ni couteau, ni lime (19).

Il ne faudrait pas croire que les peines prononcées par l'intendant à l'encontre des forçats fussent systématiquement plus rigoureuses que celles prononcées contre un « homme de liberté ». Hurson, par exemple, fut saisi d'une affaire dans laquelle un forçat condamné aux galères à perpétuité pour fausse monnaie, avait payé à un de ses camarades du tabac avec un sou faux. S'il avait appliqué à la lettre l'article 1 de l'édit des monnaies de 1726, il aurait dû prononcer immédiatement la peine de mort. Or, il le fit fustiger au milieu du port et le condamna à faire amende honorable et à être pendu sous les aisselles. Il justifia sa décision en écrivant au Roi qu'en réalité il n'avait pas de preuves contre ce forçat, « de nouvelle fabrication », sa faute n'étant qu'une suite du premier crime pour lequel il avait été condamné (20).

Le crime le plus fréquent était sans conteste celui d'évasion. Un arrêt du 24 mars 1749, en attribua la connaissance à l'intendant. Un autre arrêt du 16 août 1749 lui confia le soin de juger en dernier ressort les meurtres et autres crimes qui dérivait de l'évasion (21). Entraient dans sa juridiction, non seulement les prisonniers, mais encore les gardiens, tels que les comes, argousins, pertusaniens et autres, dont les délits étaient liés à ceux des forçats.

Certains forçats libérés, vendaient leur congé de liberté aux évadés qui s'en servaient pour se soustraire impunément à tout mandat d'arrêt. Pour remédier à cela l'intendant fit arrêter tout forçat mis en liberté qui n'avait pas de brevet de congé, peu importe s'il en prétextait la perte, ce qui était l'excuse ordinaire.

(17) G. BLANCHARD, *Répertoire général des lois, ordonnances, règlements et instructions sur la marine*, Imprimerie Nationale, Paris, 1849, vol. I, p. 731.

(18) G. BLANCHARD, *op. cit.*, vol. I, p. 735.

(19) A. DESCHARD, *op. cit.* reproduit le règlement du 24 août 1728.

(20) Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 217, 12 décembre 1765, fol. 200.

(21) G. BLANCHARD, *op. cit.*, vol. I, p. 741.

(22) G. BLANCHARD, *Répertoire d'ordonnances...*, vol. I, pp. 375 et 380.

Les cavaliers de maréchaussée devaient les ramener au bagne où ils étaient de nouveau « mis à la chaîne pendant l'espace de deux ans sans aucun espoir que ce terme fut abrégé » (22). Il fallait tenir compte de l'intelligence qui existait entre les forçats et leurs gardiens, aussi une ordonnance du 30 juillet 1677 condamna tout argousin, qui laisserait échapper un galérien, à être mis à sa place « pour servir de forçat autant de temps » (22) et à payer une amende de deux cents francs. Mais tout un commerce prit jour dans le seul but de laisser exprès un forçat gagner l'extérieur de l'enceinte du port de Toulon et de le rattraper juste à ce moment là, pour avoir part à une gratification double. En effet, l'ordonnance du 7 mai 1692 prévoyait cette récompense à ceux qui dénonçaient ou ramenaient les forçats évadés; elle s'éleva en 1749 à soixante livres. La responsabilité quelque peu excessive des argousins rendit difficile leur recrutement. Depuis l'année 1749, il fallait convenir, écrivait l'intendant, « qu'on ne saurait attribuer à leur négligence la cause des fréquentes évasions qui ont eu lieu depuis quelques années. On tient la main avec la plus grande attention à ce qu'ils fassent continuellement les rondes les plus exactes dans les différents chantiers de l'arsenal, mais quelque vigilance qu'ils puissent y apporter, il est presque impossible que sur un nombre de quatorze cents forçats répandus tous les jours dans le port et confondus avec les autres ouvriers de toute espèce, il n'y en ait qui, sans cesse occupés du projet de se procurer la liberté, ne parviennent à la fin à tromper la vigilance de leurs gardiens » (23).

Enfin, une ordonnance du 22 août 1690 prescrivit : « que tout habitant qui donnerait retraite à un forçat, qui faciliterait sa fuite et son embarquement, serait condamné aux galères à sa place, pour trois ans, et à verser soixante livres au dénonciateur » (24).

### **Section 3. — La procédure suivie devant la juridiction de l'intendant, statuant seul**

Comme toutes les procédures de l'Ancien Régime, celle qui se déroulait devant le tribunal de l'intendant était dans ses phases successives : inquisitoire, écrite, non contradictoire et secrète.

#### **§ 1. — La plainte**

La procédure ne pouvait être mise en mouvement que dans la mesure où une plainte était adressée à l'intendant. L'affaire pouvait s'arrêter là, si l'intendant ne considérait pas nécessaire de devoir donner suite. Dans le cas contraire, l'intendant donnait ordre au prévôt de la marine d'ouvrir une information (25).

La plainte pouvait être faite soit directement par requête, soit indirectement par voie de dénonciation.

##### **a. — Directement par requête**

La partie plaignante, privée ou publique, s'adressait directement soit à l'intendant, soit au prévôt de la marine. Dans le second cas, le prévôt, après avoir examiné la plainte, devait la porter à la connaissance de l'intendant et attendre ses ordres. Un procès-verbal de la déclaration était dressé. C'était un « narré » exact établi par le juge, des faits dont il avait connaissance soit par le plaignant, soit personnellement, en se transportant sur les lieux mêmes des faits. L'intendant exigeait du

(23) Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 228, 20 juin 1776, fol. 158.

(24) G. BLANCHARD, op. cit., vol. I, p. 737.

(25) Arch. Mar. Toulon, registre n° 301, 1679 - 1699, fol. 552; « Veu l'ordre par nous, Conseiller du Roy en ses conseils, Intendant de la Justice, Police et Finances de la marine des mers du Levant, donné au Sieur Lecamier, Prévost de la marine, le dix neuf aoust dernier, informer ceux qui... ».

prévôt ou de son lieutenant, qu'un procès-verbal soit dressé, même lorsque la connaissance du crime ou délit, émanait de la clameur publique ou en cas de flagrant délit. La communication de l'affaire était alors faite, à la partie publique, c'est-à-dire au major de la marine faisant fonction de procureur du Roi (26).

#### b. — Indirectement par voie de dénonciation

La plainte était adressée directement au ministère public, qui poursuivait après avis de l'intendant. Le major était tenu de désigner nominativement le dénonciateur à l'accusé, de façon qu'en cas d'absolution, ce dernier puisse poursuivre à son tour en dommages-intérêts, l'auteur de la calomnie.

Pour ne pas laisser impunis les crimes, délits et malversations de tous genres, le Roi, par son ordonnance de 1689, favorisa les dénonciations pour le bien du service et du royaume. Ainsi un congé et une somme de 300 livres payée par le trésorier de la marine sur les ordres de l'intendant (27) récompensaient celui qui dénonçait un passe-volant (28). La dénonciation devait néanmoins être circonstanciée et signée par son auteur (29).

Si la dénonciation était mal fondée, les auteurs étaient condamnés aux dépens, dommages-intérêts. Et si leur plainte était jugée calomnieuse, ils subissaient une peine corporelle (30).

La procédure d'information pouvait à défaut de partie plaignante être mise en mouvement par le major. L'accusation pouvait avoir lieu dans trois cas différents : d'office, lorsqu'il s'agissait de flagrant délit ou rumeur publique à la suite d'une dénonciation et lorsque la partie plaignante se désistait de sa plainte. Le major était alors tenu d'y suppléer et de reprendre la poursuite en son nom (31).

Les feuillets de plaintes ou de dénonciations et le réquisitoire étaient transmis au juge d'instruction afin de procéder aussitôt à l'information.

### § 2. — L'instruction

De ce qui précède, il n'était pas possible d'informer sans une plainte préalable, à moins que, l'accusé fut pris en flagrant délit (32).

L'intendant — d'après l'examen des documents mis à notre disposition — procédait parfois lui-même à l'instruction de certaines affaires surtout en matière de crimes et délits commis par les forçats dont la connaissance lui était attribuée par arrêts du Conseil d'Etat depuis 1748.

Mais l'instruction se déroulait généralement au bureau de la prévôté en présence du prévôt et de son greffier. Aucune autre personne n'y était admise à peine de nullité.

#### a. — Assignation, décret de prise de corps.

Le premier soin du prévôt était de faire rechercher l'accusé et de décréter contre lui la prise de corps, pour être interrogé sur les faits résultant des charges

(26) Arch. Mar. Toulon, registre n° 301, id°, fol. 659. « Veule le procez et procedure criminelle faites par le Prevost à la poursuite du Sieur Major, demandeur et complaignant contre le nommé... ».

(27) Ordonnance de 1689, l. IV, t. II, art. 15.

(28) C'étaient de faux matelots que les capitaines ou maîtres des vaisseaux faisaient passer en revue pour faire croire que l'équipage était complet. De ce fait ils recevaient une quantité de vivres plus importantes.

(29) Ou par son procureur ayant une procuration spéciale.

(30) Ord. de 1670, t. III, art. 6, *Lois criminelles...*, p. 621.

(31) Ord. d'août 1670, t. III, art. 8, in ISAMBERT..., tome 18, p. 384.

(32) *Les ordonnances de Louis XIV, Roy de France, sur la procédure criminelle*, Lyon, MDCCCLXVIII, 1<sup>re</sup> partie, p. 239, note k 2.

et informations. Le décret, devait en effet contenir un jugement avec ordre de perquisition et de saisie de tous les biens, meubles, titres et papiers. Les décrets n'étaient pas toujours nécessaires et selon les cas une simple assignation suffisait.

Conformément à l'ordonnance de 1689 (33), le procès se faisait selon la procédure ordinaire en matière criminelle, par information, interrogatoire, recouvrements et confrontations.

Que décider lorsque l'accusation portait sur une communauté (34) toute entière ? Lorsque des inconnus ravageaient, incendiaient des forêts dont les bois étaient martelés au profit du service de la marine, la plainte était non seulement dirigée contre eux, mais encore contre les consuls, communautés, habitants et particuliers du lieu. Leur responsabilité était d'autant plus grande que selon les ordonnances du Roi et arrêts du Conseil, ils étaient tenus d'établir des gardes dans ces forêts. Dans ces cas-là, il suffisait de décréter la prise de corps contre les chefs ou contre ceux qui étaient en charge. Lors du délit (35), le juge pouvait ordonner à la communauté de nommer un syndic ou député; sur son refus, un curateur était nommé d'office (36).

#### b. — Transport sur les lieux. — Perquisition, saisie.

Avant toute audition des témoins, l'intendant avait la possibilité et même le devoir d'éclairer ses lumières en se transportant sur les lieux, accompagné des prévôts, procureur du Roi et greffier. Ce dernier dressait un « verbal de visite » dans lequel figuraient les moindres détails, comme l'état des lieux, le relevé (37) des registres et autres papiers personnels ou destinés à l'un quelconque des services de la marine etc... le tout devait à peine de nullité être signé par l'intendant (38), le procureur du Roi, le prévôt et son greffier.

Dans ces conditions, le prévôt ne pouvant cumuler les deux fonctions, son lieutenant ou l'aide-major le remplaçait. Si le major était absent, l'aide-major devait alors le remplacer, et le lieutenant du prévôt ou un sergent faisait office d'agent d'instruction. Le transport sur les lieux pouvait être ordonné à la suite de la confession de l'accusé, afin de vérifier ses déclarations.

#### c. — Audition des témoins.

En présence du prévôt et de son greffier, les témoins, à tour de rôle, prêtaient serment et juraient de ne dire que la vérité, à peine de nullité de l'information (39). Chacun d'eux déposait secrètement et séparément. Ils ne signaient leur déposition qu'après lecture faite et qu'après avoir déclaré qu'ils « y persistaient ».

Le greffier ne pouvait communiquer les informations et pièces secrètes qu'au

(33) Ord. de 1689, l. IV, t. I, art. 9, conforme à l'ordonnance de 1670, t. XVII, art. 8, al. 1, in, *Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670*, par M<sup>xxx</sup>, Debure, Paris, M.DCC.LXIX, tome 2, p. 356.

(34) Procès fait à la commune du lieu de Callian, Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 16 juillet 1695, fol. 399.

(35) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 1695, fol. 321 et 345.

(36) Ord. de 1670, t. XX, art. 2, *Nouveau commentaire...*, pp. 406 et ss.

(37) Jugement fait et délibéré à Toulon, au bureau de la prévosté de la marine le septième jour de May 1686 (fol. 317). « Nous (De Riez) Prévost de la marine au département de Provence et Languedoc, commissaire délégué par M. l'intendant de justice, Police et Finances de la Marine et mers du Levant et fortifications de Provence, avant dire droit aux fins et conclusions des parties et sans préjudice des preuves du procès, avons ordonné qu'il sera par nous et le Procureur du Roy de la Marine, fait descente sur le lieu où est la digue de la rivière de Lar pour en présence du sieur Combert, ingénieur entretenu par Sa Majesté faire verbal et description de la rupture de la dite digue. Les parties en qualité et appelées ensembles pour y proposer leurs raisons et différends et produire témoins et sapiteurs si besoin est pour ce faire leur estre définitivement dire droit ». *Pièce annexe* n° 6.

(38) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 1695, fol. 321 et 345.

(39) Ord. 1670, t. VI, art. 5, in ISAMBERT, tome 18, p. 382.

procureur, qui d'ailleurs, n'avait pas assisté à l'instruction. Pour faciliter l'audition des témoins qui demeuraient loin du tribunal, l'ordonnance de 1670 prévoyait que « la taxe pour les frais et salaires du témoin serait faite par le juge, en connaissance de cause partie présente ou duement appelée » (40).

Faute de comparaître, le prévôt décrétrait la contrainte par corps.

L'audition des témoins souleva des conflits qui opposèrent le pouvoir spirituel au pouvoir temporel. Le clergé, en effet, n'admettait pas que ses membres fussent l'objet d'une contrainte par corps. Le Roi lui donna raison et il décida que les clercs prêtres et religieux ne pourraient plus être, à l'avenir, contraints par corps mais par saisie de leur temporel et par la suspension de leurs privilèges.

Trois sortes de décrets étaient prévues : « Assigné pour estre ouï », « ajournement personnel », « prise de corps ».

Le décret ne se prescrivait qu'avec le crime. En cas de flagrant délit, les personnes qui y avaient assisté, étaient entendues d'office sans qu'il fut besoin d'une assignation. Si les témoins étaient inconnus, on faisait appel au monitoire dans les mêmes conditions que pour trouver un dénonciateur d'un crime ou délit.

#### d. — Recollements et confrontation des témoins.

Selon la gravité du crime ou délit, l'intendant pouvait ordonner le renouvellement de l'audition des témoins afin de fixer définitivement leurs dépositions. En effet, ils ne pouvaient plus par la suite : « ni varier, ni changer ou rétracter leurs dépositions ou tout ou partie ».

Le recollement ne pouvait être ordonné qu'après jugement. Il faut, cependant, excepter le crime de duel instruit par l'intendant lui-même : l'article 2 de l'édit de 1670 (41) précisait que le recollement devait être fait dans les vingt-quatre heures de l'information, et même avant. La défaillance du témoin n'était pas admise et il pouvait être condamné non seulement à une amende très élevée, mais encore être contraint par corps.

Les témoins étaient recollés séparément et après serment. Le greffier relisait à chacun sa déposition et le prévôt demandait aux témoins s'ils voulaient « ajouter ou diminuer ». L'acte était alors paraphé et signé, « dans toutes ses pages », par le juge et les personnes entendues. Mention était faite en cas du refus de l'un des témoins de signer. Le recollement (42) était mis dans un cahier différent de l'information, de la confrontation et des autres procédures.

#### e. — Interrogatoire des accusés.

Vingt quatre heures après l'emprisonnement, le prévôt, assisté de son greffier, commençait l'interrogatoire, même les jours de fête. Ce délai très court était prescrit pour écarter toute possibilité « de ruses et subtilités pour cacher la vérité » (43).

Quand l'accusé était étranger, on faisait appel à un interprète qui prêtait serment « de bien et fidèlement interpréter les demandes qui étaient faites par le juge à l'accusé, et les réponses de l'accusé aux interrogatoires » (44). L'interprète était en général choisi parmi « les hommes de bien », en effet, de lui dépendait la condamnation ou la justification d'un accusé étranger « en donnant des interprétations contraires à la vérité des demandes et réponses dont l'interrogatoire qui est subi par l'accusé doit être composé » (45).

(40) Ord. 1670, t. VI, art. 13, in ISAMBERT, tome 18, p. 382.

(41) Ord. de 1670, t. XV, art. 5, in ISAMBERT, tome 18, p. 401.

(42) Les témoins qui rétractaient leur déposition après le recollement, étaient punis comme faux témoins.

(43) Les ordonnances de Louis XIV, Roy de France, sur la procédure criminelle, p. 225, note 6.

(44) Les ordonnances de Louis XIV, Roy de France..., p. 289.

(45) Ord. 1670, t. XIV, art. 11, in Nouveau commentaire..., p. 383.

Lorsque l'accusé était muet ou sourd, l'instruction ne soulevait aucune difficulté s'il savait lire et écrire. Dans le cas contraire un curateur était désigné, et le procès se déroulait normalement (46).

Ce n'est qu'après ce premier interrogatoire que l'accusé était autorisé à prendre conseil, à moins que le crime fut considéré comme trop grave. On recommençait l'interrogatoire autant de fois qu'il était nécessaire.

#### *f. — Recollement, confrontation des témoins et de l'accusé (47).*

Ils devaient se faire même si l'accusé avait avoué le fait dont il était coupable (48). C'était la dernière formalité ordonnée par un jugement extraordinaire qui consistait en une nouvelle lecture, faite au témoin, de ce qu'il avait déposé dans l'information afin de savoir s'il persistait dans sa déposition ou s'il voulait y changer ou y ajouter quelque chose (49). Le prévôt demandait alors à l'accusé et aux témoins, sous serment, de déclarer s'ils persistaient dans leurs dires.

En cas de pluralité d'accusés, la confrontation devait se faire séparément pour chaque accusé (50). Le major de la marine prenait communication du procès pour donner ses conclusions définitives. Le procès criminel ne pouvait en effet se juger sans ces conclusions écrites et cachetées, car elles étaient secrètes. L'ordonnance de 1670 précise formellement que le major et l'intendant ne devaient pas être liés par l'instruction.

### **§ 3. — Les preuves légales (51)**

Il convient de distinguer deux modes de preuves légales admises devant la juridiction de l'intendant :

Les modes de preuves directes,

Les modes de preuves indirectes et conjecturales.

#### **A. — LES PREUVES DIRECTES.**

Ce sont : la confession, le témoignage, les preuves littérales et l'examen sur les lieux. Ces Preuves sont dites directes parce qu'elles se rattachent immédiatement à l'accusé et à son délit.

a. — *La confession.* C'est de sa propre initiative que l'accusé confessait son méfait. Cependant l'affaire ne s'arrêtait pas là, et on a vu précédemment que le recollement et l'affrontation étaient ordonnés malgré l'aveu volontaire. On craignait en effet que l'accusé voulut gagner du temps et permettre à ses complices de prendre la fuite et espérer ainsi une évasion possible. Pour éviter que la confession fut la conséquence du désespoir ou d'un sacrifice quelconque, des médecins examinaient l'état mental de l'accusé et concluaient s'il jouissait alors d'une entière liberté d'esprit et s'il n'était point insensé ou furieux. La confession devait, pour être valable, avoir été faite dans des termes précis, clairs et surtout vraisemblables.

Si le juge avait l'intime conviction de la culpabilité de l'accusé, il ordonnait la question, c'est-à-dire la torture destinée à obtenir l'aveu. Mais, dans ce cas là, si la preuve demeurait directe elle ne constituait pas la preuve pleine et entière

(46) Ord. 1670, t. XVIII, art. 1, in *Nouveau commentaire...*, p. 383.

(47) La confrontation des accusés était souvent appelée affrontation.

(48) *Les ordonnances de Louis XIV...*, p. 305.

(49) Guyot, *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Visse, Paris, MDCCCLXXXIV, tome 14, p. 510.

(50) *Les ordonnances de Louis XIV...*, p. 302, note x.

(51) On entend par preuve en général, tout ce qui tend à éclaircir un fait qui paraît douteux et qui est contesté.

de sa culpabilité, mais seulement une preuve demi-pleine, L'aveu dans ce cas était dit « judiciaire ».

La question ne pouvait être ordonnée que sur de « forts et violents indices », il fallait au moins un témoin de « visu » et plusieurs indices. Toutes sortes de personnes de l'un ou l'autre sexe étaient sujettes à la question. Pour éviter certains abus, le torturé ne pouvait subir deux fois la question pour un même fait. L'ordonnance prévoyait d'ailleurs que la confession d'un accusé au milieu des « tourments » de la question n'était pas valable lorsqu'il déclarait par la suite que ce qu'il avait dit n'était que la conséquence de la torture. Si l'accusé, supportait la question sans rien avouer, il était alors considéré comme innocent et l'intendant devait procéder à sa mise en liberté.

b. — *Le témoignage.* A défaut d'aveu volontaire ou judiciaire de l'accusé, sa culpabilité pouvait être mise en cause lorsque deux témoins déposaient dans le même sens contre lui. Si ce mode de preuve était admis, la loi cependant s'en méfiait, car il était toujours à craindre des mouvements de haine ou de cupidité.

Les femmes et les mineurs étaient admis à déposer. Les infâmes et les repris de justice n'étaient pas écartés, mais leur déposition était considérée comme un simple renseignement. En vertu de l'adage « testis unus, testis nullus », la déposition d'un seul témoin ne suffisait pas; cependant si la peine à prononcer n'était pas afflictive ou infamante, le témoignage d'une seule personne pouvait être complété par un commencement de preuve littérale.

c. — *Preuves littérales.* C'était également des preuves directes, qui avaient à elles seules soit une valeur déterminante, soit une valeur de complément.

Lors du procès-verbal de conférence de l'ordonnance de 1670, on agita la question de savoir si la preuve littérale qui « se tire des actes privés, qui ont été vérifiés par des experts », pouvait suffire à prononcer la peine de mort. Ne devait-on pas craindre que les experts fussent soudoyés par les intéressés ?

En effet, ils avaient la possibilité d'emporter chez eux les pièces : c'était là le vice de la procédure. Aussi par de nouvelles précautions les experts ne furent plus autorisés à déplacer le dossier qui, désormais, devait demeurer au greffe du Tribunal de l'intendant.

#### B. — LES PREUVES INDIRECTES ET CONJECTURALES.

Ces preuves étaient soit des indices, soit seulement des présomptions. Elles n'étaient admises qu'à défaut des précédentes ou pour y suppléer lorsqu'elles étaient insuffisantes.

Trois sortes d'indices pouvaient éclairer l'intendant :

a. — *Les indices urgents et nécessaires* : ils formaient la « *praesumptio juris et de jure* », laquelle n'admettait point de preuves contraires. Nous trouvons dans les Archives de la marine de Toulon (52) le cas d'un officier-marinier qui avait été aperçu, une arme ensanglantée à la main, sortant du magasin particulier du vaisseau « Le Terrible ». Alerté, le sous-commissaire de la marine pénétra dans le dépôt et trouva le commis du roi assassiné. Il constata que la plaie n'avait pu être causée que par l'arme trouvée entre les mains dudit officier au moment de son arrestation. Il n'en fallait pas plus pour présumer qu'il était bien l'auteur de cet homicide.

b. — *Les indices prochains* : ils étaient ce qu'on appelle en droit : « *praesumptio juris* ». Ils admettaient donc la preuve du contraire. En effet, ils n'étaient fondés que sur la seule et simple intime conviction de l'intendant. Aussi, celui-ci, lorsqu'il était insuffisamment éclairé, demandait qu'il fut fait « un plus ample informé ».

On peut citer comme indice prochain, l'intérêt particulier qu'avait l'accusé de commettre le crime auquel il était impliqué ou encore lorsque par exemple les archers du prévôt pendant leur ronde, trouvaient une échelle appartenant à l'accusé, adossée contre le mur du bâtiment où un vol venait d'être accompli, ou enfin lorsque l'accusé avait fait brusquement des dépenses considérables sans pouvoir prouver l'origine de son enrichissement.

c. — *Les indices éloignés* : ils n'avaient aucun rapport avec le crime ou le délit mais pouvaient constituer un doute ou un soupçon : on les appelait en droit « *praesumptiones hominis* ». Ils pouvaient servir de complément de preuve, il en était ainsi lorsque on accusait un repris de justice ou un mendiant valide, d'un crime; sa seule qualité déterminait un indice qui pouvait faire pencher la décision du juge. Ces indices permettaient d'ailleurs au juge de modérer la rigueur d'une peine.

d. — *Les faits justificatifs* : on pouvait distinguer l'agression et l'alibi.

L'agression devait être prouvée par des témoins désignés par l'accusé, mais celui-ci « ne pouvait varier dans les témoins qu'il avait une fois nommés pour faire la preuve ». L'alibi ne pouvait vraiment être valable que si, l'accusé démontrait : « que la distance des lieux était telle qu'au moment même il n'avait pu aller au lieu du délit ni en revenir ».

Ce mode de preuve n'étant pas admis de plein droit il fallait que le juge considérât le fait comme « pertinent et admissible » (53).

#### § 4. — *La contumace*

Lorsque le décret de prise de corps ne pouvait être exécuté, parce que l'accusé avait pris la fuite ou demeurait introuvable, l'intendant ordonnait alors, la perquisition et la saisie des biens à son domicile ordinaire ou au lieu de sa résidence.

Si l'accusé n'avait point de domicile, ni de résidence fixe, la copie du décret était affichée à l'auditoire. Faute de comparaître dans la quinzaine, il était assigné par « un seul cri public » à la huitaine. Le jour de l'assignation et celui de son échéance n'étaient pas compris dans les délais. Ceux-ci expirés, la procédure était transmise au major qui rendait ses conclusions après avoir vérifié si quelque vice ou nullité n'avaient pas entâché la procédure. Dans ce cas il demandait la rectification. Le major ordonnait ensuite le recollement qui valait confrontation.

Lorsque la procédure de contumace était en la forme prescrite, il n'y avait plus aucune difficulté pour rendre le jugement définitif. La condamnation par contumace de mort naturelle, était exécutée par effigie. Les autres condamnations par contumace étaient seulement signifiées : une copie était laissée au domicile ou résidence du condamné. A défaut elles étaient affichées à la porte de l'auditoire. Le procès-verbal était mis au pied du jugement, signé du greffier seulement (54).

Tout condamné par contumace ne pouvait être écouté dans sa justification ou dans son appel tant qu'il n'avait pas été arrêté et écroué.

Après un délai de cinq ans, à compter du jour de l'exécution du jugement, les condamnations pécuniaires étaient réputées contradictoires et jugées en dernier ressort, comme si elles avaient été rendues contre un accusé présent et « en état » lors de l'instruction et du jugement de son procès.

Lorsque le condamné par contumace à des peines telles que la mort, les galères perpétuelles ou le bannissement, ne se présentait pas dans un délai de cinq ans, l'intendant le déclarait mort civilement, du jour de prononcer de la sentence. Il devenait incapable et indigne de toutes successions qui auraient pu lui échoir depuis

(53) Ord. de 1670, t. XXVIII, art. 2, 3, 4 et 5.

(54) Arch. Mar. Toulon, *Registre n° 301*, fol. 392, octobre 1674.

la condamnation (55). La veuve, les enfants et les parents d'un condamné par contumace, décédé avant le délai de cinq ans, avaient la possibilité de faire appel au jugement au moyen de lettres du Prince (56).

### § 5. — *La prescription, l'amnistie et la grâce*

Au bout d'un certain temps, plus ou moins long, selon les cas, la procédure répressive ne pouvait plus être mise en œuvre. En effet, il était à craindre les inconvénients d'une poursuite tardive et le risque d'une erreur judiciaire résultant du dépérissement des preuves. Dans ces conditions, le prévenu avait la liberté d'opposer à la partie civile ou à la partie publique — le major de la marine ou son aide — la prescription de l'action dirigée contre lui. La prescription était d'un an, lorsqu'il s'agissait de simples injures verbales. Le silence pendant ce temps là, équivalait à une renonciation tacite de la part de l'offensé. La prescription de cinq ans, était celle qui, au bout de cette période à compter du jour de l'exécution d'un jugement par effigie, avait pour conséquence la mort civile et la confiscation des biens du contumace. Enfin, dans le but d'éviter à l'accusé de demeurer perpétuellement dans l'incertitude, il était admis, qu'au bout de vingt ans, il ne serait plus possible de poursuivre (57). Cependant, et c'était là une exception à la règle, le crime de duel était imprescriptible (58). Quant à la prescription de trente ans, elle n'avait lieu que dans le cas de l'exécution d'un jugement par contumace, ayant condamné un accusé à une peine corporelle ou afflictive.

Dans certains cas, l'intendant de la marine, pouvait demander au Roi, l'amnistie et la grâce d'un condamné. Le Roi l'accordait le plus souvent, de façon à transformer la peine de mort en peine de galères, ce qui avait pour avantage de grossir le rang des rameurs très demandés.

## Section 4. — *Le Conseil de guerre de la marine*

Nous savons que dans certains cas, l'intendant présidait le Conseil de guerre et que dans d'autres il y participait seulement.

Ainsi, lorsqu'un crime commis dans l'enceinte de l'arsenal était considéré comme assez grave pour mériter une peine afflictive, l'intendant, s'il le jugeait utile pouvait assembler le Conseil de guerre qu'il présidait, en ayant préséance sur le commandant du port.

Mais, si le crime avait été commis hors le l'arsenal, par des officiers, soldats et gens de mer, le Conseil de guerre de la marine était réuni obligatoirement (59). Dans ce cas, l'intendant ne le présidait qu'en l'absence de l'amiral, du vice-amiral ou du lieutenant général. De toute façon l'intendant y avait séance avant le chef d'escadre et voix délibérative.

(55) *L'ordonnance de Louis XIV...*, p. 319.

(56) Ces lettres s'appelaient « *lettres à purger la mémoire du défunt* ». Ord. de 1670, t. XXI, art. 35.

(57) Le coupable était considéré avoir « *expié son crime par la crainte de ses remords qui l'avaient poursuivi depuis un si long temps* ». *Les lois criminelles...*, t. IV, ch. I, p. 594.

(58) *Edit des duels du mois d'août 1679*, art. 35, in *Edits, déclarations, reglemens et ordonnances du Roy sur le fait de la Marine*, Cramoisy, Paris, M.DC.LXXVII.

(59) Les officiers de l'Amirauté, connaissaient eux aussi les délits qui se commettaient dans les mers, ports et navires, mais leur compétence était limitée aux gens de mer qui n'appartenaient pas à la marine royale. D'ailleurs, par une déclaration du Roi, du 21 octobre 1727, les hommes servant dans la marine marchande et répartis en classes, relevèrent désormais du Conseil de guerre et non plus de l'Amirauté.

### § 1. — Les délits et leurs sanctions

Les ordonnances relatives aux Conseils de guerre de la marine, distinguent : les délits contre le service du Roi, ceux contre la police intérieure des vaisseaux et enfin ceux commis par les gens de mer débarqués.

#### A. — LES DÉLITS CONTRE LE SERVICE DU ROI

C'était ceux commis par les officiers, soldats embarqués, pilotes et matelots en dehors de l'arsenal.

a. — *Les officiers* : Le délit le plus grave qu'ils pouvaient commettre, était celui qui consistait à livrer leur vaisseau à l'ennemi. La sanction était la peine capitale. Colbert écrivait à M. de Seuil, commissaire général : « Je vous avoue, que j'ay esté surpris d'apprendre la prise de la frégate la Tempeste et la fluste, le Cheval; et comme le Roy ne veut pas souffrir qu'un capitaine de l'un de ses vaisseaux se laisse prendre de cette sorte, et qu'il est de son devoir de faire sauter son vaisseau en mettant le feu aux poudres plutost que d'avoir la honte de le remettre entre les mains de ses ennemis, Sa Majesté veut que vous le fassiez aussystost arrester et commande en mesme temps qu'il soit mis au Conseil de guerre » (60).

D'après un règlement du 14 juillet 1675 (61), tout officier qui avait abandonné son vaisseau, devait être arrêté et enfermé à la prison de l'arsenal du port de débarquement. L'intendant de la marine, remettait l'affaire au Conseil de guerre qui, en vertu de l'ordonnance de 1689 (62), « punissait suivant les circonstances du fait ».

Dans ces périodes de trouble, où le trafic commercial souffrait de la piraterie, les officiers qui escortaient les convois, ne devaient sous aucun prétexte abandonner l'un quelconque des navires marchands mis sous sa protection, à peine de mort.

Quant aux capitaines de navires marchands qui s'en séparaient sans permission ou cause légitime, ils étaient condamnés aux galères (63).

Laisser périr un vaisseau en pleine mer par « échouement » ou par le feu était un crime aussi grave et méritait la peine de mort. On ne distinguait pas s'il y avait négligence, faute ou intelligence avec l'ennemi. Le Conseil de guerre considérait le pire, ce qui était excessif. Il n'y avait pas faute si la perte d'un vaisseau était due à une tempête : le Conseil de guerre devait prendre toutes sortes de précautions afin de ne pas inculper un officier à tort (64).

Dans une affaire du 10 juillet 1699, le Conseil de guerre, assemblé par ordre et en présence de M. le marquis Denesmond, lieutenant général des armées navales du Roi et commandant du port de Toulon, eut à juger si la perte de la flûte du Roi « la Charente » était imputable aux officiers la servant ou à l'organeau de l'une des deux ancrs, qui étaient mouillées. Après examen dans son contenu, du procès-verbal dressé par M. de Vauvray, le Conseil de guerre déclara que « le naufrage dudit bastiment avait esté causé par le mauvais temps et que la perte ne pouvait estre imputée aux officiers qui le commandaient, la rupture de l'anneau de l'ancre justifiant assez que le temps estoit très violent » (65).

Le Conseil de guerre s'assemblait en particulier pour juger les crimes de

(60) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, lettre du 2 juillet 1675, p. 550.

(61) Règlement du 14 juillet 1675, sur le devoir des officiers de Marine, rendu au camp de Velaine, code des armées navales, p. 113.

(62) Ord. du 15 avril 1689, l. I, t. VII, art. 37, tiré du règlement du 14 juillet 1675.

(63) Règlement du 14 juillet 1675 repris par l'ordonnance du 15 avril 1689, l. IV, t. II, art. 38 et 39.

(64) Pièce annexe, n° 12.

(65) Arch. Mar. Toulon, Registre de jugements rendus par les Conseils de guerre, intendant, prévôts... n° 361, 10 juillet 1699, fol. 674, pièce annexe n° 12.

désertion, d'abandon de poste dans le combat, de sédition et de commerce avec l'ennemi. Tous ces crimes étaient punis de mort.

b. — *Les soldats embarqués* : Ils étaient condamnés pour les mêmes crimes étudiés précédemment, et aux même peines. En outre, tout défaitiste était passible du Conseil de guerre et condamné à mort. Le Conseil de guerre punissait de nombreux soldats pour des fautes de service, ainsi lorsqu'ils quittaient leur quart ou leur garde à bord sans être relevés et les faisait mettre « sur une barre de cabestan avec deux boulets aux pieds pendant deux heures, deux jours consécutifs (66). Pendant son quart, le soldat, à peine d'être mis aux fers, devait se tenir en faction sur la dunette, le plus haut étage de l'arrière du vaisseau, et répondre aux rondes et visites faites d'heure en heure par les officiers. En vertu du règlement du 23 octobre 1671 (67), les sentinelles trouvées endormies, étaient punies de mort, mais l'ordonnance de 1689 (68) substitua à cette peine celle des galères perpétuelles si la sentinelle s'était endormie « près de l'ennemi », et aux galères pour trois ans si elle s'était endormie dans le port.

Le soldat, pendant la garde devait veiller à ce que aucune chaloupe ou bateau « aborde ou déborde » du vaisseau. En cas de négligence il était condamné à courir une fois la bouline, châtiment corporel qui consistait à faire passer le condamné entre deux haies formées par l'équipage qui le rouait de coups avec une corde. Souvent, la peine de cale était prononcée, elle consistait à attacher le coupable le long d'une poutre et à la plonger dans la mer, autant de fois que la sentence l'exigeait (69).

c. — *Les pilotes* : Appelés à gouverner le vaisseau sur lequel ils étaient affectés, ils avaient une lourde responsabilité. La moindre erreur de leur part, pouvait entraîner non seulement des accidents irréparables, mais encore des retards qui pouvaient avoir des conséquences très graves.

Avant de mettre à la voile, le pilote devait vérifier les effets et instruments nécessaires à la conduite du vaisseau qu'il avait reçu en présence d'un des officiers du vaisseau et de l'écrivain, auxiliaire de l'intendant.

Lorsque le Conseil de guerre était assemblé pour juger un pilote, il devait établir si l'accident avait été la conséquence de « son ignorance ou timidité mal fondée », ou s'il avait été volontaire et prémédité. A la première hypothèse, le pilote était privé de sa paye et châtié. De plus, si le vaisseau avait péri, le coupable devait en outre verser cent livres. A la seconde hypothèse, il était condamné à mort.

d. — *Les matelots et mariniers* : Le Conseil de guerre condamnait à la peine des galères perpétuelles ceux qui « tiraient un couteau, épée ou autre arme pour blesser leurs compagnons ». Lorsque après s'être querellé et réconcilié, un membre de l'équipage frappait son camarade de sang-froid, il était mis aux fers, au pain et à l'eau, et en cas de blessure grave il était condamné aux galères après avoir été battu au « cabestan » de douze coups de corde, par le prévôt de l'équipage.

Toute atteinte au respect des supérieurs en grade, était poursuivie par le major des armées navales du Roi, qui se constituait « demandeur et plaignant en excès et voys de faits ».

Le conseil de guerre saisi d'une affaire de cette espèce, en date du 26 mai 1687, par ordre de M. de Beaulieu, commandant du port de Toulon, condamna un nommé Montanard de Lavalette, à demeurer deux mois aux fers, et à être exposé pendant huit jours « au cheval de bois sur le ras », pour s'être livré à des voies de fait contre le sieur Jacques Dédier, caporal de la demi-solde (70).

(66) Ord. de 1765, art. 1297, conforme à l'ord. de 1689, l. IV, t. II, art. 27 à 32.

(67) *Règlement du Roy, rendu à St. Germain en Laye, le 23 octobre 1671, code des armées navales*, p. 41.

(68) Ord. 1689, l. IV, t. II, art. 24, *code des armées navales*, p. 238.

(69) Ord. de 1689, l. IV, t. II, *code des armées navales*, pp. 238 et ss.

L'ordonnance de 1689, aggrava la peine, en précisant que tout matelot ou soldat qui lèverait la main sur un de ses officiers-majors, serait condamné à mort. L'insubordination était de plus en plus sévèrement réprimée et le seul fait de parler mal ou de donner des signes d'impatience à son supérieur, était puni d'un mois de mise au fers ou d'un plus grand châtiment « suyvnt l'exigence du cas » (71). Le crime le plus fréquent était celui de désertion. Étaient considérés comme déserteurs les matelots qui abandonnaient le service sans avoir pris congé par écrit du commandant du port, visé de l'intendant, ceux qui sans un congé valable se trouvaient à deux lieux du port de débarquement, ceux qui ne répondaient pas à l'appel lorsque le vaisseau appareillait, et enfin ceux qui sous prétexte de désarmement du vaisseau sur lequel ils avaient servi, abandonnaient leur service (72).

Les déserteurs étaient condamnés à mort, mais une ordonnance du 19 septembre 1676 changea cette peine en celle des galères perpétuelles. On trouve dans les Archives de la marine un jugement rendu contre un nommé Guillaume Benoit de Marseille, matelot de l'équipage de la flûtte « Le Chariot », convaincu du fait écrit de désertion et condamné à être rasé, à faire amende honorable, la torche au poing » et ensuite mené en la ville de Marseille pour y être attaché à la chaîne et servir le Roi sur galère comme forçat à perpétuité ». Cependant l'ordonnance de 1689 considérait que les matelots qui abandonnaient leur poste dans un combat, devaient être condamnés à mort, sans qu'il fut fait en leur faveur, application de l'ordonnance de 1676. La chasse aux déserteurs était récompensée, mais toute négligence était très sévèrement sanctionnée. Ainsi toute personne ayant favorisé le passage d'un déserteur ou lui ayant donné un asile, était saisie et enrôlée de force, quant au village ou bourg auquel elle appartenait, il devait verser soixante livres d'amende. On cite le cas de cinq matelots qui se cachèrent avec la complicité d'un frère dans le couvent des Recollets. L'intendant M. de Villebranche, pour donner l'exemple faillit, sans l'intervention du père gardien, faire quitter la robe à ce frère et l'embarquer de force en qualité de matelot « à quoi il le trouvait très propre » (73).

Les échevins, consuls et principaux habitants des lieux en cas d'aide ou de recel de déserteurs, étaient en leur qualité de responsables des affaires de la communauté, contraints solidairement et par corps. Toute opposition par la violence faite aux gardes chargés de s'assurer du déserteur, était réprimée très sévèrement, et les habitants des lieux étaient condamnés à deux cents livres d'amende, au paiement de laquelle somme, le corps de la communauté était contraint solidairement (74).

Par contre toute personne qui avait facilité l'arrestation d'un déserteur, recevait trente livres, payées par le trésorier de la marine, sur ordre de l'intendant.

Les prévôts, maréchaux, vice-baillis, vice-sénéchaux et autres officiers de « Robbe courte » veillaient à l'arrestation des déserteurs et les faisaient conduire immédiatement à l'intendant.

## B. — LES DÉLITS CONTRE LA POLICE INTÉRIEURE DES VAISSEAUX ET CEUX COMMIS PAR LES GENS DE MER A TERRE

La police sur les vaisseaux était exercée par leur capitaine sous l'autorité du général ou du commandant des armées navales ou des escadres. L'indiscipline et l'irrespect étaient sévèrement punis. En vertu d'un règlement du Roi (75) du 6 octobre 1674, les blasphémateurs étaient condamnés à verser une somme équi-

(70) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 26 mai 1687, fol. 385, pièce annexe n° 9.

(71) Ord. de 1689, l. IV, t. III, art. 11, *code des armées navales*, p. 240.

(72) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 1683, fol. 225.

(73) V. F. BRUN, *op. cit.*, tome I, p. 315.

(74) Ord. de 1689, l. IV, t. II, art. 11, *code des armées navales*, p. 237.

(75) Ord. du 6 octobre 1674, t. IX, art. 4, *édits, déclarations...*, pp. 93 - 244.

valente à un mois de leur gage et en cas de récidive, à être battus avec une corde, le dos nu, par les équipages rangés en haie sur le pont du vaisseau.

L'ordonnance de 1689 accrut la sanction en les condamnant à être mis aux fers, et en cas de récidive à être traduits devant le Conseil de guerre qui, s'il le jugeait bon, ordonnait que le coupable eût la langue percée (76). Étaient considérés comme blasphémateurs ceux qui, de la prétendue religion réformée, ne se retiraient pas à l'avant du bâtiment et entre deux ponts, pour faire leur prière à voix basse et sans être entendus (77). Mais le crime le plus grave après le blasphème, était le vol des agrès, des munitions et des provisions du vaisseau. L'auteur, les complices et le recéleur étaient traduits devant le Conseil de guerre qui proportionnait la peine au montant du vol : si le montant excédait la valeur de dix livres, le ou les coupables étaient condamnés aux galères à perpétuité, au-dessous de cette valeur, ils devaient payer le quadruple et en outre ils étaient mis au bouline deux fois et en cas de récidive, il était jugé par le Conseil de guerre, qui pilori (78). Quant au recéleur des hardes ou autre chose, il était puni à courrir la suivant le cas et la valeur du recel, le condamnait aux galères à temps ou à perpétuité. En ce qui concerne les délits commis par les gens de mer à terre, le Conseil punissait de la peine des galères les matelots, soldats et autres gens de l'équipage, qui volaient les habitants du port de débarquement. Si le vol avait été commis à mains armées, le Conseil de guerre prononçait la mort.

## § 2. — La procédure suivie devant le Conseil de guerre de la marine

Le Conseil de guerre était une assemblée de chefs d'une armée navale, destinée à maintenir en vigueur les lois militaires et à prendre des résolutions selon les cas. On nommait également de ce nom l'assemblée des officiers d'un vaisseau, qui, soit à terre dans la Maison du Roi, soit à bord du vaisseau amiral, jugeait les soldats, matelots et officiers mariniens.

Quoique l'ordonnance du 15 avril 1689, semble ne considérer que les crimes et délits commis par les officiers et matelots de la Marine royale, les Conseils de guerre élargissaient leur compétence en statuant sur les crimes commis sur les vaisseaux marchands. Les capitaines de marine marchande étaient absolument exclus de la connaissance des crimes qui entraînaient la peine capitale, à moins « que ce ne fut dans une rébellion ou sédition en présence des ennemis ou d'un danger pressant, auquel cas le capitaine après avoir assemblé ses officiers et pris leur avis, pouvait faire punir les coupables suivant l'exigence du cas » (79). Mais s'il n'y avait pas urgence, le capitaine du vaisseau devait, lors du débarquement, faire un rapport de l'affaire au commandant du port (80). Le procès était alors instruit par le prévôt à la requête du major. Par une déclaration du Roi du 21 octobre 1727, les hommes servant dans la marine marchande devaient dépendre du Conseil de guerre et non plus de l'amirauté (81).

Le Conseil de guerre, en vertu du règlement du 13 septembre 1673, se composait de sept juges. Si le nombre des capitaines présents dans le port n'était pas

(76) Ord. de 1689, l. IV, t. III, art. 10, *code des armées navales*, p. 240.

(77) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, lettre de Colbert à l'intendant de Vauvray, 11 juin 1680, p. 133.

(78) GUYOT, *Répertoire alphabétique...*, tome 13, p. 124 : Le pilori est un petit bâtiment en forme de tour avec une charpente à jour, dans lequel est une espèce de carcan, qui tourne sur son centre. Le carcan est formé de deux pièces de bois posées l'une sur l'autre entre lesquelles se trouvent des trous pour passer la tête et les mains de ceux qu'on met au Pilori, c.à.d. qu'on expose ainsi pour servir de risée au peuple et pour les noter d'infamie... On pouvait faire tourner le Pilori, quatre fois pendant que le condamné y était attaché.

(79) Ord. de 1689, l. IV, t. I, art. 17, *Code des armées navales...*, p. 236.

(80) Ord. de 1689, l. IV, t. I, art. 6, « Le Conseil de guerre ne peut être assemblé sans la permission expresse du commandant », *code des armées navales*, p. 235.

(81) M. GONFREVILLE, *op. cit.*, p. 9.

suffisant, on faisait appel aux lieutenants « ayant vingt ans passés » (82). Cependant lorsqu'il s'agissait d'une peine capitale, le Conseil afin de mieux s'éclairer, devait se composer de dix juges. L'ordonnance de 1689 abrogea cette disposition et fixa invariablement le nombre des juges à sept.

Lorsque l'amiral présidait, le vice-amiral était à sa droite, le lieutenant général à sa gauche, l'intendant à côté du vice-amiral et le chef d'escadre à côté du lieutenant général (83). En l'absence de l'amiral, le vice-amiral présidait le Conseil et avait à sa droite l'intendant, et à sa gauche les chefs d'escadre. Enfin l'intendant le présidait en leur absence.

Par une ordonnance du 9 janvier 1677, rendue à St-Germain-en-Laye, le Roi ordonna que les capitaines de frégates légères auraient leur séance avant les lieutenants de vaisseau dans les Conseils de guerre tenus « tant en mer que dans les ports ».

La plainte étant déposée par le capitaine du bord ou par le commissaire chargé de la levée des matelots, les coupables étaient conduits dans les prisons de l'arsenal. Sur la réquisition du major, le prévôt ou son lieutenant ou en leur absence l'aide-major, instruisait sur « un soit fait ainsi qu'il est requis ».

Il n'est pas utile de reprendre les différentes phases de la procédure dans tout leur contenu, en effet elles se présentaient dans les mêmes conditions que dans tous les procès criminels (84).

L'ordonnance de 1689 donnait à l'intendant la mission d'assembler le Conseil de guerre vingt quatre heures aussitôt l'achèvement de l'instruction et les conclusions données. Le lieu de la tenue de ce Conseil pouvait être situé soit dans la Maison du Roi, soit sur un vaisseau Amiral, soit en un endroit quelconque de l'arsenal à la convenance du président. Lorsque le jugement avait lieu sur le vaisseau, il était tiré à neuf heures du matin un coup de canon et procédé au lever des couleurs (85). La messe était ensuite célébrée (86). Les membres, debout, le président leur donnait la raison pour laquelle le Conseil était assemblé. Les juges après avoir prêté serment, s'asseyaient et demeuraient couverts. Le major ou le prévôt demeurait près de la table en face du président, il apportait les ordonnances, présentait les informations (87) et lisait la requête contenant la plainte.

L'accusé était alors introduit, escorté par dix hommes (88). Après avoir prêté serment, on le faisait asseoir sur la sellette si les conclusions étaient à peines afflictives, sinon il se tenait debout. Chaque juge pouvait l'interroger à son tour. Lorsque le Conseil de guerre s'estimait suffisamment instruit l'accusé était reconduit dans sa cellule.

Lors des délibérations, les juges opinaient l'un après l'autre, suivant leur rang, en commençant par le dernier. Chacun à son tour, ôtait son chapeau et déclarait à haute voix que « trouvant l'accusé convaincu, il le condamnait », ou le jugeant innocent, il le « renvoyait absous », et si l'affaire lui paraissait douteuse, faute de preuves convaincantes, il concluait à un « plus ample informé ». Dans ce dernier cas l'accusé demeurait en prison en attendant que la procédure soit plus complète. Chaque juge après sa déclaration orale, l'écrivait ensuite au bas des conclusions. L'avis le plus doux prévalait dans les jugements si, le plus sévère ne l'avait pas emporté de deux voix. Le major faisait alors dresser la sentence suivant les modèles imprimés qui lui étaient envoyés (89). Tous les juges étaient tenus de

(82) Ord. de 1689, l. IV, t. I, art. 5, conforme au règlement du 23 octobre 1671, titre « des peines », art. 7.

(83) Ord. de 1689, l. IV, t. I, art. 2, *Code des armées navales*..., p. 235.

(84) Règlement du 16 septembre 1673 repris dans tous ses termes par l'ordonnance de 1689, l. IV, t. I, art. 9, *code des armées navales*, p. 236.

(85) Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements* n° 301, 29 mars 1702, fol. 121.

(86) *Les juges devaient être à jeun, code des armées navales*, p. 236, en note.

(87) Archives Nationales, *Section Marine*, B<sup>16</sup>, *lettre de l'intendant Arnoul à Colbert*, fol. 98.

(88) Guyot, *répertoire de jurisprudence*, tome 4, p. 63.

(89) Il ne nous a pas été possible de trouver, dans les Archives de Toulon, un de ces modèles. Mais les sentences étant enregistrées, nous avons pu les reconstituer, au moyen d'extraits.

signer même si leur avis n'avait pas prévalu. L'intendant faisait envoyer une expédition au secrétaire d'Etat de la marine. Si l'accusé était acquitté, le prévôt et le greffier, aussitôt la lecture du jugement, le remettaient en liberté, mais s'il était condamné à mort, on le faisait mettre à genoux pendant que le greffier lisait la sentence. Il était défendu par ordre du roi de surseoir l'exécution du jugement, sous aucun prétexte. A défaut d'exécuteur, celui qui avait été condamné à être pendu, était passé par les armes. Dans ce cas, mention était faite au bas de la sentence.

Pour terminer cette étude de la procédure suivie devant le Conseil de guerre, il faut noter que, celui-ci n'était pas compétent pour juger et réprimer les duels. C'était l'intendant qui devait procéder à l'arrestation des contrevenants. Le prévôt instruisait immédiatement l'affaire et s'il était révélé que le combat avait eu lieu « seul à seul » ou « à nombre égal », l'intendant en avisait aussitôt le procureur général du Parlement (90). Le prévôt poursuivait alors l'information et remettait le dossier entre les mains du commissaire du Parlement.

Les chirurgiens, lorsqu'ils étaient appelés au chevet d'un blessé, devaient avertir l'intendant de « la qualité des blessures, soit d'épées ou armes à feu », à peine de deux ans de bannissement.

Tout soldat qui dénonçait à l'intendant l'existence d'un duel passé, présent ou futur, recevait la somme de cent cinquante livres et obtenait « son congé ».

(90) Ord. de 1689, l. IV, t. II, art. 41 et 42, tiré d'une ordonnance du 6 juillet 1671, *code des armées navales*, p. 186.



## CHAPITRE IV

# LES ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES DE L'INTENDANT

---

L'arsenal se présentait comme étant à la fois un agrégat d'usines où se construisaient les bâtiments de guerre et un immense magasin dans lequel étaient entreposés munitions, vivres et matériels (1). Un personnel nombreux y travaillait sous la direction de l'intendant.

Sa commission (2) l'ordonnait pour « prendre connaissance de tout ce qui regarde la subsistance et solde des équipages, faire payer à la Banque ladite solde sur les rolles des revues faites par le commissaire de la marine, ordonner des dépenses pour tout ce qui concerne les constructions et radoubs des vaisseaux...; commettre et préparer les officiers du port... auxdites constructions, radoubs (3), conservation et garde desdits vaisseaux et de leurs agrés; prendre soigneusement garde que les vivres qui seront embarqués sur nos vaisseaux soient de bonne qualité et qu'ils en ayent pour le temps qu'ils doivent tenir la mer; donner les instructions aux commissaires qui s'embarqueront sur nos armées navales, escadres et vaisseaux, sur les fonctions de leurs employs; retirer d'eux les extraits des revues qu'ils feront dans le temps de leur départ, dans lesquels ils signaleront les hommes de chaque équipage...; établir des écrivains sur lesdits vaisseaux et leur faire tenir des registres cotés et paraphez de la qualité de victuailles, agréés, apparaux (4), munitions, armes et ustensilles qui seront sur chaque vaisseau; en retirer un inventaire signé d'eux affin qu'au désarmement ils rendent un compte exact de leur consommation ou les fassent remettre dans les magasins de marine des ports où ils désarmeront; régler et distribuer les équipages de nos vaisseaux tant officiers-mariniers, matelots que soldats, ainsi que les occasions et le bien du service, le requèreront... ».

En outre, l'intendant était commis pour « avoir l'entière direction de tous les achats à faire des mâtz, cuivres, canons, fers, boulets, grenadez, encres, brays,

(1) O. TEISSIER, *Une visite à l'arsenal de Toulon*, Hachette, Paris, 1861, 2<sup>me</sup> partie, pp. 15 et ss.

(2) Arch. Mar. Toulon, 1 L 195, *commissions, provisions, brevets des pensions et ordres du Roi, 1760-1764*, en particulier la *commission d'intendant de M. Hurson*, 3 août 1760, fol. 20, pièce annexée n° 3.

(3) Radoub « est l'ouvrage qui est fait par les charpentiers et calfateurs, pour remettre en état de naviguer un vaisseau », cf., R.J. VALIN, *op. cit.*, p. 506.

(4) « Les agrés étaient : les voiles, poulies et autres ustensiles qui servaient à équiper les vaisseaux, les apparaux », explique R.J. VALIN, *Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681*, Légier, La Rochelle, 1766, p. 497, « c'est le même qu'agré; ces deux mots ne se séparent guère on appelle ordinairement les voiles, poulies... ».

chanvres, armes et autres marchandises et munitions, pour la fourniture de nos magasins et ateliers de marine aux dits ports; en faire et conclure les marchés et en faire payer le prix des fonds que nous (S.M.) ordonnerons à cet effet ; viser les rôles des commissaires de marine qui seront dans le département du dit port avant d'être acquittés; ordonner pareillement de tous les ouvrages à faire dans le port pour y établir toutes les commodités nécessaires pour les radoub constructions et armemens; généralement ordonner de toutes les dépenses à faire audit port de Toulon ou sur les vaisseaux qui y seront..., ordonner des ouvrages, jettées et autres travaux de mer; marchés, adjudications, avisés de réception, desdits ouvrages, des places maritimes du département dudit port...; validant de présent toutes les ordonnances que vous ferez et expédiez en vertu des dits présentes, qui serviront de valable décharge aux trésoriers généraux de la marine...».

V. F. Brun, précise exactement les deux grands partages faits entre le militaire et le civil : les officiers militaires étaient chargés de la garde et de la sûreté des arsenaux, de la discipline des troupes de marine et du commandement des vaisseaux et des armées de mer. Quant aux officiers civils, ils avaient dans leurs attributions, la prévoyance des approvisionnements; la combinaison et la direction des travaux des ports, la comptabilité des fonds et des matières et tous les détails de l'administration économique 5).

Ainsi, l'intendant était appelé à veiller sur tout ce qui concerne la construction des vaisseaux, l'enrôlement des équipages et leur répartition. Il devrait s'assurer en outre de la réception, de la conservation et de la distribution des vivres aux équipages.

Enfin, lorsque les vaisseaux revenaient dans le port, après une campagne, l'intendant dirigeait le service du désarmement des vaisseaux et s'assurait que les équipages soient payés avant d'être affectés à de nouveaux bâtiments ou de retourner dans leur foyer.

En fin de chaque année, l'intendant devait expédier au secrétaire d'Etat à la marine, un état général des fonds reçus et des dépenses faites.

Nous n'examinerons pas séparément la partie administrative et la partie financière, entrant dans les attributions de l'intendant, parce que la spécialisation des charges n'était pas courante à cette époque. D'ailleurs, le mot « Police », du grec « *Politeis* », signifie : l'administration en général.

### **Section 1. — La construction des vaisseaux**

Dès son entrée en charge, l'intendant dressait un inventaire général de toutes les marchandises et fournitures, nécessaires à la construction des vaisseaux, entreposées dans les magasins de l'arsenal. Il vérifiait si ces magasins étaient en bon état et en nombre suffisant. Dans le cas contraire, il en ordonnait immédiatement la construction de nouveaux, conformément aux plans et devis approuvés et ratifiés par le Conseil de construction.

L'intendant ordonnait la mise en chantier des vaisseaux, désignait le nombre d'ouvriers nécessaires, fixait leur paye et surveillait l'exécution des travaux. Ce sont ces opérations qu'il convient d'examiner en détail.

#### **§ 1. — Les marchandises et fournitures propres à la construction**

Après l'inventaire, l'intendant se faisait remettre un compte de la situation actuelle des magasins particuliers des vaisseaux et autres bâtiments affectés au

(5) V. F. BRUN, *op. cit.*, tome 1, p. 89.

port, avec le montant de la dépense prévue pour les compléter. S'il l'estimait utile, il pourvoyait conformément aux états de fonds expédiés par le Roi, aux fournitures des marchandises nécessaires dans l'arsenal. Le règlement d'octobre 1674 lui donnait pouvoir de passer les contrats au nom du Roi, d'arrêter les dépenses de ces fournitures et de fixer lui-même les emplois des fonds dont il donnait seul, les décharges aux commis du trésorier. En vertu de la politique mercantiliste, il était vivement conseillé de n'acheter que dans « les fabriques du Royaume ». Dans le cas où il était contraint de faire appel aux fabriques étrangères, l'intendant devait traiter avec des marchands français qui se chargeaient du transit (6).

Le Roi défendait à l'intendant sous peine de désobéissance, de se départir de cette règle (7), excepté pour l'achat de certaines marchandises quasi-introuvables en France, tels que les cuivres et le plomb. Tous les ans, au début du mois de septembre, l'intendant envoyait à la Cour un projet de toutes les marchandises nécessaires. Le Roi réglait alors les quantités et renvoyait au port le projet définitivement arrêté. Les contrats étaient en général précédés d'adjudications. Des échantillons et modèles soigneusement confectionnés étaient portés à la connaissance du public, par voie d'affiches, indiquant les espèces, les quantités désirées, les conditions des fournitures, et enfin le jour fixé pour l'adjudication au rabais de chaque sorte de marchandise.

#### a. — *Les adjudicatoins au rabais*

Les adjudications s'effectuaient dans la Maison du Roi, en la présence de l'intendant, du contrôleur et autres principaux officiers du port.

Les premiers rabais étaient reçus au jour fixé et après « trois remises de trois jours chacune ». L'adjudication était faite à l'extinction de la chandelle (8). Les meilleures offres étaient seules prises en considération. Le marché conclu, « le moins disant à la troisième remise » recevait un acte en forme, par le contrôleur de la marine. L'intendant signait les adjudications passées et son cachet était une garantie suffisante pour donner à l'acte toute validité. Un procès-verbal était contresigné des officiers présents lors de l'opération. Trois copies de cet arrêté étaient ensuite transcrites et reliées : une était expédiée au secrétaire d'Etat de la Marine, lequel donnait son approbation visée par le Roi, une autre était conservée par l'intendant, et enfin la dernière gardée par le trésorier de la marine ; nécessaire à la vérification des prix sur les décharges.

L'original de ce procès-verbal était conservé au contrôle. Le marché étant conclu, la possibilité de le révoquer n'était pas admise en principe. D'ailleurs pour éviter toute contestation de ce genre, une clause devenue de style, précisait, dans l'acte même, la mention : « personne ne s'étant présenté pour tiercer sur cette dernière offre, ce rabais est adjugé définitivement ». La lésion au préjudice du Roi, était cependant une cause de rescision (9). Elle ne pouvait, étant donné les conditions mêmes de l'adjudication, être décelée qu'au seul moment de la livraison. L'intendant de concert avec le contrôleur de la marine, confrontait les marchandises reçues avec les échantillons et modèles (10).

C'est précisément pour ces raisons que l'ordonnance de 1689 exigeait « qu'il sera gardé dans les magasins, par les soins du contrôleur, des échantillons ou modèles des marchandises cachetées, du cachet de l'intendant, pareils à ceux qui

(6) Règlement du 6 octobre 1674, t. II, art. 1 et t. XIII, art. 2, confirmé par l'ordonnance de 1689, l. XII, t. I, art. 2, *code des armées navales*, p. 283.

(7) A l'exception seule des bois, l'ordonnance de 1689, l. XVIII, t. I, art. 2, voulait qu'il fut « traité de toutes les marchandises, armes et munitions avec des marchands François ».

(8) Ord. de 1689, l. XVIII, t. I, art. 6 et 7, *code des armées navales*, p. 316.

(9) R. MÉMAIN, *Le matériel de la marine de guerre, sous Louis XIV*, thèse lettres, Paris, 1936, p. 362.

(10) Les échantillons devaient être double, l'un pour être remis aux marchands rendus adjudicataires et l'autre demeurait dans les magasins.

auront été présentés lors des adjudications pour y avoir recours et en faire la confrontation, lors des livraisons » (11).

En cas de lésion, l'intendant en avisait immédiatement le secrétaire d'Etat qui autorisait la rescision pour lésion du marché conclu. Les experts pouvaient être nommés par l'intendant, si les marchands contestaient la nullité des actes passés. Ils devaient dire si les marchandises livrées correspondaient ou non aux échantillons. Le contrôleur devait prendre garde qu'il n'y eût aucun monopole entre les marchands. En ce cas, il ne manquait pas d'en aviser l'intendant qui décidait seul des mesures à prendre.

Ce n'étaient pas seulement les fournitures qui étaient mises en adjudications au rabais, mais aussi les travaux de construction, de sculpture et de peinture. Ce mode prévalut jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle (12).

Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, des propositions pour mettre en régie la peinture avaient été faites par les intendants Mithon et Hurson, mais elles furent rejetées par le Roi, qui maintint le principe de l'entreprise. Comme précédemment les publications d'ouvrages devaient être faites avec les mêmes formalités, elles avaient lieu dans les places publiques. Les devis et les conditions d'adjudications étaient portés à la connaissance du public.

Les maîtres constructeurs, menuisiers, sculpteurs et peintres venus de toutes les localités, examinaient les modèles exécutés par les maîtres entretenus de l'arsenal (modèles auxquels ils devaient se conformer en tous points). Ils remettaient leur soumission cachetée à l'intendant, puis, au jour fixé, se présentaient devant le Conseil de construction. Après avoir décacheté les plis, les membres du Conseil examinaient les diverses soumissions; le marché était conclu avec celui des entrepreneurs qui avait fait le rabais le plus important. Parfois l'adjudication n'avait pas lieu sur soumission cachetée, chaque concurrent inscrivait sur un registre ad hoc, le chiffre de son offre et signait.

Ainsi nous trouvons dans un rapport d'adjudication en date du 26 novembre 1684 : « le sieur Hamilton offre de faire les ouvrages cy-dessus aux conditions mentionnées, moyennant la somme de 200 livres et a signé, L. Vanloo : 150 livres, Hamitton 130 l., Herpin 120 l., Hamitton 110 l., L. Vanloo 105 l., personne n'ayant voulu mettre au rabais sur les offres dudit sieur Vanloo, nous lui avons adjugé les ouvrages de peinture spécifiés au précédent devis et à la somme de cinq cent francs... » (13).

Lorsque l'ouvrage était peu important, un état contenant les prix réglés par l'ingénieur et approuvés par l'intendant, était simplement rapporté, après un accord de gré à gré. Dans ce cas on avait quelques fois recours à un notaire dit « notaire de la marine » (14).

Il est évident que si un seul soumissionnaire se présentait, le rabais n'était pas appréciable, surtout en période de grande activité mais dans les moments où la rareté des travaux se faisait sentir, les rabais étaient parfois si forts, par suite de la loi de l'offre et de la demande, que les travaux descendaient à des prix modiques (15).

(11) Ord. de 1689, l. XVIII, t. I, art. 7 et 12, *code des armées navales*, p. 316.

(12) Bulletin des réunions des Sociétés des Beaux-Arts à la Sorbonne, année 1884, pp. 242 et 343. On y trouve les *adjudications de travaux de sculpture*, années 1670-1671-1672. *Minutes citées par M<sup>e</sup> Gence, Notaire, pièces annexes n<sup>os</sup> 13 et 16.*

(13) Arch. Marine Toulon, *Registre des dépenses, rapport d'adjudication daté du 26 novembre 1684*, signé « de Vauvray, intendant; de Maucler, commissaire du Roy et contrôleur général de la marine, au département de Toulon ».

(14) Le « notaire de la marine » était entretenu aux appointements de 400 livres par mois.

(15) *Modèle de soumission.* — « Le S... de la paroisse de... province de... s'oblige envers le Roi de fournir et livrer au port de Toulon dans l'espace de... mois à compter de la date de la présente soumission, les bois de construction qui pourront provenir des... pieds d'arbres qui lui ont été marqués du marteau de la Marine, suivant le procès-verbal du... et montant, selon l'estimation à la quantité de... pieds cubes aux conditions et prix stipulés par le marché général des bois de construction, et par la soumission particulière du fournisseur du département des bois de... dont font parties les arbres susdits ainsi que la propriété du soussigné » (art. 16), ISAMBERT, tome 28, p. 275.

b. — *La justification des dépenses nécessaires pour la fourniture et le transport des marchandises*

Toutes dépenses faites devaient être justifiées, le trésorier était tenu de rapporter sur la dépense de l'achat des marchandises et façons d'ouvrage, le procès-verbal des adjudications passées. Le reçu du garde-magasin justifiait chaque partie de la dépense. « Sçavoir (16) celui pour la fourniture des marchandises par le commissaire préposé au magasin, capitaine du port, maîtres et ouvriers entretenus dans le port; l'ordonnance de l'intendant et quittance... ». Au bas de l'un et de l'autre reçus du garde-magasin, le contrôleur certifiait que telle fourniture ou façon d'ouvrage était véritablement conforme à l'adjudication faite à un tel, au jour indiqué (17). En ce qui concerne les marchés passés devant notaires, pour toutes les fournitures, non comprises dans les adjudications et qui excédaient 400 livres, le trésorier rapportait ces marchés, ainsi que les actes de réception et les ordonnances de l'intendant. Les dépenses nécessaires pour le transport de marchandises par la voie maritime étaient justifiées par les polices de chargement ou les « connoissements », par les reçus du garde-magasin ou de l'officier à qui les marchandises avaient été adressées; par l'ordonnance de l'intendant et la quittance des parties prenantes. La dépense des livraisons des marchandises par voitures, était justifiée par des états contenant la quantité et le poids (18) des marchandises et certifiés du commissaire préposé au magasin, par le contrôleur et par le garde-magasin. L'ordonnance de l'intendant et les quittances servaient aussi de pièces justificatives. Les dépenses pour les constructions et réparations de l'arsenal étaient justifiées par le trésorier qui rapportait : 1° Les devis des ouvrages signés de l'intendant, de l'ingénieur et de l'architecte. 2° Les marchés passés par devant notaires, lorsque la somme excédait 400 livres; 3° L'extrait d'adjudication certifiée du contrôleur lorsque la somme était inférieure à 400 livres; 4° Les réceptions d'ouvrages faits par les ingénieurs et architectes préposés qui mentionnaient les changements apportés au devis; 5° Les ordonnances de l'intendant; 6° Les quittances des parties prenantes (18).

c. — *La réception des marchandises et fournitures*

Les marchandises étaient immédiatement après leur arrivée dans l'arsenal, entreposées dans les magasins. On y trouvait : voilures, agrès, appareils, bois de construction, voiles, chanvres, fer, cuivre, armes, munitions, etc... c'est pendant l'année 1684 que furent achevés tous les magasins particuliers des vaisseaux, et les magasins de l'artillerie. Le magasin général tout bâti en pierre de calissane et orné de grands pilastres fut construit la même année.

(16) Ord. de 1689, l. XXI, t. II, art. 5. *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 412.

(17) Ord. de 1689, l. XXI, t. II, art. 6 et 7, *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 413.

(18) Ord. du Roi. Pour rendre uniformes les poids et mesures dans tous les ports et arsenaux de marine. Du 21 août 1671 à Fontainebleau. De par le Roi : « Sa Majesté étant informée du préjudice que son Service recevait par les différents poids et mesures sur lesquelles les marchandises et munitions seront journellement fournies dans ses ports et arsenaux de Marine, pour être employées aux constructions, radoub et armements de ses vaisseaux. Et désirant que les poids et mesures y soient uniformes, Sa Majesté veut et ordonne qu'à l'avenir les adjudications qui seront faites dans sesdits arsenaux, de la fourniture desdites marchandises et munitions, soient à condition de livrer delcelles au poids, à la livre de seize onces poids de marc : et celles qui seront livrées suivant leurs longueurs, largeurs et épaisseurs, au pied de Roi de douze pouces pour chaque pied, et de douze lignes pour chaque pouce, et l'aune de Paris, composée de trois pieds huit pouces. Veut aussi Sa Majesté que les marchés ci-devant faits, et qui subsistent encore à présent, soient réduits suivant lesdits poids et mesures, faisant défenses aux garde-magasins de recevoir aucune desdites marchandises autrement mande et ordonne Sa Majesté aux Intendants et commissaires généraux par elle départis dans desdits arsenaux de Marine, de tenir soigneusement la main à l'exacte observation de la présente ordonnance. Fait à... Signé Louis et plus bas Colbert ».

Ordonnance confirmée par celle de 1689, l. XVIII, t. II, art. 2, *code des armées navales*, p. 34.

(19) Ordonnance de 1689, l. XXI, t. II, art. 24, *ordonnance de Louis XIV...*, pp. 419 et 420.

L'intendant devait s'assurer que le magasin général fut construit de telle manière qu'il put emmagasiner toutes les marchandises destinées à l'arsenal. Elles étaient distribuées ensuite aux magasins particuliers des vaisseaux pour être façonnées ou consommées. A chaque vaisseau correspondait un magasin destiné à contenir les agrés, apparaux et autres, nécessaires à sa garniture. Enfin le magasin à poudre devait être construit avec plus de solidité que les autres, il était conseillé qu'il fut « fermé » d'une double muraille.

Selon les ordres de Colbert (20), l'intendant veillait à ce que les magasins et halles fussent rangés « de sorte que l'on puisse voir tout ce qui est dedans et mesme tourner à l'entour », il vérifiait la quantité et la qualité des marchandises reçues, assisté du contrôleur et du commissaire directeur du magasin. Le garde-magasin inscrivait dans son registre l'entrée de toutes les marchandises, registre au préalable présenté à l'intendant qui en paraphait chacun des feuillets. Le contrôleur tenait également un registre d'entrée et sortie de toutes les marchandises, qui était de même paraphé « en chacun feuillet » par l'intendant. Nécessairement le contrôleur et le garde-magasin devaient être présents dans le magasin pour assister et enregistrer la recette des marchandises. Les livres du magasin et du contrôleur devaient être tenus avec ordre et netteté pour « voir en tout temps et jour par jour » (21) ce qui était entré.

Les marchandises et fournitures de toutes sortes étaient rangées de manière à être bien conservées (22) et à être retirées avec facilité lorsque le service le demanderait. Le Roi désirait que la tenue des magasins fut telle qu'elle pût servir de modèle aux Français et aux Etrangers.

Dans un mémoire sur tout ce qui doit s'observer pour former les magasins des arsenaux de marine du Roi, il est précisé que : « Il est nécessaire d'avoir en général des magasins particuliers, qui contiennent tous les agrés, apparaux, marchandises et munitions pour armer une seconde fois tous les vaisseaux... Il faut qu'il y ait toujours dans les magasins particuliers de chacun vaisseau de quoy l'équiper et armer et de luy donner son rechargement ordinaire, et que, dans le magasin général, il y ait une seconde fois la mesme chose. Pour cet effet, il faut faire un estat général de la quantité de tout ce qu'il faut pour ces deux armemens du nombre de vaisseaux qui doivent y estre, dont il faut faire une colonne. Dans une autre colonne, la quantité qui se trouve dans les magasins généraux et particuliers. Dans une autre, celle qui manquera pour remplir la première, et dans la quatrième, le prix de chaque (*quantité*) par estimation » (23).

Ceci était d'autant plus important que cet inventaire permettait au commis du trésorier de vérifier les comptes. En effet, au moment de l'inventaire annuel, on comparait les écritures du garde-magasin et celles du commis trésorier, afin de composer les recettes et les dépenses effectuées dans le courant de l'année. Le débet était destiné à servir de fonds pour la dépense de la nouvelle année. Ce système de comptabilité fut introduit par Matharel sur les conseils de Colbert qui avait été satisfait des résultats obtenus à Rochefort. De cette pratique, sortit le règlement du mois d'octobre 1674. Pour s'assurer de toutes malversions et négligences, le contrôleur établissait un commis ou un écrivain pour assister à l'ouverture et à la fermeture des magasins. Le garde-magasin inscrivait toutes les entrées sur un livre journal et à la fin de chaque journée portait sur son grand livre les matières reçues par quantité, prix, et nom des vendeurs.

(20) Arch. Nat., *service marine, Dépêches concernant la marine*, 15 février 1670, fol. 79, « ... continuez à donner vostre application pour relever. Ce que vous remarquerez n'estre pas dans l'ordre... ».

(21) Règlement de 1674, t. III, art. 1, 2, 3 et 4, repris par ordonnance de 1689, l. XII, t. V, *code des armées navales*, p. 47.

(22) *Mémoire sur le règlement à faire pour la police générale des arsenaux de Marine, minute autographe*, Bibl. Imp., mss. S.F. 3012, octobre 1670, Colbert et Seignelay, I, cote 1, pièce 5. Au dos de cette pièce on lit : « ... à faire trois copies de ce mémoire, à Terron, à Matharel et à de Seuil ».

(23) *Ibid.*, Paris, 8 octobre 1670.

## § 2. — Le conseil de construction

Chaque année, généralement au mois de novembre, le Roi commandait à l'intendant la construction d'un certain nombre de vaisseaux pour l'année suivante. Le maître-charpentier du port établissait les devis et indiquait les proportions de chaque sorte de bâtiments. Ces devis visés par l'intendant étaient rapportés à un conseil appelé « Conseil de construction » qui les examinait, approuvait et corrigait. Ils étaient ensuite arrêtés, réglés et expédiés à la Cour. Un original demeurait en dépôt au magasin général, un autre était remis au contrôleur qui en donnait copie au maître-charpentier (24).

Un règlement du Roi, pour la construction des vaisseaux de guerre, du 13 septembre 1673, précisait que le commissaire ordinaire chargé de l'inspection sur le détail des constructions devait veiller à l'économie dans l'emploi des matières « surtout que le bois soit bien ménagé, et appliqué à l'usage auquel il se trouvera le plus propre; que le bois de la plus vieille coupe, et le premier reçu dans l'arsenal soit toujours le premier employé; que l'échantillon du fer dans les chevilles et boucles et autres ouvrages ne soit trop gros ni trop petit; que l'on ait un grand égard à la qualité dans les chaînes de haubans et autres usages où il est important qu'il soit doux et liant » (25).

Si le Conseil de construction délibérait sur quelque changement à faire, dans ce cas, il devait expédier au Roi un mémoire contenant les modifications désirables et utiles. Tout étant bien arrêté, un nombre nécessaire d'ouvriers était affecté à la construction sous la haute direction du maître-charpentier et la surveillance d'un écrivain qui tenait un rôle des noms sur lequel il pointait les journées de travail (26).

L'intendant devait veiller à ce que les ouvriers « travaillans à la journée dans le parc, commenceront leur travail pendant l'hiver à sept heures du matin et finiront à six heures du soir et pendant l'été de cinq heures à huit » (27). Il était prévu une demi-heure le matin pour le déjeuner, une heure entière de onze heures à midi pour le dîner et une autre demi-heure pour la collation. Pour maintenir les ouvriers sous la continuelle surveillance de l'intendant et de ses auxiliaires et éviter toutes malversations, les repas étaient pris dans le parc, avec défense d'en sortir sous aucun prétexte.

Le navire mis à l'eau était « mâté » et, étant « avancé de charpentage, menuiserie et sculpture », l'intendant le faisait agréer et mettre en état de servir au premier ordre.

Dans cette construction le rôle de l'écrivain était important. Il inspectait la construction des vaisseaux, inscrivait dans un registre les deniers employés, surveillait les ouvriers et journaliers, et faisait leur revue chaque jour. Il marquait les heures d'absence, afin qu'elles fussent déduites sur le paiement de leurs journées. A la fin de chaque quinzaine, il présentait au commissaire préposé aux constructions et au contrôleur, un rôle qu'il arrêta et certifiait, des ouvriers ayant travaillé pendant ce temps là (28).

(24) Ord. de 1689, l. XIII, t. I, art. 4 et 5, conforme au règlement d'octobre 1674, t. V, art. 1, *code des armées navales*, p. 49.

(25) Règlement confirmé par l'ord. de 1689, l. XII, t. II, art. 6 et 7, *code des armées navales*, p. 28.

(26) L'ord. de 1689, l. XII, t. VI, art. 2 disait : que l'écrivain employé aux constructions devait marquer la paye que l'intendant avait réglée à l'avance, *code des armées navales*, p. 293.

(27) Comme les constructions et radoubs entraînaient les plus grandes dépenses du port, l'intendant y plaçait un commissaire « de l'exactitude et de la fidélité duquel il était sûr ».

C'est dans ce travail en effet que le Roi pouvait le plus être lésé, soit par journées d'ouvriers, mal employées, ou par mauvaise économie ou par employ de marchandises peu convenables ».

Il était conseillé à l'intendant de « se promener une fois par jour dans l'arsenal ». *Commission de La Guette, pièce annexe n° 2*.

(28) Ord. de 1689, l. XII, t. VI, art. 3, conforme au règlement de 1674, t. XIII, art. 6 voulait que l'écrivain présentât son rôle toutes les semaines, *code des armées navales*, p. 293.

Le contrôleur signait les extraits de revues de tous les journaliers qui servaient sur les vaisseaux dans l'arsenal, et autres.

A la fin de chaque mois, l'écrivain remettait à l'intendant un état détaillé de tous les bois et autres matières utilisés, avec le nombre et montant des journées des ouvriers qui y avaient travaillé.

Le contrôleur tenait deux registres particuliers, l'un pour les délibérations prises par le Conseil des constructions et l'autre pour celles des radoubs à faire aux vaisseaux (29). Ces registres étaient « cottez et paraphés » par l'intendant. Le principal organe de la construction des vaisseaux et bâtiments de l'arsenal, était le Conseil des constructions établi dans chaque port, en vertu d'un règlement du 22 mars 1671 (30). C'était une assemblée ordinaire, qui se réunissait deux fois par semaine (31) pour examiner « incessamment les rapports qui seront faits de chacun vaisseau lors de leur désarmement, et délibérer et résoudre leurs radoubs et les proportions et gabaris des nouveaux vaisseaux qui seront mis sur les chantiers pour être bâtis ». Il recueillait également tout ce qui était utile au perfectionnement de l'architecture navale et de l'art de la navigation.

L'intendant avait droit d'entrée dans ce Conseil après l'amiral, les vice-amiraux et les lieutenants généraux et avant les chefs d'escadre, le capitaine du port et le contrôleur. En l'absence de l'amiral, des vice-amiraux et des lieutenants généraux, c'est à l'intendant que revenait l'honneur de le présider. Lorsque les membres du Conseil l'estimaient nécessaire on faisait appel aux capitaines et aux commissaires de marine « très experts en la matière ». Le Roi leur permettait de participer aux délibérations à condition toutefois d'éviter « le trop grand nombre qui ne pouvait causer que de la confusion » (32).

Le rôle du Conseil ne se bornait pas à la seule construction des vaisseaux, mais aussi à leurs réparations et à leur conservation. L'intendant et les officiers du Conseil, visitaient et examinaient tous les vaisseaux qui armaient dans le port et ceux prêts à être armés. Ils questionnaient les officiers qui les commandaient et s'enquéraient de la force, faiblesse, légèreté, pesanteur et assiette du vaisseau.

En cas de nécessité, le Conseil assemblé, procédait à la confection d'un devis contenant les dimensions, proportions et gabaris (33) de chaque vaisseau à réparer. Dans ce devis, ils examinaient soigneusement tous les défauts trouvés. Pour faciliter la tâche du Conseil, les capitaines de vaisseau mettaient à sa disposition, à chaque désarmement, le journal des observations mentionnées pendant la navigation.

Une fois la construction achevée, le vaisseau était agréé, armé, approvisionné et équipé. Toutes ces opérations se faisaient sous la surveillance de l'intendant par l'intermédiaire du capitaine du port, du garde-magasin, des commissaires aux armements et aux vivres et enfin du commissaire général de l'artillerie. Le contrôleur de la marine devait être présent à l'ensemble de ces opérations. Lorsque le Roi ordonnait à l'intendant d'armer un certain nombre de vaisseaux, celui-ci devait les équiper et les agréer pour une campagne de six mois (34). Tout était prévu : la quantité de poudres, de boulets, mèches, plombs (35) et le nombre de chaloupes, canots que chaque vaisseau devait avoir. Pour les voyages de long

(29) Le règlement de 1674, t. XIII, art. 18 ne mentionnait que l'existence d'un registre pour les délibérations du Conseil de constructions.

(30) Règlement du 22 mars 1671 « sur le conseil des constructions », rendu à St Germain-en-Laye. LAMBERT DE SAINTE-CROIX, *op. cit.*, p. 79.

(31) Règlement du 22 mars 1671 confirmé par l'ord. de 1689, l. XIII, t. I, art. 1 qui ajoutait « lequel s'assemblera dans le lieu que Sa Majesté aura destiné pour cet effet, et à tels jours qu'il sera résolu par l'intendant et le commandant », *code des armées navales*, p. 299.

(32) Règlement du 22 mars 1671, confirmé par l'ord. de 1689, l. XIII, t. I, art. 3, *code des armées navales*, p. 30.

(33) *Cabaris* : ce sont des modèles que les charpentiers faisaient avec des pièces de bois fort minces, pour représenter la longueur, la largeur et le calibre des membres et parties du vaisseau, quand ils voulaient le réparer.

(34) Le règlement du 20 février 1674 à ce propos donnait la quantité des munitions, agrés, appareaux, armes et ustensiles nécessaires à l'armement des vaisseaux.

(35) Règlement 6 octobre 1674, t. VI, art. 9, *code des armées navales*, p. 56.

cours et destinés à demeurer en mer plus de six mois, il était nécessaire d'augmenter l'équipement et l'agrément. Mais rien ne pouvait se faire sans que l'intendant en donnât avis au secrétaire d'Etat, qui par retour envoyait les intentions du Roi (36). Les agrès, munitions et marchandises livrées par ordre de l'intendant, ne pouvaient être refusées par les officiers commandant les vaisseaux, à peine d'interdiction.

L'intendant devait en outre donner des ordres au munitionnaire trois mois au moins avant les armements pour une escadre de douze vaisseaux et, deux mois au moins pour une escadre de six (37).

### § 3. — *Le personnel technique de l'arsenal*

#### a. — *Le maître d'équipage et les maîtres entretenus*

Le maître d'équipage était un officier marinier, capable de connaître tous les matériaux nécessaires à l'agrément, à la garniture et à l'armement des vaisseaux. L'ordonnance de 1689, l. XII, t. VII, art. 1, lui assume la responsabilité, garantie par « une longue expérience », du carénage et de l'amarrage des vaisseaux.

Une fois le bâtiment amarré dans le port, le maître d'équipage rédigeait un mémoire contenant tous les détails relatifs à sa garniture, à savoir : longueur et grosseur des cordages à employer, nombre et proportion des poulies, poids et grosseurs des ancres (38). Le mémoire était ensuite examiné par le capitaine du port, (celui-ci malgré ses fonctions militaires, demeurait sous les ordres du seul intendant) arrêté par l'intendant et remis au garde-magasin pour la fourniture demandée. Avec les maîtres entretenus distribués par le capitaine du port, aux garnitures, carennes et autres ouvrages, et des escouades de gardiens ou matelots sous leurs ordres, le maître d'équipage visitait souvent les magasins particuliers des vaisseaux et vérifiait si les agrès étaient bien conservés.

Sa tâche terminée, il en informait l'intendant et lui communiquait par écrit ses observations (39).

#### b. — *Le pilote royal et les pilotes entretenus*

La fonction principale du pilote royal consistait à bien connaître l'intérieur, les issues du port, les profondeurs d'eau, l'effet des marées, les bancs et écueils, le mouvement de tous les vents et le tirant d'eau des vaisseaux, afin de proportionner leur charge à l'eau. Pour être reçu pilote il fallait être âgé au minimum de 25 ans et avoir servi deux campagnes sur les vaisseaux du Roi, outre cinq années de navigation (40).

En présence des officiers de guerre des capitaines de vaisseaux et des navigateurs les plus expérimentés, le candidat pilote était interrogé par l'intendant sur le détail de l'entrée du port et de la rade, les manières de mouiller les ancres selon les marées et courants, la quantité du fond, profondeur et étendue du port et de la rade. L'examen terminé, l'intendant envoyait au secrétaire d'Etat ses appréciations. Si celles-ci étaient satisfaisantes, le Roi expédiait immédiatement une commission de pilote royal au candidat. Le nouveau promu prêtait serment entre les mains de l'intendant en présence du contrôleur de la marine : il jurait de « bien et fidèlement servir et de n'apporter aucune difficulté mal fondée dans l'exécution des ordres qui lui seraient donnés » (41).

(36) Ord. de 1689, l. XIV, t. II, art. 3, *code des armées navales*, p. 303.

(37) *Mémoire non daté visant particulièrement l'intendant de Toulon*. Arch. Nat., section marine, G. 133.

(38) Règlement de 1674, t. XIII, art. 2, qui ajoute « et généralement ce qui doit servir à mettre le vaisseau en état de naviguer ».

(39) Ord. de 1689, l. XII, t. VII, art. 8 et 9, *code des armées navales*, p. 289.

(40) Déclaration du 3 octobre 1683, *code des armées navales*, p. 296.

(41) Ord. de 1689, l. XII, t. VIII, art. 1 conforme à un règlement du 6 octobre 1674, t. XIII, art. 3, *code des armées navales*, p. 296.

### c. — Les charpentiers

On distinguait les maîtres-charpentiers, les contre-maîtres et les charpentiers entretenus. Les premiers dirigeaient la construction des vaisseaux et autres. Ils participaient à l'établissement des devis qui, une fois arrêtés par le Conseil des constructions, étaient aussitôt mis en œuvre.

Les maîtres-charpentiers en dressaient les gabaris, plans et modèles, pour s'y conformer et les faire exécuter. De concert avec l'intendant et le commissaire des constructions, ils choisissaient et distribuaient les charpentiers et ouvriers aux différents travaux ordonnés. C'est à eux qu'incombait l'appréciation de la qualité des bois au moment de leur recette.

En l'absence des maîtres-charpentiers, les contre-maîtres en assuraient les mêmes fonctions et distribuaient les charpentiers entretenus dans le port, aux radoub et aux constructions pour surveiller et diriger les ouvriers. Ils devaient aussi visiter les vaisseaux mouillant dans le port, et en cas de défectuosité, ils devaient faire un rapport à l'intendant.

### d. — Le maître-mâtureur

C'était un officier qui assistait à la visite et à la réception des mâts, il donnait son avis sur leur « bonne ou méchante qualité » (42). L'écrivain de la mâture tenait un registre dans lequel il mentionnait dans leur ordre de grandeur, tous les mâts des vaisseaux ancrés dans le port « pour s'en servir lorsqu'il y en aura quel-qu'un à remplacer » (43).

Lorsqu'il s'avérait nécessaire de « mâter » un vaisseau neuf, le maître-charpentier et le maître-mâtureur dressaient conjointement un mémoire contenant les proportions jugées utiles à donner aux mâts. Ce mémoire était ensuite remis à l'intendant, qui le soumettait à l'examen du Conseil de construction (44).

En compagnie du commissaire de la marine, il procédait au martelage des plus beaux arbres dans les régions situées à proximité des côtes ou des rivières navigables.

### e. — Le maître-canonnière et les canonnières entretenus

Le maître-canonnière était chargé d'examiner tous les ustensiles nécessaires au service du canon, sous les ordres du commissaire général de l'artillerie. Il devait être en contact constant avec le bureau de l'armement. Dans les projets qu'il dressait, arrêtés par le commissaire de l'artillerie, il indiquait les quantités de poudre, d'affûts et d'autres armes. Il était aidé dans sa tâche par les canonnières entretenus, qui embarquaient et débarquaient les armes de guerre.

## Section 2. — L'enrôlement des équipages et leur répartition

Le vaisseau équipé et garni, l'intendant transmettait aux commissaires des classes le nombre que chaque quartier de classe devait fournir, majoré de dix pour cent, pour suppléer aux malades et aux déserteurs. Ceci nous conduit aux questions très importantes de l'enrôlement des matelots et de la distribution des vivres. Une ordonnance du 4 mars 1667 (45) autorisait les capitaines de vaisseaux à enrôler les matelots récalcitrants « par toutes sortes de voies », aussi, dès que

(42) Ord. de 1689, l. XII, t. X, art. 1, *code des armées navales*, p. 298.

(43) Ord. de 1689, l. XIII, t. X, art. 2, *code des armées navales*, p. 298.

(44) Ord. de 1689, l. XII, t. X, art. 2 conforme au règlement de 1674, T. XIII, art. 2, *code des armées navales*, p. 298.

(45) Ordonnance du 4 mars 1667 rendue à St-Germain-en-Laye, *code des armées navales*, p. 120.

les armements avaient un caractère d'urgence, on n'hésitait pas à procéder à la presse. C'était une coutume des temps barbares, qui consistait au premier indice d'une guerre maritime, à fermer le port et à faire « main-basse » sur les matelots et les armateurs.

L'intendant devait « faire arrêter et constituer prisonniers les matelots, pilotes... et autres gens de mer » qui refusaient de s'engager. Colbert, dès son arrivée au ministère, essaya de porter remède à cette coutume de la presse. On ne peut dire qu'il enrôla de force des gens qui ne sont pas toujours portés au service de la mer. Il s'adressa d'abord aux communes du littoral de Provence, et leur demanda de fournir à l'Etat un certain nombre de marins, proportionné à l'importance des armements. Les résultats obtenus furent médiocres, la plupart des communautés de la côte se disposèrent à payer, en argent la levée des matelots qu'on leur avait demandé, au lieu d'envoyer des hommes. L'intendant Arnoul écrivait à Colbert que ce système ne suffisait plus à équiper la flotte renaissante (46). Le régime de la presse, ayant été condamné par les populations maritimes, il fallut créer un nouveau mode de recrutement : ce fut celui des classes (47).

Tous les gens de mer devaient à cet effet se présenter devant les commissaires de marine, qui les inscrivaient dans des rôles faits par eux et contenant les noms de chacun, leur âge, taille, demeure et profession. Ils devaient servir à bord des vaisseaux de guerre, « alternativement de trois années l'une suivant la division qui en avoit esté faite pas lesdits rôles » (48). Pendant qu'ils servaient sur les vaisseaux, ils recevaient la solde entière. A terre, ils ne touchaient que la demi-solde. Ils devaient servir en mer au moins six mois par an. Chaque province maritime était divisée en départements, en chacun desquels il y avait un commissaire de marine chargé d'avertir tous les gens de mer de chaque classe (49) lorsqu'ils étaient appelés pour embarquer.

Les marins ainsi enrôlés alternaient entre la marine de Sa Majesté et la marine marchande, jusqu'à l'âge de cinquante ans. Il n'y avait en conséquence plus de désignations arbitraires et de possibilité d'exemption, mais un tour de roulement.

Colbert recommandait par une instruction du 22 novembre 1669, à l'intendant, de faire très exactement l'enrôlement et de ne pas prendre l'exemple sur l'intendant de Brest, Sacchi Sejourné, qui trafiquait les exemptions pour trois ou quatre pistoles. Ce système était plus humain que celui de la presse, les gens de mer qui demeuraient dans leurs foyers lorsque leur classe était appelée, ne pouvaient s'embarquer sur un vaisseau marchand, mais pendant ce temps ils percevaient la demi-solde.

Colbert eut l'intention de les entretenir dans le port, en les logeant et en leur donnant un quart ou un tiers de la solde. Il comptait même les utiliser comme ouvriers rétribués à l'égal de ceux de leur métier, afin d'entretenir en permanence dans le port des milliers de matelots toujours à la solde de l'Etat et d'avoir ainsi une réserve en vue d'armements extraordinaires. En réalité les obstacles financiers conduisirent à la suppression de la demi-solde et de ce fait à l'impossibilité d'entretenir des matelots dans le port. Dans l'ordonnance de 1689, il ne fut d'ailleurs plus question de la demi-solde.

Le trésor étant vide et la demi-solde supprimée, il ne fut plus possible d'empêcher les matelots d'embarquer dans des bâtiments marchands. La classe n'en eut plus que le nom. Le désordre reprit de plus belle et il fallut recourir au système de la presse.

(46) Arch. Nat., section marine B<sup>1</sup> 30, Lettre d'Arnoul à la Cour, avril 1675 fol. 15.

(47) Edit de May 1670, code des armées navales, p. 130, repris par l'Edit d'août 1673 et le règlement d'octobre 1674, code, p. 68.

(48) Ord. de 1689, l. VIII, t. I, art. 1 et 2, t. V, art. 1 et t. XI, art. 2, code des armées navales, pp. 254 et 255.

(49) Edit du Roi « Pour l'enrôlement des matelots » août 1673 à Nancy. L'exécution de cet édit fut ordonné par le règlement pour la police générale des arsenaux de Marine du 6 octobre 1674, t. XI, art. 1, repris par ord. de 1689, l. VII, t. I, art. 1 à 14. Code des armées navales, p. 68.

A mesure que les officiers-mariniers et les matelots arrivaient dans le port, le commissaire préposé au bureau-général des classes inscrivait leurs noms sur un livre-journal (50). L'intendant (51) les répartissait entre les vaisseaux, le commandant leur délivrait des bulletins qui leur permettaient d'être reçus à bord.

En cas d'absence, maladie ou empêchement d'un officier, il était pourvu à son remplacement « suivant la liste des surnuméraires » envoyée à cet effet (52). Sur les rôles des équipages, conservés dans son journal, le commissaire faisait la revue finale en rade « appelant chaque homme par son nom et les faisant passer devant lui » (53). Le serment était ensuite prêté par tous les officiers du vaisseau, réunis sur ce pont, avec l'épée au côté et le chapeau bas. « Le commissaire ayant le sien sur la tête ». Ils promettaient de bien et fidèlement servir le Roi, sous l'autorité de M. L'Amiral et de ceux qui les commanderaient en son absence. Ils juraient de « garder et observer les règlements et ordonnances que Sa Majesté veut être observés dans les vaisseaux ».

Le même serment était prêté par l'équipage « qui, ensemble lèverait la main autant de temps qui leur sera nécessaire pour leur faire entendre succinctement ce à quoi ils s'obligent » (54).

Les rôles étant entièrement achevés, ils étaient portés sur un registre au net, arrêtés et signés par l'intendant, le commissaire et le contrôleur.

Colbert écrivait à ce propos : « les vaisseaux estant en rade pour partir le sieur Matharel ira luy-même faire les revues en chaque bord et se fera assister des commissaires généraux ou particuliers qui seront près de luy, ne prenant pas seulement garde que les équipages soyent complets, mais encore que, les hommes soyent gens d'élite, bien vestus et propres à rendre service, en rebutant ceux en qui il trouvera quelque défaut ou incommodité qui peut se communiquer et gaster le reste de l'équipage, observant d'arrêter de sa main le rôle de revue qui sera mis dans le registre de l'écrivain afin qu'il y soit fait aucune addition ni retranchement dont luy ou les commissaires à la suite n'ayent connoissance, auxquels il fera prendre un double desdits rôles, signalés, dont il enverra une expédition à Sa Majesté signée de luy et donnera aux uns et aux autres les instructions nécessaires de ce que chacun d'eux aura à faire pendant leur campagne, pour satisfaire aux devoirs de leurs différens employés » (55). La revue des officiers de marine et des officiers mariniers entretenus se faisait une fois par semaine (56), à un jour

(50) Ordonnance 20 octobre 1672 St-Germain-en-Laye, confirmée par l'ordonnance de 1689, I. V, t. II, art. 8-12 et 13, *code des armées navales*, p. 144.

« Les Capitaines nommés par le Roi pour commander ses vaisseaux de guerre ne doivent pas aussitôt que les officiers mariniers et matelots des équipages arrivent dans les ports, les laisser « vacquer » ou leur donner congé, sous prétexte d'en être chargés que lorsque les équipages sont complets et les vaisseaux en état de mettre à la voile ». A mesure qu'ils arrivent, ils doivent figurer sur un rôle signé de l'intendant, qui doit procéder à de nombreuses revues. Aucun échange de matelots n'est possible entre capitaines sans l'autorisation de l'intendant. Il est à maintes reprises rappelé à l'intendant et à ses auxiliaires de « tenir la main à l'exécution du règlement publié et affiché dans lesdits ports et arsenaux de Marine à ce que personne n'en ignore ».

(51) « Comme il y aura diverses choses à observer par lesdits capitaines et officiers de Marine dans la formation des équipages, Sa Majesté veut qu'ils exécutent l'instruction qui leur sera à cet effet, mise ès main de sa part, par lesdits intendans et commissaires généraux de Marine, avec la même ponctualité que si elle leur avait été envoyée par Sa Majesté ».

Ord. du 8 May 1670 rendue à St-Germain-en-Laye, (*code des armées navales*, p. 130). L'ord. de 1689, I. XIII, t. II, art. 9, ajoutait que « les officiers mariniers et matelots seront distribués sur les vaisseaux par les ordres de l'intendant. Les Gouverneurs et lieutenants généraux des provinces et juges ordinaires des lieux prêteront main forte en cas de besoin ».

(52) Règlement sur le devoir des officiers de marine, rendu au camp de Velaine le 14 juillet 1675, confirmé par l'ord. de 1689, I. XIV, t. I, art. 5, *code des armées navales*, p. 113.

(53) Règlement pour la police générale des arsenaux de marine du 6 octobre 1674, t. XIII « du commissaire ordinaire » art. 10, confirmé par l'ord. de 1689, I. VIII, t. II, art. 18, *code des armées navales*, p. 259.

(54) Règlement de 1674, t. XIII, art. 13, confirmé par l'ord. de 1689, I. VIII, t. II, art. 20 et 21.

(55) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, p. 175.

(56) Une ordonnance du 15 octobre 1715 en réduisit le nombre à une seule par mois.

non fixé à l'avance. Les officiers absents étaient privés du mois entier de leurs appointements (57).

C'est du jour de la revue initiale, que se situait le point de départ de la solde entière. Auparavant, il n'était dû que la demi-solde au paiement de laquelle les officiers devaient assister. L'usage était de faire des avances aux matelots avant le départ. On dressait un rôle qui servait au trésorier à mentionner en marge le paiement qu'il faisait à chaque homme. Le commissaire et le contrôleur en arrêtaient ensuite le montant afin qu'il servit au trésorier de décharge provisoire (58).

Si en cours d'expédition les matelots étaient pour une raison quelconque débarqués, leurs avances étaient récupérées, ou à défaut un certificat d'insolvabilité était envoyé au commissaire, préposé au bureau des armements qui le transmettait à l'intendant.

En l'année 1675, Colbert organisa une caisse dite « Caisse des gens de mer » afin que « les familles des matelots embarqués sur des vaisseaux destinés pour les voyages de long cours, neomboient et ne demeuroient pas dans une grande misère pendant leur absence ».

Le paiement de ces avances, distribuées au départ, n'était pas toujours facilité par le régime financier de l'époque, où la trésorerie comme nous le verrons, manquait de souplesse. Faute de fonds, au moment même d'un armement imprévu au début de l'année, la levée des marins pouvait s'avérer impossible, à moins que l'intendant voulut bien procéder au paiement des avances de son propre argent. Colbert écrivait à Testard de La Guette, « vous avez bien fait de faire donner six mois de solde et six mois de victuailles aux vaisseaux de M. d'Almeras, et il n'y a qu'à louer votre zèle d'avoir avancé mesme de votre argent pour cela lequel vous sera remboursé » (59).

Plus tard l'intendant de Villeblanche disait : « j'aurais été fort embarrassé pour la levée des marins à embarquer sur les deux chebecs le Requin et le Rusé, sans un petit capital qui a été remboursé à mon premier domestique, et que je me suis fait prêter ». A cette époque-là à vrai dire, le trésor était vide et de Villeblanche écrivait à ce sujet : « la ville est épuisée par les sommes considérables que le roi y doit, et les trésoriers généraux, par leurs remises inexactes, laissent le port dépourvu d'argent » (60). Il n'en était pas de même pour les vivres, surtout à partir de 1669 où les capitaines furent obligatoirement déchargés de la subsistance de leurs équipages.

### Section 3. — Le service des vivres

Afin de se rendre compte de la quantité des vivres à embarquer, le commissaire des armements remettait au commissaire des vivres un extrait de l'équipage de chaque vaisseau. En général, le commissaire du bureau des armements était le même que celui préposé au détail des vivres. Il recevait les vivres, les répartissait entre les divers vaisseaux, et enfin tenait le compte des consommations jusqu'au moment du désarmement.

#### a. — Le traité pour la fourniture des vivres

Jusqu'en 1669, les capitaines de vaisseaux se chargeaient d'assurer les vivres de leurs équipages. Mais cette pratique s'était rapidement révélée désastreuse. Au

(57) Ordonnance portant « deffences aux Intendants et commissaires généraux de la Marine, de faire payer les appointements des officiers absents » du 9 août 1671 à Fontainebleau, *code des armées navales*, p. 97.

(58) F. DUMON, *op. cit.*, p. 90.

(59) *Lettre du 8 déc. 1662*, Arch. Nat., section marine, *recueil de diverses lettres*, fol. 184.

(60) Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 191, 6 juillet 1753, fol. 27 v°.

lieu de s'attacher à choisir de bons officiers mariniens et matelots, d'en faire promptement la levée et les instruire au service de la mer, ils ne songeaient qu'à chercher les vivres dont ils avaient besoin et à les faire apprêter dans les lieux où ils les avaient à meilleur compte. En sorte que le plus souvent les armements étaient retardés au détriment du service. Les capitaines étaient en outre, pendant le voyage, chargés de la distribution de ces vivres, on comprend dès lors combien ils négligeaient le soin de la navigation et « l'étude de la conduite et manœuvre dudit vaisseau, qui sont toutes choses essentielles auxdits capitaines, pour se rendre capables de bien servir » (61).

Un arrêt d'octobre 1669 décida, tenant compte de ces inconvénients, que la provision de vivres serait désormais assumée par un munitionnaire général, qui, par un contrat annuel, passé après adjudication, serait chargé de fournir chaque année les vivres et les ustensiles de cuisson nécessaires aux armements.

Le premier traité fut passé le 4 janvier 1670 (62) avec le sieur Jacquier, commissaire général des vivres aux armées de terre.

La première fourniture fut fort mal assueillie par les capitaines qui n'admettaient pas l'intrusion d'un tel personnage. Duquesne s'emporta lorsqu'on lui notifia de ne plus fournir lui-même à son équipage. Inquiet des proportions que prenaient ces plaintes, Colbert écrivit à Matharel « je crois qu'il faudroit laisser quelques temps M. du Quesne sans employ pour establir les choses qui ne sont pas de son sens; c'est un maistre en chicane et de méchant exemple » (63). Mais les capitaines résolurent de contraindre le munitionnaire à leur fournir les vivres en argent. Informé le Roi l'interdit formellement aux munitionnaires « sous quelque prétexte que ce fut » à peine du payement du quadruple des deniers qu'ils auraient versés. Un nouveau règlement du 15 mai 1674 pour remédier « aux inconvénients arrivés et qui pourraient arriver à l'avenir » assura toute la protection nécessaire au munitionnaire général et à tous ses commis, en sorte qu'ils puissent faire leurs fonctions avec toute liberté et que lesdits vivres fussent aussi bien fournis aux équipages » (64).

L'intendant devait donner ses ordres au munitionnaire trois mois au moins avant les armements lorsqu'il s'agissait d'une escadre de douze vaisseaux et de deux mois pour une escadre de six (65). Il devait aussi déterminer la quantité de vivres nécessaires à embarquer. Il pouvait le faire en toute connaissance de cause, puisqu'il détenait les rôles des équipages distribués dans chaque vaisseau.

La question des vivres fut d'ailleurs reprise avec minutie par l'ordonnance de 1689 (66). L'apparition d'un munitionnaire général pour la fourniture des vivres des armées navales, ne fut pas tout au moins au début, encourageante. Il est vrai que les capitaines mettaient de la mauvaise volonté dans les armements, mais le munitionnaire général et ses commis de leur côté montraient peu d'empressement à satisfaire les demandes de l'intendant.

#### b. — La réception et la conservation des vivres

De vastes bâtiments furent mis à la disposition du munitionnaire pour y conserver les vivres et denrées, y faire cuire le pain et le biscuit destinés aux matelots et soldats des colonies d'Amérique, et y préparer les conserves de viande et de poisson. En 1670, les magasins n'étaient pas encore achevés, aussi l'intendant était habilité à passer avec la ville, des contrats de location, « à un prix raisonnable »

(61) Arrêt du conseil du Roi du 2 octobre 1669 rendu à Chambord (extrait des registres du conseil d'Etat), *code des armées navales*, p. 162.

(62) Ord. du 4 mars 1670 à St-Germain-en-Laye « sur la fourniture des vivres aux armées navales », *code des armées navales*, p. 163.

(63) *Lettre de Colbert*, reproduite par R. MÉMAIN, *op. cit.*, p. 918.

(64) Règlement du 15 mai 1674, rendu au camp de Besançon, *code des armées navales*, p. 188.

(65) F. DUMON, *op. cit.*, p. 96.

(66) Ord. de 1689, l. X, t. III, art. 3 à 20 et t. IV, art. 4, *ordonnance de Louis XIV...*, pp. 202 et ss.

(67). Dans ces entrepôts, travaillaient les écrivains, manœuvres et manutentionnaires sous les ordres du commis du munitionnaire général détaché à Toulon. La réception des vivres était faite par le commissaire du bureau et le contrôleur, ils devaient veiller à ce que ces vivres fussent de bonne qualité. En cas d'avarie, la marchandise était rebutée. A chaque livraison, le garde-magasin délivrait au fournisseur un reçu visé par le commissaire, puis s'assurait des précautions à prendre pour la conservation et la conversion des vivres et denrées. Le commissaire arrêtait tous les jours au bas des pages du registre du garde-magasin, les vivres délivrés et à la fin du mois, il rédigeait un état récapitulatif et abrégé de ce qui était entré, en distinguait leur nature, qualité et poids. De cet état, il en remettait un extrait à l'intendant afin que celui-ci put être à même de prendre de justes mesures pour les armements ordonnés par la Cour (68). De son côté le contrôleur tenait un registre exact des dépenses faites sur les fonds pour cet effet, et deux autres registres, un pour tous les vivres et denrées qui entraient dans les magasins de l'arsenal, et un autre pour tous ceux qui en sortaient pour la distribution aux équipages.

### c. — La distribution des vivres aux équipages (69)

Au début de chaque année le Roi avertissait l'intendant du nombre de vaisseaux à armer dans le courant de l'année. Chaque écrivain retirait alors au bureau des armements, un extrait de l'équipage du vaisseau sur lequel il était désigné à servir, et le portait à la connaissance de l'intendant, qui au bas ordonnait au commissaire des vivres, de dresser un état des vivres nécessaires à l'embarquement, et au préposé du munitionnaire de fournir les rations et rafraîchissements fixés (70). Le munitionnaire conservait l'original de cet état et en remettait une copie au garde-magasin qui préparait les différentes denrées et les délivrait au commis du munitionnaire, embarqué sur le vaisseau (71). Sur chaque vaisseau, le munitionnaire embarquait la quantité de « drogues » nécessaire pour les malades, en tenant compte du nombre de l'équipage et de la durée probable du voyage, suivant les ordres de l'intendant. Les vivres étaient vérifiés avant l'embarquement par l'écrivain et le capitaine de vaisseau. Celui-ci devait être présent à cette opération et certifier au bas de l'état, de la quantité et qualité des vivres embarqués sur son bord et entassés au fond de la cale, dont la clef était gardée par l'écrivain.

Le munitionnaire était tenu de présenter à l'intendant au plus tard au mois de janvier, un état en forme de tous les vivres qu'il avait fournis aux équipages des vaisseaux qui avaient été armés et équipés l'année précédente et d'en justifier les articles sur les états du Roi, les ordonnances de l'intendant, les extraits des revues des commissaires et du contrôleur et les certificats des capitaines. Ces états après avoir été « examinés, vus, appostillés et arrêtés » par l'intendant étaient expédiés à la Cour. Le secrétaire d'Etat à la marine vérifiait « l'état au vrai » des fournitures et le comparait avec l'état approximatif (72). L'intendant n'avait pas le droit d'ordonner des fournitures des vivres aux officiers marinières et matelots

(67) *Lettre de Colbert à l'intendant Matharel, écrite à Versailles le 5 juillet 1670*; Arch. Nat., section marine, *Dépêches concernant la Marine*, fol. 301.

(68) Règlement octobre 1674, t. XIII, art. 4, confirmé par l'ordonnance de 1689, l. XII, t. III, art. 2, *ordonnance de Louis XIV...*, p. 202.

(69) Pour éviter les répétitions inutiles nous n'avons pas jugé nécessaire de citer des exemples pour illustrer la partie administrative et financière de l'intendant. En effet, la correspondance des intendants ne nous apprend rien d'autre que les ordonnances elles-mêmes. Il aurait été intéressant de comparer les diverses pièces comptables, mais celles-ci n'ont pu parvenir à notre connaissance.

(70) Lorsqu'il y avait un vaisseau à armer et équiper, l'intendant devait vérifier si le commissaire avait calculé exactement la quantité de denrées de chaque espèce, que le munitionnaire était obligé d'embarquer. *Code des armées navales*, règlement du 2 octobre 1672, repris par l'ord. du 31 décembre 1679 rendue à Versailles, p. 189.

(71) *Mémoire servant d'instructions pour les divers officiers employés dans un arsenal de marine*, pp. 105 et suivantes, et F. Dumon, *op. cit.*, pp. 95 et suivantes.

(72) Ord. du 31 déc. 1671 confirmée par l'ord. du 26 mars 1673, le règlement du 6 octobre 1674, art. 7, et l'ord. de 1689, l. X, t. I, art. 4, *ordonnance de Louis XIV...*, p. 190.

lorsqu'ils étaient à terre et désœuvrés, et aux gardiens entretenus dans le port. Pour la justification de la dépense nécessaire à la fourniture des vivres, le munitionnaire général des armées navales, fournissait au trésorier, l'état au vrai des vivres de chaque année, arrêté par le secrétaire d'Etat, la copie de son registre; les ordonnances du Roi et ses quittances, les états arrêtés par l'intendant conjointement au contrôleur, les ordres de Sa Majesté et ceux de l'intendant expédiés pour la fourniture, les états des vivres embarqués sur chaque vaisseau, certifiés du capitaine, de l'écrivain du Roi et du commissaire ayant l'inspection des vivres et les états des vivres achetés pendant la campagne (73). Un inventaire exact était signé et certifié par le capitaine et l'écrivain du Roi, et arrêté par l'intendant (74). Sur cet état était payé au munitionnaire le tiers d'avance, conformément au traité, le second tiers lui était versé au 1<sup>er</sup> février et le demi-tiers le 1<sup>er</sup> juillet. Quant au dernier demi-tiers, il n'était payé qu'après le désarmement. Enfin le munitionnaire présentait à l'intendant un état en forme de toute la fourniture faite pendant toute l'année.

En chaque article, le vaisseau devait être désigné, ainsi que le nombre d'hommes composant l'équipage, suivant les extraits de revues faites par l'intendant ou le commissaire général ou particulier lors de l'armement, en cours du voyage, et lors du désarmement, avec les rôles signés des capitaines contenant les noms des hommes de l'équipage, et le nombre de rations fournies dans chaque mois.

Pour les officiers de vaisseau, il existait un régime différent : « pour chaque mois de campagne, le capitaine recevait une somme déterminée, calculée d'après le rang du bâtiment qu'il commandait » (75).

Indépendamment des attributions dont il était investi, dans la préparation des armements, l'intendant concourait également au service de la mer (76). Si le commandant était sur son vaisseau le maître absolu, il ne l'était à vrai dire, qu'en matière purement militaire. En ce qui concerne la partie purement administrative, c'est à l'intendant qu'en étaient confiées les fonctions.

Les commissaires ou les écrivains départis par l'intendant sur les vaisseaux du Roi, présidaient aux distributions des vivres à l'équipage qu'ils passaient chaque jour en revue.

Ils contrôlaient en outre, la consommation des munitions et faisaient l'inventaire du matériel. Lorsqu'une prise avait été faite sur un vaisseau ennemi, l'écrivain apposait les scellés. Il recevait également les testaments des officiers et matelots et dressait leurs actes de décès. Il avait soin des malades et avait pour mission de surveiller le chirurgien pour voir « s'il était habile, s'il ne faisait point de dissipations de médicaments et s'il avait soin d'empêcher que ses ferrements ne se rouillent et ne se gâtent » (77).

Au retour de campagne l'écrivain travaillait au désarmement du vaisseau en collaboration avec le commissaire aux armements et le contrôleur (78).

L'intendant était aussi chargé d'équiper le vaisseau-hôpital à la suite des

(73) Dans ce cas, le munitionnaire rapportait les procès-verbaux à l'intendant de la marine.

(74) Règlement du 2 octobre 1672 à St-Germain-en-Laye, *code des armées navales*, p. 170, confirmé par l'ord. de 1689, l. X, t. I, art. 8.

(75) M. Pellissary, trésorier de la marine à Paris reçut de Colbert l'ordre d'envoyer à son commis, à Toulon, pendant 8 mois à raison de 300 livres par mois chacun soit la somme de... 4800 L. Pour la table des sept capitaines commandant les sept vaisseaux de l'escadre que M. de Vivonne doit commander cy 14.700 L. (Dumée d'Aplemont était capitaine de vaisseau en 1626, chef d'escadre à Toulon en 1648. Le Roi lui accorda le 9 juillet 1670 un supplément de 200 livres par mois, pour sa table). Il mourut aux Indes en février 1673. (De Gorris, sieur de la Guerche et Gochets, de Paris, capitaine de vaisseau en 1650, il fut en 1676 porté sur la liste d'ancienneté — capitaine du port à Brest, il fut révoqué en 1677. Il mourut à Paris le 23 avril 1683).

Arch. Nat., section marine, *Dépêche concernant la marine*, 9 juillet 1670, fol. 314.

(76) Tous les renseignements relatifs au service sur les vaisseaux du Roi ont été puisés dans, le *Mémoire servant d'instructions*, cité par F. DUMON, pp. 121 et ss., dans les œuvres de A. DESCHARD, *Revue maritime et coloniale*, tome 59, année 1878, p. 490, et par GOUGEARD, *op. cit.*, p. 10.

(77) Règlement du 24 avril 1728, *code des armées navales*, p. 54.

(78) F. DUMON, *op. cit.*, p. 133.

armées navales. Tout un personnel spécialisé y était embarqué : un aumônier, un écrivain préposé à la fourniture des rafraîchissements et des médicaments, un maître-chirurgien « capable et expérimenté », deux chirurgiens à ses ordres, deux aides-apothicaires, deux infirmières, deux blanchisseurs, un boulanger et un cuisinier.

Cet hôpital était pourvu de tous les instruments nécessaires aux besoins chirurgicaux et pharmaceutiques « comme aussi des médicaments, même linges, draps, traversins et couvertures pour 100 lits et généralement de tout ce qui concerne la préparation des viandes et aliments des malades et blessés » (79). Le tout était fourni par le munitionnaire général de la marine, selon la quantité et la qualité nécessaires déterminées par l'intendant.

#### Section 4. — Le Service du désarmement des vaisseaux

Il était aussi important que le service de l'armement. A Toulon, tout bâtiment devait mouiller devant le Lazaret. L'intendant demandait aux médecins, chirurgiens du port et officiers de Santé, d'examiner s'il y avait quelques dangers de peste ou autres maladies contagieuses, à débarquer les matelots et marchandises. Dans l'affirmative, le vaisseau et son équipage étaient mis en quarantaine au Lazaret. Si, par contre les officiers de la Santé visaient le permis d'amarrer, l'intendant faisait procéder au désarmement après en avoir informé les capitaines (80). Ceux-ci, présents au débarquement signaient l'inventaire des consommations dépensées en mer. Dès cet instant, les vaisseaux étaient remis à la charge et à la garde du capitaine du port (81). Celui-ci examinait si les capitaines de vaisseaux avant de se décharger de leur responsabilité, rendaient leurs bâtiments propres et en bon état (82). A ce propos, l'intendant signala au Roi, à plusieurs reprises, des abus commis par les capitaines de vaisseaux qui enlevaient certains objets lors du désarmement. Or l'écrivain qui avait en main l'inventaire complet de l'armement pouvait aisément faire ce contrôle.

Tous les agrès étaient portés dans chaque magasin particulier des vaisseaux et rangés par le garde-magasin. Ne devait demeurer dans les navires que les câbles nécessaires à leur amarrage (83). Les affûts de canon étaient rangés proprement en long, contre le bord du vaisseau. Le navire était dégarni, l'équipage était congédié définitivement (84). L'ordonnance de 1689 (85) chargeait en outre le capitaine du port de prendre toutes les précautions nécessaires à la conservation des vaisseaux, en y établissant des gardiens chargés de veiller au corps du navire dans l'état où il était, des portes, serrures et clefs, vitres et fenêtres et autres matériaux « qui, bien qu'attachés pouvaient être détachés par les marins ».

L'intendant demandait alors aux maîtres-charpentiers et maîtres d'équipage, d'inspecter les vaisseaux « dans tous leurs dehors et leurs dedans », s'il y avait des réparations à faire, l'intendant en ordonnait la mise en état de service.

Aussitôt les vaisseaux en rade, il était procédé à la paye des équipages.

(79) Ordonnance pour la fourniture des vivres du 4 mars 1670, confirmée par le règlement de 1674, art. 3, et par l'ordonnance de 1689, I. XX, t. I, art. 4 et 5, *ordonnance de Louis XIV...*, pp. 368 et ss.

(80) Règlement du 3 octobre 1671 « Pour la garde, conservation des ports et arsenaux de Marine et des vaisseaux de guerre », *code des armées navales*, p. 38.

(81) Ordonnance de 1689, I. XIV, t. III, « du désarmement des vaisseaux », art. 7. Cet article est tiré du règlement de 1671, art. 5.

(82) Règlement du 6 octobre 1672, t. X « pour la police générale des arsenaux », art. 5.

(83) Règlement du 6 octobre 1674, t. X, art. 7, confirmé par l'ordonnance de 1689, I. XIV, et t. III, art. 6.

(84) Définitivement, parce qu'un tiers des matelots des plus robustes était toujours retenu pour procéder au désarmement du navire sur lequel ils avaient servi.

(85) Ordonnance de 1689, I. XII, t. III, art. 10, *ordonnance de Louis XIV...*, pp. 249 et ss.

Par ordonnance du 13 janvier 1673 (86) les équipages étaient payés à la banque pendant huit jours consécutifs, au terme desquels les rôles étaient clos. Dans ces rôles figuraient la spécialité des matelots, le montant de leur solde, le nom de ceux qui avaient été blessés et enfin celui des morts, avec le montant de ce qui leur était dû, y compris celui de la vente de leurs hardes (87).

En cas de mutation, le matelot recevait les sommes nécessaires à son déplacement, qui figuraient dans un état certifié par le commissaire avec l'ordonnance de l'intendant. Ainsi, si l'intendant de Toulon désirait faire passer un certain nombre d'hommes dans le port de Rochefort, il devait en même temps envoyer un rôle de la levée et des paiements, signé des commissaires.

En ce qui concerne les soldats, bombardiers et gardes de la marine, leur solde était aussi justifiée par des rôles de « montre et revue » certifiés par le commissaire, le contrôleur, le commandant du port et de l'officier les commandant. Au bas du rôle, figuraient nécessairement l'ordonnance de l'intendant et la « certification » du contrôleur (88).

A la différence de ce qui se faisait pour les matelots, l'intendant ordonnait la remise du fonds de la solde des compagnies des soldats gardiens à leurs officiers. En effet, dans ce cas exceptionnel, les officiers seuls distribuaient la solde à leurs hommes sans la présence ni l'approbation du contrôleur. De plus chaque officier était tenu de donner son reçu au bas de l'ordonnance de l'intendant, de la somme qu'il avait touchée pour sa compagnie. La même exception concernait les soldats à la demi-solde, lorsqu'ils étaient payés dans le port ; lorsqu'ils recevaient leur demi-solde dans les provinces, les rôles et paiements devaient être certifiés par le commissaire et les officiers commandant les compagnies, sans qu'il fut toutefois nécessaire de rapporter la « certification » du contrôleur. En règle générale, la solde des soldats commençait du jour où leurs officiers les avaient présentés en revue au commissaire.

Dès que le vaisseau était de retour de campagne, les officiers de la Santé ordonnaient que les blessés et les malades soient transportés immédiatement à l'hôpital général du port, établi par Louis XIV, le 23 septembre 1673. L'intendant avait la direction de cet hôpital, il était secondé par le commissaire de marine et par un écrivain du Roi, dont la présence devait être assidue (89). Pour y être reçus, les « estropiés » devaient présenter un extrait de leur enrôlement et un certificat de leur service signé du capitaine de vaisseau et visé de l'intendant. Ne pouvaient obtenir cette permission que les gardes de la marine, officiers-mariniers, matelots et soldats servant sur les vaisseaux, bombardiers, apprentis canonniers, soldats, gardiens et demi-soldats, entretenus dans le port et ses environs, ouvriers blessés dans les ateliers ou encore ceux souffrant et n'ayant pas de quoi se faire soigner chez eux ou n'habitant pas la région. Les hospitalisés, nourris et soignés aux dépens du Roi ne percevaient pas de solde pendant tout leur séjour à l'hôpital. L'intendant convenait avec le munitionnaire des prix et fournitures des rations.

L'écrivain établi dans l'hôpital, inscrivait, sur un registre côté et paraphé par l'intendant les entrées et sorties des malades. Le commissaire arrêta ce registre tous les huit jours, et délivrait à la fin de chaque mois, au commis du munitionnaire un état des malades hospitalisés pendant le mois. Au bas de cet état, l'intendant ordonnait la quantité de rations nécessaires « suivant les conventions passées ». Cet état devait être aussi signé par le médecin et le chirurgien qui certifiaient que les malades avaient été alimentés et soignés dans les règles. Pour la fourniture des drogues, l'intendant se mettait en rapport avec l'apothicaire du port. Le montant des drogues lui était payé sur le reçu de l'écrivain certifié par le commissaire, le médecin et le chirurgien major. Les meubles, lits linge et autres ustensiles, étaient fournis aux dépens du Roi et pour leur entretien, l'intendant traitait avec un particulier spécialisé.

(86) Ordonnance de 1689, l. VIII, t. III, art. 1, *code des armées navales*, p. 262.

(87) Ordonnance de 1689, l. VIII, t. III, art. 1, *code des armées navales*, p. 262.

(88) Ordonnance de 1689, l. XXI, t. II, art. 16 et 17, *code des armées navales*, p. 334.

(89) Ordonnance de 1689, l. XX, t. II, art. 2, 5, 9 et 11, *code des armées navales*, pp. 325 et ss.

### Section 5. — Le travail de l'intendant en fin d'année

En fin d'année le travail de l'intendant était considérable, deux mémoires en forme d'instruction en tracent admirablement le plan (90) :

1). Faire l'invetaire général très exact, des marchandises de toutes sortes, des vaisseaux de tous rangs et de toutes sortes, et que rien ne soit enlevé sans qu'il en soit averti.

2). Visiter les vaisseaux qui doivent passer l'hiver dans le port, voir si toutes les précautions ont été prises et sont observées sans cesse pour leur conservation en bon état.

3). Voir si les marchandises commandées aux divers fournisseurs ont été livrées dans les quantités et qualités prescrites par les états et par les marchés.

4). Si elles ont été livrées aux dates fixées, et renseigner Sa Majesté tous les six mois sur l'exactitude des marchands et la situation des fonds faits d'avance pour chacun d'eux.

5). Dresser un état des marchandises à acheter dans le cours de l'année suivante.

6). Arrêter les états des fournitures de vivres en exigeant du munitionnaire la justification de chaque article.

7). Faire dresser par le commis du trésorier dans l'arsenal toutes les dépenses payées dans l'année et les arrêter au 31 décembre.

8). Remettre au commis du commissaire des poudres toutes celles qui sont à radouber, et exiger un prompt retour.

9). Ne pas oublier les travaux de tonnellerie.

10). « S'appliquer toujours à la lecture des ordonnances et règlements faits depuis dix ans » et s'en inspirer sans cesse pour établir le bon ordre dans l'arsenal.

#### A. — L'INVENTAIRE GÉNÉRAL

L'invetaire était une opération de grande importance, en effet, c'est par lui que l'intendant renseignait exactement la Cour, de ce qui restait dans l'arsenal. Pour en faciliter la confection, l'intendant recommandait au commissaire préposé au magasin général, d'arrêter tous les soirs les balances des recettes et des dépenses, inscrites au fur et à mesure sur un livre-journal. Le garde-magasin y mentionnait en outre, le nom du vaisseau ou celui de l'ouvrier à qui les marchandises avaient été délivrées. A la fin de chaque jour il inscrivait, sur un grand livre, les matières reçues, en indiquant les quantités, prix et noms des fournisseurs. Ce livre était également arrêté et certifié chaque soir par le commissaire du bureau, qui à la fin de la semaine, présentait à l'intendant un état sommaire de la nature et de la quantité de toutes les entrées et sorties, faites en présence du contrôleur de la marine. Celui-ci n'avait pas à tenir un livre quotidiennement, il enregistrait seulement le total hebdomadaire inscrit dans le livre-journal du garde-magasin. Ceci était d'ailleurs très regrettable, car le plus souvent, sinon toujours, le commis du contrôleur et le garde-magasin s'entendaient pour présenter les chiffres qu'ils voulaient (91). Tous les trois mois, le commissaire établissait la balance, aidé par les états mensuels dressés par son écrivain, et la portait à la connaissance de l'intendant qui savait au juste « et à point nommé quelle quantité de chaque sorte de marchandises, il y a dans les magasins de Sa Majesté ». Continuellement renseigné de la sorte, l'intendant pouvait dès lors procéder à la confection de l'inventaire, suivant un modèle uniforme, que Colbert avait envoyé dans chaque port.

R. Mémain, reproduit un modèle d'état par matière ou marchandise, que l'in-

(90) *Mémoire en forme d'instruction des 9 avril et 2 novembre 1674 envoyés à l'intendant de Vauvray.*

(91) P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, v 2, p. 376, Seignelay à Louis XIV, 3 mai 1680.

tendant devait porter à la connaissance du secrétaire d'Etat à la Marine (92). Il s'agit d'un modèle d'état pour rendre compte du nombre de futailles cerclées de fer qui se trouvaient dans les magasins et de « tout ce qui est marqué pour garnir sous les vaisseaux de Sa Majesté » (93).

## B. — L'ÉTAT GÉNÉRAL DES FONDS REÇUS ET DES DÉPENSES FAITES

Au début de chaque année, l'intendant devait arrêter les comptes de toutes les dépenses de l'année précédente, et envoyer un bordereau de ces exercices à la Cour. Il devait également adresser un état des recettes ordinaires et extraordinaires.

Les comptes de l'arsenal étaient tenus en partie triple, par l'intendant, le commis du trésorier et le contrôleur.

### I. — *Les recettes*

L'intendant faisait recette des fonds remis par le commis du trésorier et de ceux aussi, provenant des prises, ventes, frêts, etc. perçus sous son autorité.

#### 1° *Les prises*

La procédure a déjà été étudiée au commencement du présent ouvrage.

Dans toutes les ventes qui étaient faites au profit du Roi, les acquéreurs devaient verser le 1/10<sup>e</sup> du prix, entre les mains du trésorier ou de son commis.

Pour justifier la recette du produit de la vente des prises faites par les vaisseaux de Sa Majesté ou ceux de ses sujets sur les ennemis, forbans et autres, qui avaient été adjugés au Roi, par arrêt de son conseil, le trésorier devait rapporter :

- la copie des arrêts dûment collationnée;
- l'inventaire du vaisseau pris, de ses agrès, munitions et marchandises de son chargement;
- le procès-verbal de la vente et adjudication;
- le compte de ce qui serait provenu de net, déduction faite du 1/10<sup>e</sup> de l'amiral et des frais de justice, suivant l'arrêté mis au bas, par l'intendant ou par le lieutenant de l'Amirauté qui avait instruit la procédure, et certifié par le contrôleur de la marine ou le Procureur du Roi (94).

#### 2° *La vente des vieux vaisseaux, des vieux magasins et de leur contenu.*

Lorsqu'un vaisseau du Roi était estimé par le conseil de constructions, hors d'état de servir, l'intendant avait la possibilité de faire procéder à sa vente. Celle-ci se faisait soit en bloc, soit en pièces détachées. Le mode de marché se faisait également par voie d'adjudication au plus offrant. Une fois conclu il demeurait irrévocable par la clause : « sauf tiercement, personne ne s'étant présenté pour tiercer sur cette dernière offre, ce lui a été adjugé définitivement ». La seule réclamation sur lésion était admise.

Le provenu de la vente devait être justifié par :

- le résultat et l'approbation du conseil de construction qui avait jugé du mauvais état du bâtiment;
- le procès-verbal de la visite et condamnation faite en conséquence;
- le procès-verbal de la vente et adjudication;
- l'ordonnance de l'intendant;
- les « ampliations » des quittances données par le commissaire du trésorier, signées des adjudicataires (95).

(92) R. MÉMAIN, *op. cit.*, p. 331, n° 1.

(93) *Pièce annexe n° 15.*

(94) En vertu de l'ord. de 1689, l. XXI, t. I, art. 6, la « certification du contrôleur et les quittances des adjudicataires, devaient être jointes au dossier », *ordonnance de Louis XIV*, p. 403.

(95) Ordonnance de 1689, l. XXI, t. I, art. 8 et 10, *ordonnance de Louis XIV*, p. 403.

En ce qui concerne la vente des quelques vieux magasins, bâtiments ou emplacements, appartenant au Roi, l'intendant ne pouvait l'ordonner qu'avec le seul consentement du Conseil.

La recette était justifiée par :

— l'arrêt du Conseil de constructions et les lettres patentes expédiées en conséquence, portant pouvoir à l'intendant de procéder à cette vente;

— le procès-verbal d'adjudication faite au plus offrant et dernier enchérisseur;

— l'ordonnance de l'intendant et « l'ampliation de la quittance ». Le conseil de constructions pouvait sur l'ordonnance de l'intendant permettre la vente des marchandises et munitions des magasins de Sa Majesté.

L'intendant devait alors en justifier les provenus par :

— le procès-verbal de la visite et la condamnation que les officiers du port en avaient faite.

— sa propre ordonnance;

— l'ampliation de la quittance.

L'intendant pouvait au lieu de les vendre, prêter des marchandises à des particuliers qui avaient la possibilité d'en rembourser seulement la valeur.

Dans cette opération, l'intendant ne manquait pas d'expédier :

— son ordonnance;

— l'extrait des adjudications contenant le prix de ces marchandises, certifié par le contrôleur;

— l'ampliation de la quittance.

### 3° Les bâtiments frétés au profit de certains particuliers.

L'intendant était habilité à passer des contrats d'affrètements avec des négociants ou autres, désireux d'utiliser un ou plusieurs vaisseaux de Sa Majesté, tant pour le transport des marchandises que pour leur servir d'escorte. La marine fournissait ses bâtiments en bon état, avec tous leurs agrès, appareils et les équipages nécessaires, payés et nourris aux frais du Roi pendant tout le temps de l'expédition.

Il était expressément défendu à l'intendant de donner un bâtiment de mer, à fret, si « l'affrèteur » ne payait pas au moins et au comptant le 1/10<sup>e</sup> du fret convenu, entre les mains du trésorier de la marine.

En cas de prise des bâtiments par l'ennemi, la valeur en devait être payée par les négociants, sur le « pied de l'estimation », faite au préalable.

Les sommes payées pour le fret ou nolis des vaisseaux du Roi, devaient être justifiées par :

— le contrat d'affrètement;

— l'ordonnance de l'intendant, faisant mention du prix des munitions consommées sur le vaisseau, à payer par l'affrèteur;

— le certificat des officiers du port, contrôlé et contenant le jour ou le vaisseau aura été consigné aux affrèteurs et celui auquel ils l'auront rendu;

— l'ampliation de la quittance donnée par le commis du trésorier signée des adjudicataires.

Un droit d'escorte était levé sur les vaisseaux marchands ou affrétés à leur profit. La recette que le trésorier en avait faite était justifiée par :

— l'arrêt rendu sur ce droit;

— les états de ce qui avait été payé aux commis, en faisant mention de la qualité et de la quantité des marchandises sujettes à ce droit (96).

Les droits étaient perçus dans le port de Toulon, sur les denrées et marchandises des colonies chargées sous voile et non déclarées. Des difficultés au sujet de la perception de ces droits ayant lieu, l'intendant fut commis par le Roi pour juger ces contestations, avec pouvoir de décerner toutes contraintes contre les négociants qui refuseraient de payer les droits établis. L'intendant était en outre

(96) Ordonnance de 1689, l. XXI, t. I, art. 17, ordonnance de Louis XIV, p. 404.

tenu d'envoyer au Secrétaire d'Etat un état semestriel des bâtiments sortis du port de Toulon, allant aux Colonies Françaises, afin de faire connaître d'une manière exacte le commerce actif de la France avec ses colonies (97).

Cet état était divisé en quatre colonnes; dans la première figuraient les noms des capitaines, des armateurs et des navires; dans la deuxième était indiquée la date de départ, dans la troisième le port en tonneaux et enfin, dans la dernière, le chargement des navires, en distinguant les comestibles des marchandises sèches.

4° *Des six deniers pour livre attribués aux invalides de la marine* (98).

A l'égard des autres recettes imprévues, le trésorier de la marine s'adressait au secrétaire d'Etat, pour être pourvu à ses décharges; ses commis devaient s'adresser à l'intendant (99).

## II. — LES DÉPENSES

Toutes les dépenses devaient être rangées en douze classes, savoir : la construction des vaisseaux, les radoubs et carénages, achats de marchandises et munitions nécessaires à compléter les magasins généraux et particuliers, la fourniture des vivres à la suite des traites avec le munitionnaire général de la marine, la solde et le paiement des équipages, la solde des officiers entretenus dans le port et des officiers navigants; l'entretien des vaisseaux désarmés dans le port et le paiement des gardiens; la subsistance des matelots enrôlés et enfin les dépenses extraordinaires.

L'intendant, selon un mémoire du 9 avril 1674 (100), en forme d'instruction aux intendants et commissaires généraux de marine, devait envoyer à la Cour tous les trois mois ou au moins tous les six mois, un mémoire en forme de table, par lequel le Roi devait y voir en une seule feuille toutes les dépenses effectuées et dans leur ordre chronologique.

Jointe à ce mémoire, une feuille séparée contenait les sommes dépensées sous ses ordres par le commis trésorier.

Sur l'état en forme de toutes les dépenses du commis, qu'il avait arrêté à la fin de l'année précédente, l'intendant dressait une table qu'il envoyait de même séparée pour les douzes classes ci-dessus, afin que le Roi puisse connaître avec autant de facilité ce qui avait été dépensé pour chaque classe pendant l'année entière.

### 1° *La construction des vaisseaux, les radoubs.*

Avant de commencer la construction d'un vaisseau, l'intendant devait d'abord se référer à un état général envoyé uniformément dans chaque port. Cet état indiquait pour chaque catégorie de vaisseaux et d'après leur rang, la dépense totale nécessaire à leur construction, la valeur de tous les matériaux, bois, fer et autres, entrant dans cette construction y était indiquée avec le maximum de précision. Enfin le nombre d'ouvriers nécessaire était prévu à l'avance.

Lorsqu'il s'agissait d'un vaisseau de premier rang, tel que le « Royal Louis », la construction pouvait durer plus d'un an, aussi l'intendant devait dans chaque table qu'il envoyait pendant ce temps là, mettre en marge de chaque article ce qui avait été dépensé auparavant, afin que le Roi pût savoir combien avait coûté le vaisseau une fois achevé.

L'intendant devait veiller à la fois à l'économie des fonds qui lui avaient été envoyés à cet effet, à la solidité du bâtiment et à son aptitude de navigation.

En ce qui concerne les réparations et radoubs, l'intendant devait procéder « ainsi qu'il est cy-dessus expliqué pour les constructions ».

(97) *Pièce annexe, n° 17.*

(98) Un Edit de mai 1709 réduisit la retenue à 4 deniers.

(99) Ordonnance de 1689, l. XXI, t. I, art. 20.

(100) *Pièce annexe n° 14.*

Lorsqu'un particulier désirait vendre son bâtiment, à très bas prix, pour une raison quelconque, l'administration de la marine envoyait des experts s'enquérir de la « bonté » du bâtiment. Si leur rapport était satisfaisant, le Roi donnait ses ordres pour que l'achat fut conclu.

L'administration de la marine avait dû à ce sujet, soutenir à plusieurs reprises de vives discussions avec la régie des fermes, qui prétendait exiger un droit de vingtain de carène qu'elle percevait normalement sur tous les bâtiments qui se construisaient. Dans une affaire, en date du 15 février 1732, des négociants Toulonnais avaient mis en chantier un vaisseau de 62 canons, mais manquant de fonds et de crédit pour en faire l'armement, ils l'offrirent à la Marine Royale. Ce vaisseau leur avait coûté 150 000 livres il fut vendu pour 81 000 et prit rang parmi les vaisseaux de Sa Majesté sous le nom de « l'Heureux ». La régie demanda aussitôt qu'on lui versât plus de 6 000 livres et prétendit compulser le greffe de l'amirauté pour rechercher tous les vaisseaux marchands construits depuis longtemps et faire payer ce droit aux négociants. L'amirauté lui refusa cette recherche et un jugement formel la débouta « de ses espérances sur le vaisseau l'Heureux » (101).

#### 2° *L'achat des marchandises.*

L'intendant devait avoir présent continuellement l'inventaire général des marchandises qui étaient entreposées dans l'arsenal et de celles nécessaires pour les armements prévus par le Roi. Dans toutes les tables et états qu'il arrêtaient et envoyait, l'intendant devait indiquer la qualité et la quantité de chaque sorte de marchandises et de leur prix de revient. Mention était faite dans les tables du prix que les câbles et cordages avaient coûté par quintal.

#### 3° *Les journées d'ouvriers. — Solde des officiers et des équipages.*

Les dépenses que les journées d'ouvriers occasionnaient entraient dans les chapitres des constructions, rabouds et autres. Les rôles des officiers et matelots devaient être les pièces maîtresses de la solde.

#### 4° *Les dépenses extraordinaires.*

Ces dépenses n'entraient pas dans le cadre habituel de celles nécessitées par l'activité et l'entretien de l'arsenal.

A titre d'exemple, citons le fret ou nolis pour le service de Sa Majesté.

Le Roi jugeait parfois nécessaire d'employer des bâtiments marchands, pour le transport de troupes et de munitions.

Les capitaines devaient, aux termes de contrat d'affrètement, fournir leurs navires en bon état, avec tous leurs agrès, appareils et les équipages qui seraient payés et nourris à leurs frais pendant tout le temps que leurs bâtiments seraient employés au service du Roi.

En l'année 1789, le fret des bâtiments était payé à raison de 17 livres par mois pour chaque tonneau, à compter du jour de la prise en charge, il était payé en outre aux capitaines un mois d'avance avant le départ.

Lorsque pour une raison quelconque leurs vaisseaux n'étaient pas employés pendant deux mois, il leur était payé 2 mois de fret « à tout événement ».

En cas de prise des bâtiments par l'ennemi, la valeur en était payée par le trésorier général, sur le pied de l'estimation faite au préalable. Cette garantie était assurée tant pour l'aller que pour le retour.

Sur le montant du fret il était déduit les six deniers pour livre attribués aux invalides de la marine.

Ce contrat pour être valable, devait avoir été homologué par le Conseil de marine, sous la réserve d'une décision contraire du Secrétaire d'Etat à la marine.

Les articles du contrat étaient précédés d'un tableau divisé en 6 colonnes (102).

(101) V. F. BRUN, *op. cit.*, vol. 1, p. 249.

(102) Pièce annexe n° 22, extraite des registres du contrôle de la marine de Toulon, 14 septembre 1782, cette formule n'a pas été modifiée depuis 1674. Arch. Marine Toulon, vol. n° 435, *Marchés*, fol. 159.

La première contenait le nom des bâtiments affrétés; la seconde, le nom des capitaines soumis aux conditions du contrat; la troisième indiquait le port en tonneaux de chaque bâtiment; dans la quatrième figuraient les estimations de ces bâtiments; la cinquième contenait le montant total du nolis par mois, produit du prix du tonneau par le port en tonneaux de chaque bâtiment.

C'est grâce à cet état général des fonds reçus et des dépenses faites au cours de l'année, que l'intendant pouvait établir la balance des fonds et informer le Roi des déficits ou excédents.

Tout ceci était envoyé au trésorier général de la marine qui devait rapporter sur chaque article des fonds reçus au Trésor Royal les ampliations de ses quittances signées du garde ou du premier commis du Trésor Royal.

Celui-ci avant toute opération, vérifiait si les formalités à observer pour la validité des acquits et paiements à compte avaient été respectées.

Tous les acquits devaient en effet être paraphés par le commis du trésorier général, en présence de l'intendant, auquel ils présentaient leurs comptes. A son tour, l'intendant les paraphait (103). Le trésorier général, présentait alors son état « au vrai » au secrétaire de la marine.

Étaient réputés nuls tous reçus, certificats et quittances ou ampliations non contrôlées et dont les noms des parties prenantes ou les sommes principales étaient raturés ou altérés.

Les ordonnances de l'intendant contenant des noms ou des chiffres altérés, étaient aussi réputées nulles, à moins que l'intendant eût corrigé ce défaut, en approuvant la rature en marge, ou en écrivant de sa propre main, au bas de l'ordonnance la somme entière écrite en toutes lettres.

L'intendant devait en outre libeller dans ses ordonnances, toutes les pièces que le trésorier était obligé de rapporter, et il ne devait y laisser aucun blanc « pour les dates de marché ou autrement à peine de nullité ».

Dans les paiements à compte, faits au profit du Roi ou des parties prenantes, le trésorier rapportait copie du marché ou autre titre, en vertu duquel il avait payé ou reçu sur l'ordonnance de l'intendant. Lors du « parfait paiement », il devait pareillement rapporter le marché ou autre titre général. Les ordonnances de l'intendant devaient toujours rappeler les paiements à compte jusqu'au parfait paiement.

Dans toutes ces opérations comptables, le contrôleur de la marine assistait à l'arrêté des comptes du trésorier, comme ausis de tous les contrats et marchés conclus par l'intendant, et les signait avec lui. Il contrôlait tous les acquits, rôles, états et reçus, devant servir à la décharge du Trésorier général de la marine.

Il tenait en outre un registre « exact et fidèle » de la recette et dépense faites par le trésorier, au cours de l'année entière. Le commis du trésorier général devait lui remettre les copies collationnées des états et ordres des fonds qui lui avaient été envoyés et à la fin de chaque année, le contrôleur expédiait au Secrétaire d'État le registre de la dépense et recette faites dans le port.

Colbert, pour resserrer le contrôle dans chaque arsenal, accrut les prérogatives du contrôleur par un règlement du 14 novembre 1678. Au lieu du rôle passif qu'il avait tenu jusqu'alors, il eut le pouvoir désormais de contrôler tous les acquits, rôles et reçus du garde-magasin, servant à la décharge du trésorier général. Il tenait un registre de toutes les recettes et dépenses, et assistait aux comptes que le trésorier devait rendre à l'intendant et les examinait conjointement avec eux.

Toutes les pièces servant à établir la dépense du trésorier devaient être l'objet de son visa.

Son registre devait contenir :

- un chapitre contenant toutes les sommes remises à l'intendant et ceci par ordre chronologique;
- une table séparée des dépenses faites au cours de l'année pour chacune des douze classes;

(103) Ordonnance de 1689, l. XX, t. III, art. 1, 2, 3, 5 et 7, *ordonnance de Louis XIV*, pp. 368 et ss. totale des ministres dans les Affaires de la marine.

— un chapitre contenant le chiffre exact des sommes remises au début de chaque année pour liquider le paiement des dépenses faites l'année précédente;

— un chapitre à part, contenant les fonds extraordinaires remis par le trésorier, comme les six deniers pour livre retenus sur la solde des soldats et les appointements des officiers au bénéfice des invalides, le produit des prises, les adjudications des vieux bâtiments...;

— une table renvoyant à tous les chapitres contenus dans le registre, permettant la lecture facile et chronologique des chapitres précédents.

Le tout devait être arrêté à la fin de l'année. Sur une feuille séparée, le contrôleur notait le total général de la dépense et de la recette, et le débet ou l'excédent s'il en existait un. Le registre était alors expédié au secrétaire d'Etat de la marine.

En conclusion de cette première partie, nous pouvons affirmer que, l'œuvre de centralisation des Affaires de la marine royale avait été menée de la façon la plus énergique, par Richelieu et Colbert, et elle répondait à une nécessité militaire et financière. Dans le cadre des provinces maritimes, l'autorité de l'intendant se faisait sentir, comme nous l'avons vu dans tous les domaines. A tel point que, certains organes, évincés de plus en plus de l'administration de la marine opposèrent à l'intendant une vive réaction. Dans les périodes les plus prospères même, nous pouvons déjà discerner une tension assez forte entre l'intendant et les militaires jaloux de leur prestige. Nous verrons, cependant, que secouée par d'âpres rivalités, l'institution, délaissée en outre par un régime royal détraqué, dût prendre le chemin de la déchéance. C'est cette lutte, prenant un aspect systématique que nous examinerons dans la deuxième partie, intitulée « La réaction contre l'intendant ».



**DEUXIÈME PARTIE**

**LA RÉACTION  
CONTRE L'INTENDANT**



La réaction, contre l'intendant de la marine, est née à partir du moment même de sa création. Les anciens rouages locaux sont en déclin, les gouverneurs nous le savons ne sont que des personnages d'apparat, les Etats Provinciaux sont devenus d'archaïques organismes. L'intendant, homme de confiance du roi, à la tête de pouvoirs multifformes, fut par la force même des choses, mal vu de ceux qu'il venait d'évincer; Parlement de Provence, Assemblée provinciale, et agents royaux de tous ordres.

Cette ascension vers les plus grands honneurs, indignait, vivement la haute noblesse et le corps de l' « épée ». Aussi, la réaction, à l'encontre de l'intendant se fit grande dès l'instant où la Royauté, contrainte par les événements extérieurs et aussi par les crises financières et économiques, n'orienta plus ses efforts vers une politique maritime et commerciale. Ceci était inévitable, car la Royauté n'avait jamais supprimé les anciens rouages administratifs, dans le seul but de ne pas attenter aux droits acquis. De cette complexité, et de ces rivalités, il en résultait de nombreux conflits, opposant l'intendant à l'Amirauté, à la Chambre des eaux et forêts, au Parlement de Provence, à la Ville de Toulon et surtout aux militaires.

Cette opposition et la faiblesse royale précipitèrent l'intendant dans une déchéance profonde, que ne connut jamais l'intendant de la province.

Nous consacrerons donc à cette deuxième partie, un premier chapitre intitulé : les conflits soulevés dans le cadre provincial ; et un deuxième chapitre qui retracera : la nouvelle politique maritime de la France avec pour conséquence la déchéance de l'intendant.



## CHAPITRE I

# LES CONFLITS DANS LE CADRE DE LA PROVINCE

---

Comme on s'en doute, l'intendant, agent principal du Roi, suscita la jalousie et la haine de son entourage. Dans ses rapports journaliers avec les différents organes de la province, il rencontra une opposition plus ou moins ouverte de la part des corps administratifs et militaires. Des querelles parfois très vives contrainquirent, le plus souvent, l'intendant à demander la protection de la Cour. Il est évident, qu'avec les ministres tels que Richelieu, Colbert et son fils, la « plume » l'emporta presque toujours sur « l'épée » considérée comme un élément de trouble.

Nous verrons, que par ses fonctions mêmes, l'intendant, étant avant tout un représentant du Roi, chargé de la surveillance et du contrôle de tout ce qui regarde les Affaires de la marine, devait, par la force même des choses, empiéter sur les attributions des autorités créées bien avant sa propre existence. Ainsi, la justice maritime était rendue jusque là par les sièges de l'Amirauté; or, avec l'institution de l'intendance, les officiers de cette juridiction furent l'objet d'un droit de regard de la part de l'intendant; ce qui froissait considérablement leur orgueil et aussi leurs intérêts. De même, les organes locaux tels que le Parlement, les consuls et fermiers de Toulon et les juges ordinaires, s'opposèrent avec véhémence à l'intrusion de l'intendant, en suscitant un nombre incalculable de difficultés judiciaires, administratives et financières.

### Section 1. — La rivalité entre l'intendant et les officiers de l'Amirauté (1)

La juridiction de l'Amirauté tirait son nom de son chef qui était général des armées navales et Amiral de France. Il faut distinguer deux sortes de sièges d'Amirauté : les sièges généraux, établis près le Parlement auquel ils ressortissaient par appel — au nombre de trois, ils siégeaient à Paris (2), à Rouen et à Rennes ; les sièges particuliers, établis dans chaque port, ils ressortissaient par appel aux sièges généraux.

(1) Arch. Nat., sect. mar., dépêches et Arch., B.-du-R., dépôt Marseille, IX B<sup>5</sup>.

(2) A. DUMAS, *Le Conseil des prises sous l'Ancien Régime*, dans la Nouvelle revue hist. de droit, t. 29. D. NEUVILLE, *Etat sommaire des Archives de la marine*, Paris, 1898, p. 327, n° 2. J.-M. DAVID, *L'amirauté des mers du Levant*, thèse droit, Aix, 1941. ISAMBERT, vol. 19, p. 285.

La justice était rendue sous le nom de l'Amiral de France, mais depuis Louis XIV, l'Amiral ne fut plus que le chef nominal de la marine. En droit, il recevait les édits, arrêts et autres et les expédiait aux officiers des différents sièges, mais en fait ce sont ces derniers qui jouèrent un rôle effectif, ils correspondaient directement avec le Roi. Très infatués de leur personne, ils avaient la fâcheuse tendance de se croire indépendants et déchargés de toute subordination. Colbert n'avait pas confiance en eux et les considérait comme désordonnés et indisciplinés. Pour mettre un terme à ces égarements, les intendants de province furent chargés de surveiller les officiers des sièges généraux. Quant aux sièges particuliers ou encore dits inférieurs, ils furent placés sous le contrôle de l'intendant de la marine.

Colbert, dans une lettre du 8 septembre 1675 écrivait à Arnoul : « tenez la main à ce que les officiers de l'Amirauté s'informent exactement de la vérité du rapport du sieur Bosquet de Toulon, lieutenant de vaisseau, et entendent les équipages pour savoir la vérité ». En effet, le lieutenant Bosquet s'était plaint à maintes reprises de la conduite du lieutenant de vaisseau Soleillet, d'Antibes; il l'accusait d'avoir perdu du temps et consommé ses vivres et « estre de port en port pour faire ses soldats, tant en voyage d'Italy qu'en celui de Catalogne et qu'ainsy aiant consommé ses vivres, il n'en avait plus que pour deux jours en arrivant à Cette ». Or les officiers de l'amirauté favorables au sieur Soleillet, parce qu'ils étaient du même pays que lui, négligeait de prendre des dispositions à son encontre.

Sur le rapport de l'intendant Arnoul, Colbert envoya un arrêt à M. Rouillé pour juger sommairement ce capitaine (3).

Arnoul apparut, très vite comme un personnage gênant, et les officiers de l'amirauté lui vouèrent une profonde antipathie. Mais l'intendant protégé par le Roi, obtenait toujours gain de cause. Dans un autre conflit, le sieur Ricard, lieutenant général du siège de l'amirauté de Toulon, au cours d'une altercation, insulta en présence de témoins, l'intendant Leroux d'Infreville. Celui-ci obtint de la Cour le renvoi pur et simple du lieutenant. Avec le progrès de l'institution de l'intendance, la compétence judiciaire de l'amirauté subissait continuellement de sérieuses atteintes, ce qui entretenait de violents conflits. Enfin les officiers de l'amirauté négligeaient souvent de statuer sous divers prétextes, or, pour ne pas laisser un crime ou un délit impuni, l'intendant se saisissait de l'affaire, ce qui soulevait encore des conflits, mais cette fois-ci négatifs.

### § 1. — Critérium de la compétence de l'amirauté

Il semblerait que la compétence de l'amirauté fut limitée aux seuls marins embarqués sur les bâtiments de la marine marchande, et qu'ainsi la seule notion de gens de mer, donnerait à l'infraction sa véritable nature. S'agissait-il d'un crime ou d'un délit survenu à bord d'un vaisseau de commerce par un matelot ? La connaissance en était portée immédiatement au siège de l'amirauté. Dans sa thèse (4), J.-M. DAVID oppose à cette explication la critique suivante : « Il n'est pas exact que la notion de gens de mer constitue le critérium de la compétence de l'Amirauté. Supposons, en prenant un exemple concret, qu'un matelot, sans congé de son patron, quitte le bord du vaisseau de commerce sur lequel il servait, pour ne plus y revenir, le principe veut que les officiers de l'amirauté soient compétents pour juger ce déserteur appartenant à la navigation commerciale. Or, dès 1670, Colbert fit rendre un règlement par lequel il enjoignait aux matelots qui désiraient s'embarquer sur un bâtiment marchand, d'en informer au préalable le commissaire des classes et de se mettre ainsi en règle avec la marine de Sa Majesté. Si le matelot ne remplissait pas ces formalités, le commissaire des classes en avisait l'intendant qui ordonnait aux archers du prévôt de se saisir du coupable.

(3) P. CLÉMENT, *op. cit.*, vol. 3<sup>e</sup>, p. 563 et Arch. Nat., sect. mar., *dépêches*, année 1675, fol. 320.

(4) J.-M. DAVID, *l'Amirauté des mers du Levant*, thèse droit, Aix, 1941, p. 376.

Il s'agit donc bien d'un cas où, bien qu'appartenant à la marine marchande, le contrevenant ne relevait plus de l'Amirauté. »

Mais allons plus loin et supposons qu'une rixe soit survenue entre deux ou plusieurs matelots à l'intérieur de l'arsenal. L'arrestation étant ordonnée, il est constaté que certains appartiennent à la marine marchande. Peu importe le rattachement du ou des coupables, seul l'intendant et non l'Amirauté est compétent, en vertu du 4 octobre 1674, au titre : « *de la police des Arsenaux et des répressions* » qui précise que tous les crimes et délits commis dans l'enceinte de l'arsenal par les matelots, ouvriers ou autres personnes, sont jugés et réprimés par l'intendant de la marine.

La notion de gens de mer n'était donc pas suffisante à donner à l'infraction sa véritable nature. Seul le lieu déterminait la juridiction compétente (5). Il en résulte que si un délit avait été commis, à l'extérieur de l'arsenal, mais dans la ville de Toulon, dans une rue par exemple, la connaissance de l'affaire devait être portée devant la Sénéchaussée.

En résumé, échappaient donc à la justice de l'Amirauté, les marins qui appartenaient aux flottes royales, ceux qui s'embarquaient sur des navires marchands sans en avoir informé le commissaire des classes ou qui faisaient partie de la classe appelée (6) et enfin tous ceux qui commettaient une infraction quelconque dans les arsenaux et dans les villes.

Malgré toute une réglementation minutieuse, les officiers du siège de l'Amirauté, ne voulaient pas se dessaisir des affaires qui, à vrai dire, favorisaient leurs intérêts entretenus par les frais de procédure, confiscation des biens, travail obligatoire etc... Ils donnaient le plus souvent une interprétation fautive des textes, qui, sans la détermination d'un critère absolu, pouvaient donner lieu à des solutions variables. C'est de cette manière que les officiers de l'Amirauté purent occasionner à l'intendant, un grand nombre de désagréments, dans le seul but de lui montrer leur hostilité et de l'inciter à ne pas s'ingérer dans leurs affaires.

Nous laisserons de côté les conflits qui opposèrent l'Amirauté et le Conseil de guerre de la marine, pour ne considérer que seuls ceux mettant aux prises l'intendant avec les officiers de ce siège.

Deux sortes de conflits les opposaient : les uns positifs, les autres négatifs.

## § 2. — *Les conflits positifs*

Ils s'élevaient en particulier à l'occasion du trafic de marchandises et des prises.

### A. — LE TRAFIC DE MARCHANDISES

La connaissance des contraventions sur le fait des marchandises de contrebande, appartenait essentiellement à la juridiction des sièges inférieurs de l'Amirauté. Or, les officiers d'Amirauté avaient tendance à laisser faire. L'intendant informé que certains officiers chargeaient leur vaisseau de guerre de marchandises qu'ils échangeaient en Amérique contre d'autres produits, qu'ils passaient en contrebande à leur retour en France, avisa le secrétaire d'Etat à la Marine et fit immédiatement saisir les marchandises là où elles se trouvaient. Les négociants complices furent très sévèrement punis. L'Amiral outré par ces empiètements d'attribution, écrivit au lieutenant général de l'Amirauté de Provence, une lettre dans laquelle il se plaignait en ces termes : « Les intendants de marine et commissaires et autres gens des arsenaux ne doivent pas s'ingérer de faire aucune fonction dans votre siège d'Amirauté, ny d'entreprendre de connoître aucune des affaires

(5) Ordonnance d'Août 1681, commentée par VALIN, imprimée à Paris chez Knapen, en 1757, 1. II, t. II, art. 10 et 23.

(6) Un double des rôles était affiché à la porte principale de la paroisse.

(7) Arch., B.-du-R., dépôt Marseille, IX B<sup>s</sup>, fol. 290 v<sup>o</sup>.

dont la connaissance nous est attribuée, à moins qu'ils n'aient un ordre exprès du Roi, s'adressant aux officiers de l'Amirauté et par lequel il leur fait savoir ses intentions à ce sujet » (7).

L'intendant fit savoir que ce trafic portait préjudice : aux vaisseaux de la Compagnie des Indes Orientales, qui de ce fait perdaient tous avantages dans le commerce, au bien du service parce que les capitaines de la marine royale ne se consacraient pas suffisamment à leurs devoirs d'officiers pour charger et recharger leurs marchandises, au bien du vaisseau lui-même que l'encombrement et la charge des marchandises gênaient dans sa navigation; c'est pourquoi il se permettait d'agir sans perdre de temps. L'intendant invoquait d'ailleurs des arguments de droit. Il se basait essentiellement sur l'ordonnance du 18 août 1669 (8) qui défendait à tous capitaines et officiers commandant les vaisseaux de Sa Majesté de « prendre ni recevoir sur leurs bords aucunes marchandises pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être soit lorsqu'ils partent de ports du royaume, soit lorsqu'ils y retournent, à peine d'être cassés, et à tous marchands et négociants de charger aucunes marchandises sur ses vaisseaux, à peine d'être confisquées au profit de Sa Majesté et de la plus grande peine si le cas y échoit..., les intendants de justice, police et finances de la marine tiendront la main à l'exécution de la présente ordonnance ».

L'intendant invoquait aussi l'ordonnance du 20 août 1676, qui interdisait à tous capitaines « de faire débarquer aucune chose des vaisseaux lors de leur arrivée dans les rades, qu'ils n'aient été visités par l'intendant... », et à tous officiers marinières, matelots et soldats « d'aider auxdits embarquements », à peine, contre les premiers de confiscation de leurs barques et d'une amende de mille livres, au paiement de laquelle somme ils étaient contraints par l'intendant qui avait pouvoir de juger et de punir, et contre les seconds la privation de leur solde (9). Finalement en vertu d'un arrêt du Conseil, en forme de règlement du 25 mai 1728, article I, l'Amirauté dut partager avec l'intendant : « la connoissance des contraventions qui seront découvertes en France sur les vaisseaux et dans les ports, côtes, rades et rivages de la mer, sur le fait des marchandises de contrebande ou prohibées à l'entrée ou à la sortie... ».

#### B. — LES PROCÉDURES DES PRISES ET ADJUDICATIONS FAITES SUR LES ENNEMIS

L'intendant prétendait être exclusivement compétent en la matière, l'Amirauté affirmait le contraire, considérant que les procédures, ventes et adjudications au bénéfice du Roi, devaient être réglées uniquement par elle, sans le concours des intendants. Sur les instances de Colbert, Louis XIV rendit une ordonnance le 23 février 1674 à Versailles, par laquelle il fut décidé que désormais, « les vaisseaux appartenant aux ennemis du royaume et qui seront pris par nos vaisseaux de guerre au nombre de quatre au moins, les procédures, visites et adjudications des vaisseaux et marchandises seront faites par les intendants et commissaires généraux de la marine » (10).

Aussitôt qu'une escadre composée au moins de quatre vaisseaux, ramenait au port une prise, le capitaine qui l'avait faite ou qui en avait été chargé, était tenu de remettre les prisonniers à l'intendant du port et de lui soumettre un rapport, dans lequel il devait indiquer le jour, l'heure, le lieu et la latitude de la prise. L'intendant se rendait alors immédiatement sur le vaisseau pris à l'ennemi et

(8) Ord. du 18 août 1669, confirmée par le règlement du 14 juillet 1675 et par les ordonnances du 14 février 1676 et du 15 avril 1689, l. I, t. VII, art. 15, et du 13 mars 1717, *code des armées navales*, p. 99.

(9) Ord. du 20 août 1717, rendue à Versailles confirmée par l'ord. de 1689, l. I, t. III, art. 2, *code des armées navales*, p. 105.

(10) Ord. confirmée par celle de 1689, l. XXII, t. I, art. 1, *code des armées navales*, p. 336. BOISMÊLE..., *op. cit.*, tome 3, p. 196.

dressait, en compagnie du contrôleur de la marine, un procès-verbal de l'état du navire, il apposait ensuite les scellés et mettait en faction des gardes pour veiller à leur conservation. L'ordonnance de 1683, titre 2, art. 3, exigeait que le procès-verbal fut dressé en présence du capitaine ou des deux principaux officiers ou matelots de l'équipage du vaisseau pris. On procédait alors au jugement de la prise. L'intendant envoyait ensuite à la Cour, les procédures, les pièces originales en toutes sortes de langues avec les traductions faites par les interprètes jurés établis dans le port. Mais les officiers des sièges de l'Amirauté, dans le silence des textes, continuèrent à s'attribuer les procédures; lorsque les vaisseaux ennemis étaient pris par des bâtiments particuliers ou par ceux armés en course.

Des chicanes les opposèrent évidemment à l'intendant. Le Roi informé de ces heurts contraires au bien du service, décida qu'effectivement dans ce cas les procédures devaient être faites par les officiers du siège de l'Amirauté des lieux où les prises étaient amenées à la requête du procureur de Sa Majesté et à la diligence des contrôleurs de la marine (11). Mais les officiers de l'Amirauté devaient communiquer la procédure à l'intendant qui après l'avoir vérifiée, l'envoyait au secrétaire d'Etat à la Marine, pour en rendre compte au Roi. De plus, les prises ayant été jugées au Conseil et confisquées au profit du Roi, les officiers de l'Amirauté étaient tenus de remettre à l'intendant, sur les reçus du garde-magasin, les vaisseaux et marchandises demandés, après que l'estimation en fut faite. Pour les autres, il les vendait dans les formes ordinaires « en présence du contrôleur qui signait le procès-verbal de vente s'il l'approuvait ».

Embarassés par toutes sortes de formalités et de paperasses, les officiers des sièges de l'Amirauté refusaient parfois, volontairement de juger telle affaire parce qu'elle n'avait pas été introduite selon les règles.

### § 3. — *Les conflits négatifs*

L'Amirauté négligeait souvent de se saisir d'une affaire bien que l'ordre public fut en jeu, et ainsi certains délits demeuraient impunis. L'intendant n'hésitait pas alors à s'attribuer la compétence et à procéder à l'instruction.

Dans un cas d'espèce (12), il s'agissait d'un nommé Pierre Décanis, commandant la barque « L'Etoile », chargé de suivre un convoi à destination du Levant. Pendant le voyage, quatre hommes de son équipage se mutinèrent. Pierre Décanis remit alors ces matelots au commissaire des classes de Toulon, après avoir verbalisé. Il repartit le lendemain pour reprendre sa place dans le convoi. L'intendant fit aussitôt écrouer les délinquants et donna avis au procureur du Roi de l'Amirauté afin que ce dernier poursuivît à sa diligence. L'Amirauté se déclara incompétente, attendu que la partie civile, Pierre Décanis, ne lui avait adressé aucune plainte et répondit à l'intendant : « Il nous est impossible d'informer ni d'entraîner la procédure sans la requête de la partie plaignante ». L'intendant devant ce refus de juger, interrogea les mutins, qui tous avouèrent ne pas avoir voulu suivre les expéditions de leur bâtiment. Il écrivit au secrétaire d'Etat à la marine pour lui demander soit d'ordonner au procureur du Roi de l'Amirauté, de poursuivre, la plainte ayant été verbalisée par le commissaire des classes, soit d'ordonner au prévôt d'instruire l'affaire pour être jugée par le tribunal de l'intendant. Dans sa réponse, la Cour, dans ce cas particulier, donna compétence à l'intendant, ce qui irrita les officiers de l'Amirauté.

(11) Ord. du 10 octobre 1674, reprise par l'ord. de 1689, l. XXII, t. I, art. 3, 4 et 5, *code des armées navales...*, p. 336.

(12) Arch. Mar. Toulon, registre 301, fol. 660, 20 septembre 1698.

## Section 2. — Les conflits de juridiction élevés entre l'intendant et la Chambre des eaux et forêts

Bien qu'on eût déjà rendu en 1647 un arrêt pour mettre un terme à la dégradation des bois et forêts, le mal n'avait cessé d'augmenter pendant les guerres civiles. Le 7 juillet 1661, un arrêt du Conseil fut rendu « sur ce qui a été représenté au Roi que son royaume, qui avoit ci-devant été rempli de belles et grandes forêts, se trouve aujourd'hui tellement dépeuplé de bois, qu'à peine on en peut trouver de propres pour le radoub des vaisseaux que Sa Majesté tient en mer, et beaucoup moins pour la construction des vaisseaux neufs que Sa Majesté a dessein de faire bâtir pour rétablir ses forces maritimes et le commerce au dedans de son royaume; et cet arrêt défendra de vendre, abattre ni dégrader sans permission et examen préalable toutes forêts propres à cet emploi par leur situation à moins de cinq lieues de la mer ou des rivières » (13).

Malgré ces prohibitions et arrêts, les propriétaires des forêts continuaient, comme par le passé, à abattre les plus beaux arbres.

Colbert obtint en 1663, de faire entreprendre une enquête « pour se délivrer de l'appréhension dans laquelle on était, avec beaucoup de fondement, de manquer de bois et avec l'espérance qu'il s'en trouverait assez pour bâtir les vaisseaux toujours nécessaires soit pour la guerre, soit pour le rétablissement du commerce ». De cette enquête, sortit la grande ordonnance du mois d'août 1669 (14), par laquelle tous les bois propres au service des constructions navales seraient réservés désormais, aux arsenaux. Deux institutions se trouvèrent en conflit de compétence, la Maîtrise des eaux et forêts et l'Intendance. En effet, les commissaires de marine étaient autorisés à parcourir les forêts de l'Etat, de la Couronne et des communes et à « marteler » les arbres qu'ils jugeaient nécessaire d'acquérir pour le service maritime. Les propriétaires des arbres marqués ne pouvaient les vendre qu'à l'administration de la marine ou aux fournisseurs des bois de Sa Majesté. Ils protestèrent vivement et s'opposèrent à la coupe de leurs bois. Mais l'intendant donna l'ordre de les couper d'autorité. Un arrêt du 24 novembre 1684 obligea tous les propriétaires, grands et petits, à aviser l'intendant avant de couper leur bois. L'ordonnance de 1689 (15) réglementa ces formalités. En dépit des arrêts et ordonnances portant « deffences des coupes de bois », un grand nombre de propriétaires se livrèrent au déboisement des forêts provençales dont le bois était de qualité précieuse mais, malheureusement, de quantité nettement insuffisante. En cas de contravention, l'intendant procédait à l'arrestation des coupables. Le prévôt instruisait l'affaire, et se transportait sur les lieux accompagné de son greffier et du procureur pour procéder à la vérification des « contraventions à l'encontre des arrêts du Conseil d'Etat qui deffendent la coupe et dégradations des bois de cette province » (16). Après l'instruction et les conclusions du procureur du Roi de la marine « tout considéré », l'intendant dans son hôtel, jugeait les coupables.

En général il les condamnait à dix livres d'amende « envers le Roy » et à trente livres pour les frais de voyage... avec « deffences de récidiver sous plus grande peine ».

Lorsque la dégradation était estimée importante, le montant de l'amende prononcée, pouvait s'élever à 200 livres. Le condamné était gardé en prison jusqu'à « entier versement » (17), ce qui devait l'inciter à vite s'exécuter.

Pour empêcher toutes sortes de dégradations, d'incendies volontaires ou in-

(13) J. DE BOISLISLE, *Mémoriaux du Conseil de 1661*, Société de l'histoire de France, 1905, tome 1, p. 248.

(14) P. CLÉMENT, *Lettres et mémoires de Colbert*, tome 4, pp. LI-LVII.

(15) Ord. du 15 avril 1689, l. XIII. « De la conservation et coupe des bois et forêts des particuliers, propres pour la marine » (2 titres et 17 articles).

(16) Arch. Mar. Toulon, registre 301 1697, fol. 652 et 653, pièce annexe, n° 11.

(17) Arch. Mar. Toulon, registre 301, 1697, fol. 659.

volontaires, les communautés devaient établir des gardes dans les forêts, à peine d'être condamnées à 300 livres d'amende (18). Le procureur du Roi pouvait malgré la réparation pécuniaire du dommage causé, continuer la poursuite des coupables, avec autorisation de se pourvoir par monitoire et censure ecclésiastique. En cas de récidive, l'accusé était condamné à être exposé au carcan sur la place publique et à y demeurer pendant deux heures « avec un écriteau devant son estomach, contenant les mots : dégradeurs de bois au préjudice des deffences de Sa Majesté en récidive ». Le coupable était en outre banni à perpétuité de la forêt de la communauté avec « deffence d'y hanter ny fréquenter à peine de la gallère ».

Malgré les interventions répétées de ses commissaires, l'intendant informa le Roi que plusieurs habitants des paroisses, contrairement aux formalités prescrites par l'ordonnance du mois d'août 1669, abattaient quantité de bois propres à la construction des vaisseaux. Le Roi rendit en son conseil, un arrêt (19) par lequel il ordonna que, « aussitôt après la désignation et assiette des coupes ordinaires de Sa Majesté, les commissaires de la marine pouvaient aller les visiter en présence et conjointement avec un officier de la Maîtrise des eaux et forêts dans le ressort de laquelle, les bois étaient situés et dresser un état des arbres qu'ils auraient reconnus propres à la construction des vaisseaux et qu'ils enverraient au secrétaire d'Etat ».

Les propriétaires des bois situés à 15 lieues de la mer, qui voulaient en faire couper, devaient expédier leur déclaration six mois auparavant au greffe de la maîtrise des eaux et forêts, à peine de 3 000 livres d'amende et de confiscation des bois coupés. Ces déclarations devaient être transcrites dans les registres. Les greffiers en délivraient ensuite des extraits aux commissaires de la marine.

Aussitôt de nombreuses plaintes des seigneurs et riches propriétaires affluèrent à la Cour. Ils considéraient comme tyrannique les coupes de bois faites d'office dans leurs forêts, et l'interdiction d'y procéder eux-mêmes et à leur gré. La question prit une ampleur insoupçonnée, d'autant plus que la plupart des conseillers du Parlement de Provence possédaient les principales terres dans la province. « Ils ne sont pas contents, devait écrire plus tard l'intendant Mithon, de ne pouvoir plus vendre ny détruire les bois de leurs propriétés, comme ils faisoient auparavant » (20). C'est vraisemblablement pour ces raisons que les membres du Parlement d'Aix n'hésitèrent pas à offrir 400 000 livres au Roi, pour qu'il créât une Chambre des eaux et forêts qui écarterait l'intendant de leurs affaires. Le trésor royal, en mauvaise posture, profita de cette aubaine et créa la Chambre des eaux et forêts par un édit de février 1704. L'établissement de cette Chambre ne correspondait pour ainsi dire à aucune nécessité. Son utilité était même discutée. Chamillard, contrôleur général des finances remarquait avec juste raison, qu'il n'y avait pas beaucoup de forêts en Provence, et que la juridiction dont cette chambre devait connaître était non seulement inutile mais encore serait la source de conflits inévitables (21). Aussitôt sa création, la Chambre, à toute coupe d'autorité, de la part de l'intendant et de ses auxiliaires, répondit par des assignations voire même des décrets de prises de corps à l'encontre de ceux qui s'ingéraient dans leurs affaires. En guerre ouverte, l'intendant et la Chambre se retranchèrent derrière leurs pouvoirs attribués par les arrêts, règlements et ordonnances.

(18) Arch. Mar. Toulon, *registre* 301, fol. 333 et 399.

Sur la plainte de Jean de Grasse, Seigneur de Tamaron ; les consuls communautés, habitants et particuliers du lieu de Gallian furent condamnés à 300 livres d'amendes en faveur de l'hôpital de la charité de Cabries. L'affaire étant informée de nouveau à la poursuite de procureur du Roi de la Marine, la communauté fut privée de son droit d'usage de la forêt, sous peines corporelles, et condamnée en outre à 10 000 F d'amende envers le Roi, et à tous les dépens du procès.

(19) Arrêt du Conseil, suivi de lettres-patentes, concernant les formalités à observer pour la coupe des bois à la marine, rendu à Versailles le 21 septembre 1700. (Arch. Rec. Cass., BAUDRILLART, p. 141) cité par ISAMBERT, *op. cit.*, tome 20, (1687-1715), p. 369.

(20) Arch. Mar. Toulon, IA<sup>1</sup> 150, *Affaires courantes, Lettre de Mithon à la Cour, du 23 Janvier 1723*, fol. 19.

(21) *Lettre de Chamillard adressée au Premier Président du Parlement. Délibérations du Parlement du 15 septembre 1704. Fonds du Palais d'Aix. Registre B. 3671.*

Toute coupe de bois devait dorénavant, être l'objet d'une supplique adressée à la Chambre, par laquelle, le demandeur devait détailler le nombre et la nature des arbres qui lui étaient nécessaires, les raisons pour lesquelles il désirait les abattre, le quartier où se trouvait la forêt, le temps qu'il espérait mettre pour l'opération (22).

Le greffier de la Chambre (23) invitait alors le commissaire de la marine à faire un rapport, au bas duquel l'intendant donnait son avis, après avoir pris connaissance du compte rendu de la qualité des bois. L'intendant n'était pas dispensé de cette supplique, lorsqu'il avait besoin pour la construction des vaisseaux, d'une certaine quantité de bois (24). La Chambre après examen décidait d'accepter ou de ne pas accepter. Dans l'affirmative, un contrôleur des bois, officier de la Chambre, procédait à la marque des arbres. Les difficultés commencèrent lorsqu'en vertu de l'édit de création l'intendant fut renvoyé à l'ordonnance de 1669, t. I, art. 2, pour tracer les limites exactes de la compétence de la Chambre en matière juridictionnelle. D'après cette ordonnance, elle jugeait en dernier ressort les appels des juridictions inférieures qui en premier ressort connaissaient les délits, abus et malversations commis dans les forêts. A proprement parler, la Chambre accordait continuellement ses faveurs aux riches propriétaires qui dégradaient leurs forêts à loisir, et n'étaient plus « privez des émoluments qu'ils retiroient pour les permissions qu'ils donnoient indistinctement de couper des bois à qui en demandoit » (25), cause principale de la ruine des forêts de Provence.

Mais l'incompétence de la Chambre était telle, qu'elle constituait au point de vue judiciaire, un rouage inutile. Nous savons d'ailleurs par le témoignage de la Cour que le nombre des procès portés devant elle était insignifiant (26). En bref elle n'avait pas de travail et le Conseil des finances était « amplement » instruit des désordres que cette Chambre causait elle-même dans les forêts de Provence. L'intendant Mithon s'en plaignit amèrement, et, de cette ingérence de la Chambre, il concluait à une disette imminente de bois qui mettrait la marine dans l'impossibilité de se passer des fournitures étrangères.

Enfin, dit V.F. Brun (27), au mois de septembre 1723, l'intendant de la marine de Toulon, par arrêt du Conseil des finances, fut seul commis pour juger les délits et dégradations accomplis dans les forêts de la Provence, et il ajoute pour conclure : « cet arrêt mit fin aux discussions » (28).

En réalité, l'existence de cet arrêt est quelque peu douteuse; à notre avis, M. V.F. Brun est dans l'erreur la plus complète. En effet, un an après, M. Mithon écrivait : « j'attends l'arrêt du Conseil qui me mettra pour juger les delitz et contraventions qui se commettent dans les bois de Provence (29), en attendant je ne puis aller plus avant, n'étant pas muni de titre suffisant ».

L'arrêt qui l'aurait investi des pouvoirs tant désirés, n'avait donc pas été encore rendu. En vertu de quel droit, dès lors, l'intendant agissait-il ?

La pénurie de bois de construction dans l'arsenal, était uniquement un fait sur lequel l'intendant ne pouvait véritablement asseoir sa compétence, qui ne lui avait été attribuée en aucune autre manière. Cependant, si l'intendant n'avait

(22) S. WOLF, *le Parlement de Provence au XVIII<sup>e</sup>*, A. Dragon, Aix-en-Provence, 1920, pp. 298 et ss.

(23) *Registre, Arrêts d'Etat*, 9 décembre 1717, *Fonds du Palais d'Aix*.

(24) *Correspondance*, t. I, *Etat des Affaires du Parlement*, (1722-1723), B. 3689, fol. 365, *Fonds du Palais d'Aix-en-Provence*.

(25) Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 150, *Affaires courantes, réponses de M. Mithon aux lettres de la Cour*, 22 août 1723, fol. 176.

(26) *Registre des délibérations des 28 juin 1708, 3 novembre 1708 et 11 mars 1709, Fonds du Palais de Justice. Aix. B. 3671.*

(27) V. F. BRUN, *Guerres maritimes de France*, t. VII, p. 189.

(28) Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 150, 23 janvier 1723, fol. 29.

(29) Il s'était commis en effet des dégradations de bois. « Le nommé Dominique Testel de la Seyne a vendu 100 arpens de ses bois à un Michel Boscatier qui lui a fait couper la moitié sans en avoir fait la déclaration à la chambre... Ces gens là ont reconnu leurs fautes, mais je n'ay pu aller plus avant n'étant pas muni de titre suffisant. La punition aurait été un exemple qui aurait contenu ». (Arch. Mar. Touon, 1A<sup>1</sup> 150, 23 septembre 1723, fol. 285 v<sup>o</sup>).

aucun titre suffisant pour juger, son subordonné, le commissaire de la marine, était muni d'un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 27 avril 1718 qui le commettait « pour la visite et la conservation des bois de Provence, et pour dresser des procez verbaux des délitz et déprédations qui s'y commettent et dont il est chargé d'envoyer des copies au Conseil des finances et Ministre de la marine » (30).

C'était donc par l'intermédiaire du commissaire de la marine, pourvu de titres suffisants, que l'intendant agissait. Pour l'atteindre, la Chambre dirigea ses attaques contre le commissaire de la marine. Les Archives de la marine de Toulon et les registres de correspondance du Palais nous renseignent abondamment sur le conflit survenu entre l'intendant Mithon et la Chambre des eaux et forêts, au sujet du commissaire Chabert de L'Isle (31).

Le premier mouvement de la Chambre fut d'inciter les habitants à se plaindre contre le sieur Chabert et les fournisseurs de bois de Sa Majesté qui « sans aucun ménagement » avaient, disait-elle, enlevé par la force les bois des particuliers et même parfois à leur insu. Ils avaient poussé leurs violences écrivait le greffier Aune « jusqu'à faire couper des arbres qui servaient à la décoration des châteaux des gentilshommes » (32). Ils coupaient, ajoutait-il « 10 000 arbres sous prétexte du service, alors que le Roi n'en avait besoin que de 1 000. Ils vendaient en réalité le surabondant à des particuliers et même à des étrangers ». La Chambre précisait en outre que le sieur Chabert ne respectait pas la procédure exigée pour autoriser les coupes de bois. Au contraire ajoutait-elle, le commissaire s'arrogeait le droit de donner des permissions verbales de coupes et de ce fait « ny communautés ny particuliers ayant dessein de faire couper leurs bois font déclaration au greffe, ils en sont détournés par les fournisseurs des bois de Sa Majesté et le sieur Chabert » (33).

Enfin, le commissaire était accusé de procéder à des saisies « que par des voies de fait et sans jamais faire donner aucune copie de la saisie à celui à qui elle est faite » (34).

Le procureur général d'Argens fut immédiatement mandé devant la Chambre. Après de longues délibération, on décida de prier le sieur Chabert de venir déposer contre les contrevenants qu'il avait trouvés en faute. Le commissaire répondit en invoquant l'arrêt du Conseil qui le commettait non seulement « pour visite et conservation » mais encore « pour dresser des procez verbaux des délitz et dégradations » commis dans les forêts de Provence, et en expédier sur le champ des copies au Conseil des finances et au Ministre de la marine. « Je n'ai pas, écrivait-il, reçu l'ordre de remettre ces procez-verbaux à la Chambre, dans le cas contraire je l'aurais fait avec plaisir » (35).

La Chambre répliqua par un mensonge de plus, qu'elle n'avait jamais enregistré l'arrêt du Conseil d'Etat, ordonnant le sieur Chabert pour connaître les délits... Là-dessus la Chambre délibéra à nouveau et décida de sommer Chabert à venir déposer en qualité de témoin (36), et sur son refus à décréter la prise de corps. Impatienté par ces manœuvres et se sentant lui-même atteint, Mithon écrivit à la Chambre que le sieur Chabert était dispensé « par ses commissions,

(30) Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 225, 22 août 1723, fol. 176. (Il s'agit du sieur Chabert de l'Isle, commissaire de la marine de Toulon).

(31) Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 225, affaires courantes, année 1723.

(32) Fonds du Palais d'Aix-en-Provence, correspondance, tome I, Etat des affaires..., B. 3689. Lettre signée Aune, greffier, pour les commissaires du Parlement de Provence à M. de Baudry, conseiller d'Etat, intendant des finances à Versailles.

(33) Lettre du greffier Aune : « je ne connais en France aucun privilège qui dispense les sujets du Roy de déposer en justice aux informations qui se font à une requête, or s'il arrivait que le sieur Chabert put avoir un pareil privilège, ce que je ne crois pas, il pourrait prendre la peine de m'en venir informer et je vous prie de ne pas trouver mauvais que je suive pour le faire venir la route que Sa Majesté me prescrit ».

(34) Cf. supra, lettre du greffier Aune du 27 novembre 1722.

(35) Fonds d'Aix, correspondance, t. I, Etat des affaires, B. 3689, lettre de Chabert à M. le Procureur d'Argens, 15 juillet 1723, p. 375.

(36) Fonds Aix, correspondance, t. I, B. 3689, 23 juillet 1723, p. 378.

par arrêt du Conseil et par les ordres particuliers de la marine de répondre à la Chambre, qu'il n'est subordonné qu'au Conseil des finances et à la marine. La Chambre aurait intérêt à se faire communiquer ses commissions pour connaître qu'il ne peut être appelé comme témoin. Je vous supplie, concluait-il de ne l'en point détourner à l'avenir par de pareilles assignations » (37).

Mr. Fagon, Conseiller d'Etat, chargé alors du détail des bois du royaume rassura Chabert, très effrayé de la tournure que prenaient les événements, et lui marqua par plusieurs lettres de ne répondre à aucune des assignations de la Chambre dont il n'était nullement subordonné, et à laquelle il ne devait rendre aucun compte, d'ailleurs, terminait-il, « le Conseil des Finances est instruit des désordres que cette Chambre cause... » (38).

Maurepas, alerté par l'intendant Mithon, informa le président Le Bret que le Roi était disposé à rendre un arrêt du Conseil « qui déchargera Chabert de l'assignation... avec défense à la Chambre de l'en inquiéter dans l'exécution des ordres qui lui sont donnés » (39).

Pour tenter d'aplanir le conflit, l'intendant Le Bret et M. de Moissac se rendirent à Paris. Le 13 septembre 1723, ils rencontrèrent M. de Baudry qui leur dit avoir reçu plusieurs plaintes contre Chabert « que ce dernier se rendait despotique dans son employ, qu'il ne lui rendait point compte de sa conduite et que le refus qu'il faisait de répondre par devant la Chambre des eaux et forêts ne prouvait que trop qu'il appréhendait d'être recherché de trop près. Il est évident que c'est du fait du Grand-maitre des eaux et forêts et des officiers par lui préposés, que la Chambre doit connaître de tous les différends et contestations qui surviennent en conséquence de ces coupes et dans leur exécution » (40).

Profitant du départ de Le Bret, M. d'Eguille, procureur général de la Chambre, reprit ses premières démarches et assigna Chabert pour venir comparaître devant lui (41). Sur son nouveau refus, le procureur général rendit un décret de prise de corps contre lui et envoya à Toulon des huissiers pour se saisir de sa personne. L'intendant Mithon ordonna à Chabert de demeurer près de lui, jusqu'à ce qu'un arrêt du Conseil déclarât nulle ladite assignation « rien n'aurait plus de discrédit, écrivait Mithon, au ministre, dans l'esprit des habitants de Provence, que de voir ledit Chabert de l'Isle, qu'ils regardent comme juge des dégradations, assujéty à parraistre devant le tribunal de la Chambre, pour y donner déposition comme témoin sur ces délitz. En cette matière il faudroit établir une forme de procédé telle que l'intendant et le commissaire n'aient plus à essayer les contradictions de la Chambre. En réalité, M. Le Bret est d'une grande complaisance pour les officiers de son corps et ralentit les opérations qui composent la Chambre (42).

M. de Regusse concluait « c'est une vraie calomnie » de la part de M. Mithon, à l'égard de la juridiction de la Chambre et M. Mithon précisait son opinion en répliquant « que les officiers ont bien peu d'égard aux ordres du Roy, dont ils savent que M. Chabert est chargé d'une commission indépendante de leur juridiction, dont on a fait donner copie à M. le Procureur Général », « Il est vray que la commission dudit sieur Chabert forme un conflit avec ladite Chambre, mais cette commission n'a esté expédiée qu'en connaissance de cause et pour remédier aux abus qu'autorisait cette Chambre depuis que la juridiction des eaux et forests luy a esté attribuée et ce n'est qu'en supprimant cette juridiction et en l'attribuant à d'autres, qu'on pourra parvenir à établir une bonne police dans les forests de Provence et en arrester les dégradations » (43).

Quoi qu'il en soit cette affaire avait dû être classée par le Roi, puisque nous retrouvons en l'année 1730, le sieur Chabert, toujours en fonction.

(37) *Fonds Aix, correspondance, t. I, B. 3689, 22 août 1723, p. 383.*

(38) *Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 150, 22 août 1723, fol. 176.*

(39) *Fonds Aix, correspondance, t. II, B. 3690, 10 septembre 1723, p. 1.*

(40) *Fonds d'Aix, correspondance, t. II, B. 3690, 13 septembre 1723, p. 3.*

(41) *Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 150, 13 septembre 1728, fol. 235 V<sup>o</sup>.*

(42) *Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 150, 25 septembre 1723, fol. 250.*

(43) *Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 150, 19 décembre 1723, fol. 315.*

Les hésitations du pouvoir central à donner raison aux uns ou aux autres, étaient guidées par la crainte d'heurter une Chambre qui avait payé sa création quatre cents mille livres, d'une part et par le souci de porter atteinte au service de la marine.

En l'année 1752, la Chambre éleva de nouvelles contestations pour les coupes de bois de Provence. Obsédé par les réclamations émanées de nombreux seigneurs, qui considéraient comme une tyrannie qu'on allât visiter et marquer leurs arbres contre leur gré, le ministre admit leurs doléances (44). Les intendants s'en plaignirent et firent observer la rareté des bois. Le Roi rendit un règlement concernant les dispositions à suivre par la marine, en exécution des ordonnances et arrêts précédemment rendus sur les martelages et achats d'arbres propres à son service (45).

En préambule, le Roi précisait que « s'étant fait rendre compte des différentes plaintes qui ont été successivement formées par les propriétaires des bois dans lesquels les commissaires et les ingénieurs de la marine ont marqué des arbres pour la construction et radoub de ses vaisseaux. Sa Majesté a jugé convenable pour concilier le bien de son service avec les droits de propriété de ses sujets, d'expliquer et de fixer les dispositions des ordonnances et arrêts précédemment rendus sur cette matière importante ».

Dans chaque province du littoral, partagé en trois départements, il fut départi selon le Règlement du 16 décembre 1786, un ingénieur constructeur de la marine en rapport direct avec un seul fournisseur de bois (art. 2). L'ingénieur devait dresser suivant le modèle qui lui était remis, un procès-verbal de chaque martelage qu'il exécutait. Une expédition en devait être obligatoirement remise au propriétaire des bois, et une autre déposée au greffe de la maîtrise particulière des eaux et forêts (art. 3). L'ingénieur fixait sa résidence dans le lieu le plus voisin de la demeure de l'adjudicataire, afin de faciliter par ce rapprochement les communications nécessaires pour sa propre exploitation des bois et les « secours que pourraient exiger les besoins, plaintes et autres incidents de ce service » (art. 7).

La vente des bois devait être faite de gré à gré, soit par pied cube, soit par pied d'arbre, au choix des propriétaires. En cas de contestation, le propriétaire devait en donner avis à l'ingénieur qui essayait de le concilier avec l'adjudicataire. En cas de non-conciliation, les parties étaient renvoyées conformément à l'arrêt du 28 septembre 1700, devant l'intendant de la province, dans le ressort duquel les arbres étaient situés (art. 13). En principe, l'adjudicataire était seul en droit de traiter les arbres marqués dans l'étendue du département, cependant lorsqu'un propriétaire voulait fournir lui-même au Roi ses bois au service de la marine, dans ce cas, il devait remettre une soumission double à l'intendant de la marine à qui cette fourniture était destinée.

### Section 3. — Les dissensions opposant l'intendant à la ville de Toulon

A. — Les fermiers avaient la fâcheuse tendance de soumettre les marchands à de fréquents contrôles, ce qui entraînait des retards de livraison, préjudiciables au service du Roi. L'intendant leur adressa à plusieurs reprises des remontrances, mais ce fut en vain. Le conflit devenu inévitable, le Roi ordonna que les vivres et denrées servant à la subsistance des équipages de ses vaisseaux dans le port de Toulon, devaient être exempts de tous droits d'octroi. Mais les fermiers de Toulon prétendirent les lever et même exiger un droit d'entrée et de sortie aux vivres destinés aux équipages débarqués à l'Hôpital de Saint-Mandrier au retour de Candie. Ils s'arrogèrent même le droit de saisir diverses marchandises. L'intendant

(44) V. F. BRUN, *op. cit.*, p. 367.

(45) Règlement du 16 décembre 1786 rendu à Versailles, Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, tome 28, (1785-1789), p. 275. Nous citons ce règlement qui dépasse la période proposée, mais il ne fait qu'exécuter des ordonnances et arrêts rendus antérieurement à 1765.

informa le secrétaire d'Etat de la marine de ces manœuvres préjudiciables au service de Sa Majesté. Le Roi en son Conseil déchargea de tous droits d'octroi les vivres et denrées destinées à la subsistance des équipages et ordonna la « pleine et entière mainlevée des saisies faites par lesdits fermiers, ses commis et préposés » et fit « très expresses déffenses aux Conseils de la ville de Toulon et leurs fermiers d'en lever aucune à l'avenir, à peine de 1500 livres d'amende et de tous les dépens ». Le Roi ajoutait que le sieur d'Oppède, Premier-Président au Parlement de Provence et l'intendant Matharel, seraient dès ce jour « compétents à juger tous litiges élevés à ce propos » (46). Par arrêt du 7 avril 1673 (47), l'exemption s'étendit à toutes les marchandises qui traversaient la France pour le service des arsenaux maritimes. Il était exigé un passeport que le ministre expédiait pour toute fourniture. Protégés de la sorte, certains fournisseurs abusaient de leurs passeports. Les receveurs des fermes reçurent l'ordre des fermiers généraux de réclamer les droits à toutes marchandises et munitions, sans tenir aucun compte des passeports. Les adjudications ne prévoyaient pas ces droits. Pour les couvrir, les fournisseurs demandèrent une indemnité et se plaignirent que sur la route de Bourgogne à Toulon, il y avait quarante portes de péage où les voitures étaient obligées de s'arrêter et de perdre un temps précieux en chicanes que leur cherchaient les receveurs des fermes et leurs commis. Il fut arrêté le 16 juin 1716 (48) que les fournisseurs demanderaient aux commissaires de la marine, départis aux services de l'approvisionnement et de l'exploitation des bois et des « lettres de voiture » signées par le conseil pour chaque chargement de marchandises et d'objets destinés à l'arsenal.

B. — La ville de Toulon était régie par une municipalité, maire et consuls sous la juridiction de l'intendant de Provence. Il est naturel que très rapidement le corps municipal opposa à l'intendant de la marine une vive réaction. En outre, l'évêque de Toulon avait la fâcheuse tendance d'intervenir dans toutes les querelles élevées entre les pouvoirs temporels. Il pratiquait le plus souvent la politique de la « balance », pour en tirer quelques profits.

Le souci primordial de la municipalité toulonnaise était le ravitaillement de la population, surtout en pain. Jusqu'en 1735, le prix du pain était fixé, à Toulon, après marchandages entre la communauté et la corporation des boulangers. Or l'établissement du prix avantagait bien plus les boulangers que le consommateur ! Ceci était important car la majorité des impôts supportés par les communautés provençales étaient assis sur la consommation du pain.

Des experts avaient fait des épreuves en faveur des boulangers pour le prix du pain, mais à cette époque on se basait sur le taux du pain de Marseille, en enlevant un denier par qualité de pain qui était de trois sortes : blanc, moyen, ou bis : d'où le pain était moins cher qu'à Marseille. Cependant lorsqu'on voulait faire de la farine il fallait payer un impôt : sur le poids du blé, 25 soldes par quintal ; sur le repoids de la farine où le poids de cette dernière devait être le même que celui du blé, moins 1 % « pour le pulvérage à quoy le déchet a été fixé » (49).

Les boulangers qui se trouvèrent lésés eurent le tort de commettre des abus. Ils achetèrent de la marchandise de basse qualité à tel point que le pain devint immangeable et même toxique, sous prétexte qu'ils ne pourraient jamais s'enrichir autrement (50).

(46) Arrêt du 20 mai 1670, rendu à Oudenarde, *Extrait des registres du Conseil d'Etat, code des armées navales*, p. 266.

(47) L'ordonnance de 1689, l. XVIII, t. I, art. 16, posait également décharge de tous bois, marchandises, armes et munitions destinés pour les constructions ou armement des vaisseaux de Sa Majesté, *code des armées navales*, p. 317.

(48) V. F. BRUN, *op. cit.*, vol. 1, p. 156.

(49) *Mémoire adressé par les consuls de Toulon en exécution de la déclaration du Roy du 16 décembre 1674*. Archives communales Toulon, B. B. 112, pp. 417 et ss.

(50) Archives municipales de Toulon, H. H. : *Observations que le corps des Maîtres Boulangers adressent sur le nouveau règlement (1781)*.

Alertés par cet état de fait, l'intendant écrivit au ministre de la marine, puis le 2 juillet 1782 à l'intendant de Provence, M. de La Tour, lui rappelant son rôle et son devoir. Mais le Parlement de Provence ne cachait pas, en de multiples occasions, son mécontentement à l'égard de l'intendant de la marine, et, dans le cas qui nous intéresse, le Parlement tenait absolument à sauvegarder ses droits et privilèges concernant le pain. M. de La Tour écrivit en des termes très vagues aux consuls, de faire le nécessaire, ce qui eut pour conséquence une recrudescence de l'animosité de consuls à l'égard de l'intendant de la marine. Ils déclarèrent que les objets des plaintes adressées à leur encontre, n'étaient pas fondés et que la mauvaise qualité du pain était due uniquement à des causes extérieures : « terroir de Toulon pas fertile, transport difficile et long, intempéries... ». En outre ils s'évertuèrent à démontrer la position critique et désavantagée des boulangers (51).

M. de La Tour, diplomate et ne voulant cependant pas incommoder l'administration de la marine, répondit aux consuls des termes évasifs, ce qui permit cependant à l'affaire de s'aplanir jusqu'en mars 1783. Mais à partir de cette date le conflit allait rebondir : la régie des vivres ayant réduit la liste des gens pouvant prendre leur pain à la « Boulangerie Royale » (52), où le pain était de qualité supérieure.

L'intendant Malouet désirait au contraire que ce privilège s'étendit « aux sujets consacrés au service de S.M. ». Il en informa le maréchal de Castries, ministre de la marine et le pria de l'autoriser à écrire aux consuls « dans le but de faire distribuer du bon pain à tous les officiers et employés de la marine, par la boulangerie du Roy ». Le ministre envoya son approbation et Malouet écrivit aux consuls en les menaçant. Ces derniers s'affolèrent et écrivirent à Malouet le 19 avril 1783 (53) et aux autorités civiles de la Provence, bien décidés à agir dans la grande crainte de perdre la ressource vitale de la ville : « tout ce qui est au service de la marine ». Malouet, fit alors livrer aux boulangers de la farine de bonne qualité et à des prix inférieurs.

Malheureusement les boulangers avaient acquis une telle habitude de malhonneteté qu'ils recommencèrent à vendre du mauvais pain. De nouveau tout le corps de la marine se plaignit et de sévères mesures furent prises. Malouet déclara qu'à partir du 1<sup>er</sup> juin : « deux rations de pain seraient distribuées quotidiennement aux officiers supérieurs de la marine et une seule à toutes les autres personnes attachées au service de la marine ». Les procureurs du pays déclarèrent cette mesure attentatoire aux droits et privilèges de la province en ce sens qu'elle érigeait un obstacle gênant à la levée des deniers publics.

La Cour des aides, sans autre examen, ni information rendit le 4 juin 1783 (54), un arrêt portant « injonction au munitionnaire de la marine de payer les droits de consommation, à quoi il serait contraint par corps, avec défenses à l'intendant de s'y opposer, sous peine de trois mille livres d'amende ».

Malouet se fâcha lorsque les procureurs envoyèrent des huissiers à Toulon pour afficher leur arrêt dans l'arsenal. Il contesta cette prétention, dans une lettre peu courtoise : « vous prétendez aussi ordonner et avoir droit et action sur les magasins du Roi et sur l'emploi de ses munitions ? montrez-moi votre titre. S'il est légal, j'y défère ; s'il est douteux, adressez-vous à l'autorité souveraine qui m'a commis et au nom de laquelle j'agis. Mais si ce titre n'existe pas, si aucune loi n'a prononcé, que les rations de pain délivrées dans les magasins du Roi, aux officiers et gens de mer à son service, seraient soumises au droit de piquet, qu'exigez-vous de moi ? que je crée cette loi ou que je me soumette à celle que vous voulez faire ? L'intendant de la marine ne peut ni l'un, ni l'autre ».

(51) Archives municipales de Toulon, B.B.112; *Lettre à Malouet*, 19 avril 1783.

(52) En dehors de la corporation des boulangers, l'arsenal de Toulon comprenait à l'ouest des remparts, dans la plaine de Castigneau, la boulangerie royale, dans laquelle on cuisait du pain et du biscuit pour la troupe.

(53) Archives municipales de Toulon, B.B.112, *Lettre à Malouet*, 19 avril 1783.

(54) *Une épisode du conflit survenu entre l'intendance maritime de Toulon et le Parlement de Provence (Mémoires de Malouet par J. PAGÈS)*.

Les procureurs du pays répondirent par l'adage suivant « périsse le peuple plutôt qu'un privilège ».

Malouet fut fortement critiqué par l'archevêque et par le maréchal de Castries, mais le Roi rendit un arrêt en date du 6 septembre 1783 qui cassait les deux arrêtés de la Cour des Aides, en reconnaissant que le pain délivré était et demeurerait comme il avait toujours été, exempt de droit de piquet et que ce droit ne pouvait être perçu que sur le pain qui était vendu et délivré : « autrement que par ordre et à titre de ration ».

Le Parlement de Provence, mécontent de cete décision, envoya à Paris le comte de Thiars, pour présenter au Roi ses respectueuses remontrances, sur l'arrêt de son Conseil. Informé de cette démarche, Malouet écrivit une lettre à la Cour, dans laquelle il se montrait fort de son droit en ces termes : « La Cour des Comptes devrait être rassurée sur l'objet de ses réclamations, de son aveu, les choses sont dans l'état où elle le désire et l'intendant de la marine est également satisfait d'avoir procuré, en exécutant tes ordres du Roi, du pain mangeable à tous les habitants de Toulon ; ainsi tout le monde est content » (55).

A vrai dire le Parlement de Provence n'était pas content du tout, mais il dut s'incliner lorsqu'il reçut du commandant en chef de la Provence, le comte de Thiars une lettre l'invitant au calme : « si lorsqu'on a fait des plaintes de la mauvaise fourniture des boulangers de Toulon, la police y eut apporter un prompt remède, il n'aurait pas été nécessaire de recourir aux ordres royaux pour établir des rationnaires. La Cour souveraine, les procureurs du pays ont pris connaissance de cette affaire, ils ont fait des représentations qu'exigeaient les circonstances. Je désire et j'espère que cette discussion qui a été poussée avec trop de chaleur soit terminée ».

C. — L'exemption des droits d'entrée de vin, accordée par les consuls de Toulon aux communautés religieuses et en particulier aux P. P. Recollets, nous montre un autre aspect du conflit entre l'intendant et les organes locaux.

L'origine des Recollets remonte en 1484, année où Jean de La Puebla créa dans plusieurs villes d'Espagne l'ordre des P. P. Recollets et Observantins, qui s'étendit dans de nombreuses autres villes importantes de France, telle que Toulon. Plusieurs P. P. de cette confrérie se rendirent à Toulon pour y fonder une Maison conventionnelle, demandant aux consuls de leur céder gratuitement le terrain disponible compris entre les rues de Bourbon, des Prisons et du Marché, afin d'y faire édifier leur couvent et chapelle. Les consuls, saisis de cette demande, réunirent le conseil de ville, le 16 mars 1635, qui refusa au P. P. Recollets de s'établir à Toulon « parce qu'il y avait déjà trop de religieux, besaciers et mendiants dans cette ville ». Malgré ce refus motivé, les P. P. Recollets s'obstinèrent à demander leur rétablissement à Toulon. A vrai dire l'évêque de Toulon leur accordait une bienveillante protection. Le Roi pour mettre un terme à ce litige entre les consuls et les Recollets, saisit le Parlement d'Aix-en-Provence qui, par arrêté du 8 décembre 1649, prit la décision d'expulser les Recollets, de Toulon. Les P. P. Recollets intentèrent alors un procès à la communauté de cette ville, par devant le lieutenant du Siège, lequel leur permit d'établir leur monastère dans Toulon, en 1667. Après délibération du 5 juin 1677, les consuls en appelèrent au Roi qui ordonna par arrêt rendu au Conseil d'Etat du 16 octobre 1678, l'expulsion sans délai des P. P. Recollets. L'évêque, Mgr de Vintimille intercêda en leur faveur auprès du Roi, qui influencé par ce haut prélat et aussi pour avoir la paix, écrivit aux consuls de reconnaître l'établissement des Recollets, par décision du 18 septembre 1680.

A vrai dire, si l'intendant n'apparaissait pas ouvertement dans cette querelle consuls-Recollets, il n'en demeurait pas moins, qu'il accordait une bienveillance toute particulière à cette communauté religieuse, d'autant plus qu'il ne voulait pas laisser échapper l'occasion de rabaisser l'orgueil des consuls de Toulon. C'est sur sa demande que le ministre, en date du 6 avril 1686, devait permettre aux

Recollets de puiser dans l'arsenal les fers et bois nécessaires à leur église et leur couvent.

Très mécontents et vindicatifs, les consuls portèrent la querelle sur un autre terrain, en méconnaissant tous les accords antérieurement passés par eux à propos de l'exemption des droits d'entrée du vin dont jouissaient les P.P. Recollets, en qualité d'aumôniers de la marine.

L'affaire, il est vrai, n'était pas si simple et il faut remonter à un contrat d'établissement des Jésuites, en la ville de Toulon, passé par Seignelay en date du 11 septembre 1686 (56). Il était convenu que le séminaire de Jésuites, fournisseur d'aumôniers de la marine, devait bénéficier des mêmes honneurs et privilèges, franchises, exemptions et immunités, dont jouissaient les maisons et communautés de la fondation royale, même du privilège de faire entrer quinze tonneaux de vin par an, « quitte de douane, entrée de port et autres droits ». Or, les Jésuites avaient toujours joui de cette entrée, sans difficulté. M. Dasque, en 1764 par ordre du Roi, avait passé un marché avec les Recollets de Toulon, par lequel les religieux se chargeaient des aumôniers à moitié moins de frais que les Jésuites. Cette convention qui devait être considérée comme une suite du contrat de 1686, laissait présumer que la clause de l'exemption de l'entrée des quinze tonneaux de vin, était sous-entendue, d'autant plus qu'elle était portée non seulement par le premier contrat mais encore par la grande ordonnance de 1689 (57).

Pourtant, dans le courant de l'année 1765, sous prétexte d'abondance du vin à Toulon et de la chute des prix consécutive, un conseil de la ville enleva aux communautés religieuses les entrées accordées jusque là. L'intendant fut étonné d'apprendre que les Recollets qui bénéficiaient de cette franchise, tant en leur qualité de religieux que d'aumôniers, étaient visés par ce conseil. Dans une lettre du 3 octobre de la même année, il pria Messieurs les consuls, de bien vouloir respecter les accords passés. La réponse fut singulière et la plus « entortillée ». Les consuls en effet prétendaient établir une grande différence entre les Jésuites et les P.P. Recollets et concluaient que la suppression ayant été ordonnée par le conseil général, il convenait que le droit fut rétabli par ce dernier. L'intendant attendit assez longtemps la convocation dudit conseil qui finalement et comme il fallait le prévoir, refusa nettement l'exemption.

L'intendant s'en plaignit au ministre dans sa lettre du 3 novembre en ces termes : « j'ay l'honneur de vous observer, Mgr, que le privilège d'entrée de vin à été conservé aux Jacobins, on prétend qu'ils ont un titre particulier, mais il n'est sûrement pas plus respectable que celui des Recollets, aussy passe-t-il pour constant que la seule raison qui a décidé en leur faveur est que le prieur des Jacobins qui est en même tems l'ancien de cette maison est le frère d'un ancien consul, et cette raison est décisive dans ce pays cy... C'est surquoy je vous supplie de décider le titre des Recolets (58) est juste et respectable et leur exemption ne paroît plus fondée que celle de tous les autres qui en jouissent ».

N'ayant pas reçu de réponse, l'intendant Hurson rappela, dans une lettre du 12 janvier 1766 (59) : « les difficultés que lui font les consuls de Toulon au sujet de la franchise des aumôniers de la marine ».

Le duc de Choiseul répondit enfin le 8 février, en ces termes : « J'ai examiné, Monsieur, les deux lettres que vous m'avez écrites au sujet du refus que les consuls de Toulon font aux Recollets de l'exemption des droits d'entrée du vin dont ils avaient joui jusqu'à présent comme communauté religieuse, et dont ils ont droit de jouir comme aumôniers de la marine depuis qu'ils ont été substitués aux Jésuites pour ce service. Comme les consuls se trouvent directement sous les

(56) Archives marine Toulon, 1 A<sup>1</sup> 217, *Registre des Réponses de M. Hurson aux Lettres de la Cour*, 3 novembre 1765, fol. 179.

(57) Ordonnance de 1689, t. X, l. XX, art. 7 et 8.

(58) L'orthographe de « Recolets » est ainsi dans les textes

(59) Arch. marine Toulon, 1 A<sup>1</sup> 218, *Registre concernant les lettres d'affaires courantes... de Toulon, écrites à la Cour pendant l'année mil sept cent soixante six, par MM. Hurson et Dasque, intendant et commissaire général de la marine ordonnateur.*

ordres de M. de Saint-Florentin qui a la Provence dans son département, je lui écris sur cette affaire dont je lui envoie toutes les pièces, et je le prie de vouloir bien donner des ordres pour faire cesser le refus des consuls et de m'en faire part » (60).

Finalement, le duc de Choiseul fit savoir à l'intendant (61) que M. de Saint-Florentin avait pris les ordres du Roi concernant cette affaire et que les Recollets continueraient à jouir de l'exemption des droits d'entrée sur le vin « comme il en ont joui cidevant à titre d'aumonniers des vaisseaux du Roy et comme en jouissaient les Jésuites, au même titre » (62).

M. de La Tour fut chargé de faire connaître cette décision aux maires et consuls de Toulon « et de tenir la main à ce qu'ils ne s'en écartent pas ». Le Roi cependant pria instamment l'intendant de faire sentir aux Recollets que la Cour n'entendait pas qu'ils abusent de cette exemption, soit en faisant entrer en quantité de vins étrangers plus forte que celle qui leur est nécessaire pour leur consommation, soit même, en donnant aux vins étrangers, « une préférence déplacée sur ceux du territoire de Toulon ».

Les consuls de Toulon cherchaient chicane de tout côté, et si les P. P. Recollets étaient un prétexte à discussion, ils n'hésitaient pas à affronter le corps entier des officiers de la marine. Ainsi, alors que ces officiers avaient le privilège de faire entrer, dans la ville, le vin pour leur consommation, sans payer aucun droit, les consuls élevaient sans cesse des contestations à ce propos, en s'opposant à de pareilles faveurs. De même, ils auraient voulu percevoir une capitation particulière de la part des officiers des départements maritimes. Le Roi, dès l'année 1766, mit rapidement bon ordre, en les déboutant purement et simplement de cette prétention et en leur adressant d'amères reproches sur leur conduite intolérable.

D. — La Sénéchaussée de Provence ne cachait pas elle aussi son désir de montrer son antipathie à l'intendant, ainsi à propos de la liquidation des biens des P. P. Jésuites, elle fit preuve d'un mauvais esprit.

Dans sa très intéressante « Histoire de Toulon » Ferdinand Joseph (63), note que les Jésuites, maîtres de l'enseignement, confesseurs et conseillers des Princes, exerçaient une influence trop importante pour ne pas provoquer une vive opposition de toute part. Cet état de chose fut tel que le Parlement de Paris, rendit un arrêt du 6 août 1761, prescrivant qu'un certain nombre d'ouvrages fussent : « lacérés et brûlés au pied du grand escalier du Palais, comme séditieux, destructifs... ». Cet arrêt eut sa répercussion à Toulon où les P. P. Jésuites du Séminaire royal tentaient d'étendre leur influence jusque sur les vaisseaux du Roi et dans l'enceinte de l'arsenal. Le parlement d'Aix-en-Provence, prononça à son tour, un arrêt du 7 octobre 1762, les concernant en particulier. En vertu de tous ces arrêts, le secrétaire d'Etat de la marine donna tous pouvoirs à l'intendant de faire liquider les biens des Jésuites de Toulon et de prendre toutes les mesures propres à conserver les droits du Roi en meubles et immeubles, sur la propriété du séminaire royal de Toulon. L'intendant de la marine, tout désigné pour représenter directement les intérêts du Roi, fit intervenir le contrôleur de la marine en lui donnant l'ordre de procéder à la saisie des biens des Jésuites. Quel fut son étonnement lorsqu'il apprit que le lieutenant général de la Sénéchaussée de Provence, séant à Aix, avait donné l'ordre au sieur Valavieille, Procureur du Roi en la Sénéchaussée de Toulon, d'inventorier lesdits biens. Devant cette contradiction, l'intendant rappela au sieur Valavieille l'ordre qu'il avait reçu du Secrétaire d'Etat et lui demanda de ne plus s'occuper de cette affaire, qui entraînait dans sa seule compétence. La Sénéchaussée fit valoir un arrêté du 5 juin 1762 rendu par le Parlement del Provence lui commandant de faire procéder à l'inventaire desdits biens.

(60) Arch. mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 59, *Réponse à l'intendant Hurson*, 8 février 1766, fol. 46.

(61) Arch. mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 59, *Lettre du 25 avril 1766*, fol. 149.

(62) id.

(63) F. JOSEPH, *Histoire de Toulon*, publiée en 1935 - 1938, n° 6, pp. 7 à 9.

Le conflit entre le pouvoir central et le Parlement de Provence se traduisait par un désaccord entre l'intendant et la Sénéchaussée de Provence. En fait le séminaire royal de Toulon avait été construit aux frais du Roi, qui lui avait fourni son mobilier et tout ce qui était nécessaire à son établissement, il était donc normal que le Roi prenne toutes les mesures propres à conserver ses droits. L'intendant donna l'ordre au contrôleur de la marine, M. Ripert de Monclar, de faire opposition aux scellés qui venaient d'y être apposés et en même temps de rédiger un mémoire relatif à sa mission pour être transmis à la Cour. Le Roi alerté par ce désaccord nuisible à ses intérêts décida le 7 août 1767 de laisser subsister dans l'ensemble de ces termes, l'opposition faite par l'intendant et de contraindre la Sénéchaussée de Toulon à remettre les clés du séminaire royal à l'intendant. Dans une lettre du 8 septembre 1767, l'intendant écrit au ministre (64). « Monsieur le ministre, en conséquence de vos ordres donnés le 7 août dernier, j'ai fait remettre eu chanoine Syndic du Bureau diocésain de Toulon, les effets déposés et conservés au magasin de l'arsenal du dit port provenant de l'Eglise de cette ville, pour l'usage du Séminaire Episcopal ».

D'ailleurs plus tard le pape Clément XIV devait prononcer le 16 avril 1773, la suppression des Jésuites.

Au terme de ces querelles, soulevées le plus souvent par des organes extérieurs à l'arsenal, nous pouvons observer, que l'intendant devait faire face sur tous les fronts, tout simplement parce que les limites de la compétence de chaque administration, étaient mal définies.

Il faut avouer, que le pouvoir central était au fond satisfait de ces situations peu claires qui lui permettaient toujours d'arbitrer les prétentions en jeu, et de les résoudre dans le sens de l'intérêt de l'Etat. Or, il ne pouvait contredire son propre représentant qui était l'intendant, seul au courant des affaires de la province.

Dans cette alternative, les organes locaux ne pouvaient que s'incliner, de mauvaise grâce il est vrai, devant l'intendant qui triomphait presque invariablement.

Cependant, l'intendant et tout le corps de la « plume », n'eurent pas toujours le fin mot dans les dissensions qui les opposaient au commandant et au corps de « l'épée ». Nous verrons que si, jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, le Roi, partagé entre le département de la marine et le département de la guerre, avait tendance à donner un certain avantage à l'intendant, il n'en fut plus de même par la suite. En effet, la « plume » victorieuse sur le plan central, parce qu'elle était tenue par des ministres tels que Richelieu, Colbert et Seignelay, fut bientôt rejetée puis abandonnée par des ministres, comme Choiseul, plus portés à considérer l'élément militaire.

C'est ce conflit, qui, transporté sur le plan régional, et sapant les pouvoirs de l'intendant, jusqu'à les faire disparaître au profit du commandant, que nous nous proposons d'examiner à présent.

#### **Section 4. — Le conflit de la « plume » et de « l'épée »**

La réaction la plus vive, contre l'intendant fut soulevée par le militaire qui ne cachait pas son mécontentement de se voir éliminé, au profit du civil, de l'administration du port. En réalité, les gens de guerre, étaient habitués à une conception fort lâche de la règle et de la discipline. Testard de La Guette écrivait déjà à Mazarin : « Je ne m'estonne pas que les officiers fassent des difficultés après avoir esté quatre mois à la mer, puisque dès la rade ils m'ont pensé faire désespérer. Ce sont des gens avec lesquelles il est difficile de réussir, veu qu'ils se

(64) F. JOSEPH, *Histoire de Toulon*, n° 6.

sont mis dans la teste de traverser le nouvel établissement que fait son Excellence et quand on leur donnerait le double de toute chose (et du rotty tous les jours) et du cordage de soye, ils soutiendroient né pouvoir naviguer » (65).

Le principe même du règlement de 1631 établissait à la tête des ports deux chefs, l'intendant et le commandant, jaloux de leurs prérogatives et en contact quotidien dans les affaires les plus banales, fut la cause d'incidents multiples.

En 1668, à la suite d'une altercation violente entre l'intendant Leroux d'In-freville et le duc d'Almeras, chef d'escadre, une ordonnance du 21 mars de cette même année, dut régler le rang que tiendraient à l'avenir les deux chefs dans les Conseil : « Pour l'action des armes lorsqu'il se trouvera qu'un chef d'escadre commandera l'armée ou une escadre de vaisseaux, ledit chef d'escadre y présidera et l'intendant aura sa séance immédiatement après luy, mais dans tous les Conseils assemblés, pour justice, politique et finances, et mesme pour la punition des dé-serteurs, l'intendant présidera, et le chef d'escadre aura sa séance immédiatement après luy, encore que ledit chef d'escadre commandera l'armée ou l'escadre. Et pour toutes les cérémonies publiques qui se feront à terre, ledit intendant pré-cédera toujours le chef d'escadre » (66).

L'année suivante à propos de l'armement de son escadre, le duc de Beaufort, montra un vif mécontentement lorsque Brodart, commissaire de la marine, fut désigné par l'intendant pour embarquer avec mission de surveiller pendant les opérations navales, la conduite des militaires (67). Colbert considérant que : « qui fait la guerre à bon marché, dure toujours plus longtemps et est par conséquent supérieur », affirmait que le militaire était fait pour se battre et non pour administrer. Dans ses instructions à son fils, il écrivait « la marine comprend deux choses principales, l'une tout ce qui est à faire pour mettre les vaisseaux à la mer, c'est ce qui se fait par les intendants et ses auxiliaires; l'autre qui se fait lorsque les vaisseaux y sont, ce qui se fait par les vices-amiraux, lieutenants-généraux, chefs d'escadre, capitaines de vaisseaux et autres affaires particuliers » (68).

En contact quotidien et dans un climat de discussions sans fin où le militaire demandait beaucoup et sans souci d'économie, et où le civil réduisait sans cesse, les querelles devaient en plusieurs occasions, alimenter l'hostilité des deux corps. Dans une lettre du 30 décembre 1745, le commandant de la marine, M. Dorves, prit la liberté de demander au ministre « s'il est de l'ordre qu'on fasse sortir des pièces d'artillerie de l'arsenal pour les envoyer à l'Etranger, sans que l'intendant fasse part au commandant du port des ordres qu'il a reçus pour le faire, c'est ce qui est arrivé à ce que je viens d'apprendre à l'égard de 8 canons de 18 qui ont été délivrés pour la république de gennes. Si j'en eusse été averti à temps j'aurais représenté à M. de Villeblanche que les canons de fer de St. Gervais qu'il a donnés nous étoient nécessaires, et que ceux de Suède qui sont d'un fer qui n'est pas moins bon et qui pour nos vaisseaux n'ont d'autre deffaut que d'être un peu trop courts et d'une forme qui demande des affuts particuliers, auraient également courts et d'une forme qui demande des affuts particuliers, auroient également

C'est dans le même esprit et sans scavoir si j'ay tort ou raison d'être dans le doute, que j'ose vous demander encore s'il convient qu'un commandant n'apprenne que par les bruits publics des nouvelles constructions qui sont ordonnées, car ce n'est qu'ainsi et sans que M. de Villebranché m'en ait jamais dit un seul mot que j'ay été informé qu'il avait d'abord reçu ordre de faire construire un V<sup>au</sup> de 74 canons et un de 64; et que sur ses représentations vous aviés fait supprimer le

(65) R. MÉMAIN, *La marine de guerre de Louis XIV*, Hachette, Paris, 1936, p. 260. Il s'agit d'une allusion faite à propos d'un règlement qui déchargeait les officiers de la fourniture des vivres au profit du munitionnaire et de ses commis.

(66) *Considérations sur la constitution de la marine militaire de France*, Londres, 1756, pp. 19 et ss.

(67) Arch. Nat., section marine, B<sup>2</sup> 9, 8 décembre 1669.

(68) F. DE VEILLECHEZE, DE LA MARDIÈRE, *L'évolution historique du contrôle de la marine*, thèse droit, Poitiers, 1913, p. 35.

premier de ces deux navires et ordonné qu'on en dit deux autres du même rang que le second (69).

Comme je ne veux me mêler que de ce qui de concerne, si vous jugés que les connoissances d'un commandant ne doivent pas aller jusques là il me restera à vous demander pardon de la liberté que j'ay prise à l'appui de l'article IV, titre I, du livre XIII de l'ord<sup>e</sup> de 1689 dont l'exécution ne me paraîtrait pas devoir être si absolument éteinte qu'un commandant n'eût plus aucune connoissance de ce qui concerne les constructions ».

Dans les « Dépêches de la Cour » nous n'avons pas trouvé, la réponse du ministre. Il faut donc supposer que l'affaire fut classée et n'eût plus de rebondissement. A moins, qu'une lettre personnelle ait été écrite à M. Dorves, dans quel cas il n'est pas douteux, qu'elle fut détruite par le destinataire lui-même.

Ainsi, officiellement, le pouvoir central ne prenait pas de position bien définie, afin de ne pas s'aliéner le mécontentement des protecteurs installés à la Cour et toujours prêts à semer le trouble. En pratique, et par des moyens détournés, l'intendant l'emportait, soutenu en coulisse par le Roi.

Les militaires étaient fâchés de se voir obligés de demander sans cesse ce qui leur était nécessaire à l'embarquement, à l'intendant qui, considérait leurs exigences excessives et peu en rapport avec les effectifs prévus. Les capitaines de vaisseau ne comprenaient pas qu'ils fussent contrôlés à ce point par un civil qui n'avait directement rien à voir avec l'art de la guerre. Ils pensaient qu'eux seuls pouvaient déterminer les quantités de vivres à embarquer et leur qualité, et qu'il suffisait en l'occurrence de dire à l'intendant — Monsieur, veuillez je vous prie vous conformer à mes états de commande — Or, il n'en était pas ainsi, car non seulement l'intendant devait soigneusement veiller à ce que les vivres embarqués sur les vaisseaux soient calculés en fonction du nombre de matelots et officiers et de la durée moyenne du voyage, mais encore déléguer ses pouvoirs à un commissaire qui suivait l'armée navale, et qui était chargé de faire « dans le temps de son départ » la revue des hommes de chaque équipage et de tenir des registres, côtés et paraphés par l'intendant, contenant la quantité des « victuailles, agreez, appareaux, munitions, armes et ustencilles » distribués sur chaque vaisseau. A l'arrivée, ou plutôt avant le désarmement, le commissaire et ses écrivains (70) dressaient un inventaire, permettant de rendre un compte exact de la consommation faite en mer. Les capitaines de vaisseau, n'avaient plus aucun droit sur leur bâtiment et ne pouvaient conserver quoique soit, tout devant être remis dans les magasins de l'arsenal (71).

Ainsi, la « plume » avait dans ses attributions, la prévoyance des approvisionnements, la comptabilité des fonds et des matières et la seule surveillance de tout ce qui se passe aussi bien dans le port qu'en mer. Quant aux hommes de l'équipage, ils étaient remis au capitaine, comme des instruments utiles au combat, et comme tels, ils s'étaient enrôlés et répartis dans les vaisseaux, à la convenance de l'intendant; ce qui était considéré par l'« épée » comme inadmissible.

Le capitaine de vaisseau ne pouvait pas déroger à cette réglementation (72).

(69) Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 115, *Registre des lettres écrites à la Cour depuis le 28 janvier 1747, jusqu'à 4 juin 1767, sous le commandement de M. Dorves*, fol. 107.

On trouve aussi une opposition de vue entre l'intendant et le commandant, in Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>1</sup> 120. *Lettres écrites au ministre par M. le Chevalier de Glandevis*, 9 mars 1758, fol. 25

(70) L'ordonnance de 1689, appelle « écrivain du Roy ». On l'appelait habituellement « écrivain de roi » (*Encyclopédie méthodique, Marine*, t. II, pp. 142, 371).

(71) Arch. Mar. Toulon, 1 L 195, commissions, provisions, brevets des pensions et ordres du Roi, 1760 - 1764, fol. 20.

(72) Lors des armements de l'année 1670, l'intendant informa le Roi, qu'une partie des vivres destinés à être embarqués, avait été détournée par les officiers militaires. En réalité, pour accélérer sa besogne, le munitionnaire, le plus souvent, distribuait les vivres dans le port et avant même l'embarquement, il en résultait que les vivres étaient consommés dans le port.

L'intendant, instruit par certaines dénonciations savait que certains capitaines se livraient à un certain trafic et vendaient victuailles, matériaux et autres, en fraude, à des intermédiaires

A ce sujet, Colbert écrivait à l'intendant Matharel : « Il se peut bien faire qu'il soit un peu trop rigoureux (le règlement)..., mais surtout observez qu'en cette matière, il faut épargner un jour, d'autant plus que vous sçavez qu'en fait de guerre, celui qui la fait avec moins de despenses, est toujours supérieur à l'autre ».

Il est évident que, surveillé continuellement, le militaire ne cachait pas sa haine à ce « vil-plébeien » qui avait les faveurs de la Cour, et qui le plus souvent le surprenait en flagrant délit. Ainsi, par exemple : certains officiers, embarquaient des cochons, lapins, moutons... et, pour les nourrir, s'arrangeaient avec le munitionnaire, pour la fourniture de ce qui était nécessaire; d'autres, se faisaient livrer des rations doubles pour divers passagers clandestins. Il n'est pas étonnant que dans de pareils cas, l'intendant demandât des comptes au commandant de la marine, or celui-ci systématiquement prenait la défense du capitaine coupable. L'intendant se plaignait alors au Roi, qui pour remédier à ces abus, faisait de « très expresses inhibitions et defences à tous les capitaines et autres officiers d'embarquer aucuns bestiaux, ni de fournir aucune double ration, non employée dans les états de Sa Majesté, ni d'embarquer aucuns passagers, sans l'expresse permission (de l'intendant) par écrit, le tout à peine de cassation ».

Colbert ne cachait d'ailleurs pas au Roi, qu'il désirait que Matharel, prît toutes les mesures utiles, pour réprimer les abus. L'intendant n'hésitait pas alors à retenir sur les appointements des capitaines et autres officiers, tout ce qu'ils détournaient en dépit du règlement. Ainsi, par exemple, certains officiers, faisaient fournir la nourriture de leurs valets et passagers, croyant que cela leur était dû, mais informé, l'intendant ordonnait au trésorier de retrancher de leur paye, tout ce qui avait été fourni indûment. Ces mesures, considérées comme véxatoires par le corps de l'« épée », ne faisaient qu'accroître l'antipathie du militaire à l'égard du civil.

Ce n'était d'ailleurs pas seulement lors de l'armement des vaisseaux, ou en mer, que les chicanes naissaient, mais encore à propos du désarmement. Aussitôt les vaisseaux en rade, les capitaines avaient l'habitude de procéder à la paye des équipages et de garder pour eux les « revenants-bons » qui provenaient des morts et des absents.

Informé de ces fuites, l'intendant Leroux d'Infreville, en fit part à Colbert, qui fit rendre le 3 octobre 1669 (73) une ordonnance par laquelle, les capitaines durent cesser de procéder à la solde de leurs hommes. Désormais le paiement se fit à la banque, devant l'écrivain, embarqué sur chaque vaisseau, qui tenait le rôle de l'équipage, et, notait les « revenants-bons ». Les intérêts secrets des capitaines en furent froissés. Le commandant de la marine eut une altercation à ce propos, avec un écrivain qui ne faisait qu'exécuter les ordres donnés. L'intendant alarmé lui montra une lettre que Colbert lui avait écrite récemment : « Le Roy ne veut point que vous fassiez donner aux capitaines les deniers revenans bons de la solde de l'équipage de leurs vaisseaux. Sa Majesté estime honteuse de les prétendre, estant certain que si elle le souffroit, celui qui auroit le plus faible équipage, seroit beaucoup mieux traité que le plus fort. L'intention de Sa Majesté est donc que la solde des équipages des vaisseaux soit payée sur le pied des revues qui seront faites pendant toute la campagne par le commissaire général (74)

quelque peu douteux. Le Roi, par un règlement du 16 août 1670, rendu à St. Germain-en-Laye, fit défense au munitionnaire, à ses commis et préposés de ne rien distribuer dans le port, sous aucun prétexte. *Code des armées navales*, p. 169. Voir aussi, ordonnance du 31 décembre 1671, confirmée par une ordonnance du 26 mars 1673 elle-même reprise et complétée par le règlement du 6 octobre 1674, art. 7 et par l'ordonnance de 1689, l. X, t. I, art. 4, in *Ordonnance de Louis XIV...*, p. 190.

(73) Ordon. des 3 octobre 1669 et 4 mars, 26 octobre 1672. Voir V. F. BRUN, *op. cit.*, tome 1, l. III, p. 22 et aussi P. CLÉMENT, *op. cit.*, tome 3<sup>e</sup>, p. 167 qui cite une lettre écrite de la main de Colbert, à Leroux d'Infreville en date du 21 septembre 1669 « Aussytost que les vaisseaux seront en rade, vous devez prendre vos mesures pour faire une revue exacte de tous les équipages pour les faire payer à la banque ».

(74) Il s'agit du commissaire général Brodart. Nommé en 1671 au Havre, il fut désigné en 1675, intendant à Marseille, et ensuite passa à Toulon en 1679 où il fut remplacé par l'intendant de Vauvré.

et les commissaires particuliers qui seront embarqués, sans qu'aucun capitaine puisse toucher sous quelque prétexte que ce soit, la solde d'aucun matelot ou soldat qui n'auront point servi actuellement ».

Le commandant de la marine ne put que s'incliner et recommander aux officiers d'en faire autant, tout au moins à ce sujet là. Mais le corps de l'« épée » ne se calmait pas, et toute sa haine se retourna contre l'écrivain de la marine. De nouveau, la lutte entre les deux corps s'alluma et opposa inévitablement leurs chefs.

Les Archives du port de Toulon sont riches en comptes rendus de ces querelles. Embarqué sur le vaisseau, l'écrivain dressait à l'usage de son supérieur, l'intendant, des états de consommations et des inventaires d'armement pendant la campagne; il faisait en outre ses observations sur la conduite des officiers d'« épée ». Cette surveillance journalière agaça le militaire, qui, pour se venger, tentait d'atteindre l'écrivain indirectement en l'empêchant de se rendre à terre sans son autorisation. Mais cette subordination n'était pas prévue par les textes (75) et l'écrivain triomphait aisément de la mauvaise foi de son rival, car l'ordonnance de 1689 précisait que l'écrivain pouvait toujours sortir du vaisseau, lorsqu'il s'agissait du service du Roi. L'ordonnance demeurait cependant laconique, lorsqu'elle ajoutait : « et en avertira toujours le capitaine ». En effet, qu'entendre par ce verbe avertir ? Pour l'écrivain, il suffisait de dire au moment de débarquer « Trouvez bon que je sorte » sans en donner la raison et le motif. Au contraire, le capitaine prétendait avoir le droit d'examiner la demande de l'écrivain et de lui refuser toute autorisation si le motif allégué n'était pas valable.

Les écrivains se plaignirent à l'intendant à plusieurs reprises, si bien que la Cour fut informée de ces actes de violence et de provocation. Le Roi, par une ordonnance du 26 mars 1692, défendit aux capitaines de maltraiter les écrivains « ni de fait ni de parole », ce qui revenait à admettre sans le dire explicitement, que l'écrivain pouvait aller librement à terre. Mais les querelles à ce sujet ne prirent pas fin et V-F Brun, cite le cas d'un officier de quart du vaisseau « Le Lion » qui, perdant son sang-froid, tira sur l'embarcation de l'écrivain qui se rendait à terre sans sa permission. Le coup n'atteignit pas l'écrivain, mais coûta la vie du matelot qui l'accompagnait (76). Cette affaire fit beaucoup de bruit, on le pense à la Cour, où le militaire aggrava encore plus la défaveur qui pesait sur lui.

Une lettre du 22 janvier 1758, montre combien l'« épée » était gênante, prétextueuse et au fond incapable. Elle est écrite de la main de M. Michel, intendant par intérim, à Toulon, qui précise : « Il peut bien se faire que les personnes les plus coupables du retard des vaisseaux aient cru le rapport qu'il vous ont fait propre à couvrir leur faute, car je ne dois pas vous cacher que, si les capitaines et leurs officiers donnaient eux-mêmes l'exemple, en restant assidus à leur bord, s'ils ne donnaient aucune permission d'aller à terre à leur équipage, et s'ils châtiaient les soldats factionnaires ou les sergents qui, pour de l'argent, favorisent la sortie des matelots, les dispositions que le Roi ordonne se seraient jamais différées, et il ne se rencontrerait aucun obstacle dans la promptitude qu'exige son service. Rien ne vous le démontrera mieux que l'extrait que je vous envoie des gens de mer qui ont été donnés, tant aux vaisseaux de M. de Laclue, qu'à ceux de M. Motheux. Les excédents qui en résultent prouvent que ces équipages ont été complétés plusieurs fois. Si néanmoins, il s'est trouvé des vides, c'est qu'on laissait échapper vingt matelots quand il en entraient dix, et lorsque je me suis plaint de cette mauvaise façon de garder les équipages, pour prouver l'impossibilité où l'on était de faire mieux, on m'a ordonné pour raison que les matelots s'en allaient à la nage. Il est vrai que l'on m'a avoué de bonne foi qu'on ne tirait pas sur eux

(75) L'écrivain prenait la permission d'aller à terre en se prévalant de l'art. 18, du l. I, t. XI, de l'ordonnance de 1689 : « Il (l'écrivain) ne sortira du vaisseau sur lequel il a été établi, que pour les affaires indispensables concernant le service de Sa Majesté, en en avertira toujours le capitaine ».

(76) Arch. Mar. Toulon, 4 A<sup>1</sup> 424, *Ordonnances, Lois, Arrêtés, Décrets de 1675 à 1759*, fol. 51, *extrait des registres de contrôle de la marine à Toulon*. Voir aussi V. F. Brun, *op. cit.*, vol. 1, p. 339.

pour les empêcher, *quoi qu'on tire quelque fois sur les écrivains* (77). Il est impossible que les officiers qui sont sous mes ordres puissent trouver un remède à un pareil relâchement, mais ce qui vous paraîtra extraordinaire, Monseigneur, c'est que le commissaire des armements parvient à contenir les matelots qu'il met en dépôt dans le vaisseau amiral, à mesure qu'ils arrivent, quoique son autorité n'y soit que précaire et que les capitaines ou les officiers qui commandent à bord pendant leur absence ne sachent pas contenir les leurs, quoique leur pouvoir y soit absolu, qu'ils y aient un quart en soldats et des officiers en grand nombre. Je n'ignore pas tout ce que l'on avance aux commandants pour rejeter le feu sur le port et chercher à s'excuser. On leur en impose facilement et ils vous font part des erreurs dont ils sont imbus. Si je leur dis qu'on les trompe, ils répondent que cela ne se peut pas, que l'on n'oserait, et, pour ne pas amener des discussions trop souvent répétées, je me tais et je les laisse dans leurs préjugés. On m'a demandé cependant, plusieurs fois, des quartiers des classes même les plus éloignées, que les matelots fuyards que l'on arrêtaient, avaient la plupart des permissions des officiers et mêmes des maîtres. Lorsque j'en ai fait part à M. de Laclue, il criait à la calomnie. C'est avec douleur que je vois tout ce désordre et l'erreur des commandants qui les empêche d'y remédier, et dans laquelle, il semble qu'ils s'efforcent de vous induire. Il est vrai que le libertinage des matelots est excessif dans ce département, des châtimens exemplaires et rigoureux seraient pourtant capables de les arrêter, mais ils ne dépendent pas de moi. Je ne suis que membre des Conseils de guerre, et lorsque je propose des punitions j'y trouve des obstacles et des répu gnances invincibles. Il semble même que l'on évite tout ce qui pourrait ramener la règle. Il serait à souhaiter que ceux qui commandent ne fussent affectés d'aucune prévention, qu'ils vissent tout par eux-mêmes, et qu'ils pussent s'apercevoir de la peine qu'ont la plupart des capitaines de quitter le séjour de la rade de Toulon, heureux lorsque ce même attrait ne les conduit pas dans quelque autre » (78).

Cette lettre, très claire et précise, résumait bien la situation et montrait combien le désordre était grand. Mais déjà nous nous trouvons en l'année 1758, dans une période où l'intendant n'est plus aussi puissant qu'auparavant.

Les militaires osent, à présent, discuter les ordres de la Cour, et agissent sur le pouvoir central, pour obtenir des réformes administratives nécessaires à réhausser leur prestige et leurs pouvoirs effectifs.

Ainsi nous avons pu constater à quel point les deux corps de la « plume » et de l'« épée » s'opposaient en n'importe quelle occasion. Pour clore ce chapitre il nous apparaît intéressant d'illustrer un aspect de cette lutte, à propos de la construction des vaisseaux.

Nous savons que les devis établis par les techniciens et visés par l'intendant, étaient rapportés à un « Conseil de construction » qui les examinait. Cette assemblée était une des rares exécutions où l'on voyait le militaire participer aux travaux des arsenaux, et profiter de la moindre occasion pour causer de la confusion au sein même de l'administration de la marine. On peut relever un fait, qui semble-t-il, porta préjudice à l'intendant P. Arnoul. On déplora lors de la catastrophe du mois d'octobre 1679, la perte de quatre vaisseaux et d'un millier d'hommes, or le Conseil, pour se disculper, affirma qu'il avait eu soin de faire remarquer à l'intendant, avant l'expédition, que les vaisseaux mis à la mer étaient hors d'état de naviguer et que P. Arnoul n'avait pas pris en considération leur avis. Ceci était grave, d'autant plus que sur les quatre vaisseaux, deux : le Sans-Pareil et le Conquérant sombrèrent devant Belle-Ile. Le chevalier de Tourville, commandant du premier, se sauva grâce à la chaloupe de M. d'Infreville, mais M. de Chabert, commandant du second, périt avec 900 hommes de son équipage. Quant au troisième vaisseau, il s'échoua au Morbihan. Colbert adressa les plus vifs reproches à l'intendant, à qui il imputa cette catastrophe. Ceci est excessif car le ministre n'avait pas décelé, en quelque sorte, un complot monté de toutes pièces par le corps des officiers d'épée composant en grande partie le Conseil de construction, à l'encontre de

(77) Cette allusion est soulignée dans le corps même de la pièce.

(78) Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>2</sup> 210, *Correspondance à la Cour, lettre du 22 janvier 1758.*

P. Arnoul. En effet, c'est le Conseil tout entier qui, en vertu du règlement du 22 mars 1671, était responsable « de la bonne ou méchante construction » du vaisseau, et après examen, chaque officier devait transcrire ses propres remarques sur le registre du Conseil. Cet examen du Conseil engageait normalement sa responsabilité et c'est solidairement que ses membres répondaient du sort des vaisseaux et de leurs équipages (79).

L'intendant, n'ayant dans ce Conseil que sa voix, il s'avérait injuste de mettre à sa seule charge, un accident dont le militaire soupçonnait l'éventualité.

Sous le ministère de Maurepas, un incident au sujet des funérailles du commissaire Levasseur, illustre combien la rivalité entre les deux corps n'avait plus de bornes. Pendant l'absence de l'intendant Mithon, appelé à la Cour, le commissaire Levasseur, intendant par intérim mourut. Sa famille et le corps administratif eurent la douleur de lui voir refuser par M. de Mons, commandant, les honneurs funèbres dus à son rang. Cet acte, souleva l'émotion de la « plume » et de la ville. On ne comprenait pas une attitude si grossière envers un commissaire qui avait, durant les soixante années de service, fait preuve de fidélité, d'activité et de bonté.

M. Mithon, de retour, trouva les deux corps dans un total conflit, il écrivit à la Cour : « j'avais laissé ce port en union avant mon départ, cette altercation a brouillé de nouveau les officiers de plume et d'épée ».

La présence côte à côte et l'indépendance du commandant et de l'intendant soulevaient les plus vives critiques (80). Plus tard, le comte d'Estaing dans un mémoire au Roi, devait écrire à propos de l'œuvre de Colbert et de Seignelay : « La lecture de l'ordonnance, faite en 1689 et un séjour de quelques temps sur nos vaisseaux ou dans nos ports produisent la démonstration la plus affligeante des révolutions qui arrivent dans les meilleurs établissements. La sagesse de cette ordonnance, la profondeur de ses détails et de ses vues, et les dépenses dans lesquelles elle a jeté le gouvernement ne rapportait plus aucun fruit. Elle a vieilli et l'on n'aperçoit que des vestiges de précautions onéreuses, de droits embarrassants et de belles institutions dans lesquelles on a dès leur origine, plus consulté la théorie que la pratique. Il serait à souhaiter que la distinction des deux corps désignés dans la marine par le titre de plume et d'épée n'eût jamais été imaginée. La division qui existe entre leurs fonctions est séduisante en idée, mais nuisible par l'effet. La discussion de cette réalité conduirait trop loin; il paraît suffire d'assurer que l'on est persuadé que le bien du service du Roi exige absolument qu'on établisse dans chaque port un commandant qui soit en état de faire les fonctions d'intendant, ou bien qu'il ne l'est pas moins qu'on trouve un intendant capable d'être commandant et qui le soit. On ne saurait trop augmenter son pouvoir ou ses droits. Il est peut-être égal de préférer un de ces deux moyens à l'autre; mais il faut opter » (81).

C'était donc le principe même de la dualité des pouvoirs, prévue par Richelieu et Colbert, qui apparaissait dans les circonstances nouvelles, inaplicable et nuisible au service de la marine.

Des réformes s'avéraient nécessaires. Choiseul entra dans cette voie, mais, en modifiant tout, il diminua les pouvoirs de l'intendant au profit du commandant de la marine, qui allait pouvoir passer au fil de l'« épée », la « plume » chancelante. La réaction ne grondait plus seulement dans les ports mais à la Cour.

(79) Règlement du 22 mars 1671 confirmé par celui du 6 octobre 1674, t. V, art. 1 et par l'ord. de 1689, l. XIII, t. I, art. 4 à 7, *Code des armées navales*, p. 300.

(80) A. LE HÉNAFF, *op. cit.*, p. 127.

(81) *Mémoire au Roi, sur la réforme de la marine*, par le comte d'Estaing, *Revue maritime*, mai 1910.



## CHAPITRE II

# LA NOUVELLE POLITIQUE MARITIME DE LA FRANCE LA DÉCHÉANCE DE L'INTENDANT

---

Déchirée et appauvrie par les guerres incessantes, la France traversait une crise générale. Réduite à un rôle essentiellement continental, elle n'espérait plus reconstruire sa marine, détruite à la Hougue, le 3 mai 1692. A Toulon et dans les autres ports du royaume, faute de fonds, les arsenaux se vidaient et les quelques vaisseaux rescapés, pourrissaient faute d'entretien. Les militaires accusèrent les civils de tous ces maux. Louis XIV, fatigué et vieilli, n'agissait plus et laissait le désordre grandir. Il n'avait plus à ses côtés Colbert. Agent principal du Roi, l'intendant n'arrivait plus à maintenir la discipline dans l'enceinte de l'arsenal; la Cour le délaissait, son autorité n'était plus qu'un vain mot. Les réformes, tant demandées, et faites par des ministres peu qualifiés aux affaires de la marine, ne firent qu'accroître la confusion. Les résultats furent non seulement la chute de l'intendant, l'apogée du commandant de la marine, mais aussi le désordre total, reflet de l'incapacité du Roi et de ses ministres.

Nous étudierons dans une première section : les causes de la déchéance de l'intendant, consécutive à la nouvelle politique maritime, et dans une deuxième section : les conséquences de tout le bouleversement résultant des réformes nombreuses et inopérantes.

### *Section 1. — Les causes*

La cause profonde de la déchéance de l'intendant, alliée à la nouvelle politique maritime de la France, semble bien plonger ses racines, dans les défaites successives subies tant sur le continent que dans les mers.

Faute de navires de guerre qui puissent les protéger, les bâtiments marchands, n'osaient plus se risquer en mer. Aussi, le commerce, source de richesses, se trouva anéanti. Le Trésor, n'étant plus alimenté par le produit des exportations, se vidait sans cesse, sans trouver de compensation.

Les intendants en vain, demandaient des fonds pour au moins armer et entretenir les vaisseaux inutilisés et payer l'arriéré des soldes des équipages, demeurés inactifs dans les ports.

Les militaires, enhardis par la situation et convaincus que la place occupée par les civils dans le port, était « monstrueuse », multipliaient leurs assauts, se sachant impunis, par des ministres peu soucieux de la discipline et peut-être aussi peu armés pour l'assurer.

Ainsi, tout était à modifier, mais l'état lamentable de l'arsenal de Toulon, au lendemain du règne de Louis XIV, le principe périmé de la comptabilité préconisée par Colbert et ses successeurs, incapables de porter remède à la détresse de la marine française, entraînèrent pour une bonne part la déconsidération de l'intendant dans les affaires du port.

### § 1. — *L'état de l'arsenal de Toulon*

Dès l'année 1715, la détresse affligea le port de Toulon, qui brusquement, se vida.

Pour satisfaire les ouvriers, on leur avait distribué pendant quelques temps une ration de pain, mais on fut forcé de la leur retrancher au milieu de l'hiver. Certains continuaient à travailler dans l'espoir d'être bientôt payés. Mais matelots et ouvriers passèrent dans les divers ports de l'Italie, pour s'embarquer et gagner leur vie et celle de leur famille. Réduits à l'extrême misère par la cessation des armements du roi et de ceux du commerce, ils s'expatrièrent (1).

Le plus grand travail que le port avait à faire était la conservation à flot des vaisseaux désarmés; or, le retard des carénages entraînait leur délabrement, leurs amarres se rompaient sans cesse. Le port n'ayant aucune faculté de les radoubier ou même seulement de les calfater, les vaisseaux s'échouaient.

M. Hocquart, intendant, chercha à y mettre de l'ordre. Il fit le recensement du magasin général. Or, depuis 1706, cela n'avait pas été fait. En effet, le mouvement d'armement, le siège de Toulon, la disette d'argent, les temps malheureux qui avaient obligé les comptables à quitter leur poste sans laisser de comptes avaient engendré des désordres immenses.

M. Hocquart réussit à faire les adjudications des fournitures des matières et des façons d'ouvrages pour une période de quatre ans. Sur ses instances, le Conseil de marine exprima sa volonté d'améliorer le port de Toulon. On creusa le canal de communication entre les deux darses, mais faute d'argent les travaux furent interrompus.

L'arsenal vidé, était ouvert aux bourgeois et à la jeunesse de Toulon qui considéraient l'enceinte, comme un lieu de promenade.

En 1716, le maréchal de Villars, gouverneur de la Provence, peignait dans ses mémoires, un triste tableau de cette province (2). A Toulon, il trouva une trentaine de vaisseaux abandonnés dans un délabrement total, faute d'avoir été radoubés ou simplement calfatés. Ne pouvant plus se soutenir, plusieurs d'entre eux furent échoués sur la rive de la Ponche-Rimadès. Quant aux autres, on songea à les vendre. Le Pape et la République de Gènes firent des offres, mais les marchés n'aboutirent pas. Le maréchal constatait avec « douleur la destruction de cette redoutable marine qui avait triomphé des puissances maritimes unies ».

Le bailli de Bellefontaine, écrivait de Toulon, le 6 octobre 1716 (3) « l'état fâcheux des vaisseaux dont on a beaucoup de peine d'en tenir plusieurs à flot, ils dépérissent de manière qu'il sera impossible de les radoubier; et s'il faut attendre l'arrangement des Conseils pour envoyer des fonds, ces vaisseaux seront absolument perdus ».

Toulon renouvelait sans cesse ses demandes d'argent pour procéder aux réparations urgentes; mais le Conseil répondant invariablement qu'il « y pourvoira le

(1) V. F. BRUN, *Documents historiques et administratifs sur la marine de Toulon*, non datés, p. 190.

(2) *Mémoires du maréchal de Villars*, éd. du marquis de Vogue, Société de l'histoire de France, tome 4, pp. 84 et 85.

(3) G. LACOUR-GAYET, *La marine militaire de la France*, tome 1, p. 128.

plus tôt qu'il se pourra ». Or l'état des finances ne permit jamais au Conseil « d'y pourvoir » et la flotte de Toulon agonisait.

La situation dans l'arsenal était lamentable, les magasins étaient vides, et les travaux arrêtés, faute d'argent et de matières premières. On fut dans l'obligation, après avoir quelques temps distribué des rations de pain, de les supprimer. La majorité des matelots et ouvriers émigrèrent en Italie. Quelques uns cependant attendaient devant la porte de l'arsenal, avec l'espoir d'être bientôt payés. Mais le retard des paiements fut tel, qu'on craignit une émeute.

Le marquis Bellefontaine écrivait : « les gardiens, les canonniers et apprentis-canonniers n'ont rien reçu de cette année, quelques uns sont morts de faim et de misère, les officiers des deux espèces l'« épée » et la « plume » sont à peu près dans le même cas ».

L'intendant de Vauvré devait plus tard écrire : « un de mes étonnements est de voir la constance des officiers de tous rangs et comme ils peuvent subsister. Monsieur le comte de Toulouse, Monsieur le maréchal d'Estrées et nous, ne cessons de représenter leur malheureuse situation, mais quelque pitié qu'elle fasse à Monsieur le duc d'Orléans, nous voyons qu'il est dans l'impossibilité d'y remédier ».

Cette décadence de la marine et le changement d'orientation de la politique, entraîna l'intendant et le corps de la « plume » dans une chute dont jamais plus ils ne se relevèrent. On profita aussitôt de détruire l'œuvre administrative de Colbert. A vrai dire, le système élaboré par Richelieu et lui-même, et consacré par l'ordonnance de 1689, n'était pas à l'abri de la critique et on mit en évidence les luttes incessantes des deux corps et les défauts techniques de l'organisation administrative et comptable telle qu'elle avait été établie par ces grands ministres.

## § 2. — Critique du principe de comptabilité conçu par Colbert

En même temps contrôleur général des finances et secrétaire d'Etat au département de la marine, Colbert qui avait « une extrême attention sur l'employ des fonds », précisait que le trésorier ne pouvait faire aucune avance à l'intendant sans une autorisation spéciale du trésorier général qui requerrait à son tour celle du Roi. Le principe de comptabilité, tel qu'il l'avait établi dans le mémoire en forme d'instructions aux intendants, nous l'avons vu (4), était des plus élémentaires : porter à la colonne, recettes, les sommes accordées par le Roi et à celle, dépenses, les sommes nécessaires au Service, puis faire la balance entre recettes-dépenses. Il fallait distinguer les dépenses et recettes ordinaires et extraordinaires. L'intendant devait prévoir les premières dans un état dit « état approximatif » qu'il envoyait au Roi, après l'inventaire annuel, sous forme de projet. Pour établir cet état, la difficulté n'était pas grande. L'intendant rendait compte d'après registres de ce qu'il avait besoin pour l'année suivante. Examiné par le Roi et ses ministres, cet état pouvait soit être accepté ou refusé, soit modifié. Il était ensuite transmis au trésorier général qui expédiait les fonds demandés à son commis préposé au port en question. A la fin de l'année, l'intendant, après l'emploi de ces fonds, envoyait à la Cour un « état au vrai ». Le principe était donc fort simple. Malgré cette clarté évidente, ce système comportait des inconvénients multiples. L'intendant en effet, était non seulement lié par les crédits accordés au début de chaque année, mais encore, il lui était ordonné de ne pas dépasser les fonds fixés mensuellement et par chapitres. Sous Colbert, ces difficultés ne furent jamais irrésolues. Prêt à tout sacrifier pour donner à la France une flotte puissante, il permettait les dépassements de crédits prévus, et n'hésitait pas à s'en procurer si les nouvelles dépenses lui semblaient justifiées. Mais, si Colbert, grâce à ses fonctions était en la matière son propre ordonnateur, et n'avait de comptes à rendre qu'au Roi qui acquiesçait le plus souvent, il n'en fut pas de même du marquis de Seignelay et de ses successeurs. En effet, ne cumulant plus leur charge de la marine avec celle des finances, ils se heurtèrent au contrôleur général des finances à qui ils durent

(4) Cf. précédemment, le *mémoire en forme d'instructions aux intendants*.

dorénavant s'adresser et rendre des comptes à chaque demande de fonds. La classe des dépenses extraordinaires était de plus en plus une source de difficultés, d'erreurs et de discussions. L'intendant Hurson insistait pour qu'elles fussent rejetées sur les articles s'y rapportant et ventilées dans les mêmes conditions que les dépenses ordinaires. Or, l'intendant n'avait pas le droit de procéder à des virements de fonds de chapitre à chapitre. Il existait de plus des arriérés dus, faute de remises des comptes à temps, il fallait les reporter d'une année à l'autre, sans qu'ils fussent payés. Seignelay faute de fonds, engageait alors l'intendant à chercher des « expédients » pour faire face aux dépenses, sans demander de l'argent. Ces expédients ne pouvaient être que provisoires, les impayés s'amoncelaient, les mécontents augmentaient et le trésor vide ne pouvait plus répondre à ses engagements, en outre, les guerres de la fin du règne de Louis XIV ne furent pas étrangères à cet état désastreux des finances de la France.

L'arsenal de Toulon cessa toute activité faute de nouveaux armements. Les matelots et ouvriers émigrèrent en masse pour trouver du travail à l'étranger. Il fallait des réformes. Ce qui avait pu être possible sous Colbert et Louis XIV ne le fut plus par la suite.

Pour toutes ces raisons, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout l'effort des officiers de marine se porta sur la modification de l'ordonnance de 1689; ils souhaitaient une réforme effective dans l'administration des arsenaux.

### § 3. — *Les successeurs de Seignelay*

La politique maritime de la France dès 1715, reflétait, d'une part, l'inconséquence de la Cour, l'influence des « maîtresses royales » et la crainte démesurée à l'égard de l'Angleterre, d'autre part, on assistait à un défilé de ministres qui ne purent rien pour rétablir la marine de guerre, soit parce qu'ils étaient limités par le manque de crédits, soit parce que certains étaient incapables et inaptes à gérer les Affaires de la marine. Dans ce chaos politique et administratif, l'intendant fut dépassé par son rival, le commandant de la marine. Le dernier coup lui fut porté par le duc de Choiseul qui relevant l'« épée » dans la direction des arsenaux et aussi dans son orgueil crut, dans l'intérêt de la marine, égaliser l'autorité respective des deux chefs, en augmentant les prérogatives du commandant et en diminuant fortement celles de l'intendant.

Lorsque Ponchartrain accéda au département de la marine, il hérita d'un trésor vide. De son premier mouvement il diminua les dépenses et supprima les crédits accordés pour l'approvisionnement des arsenaux. Rapidement, à Toulon, le travail cessa faute d'argent, ce qui entraîna une grande misère qui s'aggrava avec le terrible hiver de 1709. Reconnu comme incapable, la Cour se débarrassa de Ponchartrain. Une ordonnance, du 3 novembre 1716, organisa en particulier le Conseil de marine qui fut présidé par le maréchal d'Estrées « homme droit, d'honneur, sachant et connaissant bien la marine » (5). Parmi les membres figuraient : Girardin de Vauvray et Usson de Bonrepas. Le Conseil se mit rapidement au travail malgré la situation déplorable de la marine, tout n'était pas impossible, mais l'argent manquait et la politique semblait définitivement orientée vers le continent. Maurepas (6) devait indiquer plus tard, les vrais motifs de cette décadence : « parmi les motifs qui ont pu porter à réduire la marine, j'ai reconnu que l'économie avait beaucoup moins de part que le système politique que l'on s'était formé pendant la Régence de ne point donner de jalousie aux puissances maritimes surtout à la Grande-Bretagne ». Il s'agissait donc bien « d'un abandon de notre marine, calculé, volontaire, systématique, pour le plus grand plaisir et profit de nos voisins d'Outre-Manche. Devant cette politique négative, le Conseil s'avéra

(5) Mémoires de St. Simon, éd. 1875, tome 12, p. 262.

(6) MAUREPAS, mémoire de 1745, A. M., G 127, *Réflexions sur le commerce et sur la marine*, fol. 29 et suivants.

rapidement inutile » (7). La peste qui envahit Marseille et Toulon aggrava la misère dans les ports.

Tel était le bilan de la politique de Dubois et de Philippe d'Orléans. Ces deux hommes moururent en 1723. On pensa que le moment était venu de réagir contre les erreurs passées et de reconstruire la puissance navale de la France.

Le comte de Toulouse, chef du Conseil de marine, résolut de saisir l'occasion et de remédier à une pareille situation. Il s'adressa directement au Roi, âgé de quinze ans, et, dans un brillant plaidoyer, il développa le thème de ses prédécesseurs : « une marine florissante est nécessaire, tant pour protéger le commerce que pour défendre les côtes... ». Henri du Troussel, sieur de Valincour, secrétaire général de la marine et secrétaire des commandements de M. le comte de Toulouse, composa une Histoire de la navigation que nous ne possédons malheureusement pas, par suite d'un incendie survenu dans sa maison de Saint-Cloud. Nous n'avons à notre disposition que son mémoire sur la marine de France (8) dans lequel nous relevons les lignes suivantes : « le royaume de France est une péninsule environnée dans plus de moitié de son étendue, de l'Océan et de la Méditerranée, et par conséquent la mer lui peut être très utile durant la paix et très pernicieuse durant la guerre. Donc il a besoin d'avoir en tout temps une marine bien entretenue... Nos colonies manquent de tout, n'ont ni forts en état de défense ni soldats en nombre suffisant et sont hors d'état de résister à un coup de main. Il n'y a pas une seule batterie en état; les canons sont à terre et les affûts pourris... Voilà par où la marine de France est tombée peu à peu dans l'anéantissement où elle est aujourd'hui, et cela, plus par incapacité de ses ministres et par mauvais gouvernement que faute d'argent... (or). Le moindre port ruiné fait perdre chaque année au Roi et au royaume dix fois plus qu'il n'en coûterait pour le réparer ».

Dès la mort du duc d'Orléans, le 2 décembre 1723, Fleury conseilla à Louis XV de choisir Louis Henri de Bourbon, dit Monsieur le Duc, arrière petit-fils du Grand Condé et premier prince du sang. Son court ministère de trois ans, n'apporta rien. Il fut, aux dires de Saint-Simon, « un homme fait exprès pour la fortune de l'Angleterre ».

En 1726, lorsque le Roi donna l'ordre à Monsieur le duc de se retirer à Chantilly, il remit à l'évêque de Fréjus les rennes du gouvernement et la pourpre cardinale, Maurepas fut chargé des affaires de la marine; mais Fleury était trop vieux. Dupé par les bonnes paroles d'Horace Walpole, ambassadeur du Roi d'Angleterre à Paris, il se persuada que les Anglais étaient des amis sincères de la France. Sa complaisance, à leur égard, la crainte de les froisser, lui fermaient les oreilles aux demandes de fonds nécessaires pour le rétablissement de la marine.

Maurepas ne pouvait rien faire, il écrivait dans ses mémoires « pour protéger cette source de richesse (le commerce) il fallait augmenter les dépenses de la marine, et tant que Monsieur le cardinal a été en place, il s'est refusé de se prêter à cette augmentation de nos forces navales » (9).

Dans un de ses mémoires (10), il montra combien les Anglais tenaient à conserver des points stratégiques tels que Port-Mahon et Gibraltar. Il s'attacha surtout à expliquer les difficultés soulevées à propos des demandes de fonds pour armer. En 1740 les armements demandaient plus de huit millions, il n'en disposa que de six; en 1742 il sollicita vingt millions, en prévision d'une rupture avec l'Angleterre, il en obtint dix. Dans un passage, nous lisons : « J'ai souvent entendu dire à des ministres étrangers que notre marine était trop négligée,... qu'il vaudrait beaucoup mieux que le Roi eût cinquante milles hommes de troupes de moins et cinquante vaisseaux de plus, qu'on ne pouvait imaginer l'effet de cette augmentation de vaisseaux produirait dans les cours étrangères; que ce serait le moyen le plus sûr de se faire craindre et respecter, de se procurer des alliés et de prévenir les guerres que l'agrandissement de notre commerce et la faiblesse de nos forces

(7) G. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, p. 37.

(8) Publié par MONMERQUE, en tête des, *mémoires du marquis de Villette*.

(9) *Mémoires et considérations générales sur le commerce de la France*, présentés à S. M. par M. le comte de Maurepas, tome III, pp. 194 - 245.

navales pourraient nous occasionner(11). Il est hors de doute que Maurepas fit preuve d'un esprit méthodique, clairvoyant et habile. Il fit établir à Paris une école de constructions navales, destinée à former les futurs maîtres charpentiers. A Toulon, une école de chirurgie de la marine fut ouverte (12).

La mort de Fleury, le 29 janvier 1743, et la chute de Walpole, amenèrent aussitôt, la rupture avec l'Angleterre. Maurepas réclama vingt millions pour reconstituer la marine, il n'en obtint que dix (sous Fleury il n'en avait pu obtenir qu'un seul). Louis XV avait officiellement déclaré la guerre à Georges II. Maurepas se rendit à Toulon, il constata que tout était en désordre : les magasins vides ne permettaient pas la construction accélérée de vaisseaux; enfin les finances n'étaient pas suffisantes pour procéder à un recrutement massif des équipages. C'est dans cet état de faiblesse extrême que notre « flotille » fit face en 1745 à l'escadre anglaise apparue à Toulon. Maurepas malgré les grandes pertes subies, ne se découragea pas et dès la signature de la paix d'Aix-la-Chapelle, prépara un plan de reconstruction. Mais ces projets à peine conçus, la toute puissance de la Pompadour l'obligea à se démettre de ses fonctions en faveur d'Antoine Louis de Rouillé, comte de Jouy. Rien ne le destinait à ce poste. Il fut, aux dires de Voltaire (13) « le plus inapte secrétaire d'Etat que jamais Roi de France ait eu et le pédant le plus ignorant qui fût dans la robe ». Agé de soixante ans, il était peu préparé aux affaires de la marine et sa bonne volonté ne suffisait pas. Heureusement qu'il n'en fut pas de même de son collaborateur, Le Normant de Mézy, intendant de la marine à Rochefort. Des efforts furent tentés dans le but de stimuler un retour à la vie maritime du pays, mais le manque de crédit demeurerait toujours. On construisait des vaisseaux mais on ne pouvait toujours pas les équiper. L'intendant de Toulon, Le Vasseur, écrivait au début de Juillet 1753 : « J'aurais été fort embarrassé pour la levée des marins à embarquer, sur les deux chebecs le Requin et le Rusé, sans un petit capital qui a été remboursé à mon premier domestique, et que je me suis fait prêter. La ville est épuisée par les sommes considérables que le Roi y doit, et les trésoriers généraux, par leurs remises inexactes, laissent le port dépourvu d'argent » (14).

Le mérite, cependant, de Rouillé, fut d'avoir poursuivi le mouvement de renaissance scientifique amorcé par Maurepas. Il participa activement à la création de l'Académie de marine qui devait être « ...un chef-lieu d'émulation, où devaient se former un jour des généraux, des administrateurs, des officiers de port, des constructeurs, en un mot tous ceux qui ont quelque fonction à remplir dans les arsenaux de la marine ». Mais Rouillé n'était pas fait pour la marine, et à sa demande il passa aux Affaires Etrangères le 30 juillet 1754.

Son successeur fut Machault d'Arnouville, qui arriva au département de la marine, au moment où tout laissait présager une rupture imminente avec l'Angleterre. Il mit sa sagesse et sa fermeté au service de la préparation des armements. Disposant de crédits assez importants, 31 326 000 francs pour l'année 1755, il ordonna l'entreprise de travaux de construction. Un regain d'activité régna à Toulon où les magasins entreposèrent d'immenses provisions. Le ministre rappela à l'activité tous les officiers de marine qui envahirent à peu près tous les postes dans les arsenaux.

Un écrit anonyme, attribué à Jean-Baptiste de Secondat, fils de Montesquieu (15) et dédié au ministre, mentionnait très vivement la nécessité de réagir contre les officiers de plume : « que l'on parcoure les ordonnances, partout on verra le prince armé du fouet, lorsqu'il jette les yeux sur le militaire : s'il lui enjoint un ordre, il est toujours accompagné de ces effrayantes paroles : Privation d'appoin-

(10) MAUREPAS, « *mémoire et considérations générales sur le commerce en France, présentés à S. M. ...* » (sans date).

(11) MAUREPAS, « *Réflexions sur le commerce et la marine* » A. M., G. 127, fol. 12 - 63.

(12) *Etat sommaire des Archives de la marine*, p. 403.

(13) *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire, écrits par lui-même*, 1759.

(14) *Vie privée de Louis XV*, 1781, tome 2, p. 341, citée par LACOUR-GAYET, in *op. cit.*, pp. 231 et ss.

(15) *Considérations sur la constitution de la marine militaire de la France*, Londres 1756. Cet ouvrage serait attribué à Jean-Baptiste de Secondat, fils de Montesquieu, mais il n'y a à ce sujet aucune certitude, pp. 30, 32, 33, 36 et 69.

tements, prison, cassation, peine de mort etc..., mais ses yeux se radoucissent, lorsqu'il les abaisse sur le corps de la plume. Il n'est plus question de tonner pour des personnes que l'on ne soupçonne pas même de pouvoir jamais mal faire. Ce sont les benjamins de la maison; aussi sont-ils bien enfans gâtés » (16).

La France, insiste l'auteur de cet épître, doit avoir une marine de guerre suffisamment puissante pour protéger son commerce, conserver ses colonies, favoriser, selon ses occasions, ses entreprises par terre et par mer, et « faire échouer celles que les ennemis pourraient faire sur (ses) côtes ou ailleurs... (mais) ne semble-t-il pas que ce soit l'esprit de vertige et de déraison qui ait amené la marine à cet état de renversement ? il faut entendre par là que la plume a tout accaparé dans la direction des ports et arsenaux et qu'il était contraire à la raison de réduire, comme on le faisait les attributions de l'épée ».

On est surpris de voir ce corps de plume « qui ne devrait avoir que le soin des revues, la garde de toutes choses, être lui seul chargé à présent de l'approvisionnement général de la marine, soit des matériaux, soit des munitions de guerre ou de bouche, avoir le commandement et la police des arsenaux, le détail des classes, des constructions, de l'artillerie et le soin des armemens; car c'est lui (le corps de la plume) qui règle le nombre d'hommes que doivent avoir les vaisseaux, qui décide de la quantité et de la qualité des choses qui doivent y être embarquées, soit pour la navigation, soit pour le combat; en sorte que le militaire, forcé de prendre ce qu'il leur donne, et de se passer de ce qu'il leur refuse, est réduit à n'avoir que le soin de l'arrangement de ces choses. Enfin on sera étonné de voir ce corps qui n'a nul intérêt, à ce que la marine soit florissante, être lui seul chargé de tout, et faire tout dans la marine, hors la guerre, sans que, dans aucun de tous ces détails, sa conduite soit en aucune façon suivie et examinée par personne... N'est-il pas étrange que ce ne soit pas le militaire qu'ait le soin d'examiner les vivres, avant de les emmagasiner puisque c'est lui qui doit les consommer ».

Avec beaucoup de partialité et d'exagération, l'auteur conclut : « si les officiers de la plume pouvaient sentir combien l'ignorance de leurs fonctions les fait mépriser, et fait crier contre leur inutilité dans l'état de la marine, il suffirait à leur supérieur de les réveiller par cette considération ».

De toute part on insistait avec force sur la nécessité de refondre l'organisation navale, sous peine de perdre définitivement la puissance maritime. Malgré tous les efforts de Machault, pour remédier aux désordres causés par les deux corps et à l'inadaptation de la vieille ordonnance de 1689, la marine française semblait irrémédiablement.

Brusquement, Machault fut disgracié et une lettre de cachet du 1<sup>er</sup> février 1757, l'exila. Pyrenne, marquis de Moras, contrôleur général des finances, reçut en plus le département de la marine. On crut qu'ayant le maniement des fonds à sa disposition, il les attribuerait largement à la reconstruction des ports, à leur ravitaillement et à l'armement des vaisseaux, mais ce fut « l'homme le plus inapte qu'on eût vu depuis longtemps » (17). Après seize mois, il se retira le 27 mai 1758.

C'est à partir de cette date que la « plume » va entrer dans une période critique : en effet, il fut entendu que l'on choisirait le successeur du marquis de Moras parmi les officiers « d'épée ». C'est chez Mme de Pompadour, qu'on décida de faire appel à M. de Massiac, ancien lieutenant général, riche, à la Cour depuis longtemps, ayant quelque teinture d'administration, sage, point présomptueux. Tel, le décrit l'auteur de la « Vie privée de Louis XV ». On lui donna pour second, M. le Normant de Mézy, ancien intendant et qui avait déjà officieusement rempli des fonctions comparables sous le ministère de M. Rouillé. Le conflit de la « plume » et de

(16) Cet écrit, pour bien montrer l'envahissement de la « plume », énumère le nombre de personnes qui la composait en 1752 : 7 intendants des ports, 11 commissaires généraux, 75 commissaires ordinaires, 20 commissaires aux classes, 9 gardes-magasins, 82 écrivains principaux, 28 commis principaux des classes, 237 écrivains ordinaires, 23 commissaires ordinaires des classes, 56 élèves, 800 commis aux écritures.

(17) MOUFFLE D'ANGERVILLE, *Vie privée de Louis XV*, Londres, 1781, tome 3, pp. 183 et 185.

l'«épée» se trouvait du même coup transporté au sein même de l'administration centrale. Mais cela ne dura que cinq mois. Après le court et pitoyable essai du ministère d'un officier d'«épée» on en revint au système antérieur. Malheureusement, le successeur de M. de Massiac, Berryer, fut lui aussi un incapable. Il se distingua par la politique de restriction. Il ordonna même, dit-on, de supprimer les chats entretenus dans les magasins de l'arsenal de Toulon pour la destruction des rats, parce que la nourriture des chats figurait aux dépenses du port pour douze sous par jour.

A Charron, intendant de Toulon, qui appuyait une demande de pension pour un de ses auxiliaires, il répondit sans ambages : « je me demande quelle raison il y a de, parce qu'un homme a joui pendant trente ans d'un éclat fort doux et d'un bon traitement pour qu'on ne puisse pas s'en défaire sans obligation envers lui, quand cela convient à de meilleurs arrangements » (18).

Conscient de son impuissance, il écrivait à Choiseul, aux Affaires étrangères depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1758 : « j'ai absolument besoin de vous, il n'y a qu'avec du temps et des moyens très abondants et disposés avec beaucoup d'ordre et d'économie que l'on pourra parvenir à rétablir cette malheureuse machine, qu'il semble que tout a conspiré d'anéantir, et dont personne ne sait mieux que vous la nécessité, surtout dans les circonstances où nous nous trouvons » (19).

Le suivant fut Berryer, nommé le 1<sup>er</sup> novembre 1758, au moment où le duc de Choiseul recevait les Affaires étrangères. Berryer était, disait-on, brutal et grossier, mais il avait l'avantage de plaire à la favorite et d'être protégé par le maréchal de Belle-Isle. Le chevalier de Mirabeau disait en parlant de lui « ennemi par nature de tout ce qui est honnête, son âme est aussi noire que sa peau » (20). Pendant ce temps là, la France perdait le Canada, les Antilles, Pondichéry, et subissait les insultes des Anglais. Il ne fit rien et sans être ému outre mesure, il décida d'abandonner la marine à son triste destin.

Il ne put demeurer dans le département de la marine et, le 13 octobre 1761, la marquise de Pompadour en fit un garde des sceaux. Le 15 octobre le duc de Choiseul recevait le portefeuille de la marine.

## Section 2. — Les conséquences

La politique de Choiseul, militaire devenu diplomate, est exposée dans un mémoire au Roi (21). « Vous me confiâtes la direction de la marine en 1761 au mois d'octobre. Vous savez, Sire, en quel état était cette marine. Le peu qui en restait dans les magasins était à l'encan; on n'avait pas de quoi ni radoubier ni équiper les bâtiments qui avaient échappé au combat de M. de Conflans; le port de Toulon n'était pas mieux que celui de Brest depuis le combat de M. de La Clue; les vaisseaux étaient abandonnés, les magasins vides; la marine devait partout et n'avait pas un sol de crédit; les officiers d'épée et de plume étaient dans le plus grand découragement, et le ministre qui gouvernait ce département, dans l'abattement et le dégoût... Mon premier objet fut de rétablir le crédit et que les ouvriers et fournisseurs servissent les ports. Cela fut aisé; le changement de ministre avec un peu de charlatanerie, de l'argent distribué en acquittement de dettes et que M. Berryer ignorait dans sa caisse, parce qu'il était trompé par un coquin de banquier nommé Beaujon, lequel a cependant toujours conservé malgré ses friponneries, du crédit à la Cour; cet argent et des secours que je tirai de La Borde, remirent de l'activité dans les ports... La Finance ne pouvait me rien fournir; j'imaginai le don gratuit des vaisseaux, je risquai ce moyen vis-à-vis des États du Languedoc

(18) Arch. Marine de Toulon, 1 A<sup>1</sup> 217, correspondance à la Cour, août 1759.

(19) Arch. Nat., section marine, B<sup>1</sup> 10, lettre du 20 août 1761, fol. 30.

(20) LOMENTE, *Les Mirabeau*, tome 1, chap. XII.

(21) *Mémoires du duc de Choiseul*, (1719 - 1785), Plon, Paris, 1904, p. 405.

qui se tenaient; il réussit, et, de là, tous les corps de l'Etat qui deux ans avant, avaient porté leur vaisselle à la Monnaie d'assez mauvaise grâce, s'émurent au point, par mes insinuations, que j'eus librement quatorze millions dans l'année pour la marine de Votre Majesté; ce qui me mit en état d'armer... une escadre à Toulon pour protéger le commerce en Méditerranée, afin de préparer l'escadre et les bâtiments de transports nécessaires pour l'attaque de Rio de Janeiro. La paix se fit (22). Alors je songeai à apprendre la marine, que je ne savais pas ».

Choiseul se fit en effet instruire par un homme précieux, Truget, directeur de la police des ports. Il apprit les plus petits détails : il constata que la France ne pouvait pas armer, pendant une guerre, plus de quatre vingts vaisseaux de ligne et quarante frégates, avec les bâtiments, de moindre force, nécessaires à la suite des escadres et à la manutention des ports. Il proposa en 1764, au Roi, d'avoir en quatre ans, soixante quatre vaisseaux de ligne, quarante frégates avec toutes les matières nécessaires à leur rechange, et un approvisionnement de quoi construire seize vaisseaux de ligne en cas de guerre. La France avait au commencement de 1763, quarante quatre vaisseaux de ligne, tant bons que mauvais, dix frégates, elle devait avoir en 1765, soixante trois vaisseaux de ligne, trente et une frégates, tous en état d'aller à la mer.

Choiseul entrevit la nécessité d'une réforme, l'ordonnance de 1689 dans bien des articles ne pouvait plus être adaptée au service de la marine nouvelle. Elle était, affirmait-t-il, la source de querelles nuisibles à l'intérêt de la marine, il écrivait à ce propos : « le corps de la plume était l'objet de l'animosité de celui de l'épée; la plume de son côté se targuait des avantages de l'ordonnance, négligeait les intérêts de Votre Majesté pour les siens propres, cultivait les bureaux, lesquels unis avec elle, méprisaient et maltraiétaient les officiers; de sorte que personne ne songeait et ne souciait d'aller à la mer; mais l'on était occupé à se déchirer dans l'intérieur, à se mépriser, à dire du mal du Ministre, des bureaux et des uns et des autres... ».

Ancien militaire, il permit à l'« épée », de réagir. Dans un rapport au roi, il montra combien était contraire au bons sens, la législation antérieure. « L'intendant et ceux qui composaient la plume étaient des ordonnateurs de toutes les dispositions d'un port, approvisionnements, constructions, armements et désarmements. Les officiers de vaisseau qui n'entraient dans aucun de ces détails perdaient ou négligeaient... une partie essentielle de leur instruction sur toutes les parties de la marine dont la fin était l'exécution militaire. Ils ne sortaient de leur oisiveté que pour solliciter des commandements, et, lorsqu'ils étaient nommés, ils étaient subordonnés à toute la plume d'un port » (23). Il concluait : les pouvoirs du commandant devront être étendus au détriment de l'intendant, car les officiers militaires destinés à l'action ne doivent pas être éloignés de la connaissance de tous les moyens.

Quelques années plus tôt, le chevalier de Mirabeau conseillait une réforme radicale. Il écrivait : « tout ce que l'on pourrait faire pour la marine, c'est greffer sur un tronc pourri... A quoi servirait de panser un ulcère sur une jambe quand la gangrène est dans le sang... » (24). Jusque là, aucun officier d'épée ne s'était introduit dans les bureaux ; M. de Choiseul, au contraire, s'entoura d'officiers de marine comme MM. de Fabry, de Bory, Roquefeuil et Bigot de Morogues. De leurs travaux préparatoires, sortit l'ordonnance royale du 25 mars 1765. C'était le nouveau code des armées navales.

(22) Il s'agit du traité de Paris signé le 10 février 1763, par lequel la France coloniale des Champlain, Richelieu, Colbert et Duplex, était réduite à deux postes de pêche sur les eaux de Terre-Neuve, à St. Domingue et à quelques petites Antilles, à l'îlot de Gorée aux Mascareignes et à quelques comptoirs.

(23) LAMBERT DE SAINTE-CROIX, *op. cit.*, p. 204.

(24) G. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, p. 421.

§ 1. — *L'ordonnance du 25 mars 1765*

Le principe de la nouvelle ordonnance fut le relèvement de l'autorité des officiers « d'épée » dans leurs fonctions à terre. « L'intention du Roi, écrivait Choiseul (25) est que l'exécution en commence sans retardement. Vous prendrez les mesures les plus promptes et vous donnerez à tous ceux qui sont sous votre charge, les ordres nécessaires et les plus précis à cet effet. Vous remarquerez qu'il a été attribué au commandant du port (26) une extension d'autorité telle que la dignité de sa place l'exigeait mais qu'en même temps les fonctions de l'intendant sont réglées de manière que tout ce qui regarde la conservation, l'entretien et l'équipement des vaisseaux, continue à être rempli sous son autorité et que l'administration qui lui est confiée n'est nullement gênée. Les devoirs respectifs du commandant et de l'intendant sont établis dans l'ordonnance si distinctement que le concert qui doit régner entre eux ne pourra plus souffrir aucune altération. La garde du port est désormais confiée aux troupes du Roi, sous le commandement de Bompar et non plus à des gardiens de nuit. Naturellement pour placer les corps de garde et déterminer la pose des sentinelles dans les endroits du port qui paraissent les plus convenables, l'intendant et le commandement se concerteront. Sa Majesté a établi en faveur des officiers commandant à la mer, la faculté de pouvoir prendre dans les magasins du munitionnaire les sommations conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance. Cela devant se faire en la présence du commandant et de l'intendant. Le Roi n'ayant rien prescrit par cette ordonnance sur ce qui a rapport à la comptabilité, aux classes, aux prises, aux hôpitaux des ports, Sa Majesté se réserve d'en rendre par la suite, si elle le juge convenable, de particulier sur cet objet, mais en attendant son intention est qu'on suive sur ces points, ce qui est établi par l'ordonnance de 1689 et autres postérieures ».

Le système de Choiseul relevait ainsi l'autorité du commandant du port en distinguant soigneusement les attributions militaires des attributions purement civiles, réservées à l'intendant. Choiseul prétendait que le conflit de la « plume » et de l'« épée » serait terminé, les devoirs respectifs des deux corps étant établis, si distinctement désormais.

Quelle était la brèche apportée aux prérogatives de l'intendant ? Jusque là, il était seul à communiquer avec le Roi ; or à présent le commandant, lui aussi, au lieu de passer par l'intendant, peut communiquer directement avec le Roi. Ainsi, l'intendant n'est plus le principal organe de la centralisation administrative, et le seul homme de confiance. Il n'est plus appelé à jouer un rôle prépondérant dans la tenue des Conseils de guerre. Ses attributions sont limitées à la comptabilité des deniers et des matières et à la garde des magasins. De même il est écarté du Conseil de construction, et seuls les militaires armeront et désarmeront leurs bâtiments à leur guise.

a. — *Fin de la prépondérance de l'intendant*

L'art. 374, du titre XXVIII, livre V, de l'ordonnance du 25 mars 1765, est formel (27). « Il connaît de tous les vols, larcins, injures et autres délits commis dans l'étendue de l'arsenal et dans tous les magasins, ainsi que sur les vaisseaux désarmés ».

(25) *Lettre de Choiseul à l'intendant Hurson, écrite à Marly le 17 mai 1765*, Arch. Marine Toulon; 1 A<sup>1</sup> 57 (*lettres à la Cour*), fol. 198 et suivants.

(26) Le commandant du port, est appelé par la nouvelle ordonnance « commandant de la marine ».

(27) *Ordonnance du Roi concernant la marine, du 25 mars 1765*, imprimerie royale, Paris, M. DCC. LXV.

Ainsi, cet article, d'un seul trait, supprime la compétence de l'intendant en matière de crime, et limite sa juridiction aux vols commis dans l'enceinte de l'arsenal. Nous avons vu, que, d'après l'ordonnance de 1689, il jugeait toutes les infractions commises à l'intérieur de l'arsenal et même en mer, il pouvait atteindre le coupable là où il avait commis son méfait. Encore, en 1760, la commission de l'intendant Hurson (28), lui donnait le pouvoir de juger les crimes souverainement et sans appel. S'il s'agissait de crime entraînant des peines afflictives, il les jugeait seul dans son tribunal ou assemblait le Conseil de guerre qu'il présidait en l'absence de l'amiral ou du vice-amiral. De toute manière, il avait le pas sur le commandant du port. Or, on assiste à un renversement de situation avec l'ordonnance de 1765 qui précise (29) : si l'accusé est officier, le Conseil de guerre se composera de l'amiral qui le présidera, du Vice-amiral, des lieutenants généraux et des plus anciens capitaines de vaisseaux, l'intendant étant exclu. Si l'accusé est un soldat ou un matelot armé, le commandant de la marine présidera le Conseil; enfin s'il s'agit d'un matelot, l'intendant aura séance au Conseil, mais seulement, après le président qui était effectivement le commandant.

Avant l'ordonnance de 1765, l'intendant recevait les plaintes dirigées contre les équipages des vaisseaux, tant officiers, marinières, matelots, soldats qu'ouvriers du port; désormais lorsqu'un soldat ou un matelot commettra un délit, le capitaine commandant le vaisseau, devra porter plainte au commandant afin qu'il en soit informé. Le « soit fait ainsi qu'il est requis » devant être signé par le commandant (30). Si un militaire ou un membre de l'équipage d'un vaisseau, est convaincu de culpabilité ce n'est plus à l'intendant d'ordonner les recherches mais au commandant. Et si ce dernier juge qu'il y a urgence, il entend les témoins (ce que faisait antérieurement l'intendant) pour constater la vérité des faits, dont il a à rendre compte à la Cour.

Cependant, s'il s'agit d'un matelot non armé, d'un maître entretenu ou encore d'un ouvrier, l'officier chargé de leur arrestation doit les livrer à l'intendant, comme auparavant.

Enfin le procès étant en état, le major de troupe, s'il s'agit d'un soldat, ou le major de la marine, s'il s'agit d'un matelot, devra en rendre compte au commandant seul, qui ordonnera, sans plus tarder, la tenue du Conseil de guerre et désignera les officiers devant le composer.

#### b. — *Tentative d'administration mixte*

Ainsi, la partie militaire n'était plus placée sous l'autorité exclusive de l'intendant : Le commandant fut chargé de la garde, de l'armement et de la répartition des vaisseaux. Les mouvements du port furent désormais, placés sous les ordres du commandant avec droit de surveiller les travaux exécutés dans l'enceinte de l'arsenal.

L'intendant n'eut plus à s'occuper de la garniture et du grément du vaisseau en construction, quant aux approvisionnements de guerre et de bouches nécessaires, ils furent assurés par le commandant, qui, de concert avec l'intendant et le commandant de l'escadre, en ordonnait la distribution.

Chose nouvelle, les capitaines de vaisseaux et de frégates, les lieutenants et enseignes de vaisseaux, qui n'étaient point destinés à la mer, furent appelés par le commandant du port à suivre les constructions, refontes et radoubs des vaisseaux et à faire la visite de ceux désarmés dans le port. Cette disposition était contenue dans le mémoire que Choiseul présenta au Roi le 15 juillet 1763 (31) « ... les officiers qui n'entrent dans aucun détail (approvisionnement, construction...) perdent ou négligent, s'ils manquent d'instruction, une partie essentielle de leur instruction

(28) *Commission de l'intendant pour le sieur Hurson*, 25 sept. 1760, pièce annexe n° 3.

(29) Ordonnance de 1765, art. 1259. Voir aussi, pour l'étude de cette ordonnance, Arch. Mar. Toulon 4 A<sup>1</sup> 425, O<sup>9</sup>, *Ordonnances concernant le service de la marine de 1684 à 1774*, inclusivement, fol. 429.

(30) Ordonnance de 1765, art. 1249 et ss.

(31) LAMBERT DE SAINTE-CROIX, *op. cit.*, p. 201.

sur toutes les parties de la marine dont la fin est l'exécution militaire, dont la plume n'est pas chargée »... « Le capitaine de vaisseau devra être toujours présent au radoub et à la carène, et c'est lui qui règlera tous les soirs avec les officiers le travail du lendemain, et s'il y a quelque remontrance à faire il en rendra compte au commandant ».

L'intendant continuait à faire la revue des officiers de marine et des officiers-mariniers entretenus, mais il devait, cependant prévenir la veille le commandant. L'intendant avait accès au Conseil de marine (32), à la seule condition qu'il fût question des dépenses et consommation. Il y prenait séance après les lieutenants généraux, mais avant les chefs d'escadre, à moins que le Conseil ne fût présidé par un chef d'escadre. Dépôts de journeaux et du registre des délibérations, furent confiés au commandant du port, seul responsable et gardien.

A Toulon, la garde du port fut désormais confiée aux troupes du roi, sous le commandement de Bompar. L'intendant ne prêtait plus son concours que pour placer de concert avec le commandant les corps de garde et déterminer la pose des sentinelles. Seul le commandant fut autorisé à délivrer les permissions d'entrer dans l'arsenal, l'intendant n'en était prévenu qu'après. A Toulon, M. de Bompar, très exigeant, adressa un jour de violentes remontrances à Hurson, parce qu'il avait permis de son propre chef l'entrée dans l'arsenal. « Je trouve mauvais que l'intendant donne de pareilles permissions » lui disait-il et là dessus il défendit à l'officier de garde de ne laisser entrer qui que ce fut sans un billet de lui et menaça les gardiens de les faire chasser, s'il leur arrivait d'introduire quelqu'un dans le port, « sur la seule permission de l'intendant » (33). C'était aller un peu loin.

Informé de cette vive altercation, le ministre opposa à M. Bompar qu'une semblable mesure était contraire aux termes mêmes de l'ordonnance de 1765 (34). En effet, si la garde de l'arsenal avait été confiée aux troupes, c'était pour assurer une plus grande sécurité et non pour gêner l'intendant dans son administration. Il est évident lui écrivait-il, que l'entrée de l'arsenal ne peut être interdite à quiconque, porteur de la permission de l'intendant.

Une dernière brèche fut apportée au pouvoir naguère absolu de l'intendant, en ce qu'il ne devait plus figurer dans les Conseils de marine, sauf pour les dépenses et approvisionnements relatifs aux projets déjà examinés.

En conclusion, au lieu du principe d'unité des pouvoirs dans l'arsenal avec un contrôle fortement organisé, comme il avait été établi par Colbert et confirmé par l'ordonnance de 1689, la division des attributions fut désormais le principe découlant de la nouvelle organisation de 1765. L'intendant n'était plus d'une part le chef commun de la « plume » et de l'« épée »; d'autre part celle-ci triomphait en la personne de son chef : le commandant de la marine (35).

La direction de l'arsenal était ainsi partagée entre ces deux chefs qui étaient en conflit organisé pour une foule d'attributions. Ainsi, en ce qui concerne les armements, l'intendant jusque là seul ordonnateur, dut, en vertu de la nouvelle ordonnance (36), obligatoirement se concerter avec le commandant. Or, en cas de difficultés, l'ordonnance se contentait de dire : « elles seront levées après entente »; ce qui revenait à ne rien dire du tout. De même, l'ordonnance passait sous silence la question d'arbitrage en cas de conflit.

De ce qui précède, on peut sans exagérer, affirmer que la partie administrative de l'œuvre de Choiseul ne fut pas à la hauteur des admirables efforts du restaurateur de notre puissance navale. Il a eu, écrivait Malouet : « un ministère éclatant d'audace et de puissance, dont il ne resta que des désordres et un mauvais esprit dans les armées de terre et de mer. Ses amis, ses créatures, ont essayé d'en faire un grand ministre; l'histoire de notre temps s'y oppose » (37).

(32) Ordonnance de 1765, art. 1226.

(33) Arch. mar. Toulon, 1 A' 217, lettre du 13 août 1765, fol. 123.

(34) Ordonnance de 1765, art. 544, 548 et 580.

(35) VEILLECHEZE DE LA MARDIÈRE, *op. cit.*, p. 83.

(36) Ordonnance du 25 mars 1765, t. XXVIII, art. 376, p. 89.

(37) Ch. CHABAUD-ARNAULT, *Histoire de la marine militaire française*, in *Revue maritime et coloniale*, année 1893, p. 337.

Pitt affirmait que « l'Angleterre pouvait être tranquille à l'égard de la marine de France, qui ne serait nullement à craindre, tant qu'elle serait dirigée par deux corps ». L'erreur de Choiseul fut d'avoir voulu fusionner les troupes de la flotte avec celles de l'armée de terre. En effet, l'ordonnance chargeait l'infanterie de l'armée de fournir les soldats nécessaires à la garde des arsenaux maritimes et à la garnison des vaisseaux. Il en résulta, on s'en doute, de vives protestations de la part des officiers de terre, constatant qu'une partie de leurs soldats étaient affectés au service de l'arsenal et placés sous les ordres des officiers de vaisseaux.

Quant aux officiers de « plume », cela ne nous étonne pas, ils furent mécontents d'une situation qui leur semblait bien moins belle que la précédente. Ils reprochaient au ministre d'avoir établi dans les ports une administration mixte, qui disaient-ils, multipliait les agents, les dépenses et les complications des écritures et surtout les querelles.

Ainsi, cette ordonnance brouilla tout et confondit tout (38), elle bouleversa toute l'organisation administrative. En réalité, Choiseul ne peut être considéré comme un incapable, il était animé d'un patriotisme digne de tous éloges, mais disons qu'il fut mal instruit et conseillé par les officiers militaires qu'il appela pour collaborer. En bref, l'intendant se trouvait gêné dans tous ces mouvements par une autorité encombrante qui, paralysait la bonne marche de la vie administrative et économique du port.

Pour la perte du prestige, les officiers de « plume » reçurent, en compensation, le titre d'officier d'administration de la marine, et un uniforme réglementaire. L'habit et la veste de l'intendant étaient bordés d'un galon d'or de neuf lignes de largeur, et d'un autre de dix-huit lignes. Le vêtement était fait d'un drap gris-fer foncé, avec parements de velours cramoisi, veste et culotte de drap écarlate, doublure de serge brillante, manches en hotte, boutonnieres jusqu'à la taille, trois sur chacune des poches et des manches, boutons d'or et chapeau brodé d'or (39).

Mais malgré cette nouvelle qualification et ce nouvel uniforme, les officiers d'administration de la marine protestèrent. De son côté, l'« épée » craignait d'être à son tour affaiblie. En effet, Choiseul, lassé par les querelles d'administration, avait l'intention d'ouvrir l'accès du « grand corps » aux officiers marchands et aussi aux corsaires (40), ce qui souleva une vive indignation de la part des officiers militaires.

La nouvelle ordonnance créa un grand nombre de difficultés et Choiseul n'étant pas dans les « faveurs » de la nouvelle « maîtresse royale » reçut l'ordre de se retirer dans ses terres. Pendant un intérim de trois mois et demi, la marine fut alors confiée au contrôleur général des Finances, l'abbé Terray, « qui n'eut pas le temps de lui faire du mal ». Son successeur, P. E. Bourgeois de Boynes, s'empressa de prendre le contre-pied de toutes les mesures antérieures. Cette fois l'« épée » comme la « plume », connurent les rigueurs des réformes incohérentes.

Homme de robe, ancien magistrat absolument étranger aux choses de la marine, de Boynes se révéla grand ennemi de Choiseul. Il n'eut qu'un but : détruire l'œuvre de son prédécesseur.

## § 2. — L'ordonnance du 18 février 1772

Les premières mesures du nouveau ministre, furent à vrai dire, fort curieuses. Ayant créé huit régiments sous la dénomination de corps royal de la marine, il décida au lieu de les affecter aux vaisseaux, d'affecter les vaisseaux aux régiments, sans tenir aucun compte du tonnage et du type de chaque bâtiment.

L'intendant fut donc contraint de remettre les clefs des magasins, contenant les agrées et matériaux appartenant aux divers vaisseaux, à chaque colonel de

(38) GOUGEARD, *Les arsenaux de la marine*, Royer-Levrault, Paris, 1882, p. 16.

(39) Ordonnance du 25 mars 1765, concernant les officiers d'administration de la marine et les écrivains, art. 31.

(40) G. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, pp. 394 et ss.

régiment, ainsi que les états et inventaires d'armements et de désarmements antérieurs. La confusion alla jusqu'à confier aux colonels la conduite des travaux relatifs à l'entretien et aux réparations des bâtiments ! Cette nouvelle ordonnance, du même coup, dépossédait l'intendant et le commandant de leurs attributions en matière de construction et de réparation.

Le personnel subordonné à l'intendant, était contrôlé par les coloneis qui tenaient des écritures contradictoires. Le résultat de ces mesures paradoxales, fut d'ajouter, aux deux autorités préexistantes, une troisième : celle des officiers des régiments.

Comme on peut s'en douter les difficultés et les querelles, s'élevèrent de tous côtés, or, pour les résoudre, aucune solution n'était prévue. De Boynes fut saisi d'un nombre incalculable de plaintes et de protestations de la part des trois corps, mais, il avouait, lui-même, ne pouvoir vraiment rien faire de plus !

Pour se donner une certaine contenance et ne pas exposer son incapacité flagrante à la Cour, il déclarait avec beaucoup de sang-froid, que : « le parti le plus sage est de laisser dans les nuages, les bornes exactes des deux autorités » (41).

Sous prétexte de se renseigner, les officiers de toutes sortes s'infiltraient malencontreusement dans tous les services et donnaient des ordres contradictoires. Le travail dans l'arsenal devenait de ce fait impossible. Les colonels allèrent même plus loin dans la voie de la divagation, puisqu'ils n'hésitèrent pas à exclure du Conseil d'administration du port, l'ingénieur en chef des constructions !

L'intendant Hurson, qui était à Paris pour instruire le ministre de l'état alarmant du port, ne voulut plus retourner à Toulon, pour ne pas, disait-il, appliquer cette réforme dénuée de tout bon sens.

De Boynes, eut contre lui tout le monde, aussi bien les civils que les militaires. A son tour, M. de Bompar offrit sa démission, la nouvelle constitution, était devenue, ironisait-il trop forte pour ses « faibles lumières » (42). Le ministre la lui refusa purement et simplement. Quant à l'intendant Hurson, De Boynes trouva bon de le remplacer d'autorité par son propre frère, Bourgeois de Gueudreville.

Il est intéressant de marquer une parenthèse, à propos de B. de Gueudreville, en effet, son passage à Toulon, fut quelque peu salulaire à notre institution, en ce sens, qu'en dépit des mesures prises par ordonnance, l'intendant fut comme par le passé, de nouveau considéré par le port de Toulon, comme la seule autorité compétente. B. de Gueudreville, ayant les faveurs du pouvoir central, eut pour ainsi dire ses propres courtisans dans l'arsenal.

On a tort d'avoir voulu minimiser le rôle de ce personnage. En réalité, ce dernier est fort mal connu, étant venu dans les Affaires de la marine, sans avoir gravi les divers échelons administratifs.

Un contemporain anonyme, certainement un jaloux, disait de lui avec beaucoup de mépris : « c'est un grand Grec qui n'a jamais rien fait et qui ne veut jamais rien faire, à qui B. de Boynes avait imposé cet honneur, et qui aurait mieux aimé rester tranquille » (43). Cependant nous avons le témoignage de Malouet qui s'exprimait en ces termes : « Il fut bientôt ministre lui-même à Toulon » (44).

Venu à Toulon le 17 avril 1772, il donna au port un certain renouveau d'activité (45). Grâce à l'appui de son frère, il exerçait son crédit personnel qu'il avait à la Cour, au profit des solliciteurs et des plaignants de sa province. Voici quelques exemples de ses interventions, prouvant, que le rôle joué par cet intendant, n'était

(41) A. LE HÉNAFF, *op. cit.*, p. 126.

(42) La marine et les réformes de B. de Boynes, *Revue maritime*, pp. 160 et ss.

(43) *id.*

(44) Les mémoires de Malouet, tome 1, p. 58.

(45) Les contrôles de la Solde, portent seulement les mentions suivantes :

1772 Bourgeois de Gueudreville.

Fait Intendant de la Marine par commission du Roy du 18 février 1772, arrivé dans le port le 17 avril ensuivant, parti pour Paris le 5 juin.

(Hurson à Paris, retiré du Service du 1<sup>er</sup> avril par permission du Roy du...).

1774 parti pour Paris du 14 octobre.

Le texte de sa Commission d'Intendant est coté aux Arch. Mar. Toulon, I L 197, fol. 166.

pas si nul qu'on voudrait bien le croire : Ainsi, il signala à la Cour, qu'un nommé Sicard, trésorier des Invalides, d'une famille honnête et qui jouissait d'une bonne réputation aurait voulu que son fils fut destiné au service des Colonies (46). De même il prit fait et cause pour les gros fournisseurs et entrepreneurs de Toulon et environs à l'encontre des fermiers généraux, « ceux-ci se plaignaient au trésorier général de la marine, que ces intermédiaires envoyaient leurs procurations à leurs correspondants de Paris pour y donner leurs quittances et épargnaient ainsi le droit de contrôle des quittances qu'ils donnaient directement au trésorier de la marine » (47). En effet les actes des notaires de Paris étaient exempts de la formalité de contrôle. De Gueudreville n'hésita pas alors à intervenir sur le plan juridique et financier. Pour que cette représentation fut légale « il fallait prouver, disait-il, que ces quittances étaient véritablement établies à Paris pour recevoir les paiements à Toulon et que ce détour n'avait pour objet que de se soustraire au droit de contrôle ». Or, ajoutait-il « les règlements ne prohibaient aux domiciliés dans les provinces de faire passer leurs actes à Paris par procuration, que dans le cas où toutes les parties intéressées avaient leur domicile dans la province. Mais il en est autrement quand, l'une d'elles est à Paris ». On ne pouvait donc pas dire concluait l'intendant que le Trésorier général de la marine au profit duquel ces quittances étaient dressées, ne fasse résidence dans cette capitale.

Le Roi donna raison aux fournisseurs et entrepreneurs de Toulon qui ne tarirent pas en remerciements et en présents de toutes sortes au profit de leur puissant protecteur.

Il convient de signaler que de Gueudreville exerça à titre exceptionnel, outre sa charge d'intendant de la marine, les fonctions d'inspecteur du commerce. En effet, au départ de l'intendant de Provence, Auger de Montyon, la Chambre reçut le 27 septembre 1773, du ministre de la marine, de Boynes, avis de nomination de B. de Gueudreville aux fonctions d'Inspecteur du commerce de Marseille et de Président de la Compagnie Royale d'Afrique (48).

Cette fonction qui donnait autorité spéciale pour le négoce marseillais, était assurée auparavant par l'intendant de Provence. De ce fait, Gabriel Senac de Meilhan successeur de M. Auger de Montyon s'en trouva dépourvu (49).

La malencontreuse ordonnance du 18 février 1772, impraticable, eut une courte durée. De Boynes fut remplacé par Turgot et un mois plus tard par de Sartine.

Celui-ci par une ordonnance de 8 novembre 1774 rétablit provisoirement le système de Choiseul, en réservant toutefois aux officiers de vaisseaux, à titre d'essai, les travaux relatifs à la construction, au gréement et à l'équipement des navires de guerre. Le préambule de la nouvelle ordonnance, retrace l'influence fâcheuse de l'ordonnance de 1772 sur toutes les parties du service. « Sa Majesté s'étant fait rendre compte de la forme actuelle du service dans ses ports et arsenaux de la marine et sur ses armées navales, escadres et vaisseaux de guerre, des changements introduits dans la constitution de ses officiers de vaisseau et des troupes attachées à sa marine, de leur répartition et celle de ses vaisseaux dans ses principaux ports, et des ordonnances et règlements rendus depuis quelques années sur le tout, s'étant fait rendre compte aussi des avis... Elle aurait reconnu que d'un côté, la forme actuelle ne peut subsister, par les difficultés qui s'y rencontrent, et que, de l'autre, il n'est pas possible d'adopter la plupart des partis proposés sur un long et mûr examen considérant, en même temps combien il importe de ramener le service de ses ports et celui de ses armées navales à une exécution plus facile, elle aurait résolu de rappeler provisoirement le service de la marine à l'ordonnance du 25 mars 1765; laquelle ayant pour base les principes établis par celle du 15 avril

(46) Arch. Mar. Toulon, 1 A<sup>2</sup> 225, *Correspondance*, octobre 1772, fol. 28.

(47) id., décembre 1772.

(48) Arch. de la chambre de commerce de Marseille — A. 29, dossier B. de Gueudreville — Une liasse de 23 pièces.

(49) Arch. de la chambre de commerce — A. 45, *livre du cérémonial*, fol. 103, qui mentionne M. de Gueudreville comme étant à Marseille et recevant la visite des échevins et députés du commerce. Accompagné de Mme de Gueudreville et de plusieurs personnes de sa connaissance il rendit cette visite, vivement acclamé.

1689, renferme aussi plusieurs dispositions particulières de divers règlements rendus avant ladite ordonnance de 1765 » (50). B. de Gueudreville n'étant plus protégé par son frère donna sa démission. Il reçut le 7 décembre une pension de 12 000 livres dont 4 000 réversibles à son décès à Mme de Gueudreville. Aucun intendant n'ayant été nommé à sa place, M. Dasque, commissaire général de la marine, en assura l'intérim jusqu'en novembre 1776. Puis l'intérim fut, quelques jours assuré par M. Lemoyne, commissaire général, en attendant l'arrivée de M. Prévost de La Croix, Enseigne du port à Rochefort, depuis le 9 novembre 1774.

L'administration générale et particulière des ports et arsenaux de la marine fut remaniée par l'ordonnance du 27 septembre 1776.

Cette nouvelle réforme affirme la suprématie de l'« épée » dans les arsenaux. Ainsi la réaction militaire l'emportait une fois de plus.

### § 3. — *L'ordonnance du 27 septembre 1776*

L'ordonnance de 1776, proclama dans les ports, un système nouveau, fort différent de celui de 1689. Le préambule commençait d'ailleurs en ces termes : « Sa Majesté s'étant fait représenter l'ordonnance du 25 mars 1765 concernant la marine, et son ordonnance du 8 novembre 1774, pour régler provisoirement ce qui serait observé dans les différentes parties du service des ports ; et s'étant assurée que les officiers de la marine ont acquis depuis plusieurs années, par la nouvelle forme donnée à leur éducation militaire, la théorie de l'architecture navale et les connoissances nécessaires pour bien diriger la construction, le gréement et l'équipement des vaisseaux, elle a reconnu la nécessité de faire divers changements à l'ancienne constitution de sa marine. Cette constitution qui n'admettoit les officiers militaires à aucun détail dans les arsenaux, étoit propre sans doute au temps où elle fut adoptée, mais Sa Majesté a jugé qu'elle ne pourroit être maintenue dans son entier, sans renoncer aux avantages qui doivent résulter pour la perfection des ouvrages et pour l'économie, tant des lumières et des talents desdits officiers, que de l'intérêt qui lie essentiellement leur propre gloire au succès des opérations mécaniques dans les ports et à la conservation des forces navales » (51).

Nous ne sommes pas, pour notre part, convaincus par ces arguments, en effet, et c'était l'avis des officiers civils et plus spécialement de Malouet, les militaires sont faits pour le combat, ils ont à savoir se servir de leurs armes, en connaître le fonctionnement et le maniement, et non être habiles à les confectionner ou même à en diriger l'exécution ! Certes, il eut été bon, en ce temps là, que les jeunes officiers fissent des stages dans des arsenaux sous la conduite de chefs techniques qualifiés, mais c'est tout !

Nous verrons qu'à l'examen, cette ordonnance, comme les précédentes, voulait maintenir à la tête du port, deux chefs. « L'un, le commandant, à qui étaient confiées la disposition, la direction et l'exécution des travaux, avait à présent un auxiliaire le directeur général de l'arsenal ; l'autre, l'intendant, qui ne conservait plus que la comptabilité des deniers et matières » (52).

Cette réforme marque le triomphe de l'« épée », qui devient définitivement la seule autorité de l'arsenal. L'intendant lui cède effectivement la direction des constructions, la police du port et l'ordonnancement des dépenses. Les formes de la comptabilité établie sur les bases de 1689, demeurent cependant. Mais les administrateurs civils, s'ils ont le droit de décider de toutes les dépenses n'ont pas aucun moyen de les modérer. C'est à propos des états de matières et deniers employés que de sérieux conflits s'élevèrent, mais là, l'intendant ne devait plus triompher systématiquement.

(50) Répertoire général des lois, décrets, ordonnances, règlements et instructions sur la marine, tome 1, p. 4.

(51) Ordonnance du 27 septembre 1776, in ISAMBERT, tome 24, 1776 - 1777, p. 141.

(52) Ordonnance du 27 septembre 1766, t. 1, de la division des fonctions dans la régie et l'administration générale et particulière des ports et arsenaux de marine, art. 1.

## A. — LE TRIOMPHE DE L'« ÉPÉE »

Au commandant, fut confiée l'administration des travaux. Il faut entendre : les constructions, les refontes et radoubs, les armements et désarmements, les opérations mécaniques, les mouvements du port et tous les ouvrages à exécuter dans les chantiers de l'arsenal, c'est-à-dire précise l'ordonnance de 1689 (t. 1, art. 2) : la construction, le gréement, l'équipement et la conservation des vaisseaux. L'administration comprenait aussi : la garde et la sûreté du port et de la rade.

L'intendant conservait l'administration des deniers et matières, c'est-à-dire, selon (art. 3 : la recette et l'emploi des deneirs ; les marchés et adjudications des matières et d'ouvrages; les approvisionnements, les recettes, la conservation des magasins et la distribution des matières, munitions et marchandises; les appointements, soldes, « revues et montres » des officiers, troupes, gens de mer, entretenus dans le port et employés dans les vaisseaux; la levée des officiers mariniens, ouvriers, journaliers, matelots et gens de mer, la police des classes; la garde des magasins, l'administration des hôpitaux, des chiourmes et des bâtiments civils du Roi, et la comptabilité générale.

Les ports étaient donc divisés en deux groupes : l'un sous les ordres du commandant, l'autre sous ceux de l'intendant : au commandant du port étaient départis : le détail des constructions, le détail du port et le détail de l'artillerie (53) ; à l'intendant revenaient : le bureau du magasin général, celui des chantiers et ateliers, celui des fonds et revues, celui des armements et des vivres et enfin celui des hôpitaux et chiourmes (54).

Dans chaque port, il était établi (55) un directeur général de l'arsenal, choisi parmi les officiers généraux, qui sous l'autorité du commandant du port, était chargé de diriger et d'inspecter les travaux, les opérations mécaniques et les mouvements du port. Sous les ordres des officiers de vaisseau, des officiers de port et des ingénieurs constructeurs, étaient employés dans les trois détails de l'arsenal :

Le détail des constructions était placé sous l'autorité du directeur général, secondé par un directeur ordinaire et un sous-directeur des constructions choisis parmi les capitaines de vaisseaux (56). A Toulon, trois lieutenants, trois enseignes de vaisseau, un ingénieur constructeur en chef, plusieurs constructeurs, sous-ingénieurs et élèves constructeurs, étaient attachés à ce détail.

Le détail du port était confié au directeur général, secondé par un directeur ordinaire, choisi parmi les capitaines de vaisseaux, aidé lui-même par un sous-directeur choisi parmi les capitaines du port. A Toulon, trois lieutenants et trois enseignes étaient affectés à ce détail (57).

Le détail de l'artillerie était, enfin, sous les ordres du Directeur général aidé dans sa tâche par un directeur ordinaire et un sous-directeur, tous deux, choisis parmi les capitaines de vaisseaux (58). A Toulon, étaient affectés à ce service : cinq lieutenants de vaisseau, dont un aide-major d'artillerie et quatre capitaines en premier ou second des compagnies de bombardiers et d'apprentis canonnières ; cinq enseignes de vaisseau, dont un sous-aide major d'artillerie et quatre lieutenants en premier ou en second des mêmes compagnies; les compagnies de bombardiers et d'apprentis canonnières, tous les maîtres-canonnières entretenus dans le port.

A chaque direction, étaient attachés six gardes de la marine. Dans les principaux ports du royaume, l'arsenal était divisé en cinq bureaux (59). Le commis-

(53) Ordonnance de 1776, t. 1, art. 4.

(54) Ordonnance de 1776, t. 1, art. 11.

(55) Ordonnance de 1776, t. II, de la répartition dans les trois détails de l'arsenal, des officiers de vaisseaux, officiers de port et ingénieurs-constructeurs et de tous entretenus pour les travaux de l'arsenal et du port et la garde des vaisseaux.

(56) Ordonnance de 1776, t. II, art. 18.

(57) Ordonnance de 1776, t. II, art. 19.

(58) L'ordonnance du 2 décembre 1774 les désignait commandant en chef de l'artillerie et commandant en second de l'artillerie. Ces titres furent supprimés par la présente ordonnance.

(59) Ord. de 1776, t. III « de la répartition dans les 5 Bureaux de chaque port... ».

saire général avait l'inspection sur le fonctionnement de ces services et un droit de regard absolu sur le magasin général. A la tête de chaque bureau était placé un commissaire ordinaire. Celui préposé au magasin général était secondé par un garde-magasin. En cas d'absence ou de maladie d'un des commissaires ordinaires, un commissaire surnuméraire était appelé à les remplacer (art. 41). L'intendant dans l'intérêt de son administration, avait la possibilité de répartir dans chaque bureau, des commis aux écritures, dont le nombre était fixé par les états arrêtés au préalable par le Roi. Tous les trois mois, l'intendant adressait à la Cour, une liste qui contenait « la destination qu'il en avait faite de chacun de ces commis » (art. 42). L'intendant conservait son autorité sur les ingénieurs des bâtiments civils, les suisses et consignes de l'arsenal, les gardiens des magasins, ateliers, les employés au service des hôpitaux et à la garde des chiourmes (art. 44).

Telles étaient les prérogatives attribuées à chacun des deux chefs de l'arsenal. L'ordonnance de 1776, précisait le rôle joué par l'un et l'autre, pour les mêmes opérations dans l'arsenal : pour les travaux et ouvrages, la paye des ouvriers, la recette des marchandises et enfin la police du port.

*a. L'intendant cède à l'« épée » ses fonctions de directeur de construction.*

En vertu de la nouvelle ordonnance, l'intendant cédait donc ses fonctions de directeur de constructions à des directeurs préposés spécialement aux trois détails de l'arsenal. Ces derniers étaient dès lors chargés de faire faire par les officiers ingénieurs constructeurs, tous les plans, dessins, devis et modèles qui étaient certifiés et visés par le directeur général et le commandant du port. Une copie en était adressée au Secrétaire d'Etat.

Le Conseil de marine (60) arrêtaient ensuite ces devis, qui devaient une fois de plus être approuvés par le Roi.

Le directeur dressait alors un état exact du nombre d'ouvriers nécessaires, et du prix de la main d'œuvre pour le convertissement des matières. Il déterminait la quantité des matières nécessaires pour la construction, l'armement, le gréement et l'équipement des vaisseaux.

Le directeur du détail intéressé, devait de concert avec le commissaire du magasin général, et celui des chantiers et ateliers, procéder à l'estimation exacte des quantités réglées dans ledit état.

Cette estimation était couchée dans des procès-verbaux certifiés et approuvés du directeur général et visés du commandant et de l'intendant, après avoir été examinés par le Conseil de marine. Ces procès-verbaux étaient ensuite expédiés au secrétaire d'Etat pour lui faire connaître le prix de revient de chaque vaisseau (61). L'intendant intervenait seul dans la levée des ouvriers ou journaliers et des escouades de forçats nécessaires aux travaux arrêtés par le Conseil de marine. Aucun ouvrier n'était admis aux chantiers et ateliers, sans un billet du commissaire de ce bureau et signé de l'intendant. L'ouvrier, en arrivant se présentait au directeur du détail désigné et se faisait inscrire sur son registre. Le directeur de chaque détail devait remettre au directeur général un tableau de la répartition qu'il avait faite des journaliers et en remettait un double au commissaire des chantiers et ateliers qui le portait à la connaissance de l'intendant, mis ainsi, devant le fait accompli. C'est là nous pensons une sérieuse atteinte portée au prestige de l'ancien chef de l'arsenal.

(60) Par l'ordonnance du 18 février 1772 le Conseil de construction fut appelé Conseil de marine. Sa compétence était plus étendue qu'auparavant, nous verrons que c'était en quelque sorte un véritable conseil d'administration, destiné à examiner les travaux de toutes natures, à passer les marchés et adjudications et aussi à vérifier la consommation des vaisseaux. Le Conseil de marine fut conservé par l'ordonnance de 1776. L'article 376 du t. XVIII de l'ordonnance disait : « Le Conseil de construction sera et demeurera maintenu et conservé sous la dénomination de Conseil de marine ». Le commandant du port le présidait, l'intendant prenait séance après lui. En cas d'absence du commandant, le Conseil était présidé par le directeur général et à défaut par le directeur particulier le plus ancien dans l'ordre de capitaines de vaisseau. L'intendant n'avait en n'importe quelle circonstance que le deuxième rang.

(61) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 48.

Le commandant donnait ses ordres au directeur général qui les répartissait à chacun des directeurs intéressés. Ceux-ci faisaient dresser des états généraux par approximation, de toutes les matières nécessaires pour l'exécution des ouvrages prévus.

Un double de ces états, signé du directeur du détail et approuvé du directeur général, après avoir examiné et comparé aux plans et devis du Conseil de marine, était visé du commandant et ensuite remis à l'intendant qui ordonnait les approvisionnements de ces matières et leur distribution successive, à proportion des demandes journalières faites au magasin général.

Les demandes de matières ouvrées et non ouvrées, outils et ustensiles nécessaires à la construction des vaisseaux, étaient formulées par écrit, par l'ingénieur constructeur. Ces bulletins de demande, visés du directeur des constructions et du commissaire des chantiers et ateliers, étaient présentés par les contremaîtres d'ouvrages au commissaire du magasin général, qui apposait son ordre au bas destiné à la livraison des matières demandées. Ces bulletins servaient de décharge au garde-magasin.

Lorsque ces matières étaient mises en chantier, elles demeuraient sous la responsabilité du commissaire des chantiers et ateliers qui en faisait suivre l'emploi de leur convertissement par les commis sous ses ordres, en vue de s'assurer si tout ce qui avait été délivré était effectivement et strictement employé (62).

Le directeur de chaque détail et le commissaire tenaient chacun un registre jour par jour, de toutes les demandes qui avaient été faites dans les divers chantiers ou ateliers dépendants de chaque direction.

A la fin de chaque mois, un état général de toutes les matières mises en chantiers ou ateliers était dressé par le directeur de chaque détail.

Y étaient mentionnés exactement leurs dénominations, qualité, quantité, poids ou dimensions, destination et déchets.

Le commissaire de son côté dressait un état dans la même forme pour chaque détail particulier, et ne manquait pas d'indiquer le déchet que les matières avaient éprouvé dans leur convertissement. Chaque directeur pour sa partie et le commissaire pour les trois détails, vérifiaient, examinaient et certifiaient réciproquement le détail particulier, et ne manquait pas d'indiquer le déchet que les matières avaient éprouvé (64).

Le directeur de chaque détail ou ses officiers ou ingénieurs-constructeurs, assistait à la recette qui était faite par le commissaire du magasin général, de toutes les matières et marchandises. La réception de ces fournitures était faite conformément aux états du Roi et aux marchés passés en présence du Conseil de marine. Les marchandises et ouvrages étaient confrontés avec les échantillons et modèles qui au moment de l'adjudication avaient été présentés au Conseil et cachetés conjointement par le président, l'intendant, le contrôleur et l'entrepreneur ou adjudicataire (64).

En cas de contestations (65) sur la qualité des matières, marchandises, munitions ou ouvrages reçus, survenues entre les directeurs, commissaire du magasin général et contrôleur, il était sursis à la réception. Le commandant ordonnait alors la réunion de l'assemblée extraordinaire du Conseil de marine. Les rapports et avis des contestants y étaient lus et discutés. Les contestants lors des délibérations n'avaient qu'une voix consultative. Dans la mesure où l'objet des fournitures était considérable, les différents rapports des directeurs, commissaire, contrôleur, et du Conseil de marine lui-même étaient expédiés au secrétaire d'Etat. Le Roi faisait alors savoir ses intentions au commandant et à l'intendant.

Lorsqu'une construction avait été terminée, que le magasin particulier du

(62) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 68.

(63) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 76.

(64) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 81.

(65) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 81, 82 et 83.

(66) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 77.

vaisseau était complet et que tout ce qui était nécessaire à son armement et équipement était préparé, chaque directeur faisait dresser un état de (66) :

- toutes les matières ouvrées ou non ouvrées, tirées du magasin général;
- leur prix figurant dans un écrit du contrôleur;
- le nombre et prix des journées employées pour la main-d'œuvre.

Le directeur général réunissait en un seul les états que lui avaient remis chaque directeur. Cet état récapitulatif, était certifié par chaque directeur, visé du directeur général et remis au commandant.

Parallèlement, le commissaire dressait dans la même forme un état général qu'il certifiait et soumettait au visa de l'intendant. Le commandant et l'intendant réunissaient le Conseil de marine et comparaient les états au vrai et ceux approximatifs (67).

La paye était réglée par le commandant de concert avec l'intendant sur les propositions faites par le directeur du détail et par le commissaire des chantiers (68).

Ceux-ci devaient s'attacher particulièrement à se faire renseigner sur les bons et médiocres ouvriers, afin que leur paye fut proportionnée à leurs services, capacité et assiduité au travail. Chaque jour le directeur se faisait rendre compte par ses officiers des appels des ouvriers. Ils devaient lui remettre un extrait des rôles qu'ils certifiaient au préalable. Tous les soirs, une copie visée du directeur devait être remise au directeur général qui la transmettait au commandant (69).

Parallèlement, le commissaire se faisait rendre compte chaque jour des appels par les commis qui en étaient chargés et qui lui remettaient un extrait certifié, des rôles d'appel.

Tous les soirs, il visait cet extrait et en délivrait copie à l'intendant.

A la fin du mois, les rôles d'appels des ouvriers étaient retirés par les directeurs et le commissaire qui chacun de leur côté dressait un état général et le faisait après vérification certifier par l'autre.

L'état du directeur visé par le directeur général, était remis au commandant, celui du commissaire était transmis à l'intendant. Ces deux états examinés et confrontés par l'intendant et le commandant, devaient contenir les différentes fonctions des ouvriers, la paye qui leur avait été fixée, les heures de jours d'absences, afin que d'après ces renseignements, l'intendant pût ordonner le paiement de ce qui était dû. Directeurs et commissaire étaient tenus d'assister à la paye.

#### *b. La police de l'arsenal appartient désormais au commandant.*

La police des chantiers et ateliers de l'arsenal, des vaisseaux et des bâtiments désarmés, n'appartenait plus à l'intendant, mais au commandant qui avait sous ses ordres, le directeur général de l'arsenal et les directeurs particuliers des trois détails (70).

Par contre, la police des magasins et bureaux affectés aux cinq commissaires et au contrôleur et la police des bâtiments civils, hôpitaux et bagne, appartenait à l'intendant et sous son autorité aux commissaires généraux et aux commissaires ordinaires préposés auxdits bureaux (71).

De ce partage il résultait que (72) les contre-maitres, les maîtres d'ouvrages ou d'ateliers, les ouvriers ou journaliers employés aux chantiers et ateliers, opérations et mouvement du port, les gardiens de vaisseaux, bâtiments flottants et machines, les guetteurs et enfin les observateurs de signaux, demeuraient sous les ordres du directeur général et du directeur particulier du détail et subordonnés à tous les officiers de vaisseau ou de port, ou ingénieurs constructeurs, chargés de la direction particulière des chantiers ou ateliers, ou d'en suivre les travaux. Par contre, sous l'autorité de l'intendant et sous les ordres du commissaire général

(67) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 80.

(68) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 59.

(69) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 63.

(70) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 84.

(71) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 85.

(72) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 86.

et des commissaires ordinaires et surnuméraires demeuraient : les gardiens de bureau, les suisses en consignés (73) des portes, et tous les entretenus pour le service, La garde des hôpitaux, chiourmes et bâtiments civils (74). Dans tous ces remaniements, que devenait le corps de contrôle ? Il fut, et cela était une grande nouveauté, constitué en corps totalement indépendant de l'administration. Il n'était plus subordonné dans le port au représentant de l'autorité administrative : l'intendant. Il dépendait dorénavant d'un contrôleur central résidant à Paris.

L'ordonnance de 1776 (75), prévoyait en outre un contrôleur de la comptabilité aux appointements de 15 000 livres avec droit de séance au Conseil de marine. Quant au contrôleur du port, il demeurerait toujours, secrétaire dudit Conseil, mais n'avait pas voix aux délibérations, excepté dans le cas où il s'agissait de marchés et d'adjudications.

#### B. — LES TROUBLES APPORTÉS PAR L'ORDONNANCE, DANS LE PORT DE TOULON

Ainsi dans le système de l'ordonnance de 1776, l'intendant était appelé à fournir les moyens d'exécution en matières, main-d'œuvre et deniers et le commandant à assurer la préparation et l'exécution. On n'y trouve aucun lien de collaboration mais deux compartiments bien distincts et impénétrables. Le défaut, était d'avoir distribué les détails, sous les ordres de deux chefs indépendants, et d'y établir un concours perpétuel entre les agents militaires et civils. Il en résulta que l'ordonnance confondit ce qu'elle avait voulu diviser. Son vœu était une inspection réciproque et la conséquence fut une action commune et embarrassée.

Beaucoup d'erreurs grossières furent commises. F. Dumon rapporte que « certains vaisseaux portaient des canons d'un calibre et des boulets de l'autre. On expédia dans le Nord, des vêtements destinés aux Antilles. Un grand nombre de matelots portés décédés revinrent après le partage de leur succession. Enfin, d'autres périrent leur solde longtemps après leur mort (76).

Cette organisation était à vrai dire basée sur deux principes également erronés. Il suffit pour s'en convaincre, dit M. Gougeard (77), de lire le rapport du Roi, qui précède l'ordonnance :

— que l'instrument de guerre, quel qu'il soit doit être fabriqué par celui qui s'en sert;

— que les comptes, qui sont la partie nécessaire de cette fabrication doivent être dressés et produits par un corps spécial.

Or, dit Gougeard, « il est absolument inexact de penser et d'affirmer que l'instrument de guerre : bâtiment de combat, artillerie, doivent être produit par ceux qui s'en servent, et que sous ce prétexte les officiers de marine sont en droit de réclamer la construction des vaisseaux, les artilleurs celle des canons, l'infanterie celle des fusils, etc. En vérité, l'instrument de guerre doit être fabriqué tout simplement par celui qui sait et a appris à le construire, et dont le mode d'éducation et d'instruction aura été dirigé spécialement vers ce but ».

L'ordonnance du 27 septembre 1776 fort blâmée dans le temps, fut l'objet de sévères critiques dont la plus importante fut celle avancée par Malouet (78). Cette ordonnance, en effet, attaquait dans sa base, le système établi par Colbert, en divisant l'administration des ports et arsenaux en deux parties, dont l'une attribuée aux officiers militaires comprenait la direction et l'exécution de tous les travaux

(73) « A chaque porte de l'arsenal, un Suisse ou consigné fera connaître aux sentinelles et aux corps de garde, les ouvriers ou autres gens qu'on pourra laisser entrer ou sortir », art. 90, reprenant l'ordonnance du 8 novembre 1774, art. 4.

(74) Ordonnance de 1776, t. IV, art. 87.

(75) Ordonnance de 1776, t. V, portant établissement des contrôleurs de marine, art. 7.

(76) F. DUMON, *op. cit.*, p. 266.

(77) M. GOUGEARD, *La marine de guerre, son passé, son avenir*, Paris, Berger-Levrault, 1884, p. 37.

(78) *Mémoires de Malouet*, publiés par son petit-fils, le baron Malouet, éd. Plon et C<sup>o</sup>, Paris, 1874, tome 1, pp. 44 et suivantes. Ces mémoires écrits en 1808 furent publiés pour la première fois en 1868.

et l'autre conservée à l'intendant ne contenait plus que la recette, la dépense et la comptabilité des deniers.

Cette ordonnance, écrivait Malouet « détruisit toutes les bases de celle de 1689 et par des principes inverses établit une hiérarchie militaire d'administration à laquelle fut transférée la direction des travaux et conséquemment des dépenses de la marine; mais les ordonnateurs et les directeurs de ces travaux n'en furent point comptables, et pour conserver les formes de l'ancienne comptabilité, on laissa subsister les administrateurs « civils » avec droit apparent de concourir à toutes les dépenses sans aucun moyen de les modérer... Il s'agit de savoir si l'agence des différents chefs d'ouvrages doit avoir pour point de réunion et de direction un administrateur général des dépenses et des approvisionnements qui surveille et réponde des consommations, des magasins et des ateliers, ou un commandant militaire qui n'entre dans l'administration que pour ordonner les consommations et qui s'en sépare lorsqu'il s'agit de la comptabilité. On pourrait concevoir l'inspection de l'officier commandant sur l'administration comptable, mais celle du comptable sur l'administrateur commandant ne peut être que fictive et dérisoire ». Il résultait donc du système de 1776, une multiplication d'agents et une complication de formes sans responsabilité. Le pouvoir d'administration devint une prérogative pour les officiers militaires, et l'obligation de rendre compte, une vaine formule pour les officiers civils... Ce qui contrarie tous ces principes politiques, c'est de séparer dans une administration quelconque, la responsabilité de l'influence et de l'action immédiate sur les dépenses, et d'instituer des officiers administrant sans comptabilité et des officiers-comptables sans responsabilité. « J'observe ici que je n'appelle pas comptabilité les monceaux de papiers, de registres et d'états que l'on trouve partout et dans lesquels on inscrit des chiffres et des valeurs, comme on ne devrait pas appeler Chambre des comptes le dépôt de toutes ces pièces, dans lequel se vérifient des calculs toujours justes, quand on les présente à l'examen » (79).

Ce jugement sur l'ordonnance de 1776, fut confirmé par l'histoire des années qui suivirent. Les effets de l'organisation nouvelle ne tardèrent pas à se faire sentir. Les directeurs de chaque détail possédant la faculté d'ordonner les travaux et l'intendant n'ayant plus qu'un rôle passif, la consommation n'eut plus de limites et les dépenses s'enflèrent considérablement. L'action entraînante de l'ordonnateur des travaux devait bientôt effacer celle de l'ordonnateur des dépenses, et tout cela au détriment de l'économie.

L'apparition de cette ordonnance, à Toulon, souleva de timides protestations de la part de l'intendant, mais elles furent sévèrement repoussées : « Je ne puis voir sans beaucoup de peine, écrivait le ministre, que le port de Toulon soit le seul d'où il ait été demandé des explications sur l'ordonnance de 1776, et que ces demandes proviennent de ce que, ne voulant pas assez méditer cette ordonnance pour en saisir l'esprit, vos idées se reportent toujours sur ce qui se faisait avant le nouveau règlement. Souvenez-vous bien que je ne changerai rien à l'ordonnance » (80).

En opposition constante, une certaine effervescence régna dans le port, entre l'intendant et le commandant.

A propos des états de matières employées, pendant le mois, par les directeurs particuliers, il s'éleva un sérieux conflit. Ces états en vertu de l'ordonnance, nous l'avons vu, devaient porter le visa de l'intendant, avant d'être expédiés à la Cour, or, au mois de juillet 1778, les directeurs se passèrent purement et simplement de cette formalité, sous prétexte que les enregistrements de l'administration et ceux des directions ne correspondaient pas. Ceci dépassait les bornes, aussi, le ministre ne put pas faire autrement, malgré sa grande bienveillance pour le corps de l'« épée », de renvoyer ces états, et d'en ordonner la confrontation des registres.

La même année, M. de St. Aignan, lieutenant général, commandant de marine, avait ordonné l'armement et l'équipement de deux bâtiments sans en avoir avisé

(79) Opinions de Malouet, note 1, p. 171, de ses *Mémoires*.

(80) V. F. BRUN, *op. cit.*, tome 1, l. XVII, p. 554.

M. Prévost de la Croix, intendant; il se contenta, une fois l'armement achevé, de le mettre devant le fait accompli et l'invita à y apposer son ordre de délivrance. L'intendant trouva cette manière de procéder contraire au principe même de l'ordonnance, et répondit par un refus catégorique. M. de Sartines, dut une fois de plus s'incliner et écrire à M. de St. Aignan, « j'ai lieu de croire que vous êtes dans l'intention que l'intendant ait connaissance des dépenses, avant de les faire, et que vous ne voulez pas qu'on se borne à l'en instruire lorsqu'elles sont faites » (81).

Le 17 novembre 1781, M. Malouet succédait comme intendant de la marine à Toulon, à M. Prévost de la Croix, en même temps que M. de Fabry était nommé commandant de la marine et lieutenant général, à la place du marquis de St. Aignan, élevé à la dignité de vice-amiral.

L'administration de ce port, auquel appartenaient la septième et la huitième escadres, se partagea entre ces deux chefs : d'une part M. de Fabry, peu mesuré et se distinguant par son langage insultant et médisant, et d'autre part M. Malouet esprit conciliant.

Aussitôt sa nomination à l'intendance de Toulon, Malouet, s'empressa d'en informer M. de Fabry en des termes fort courtois. « J'ai appris hier Monsieur, ma nomination à l'intendance de Toulon, je m'empresse d'avoir l'honneur de vous en faire part, et de vous annoncer le désir que j'ai qu'elle vous soit agréable. Je suis appelé à concourir avec vous à l'administration d'un département dans lequel je ne suis connu de personne, tandis que vous, Monsieur, joignez au mérite de vos services militaires, l'emploi des talents et des lumières les plus distingués. Cette différence de position, en mettant tous les avantages de votre côté, sollicite pour moi votre bienveillance, jusqu'à ce qu'une connaissance plus particulière de ma manière de penser et de faire puisse activer les sentiments que je désire vous inspirer » (82). Dès le 4 décembre, jour de son entrée en charge, Malouet, prêcha à ses auxiliaires la conciliation et l'ordre, en ces termes : « J'ai eu plusieurs conférences avec M. le chevalier de Fabry, il m'a paru satisfait de la déférence que je lui ai marquée, et que je lui dois; je l'ai assuré, et c'est de très bonne fois, que dans toutes les relations du commandant avec l'intendant, je compterai son expérience et ses lumières pour tout, et mon avis pour rien me réservant de vous rendre compte de mon opinion, dans les différences d'avis qui tiendraient essentiellement à la liberté de conscience » (83).

Malgré cet esprit conciliant, M. Malouet eut des démêlés avec M. de Fabry, mais ils ne furent jamais irréparables. « Nous avons eu, écrivait Malouet des démêlés dans lesquels, je crois qu'il a eu tort, et le gouvernement le jugea ainsi, mais je n'en dois pas moins rendre justice à l'intégrité de son caractère, qui était difficile, à son zèle, à ses connaissances comme chef d'un grand port ».

« Malgré nos querelles, écrivait cependant Malouet, il se réunit à moi, dans les affaires parfois très graves dirigées contre l'administration de l'arsenal ».

Comme on le voit, l'intendant n'a plus les faveurs de la Cour et son rôle s'estompe à tel point que la chute de cet agent devient inévitable, malgré certaines tentatives, mais bien timides, d'un retour aux principes anciens, tout au moins ceux prévus par l'ordonnance de 1765.

#### § 4. — La chute de l'intendant

##### A. — ESSAI D'UN RETOUR AUX PRINCIPES DE L'ORDONNANCE DE 1765

Par une ordonnance du 31 octobre 1784, il fut rétabli des intendants ou des commissaires attachés aux armées navales et des commis aux revues et aux approvisionnements à bord des vaisseaux. On avait fini par admettre que la comptabilité en mer, n'était pas toujours suivie par les militaires, bien peu versés

(81) V. F. BRUN, *op. cit.*, tome 2, l. XVIII, p. 7.

(82) *Mémoires de Malouet, Lettre écrite à Marseille le 27 novembre 1781*, p. 181.

(83) *Mémoires de Malouet*, p. 182.

en la matière et trop absorbés par leurs fonctions. Il fut décidé, qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre, chaque armée navale, serait dans ses mouvements et campagnes, administrée sur le plan comptable, par un intendant ou encore par un commissaire du port. La « plume » était de nouveau, chargée du détail général de l'armée en ce qui concerne les consommations, le remplacement des munitions et les effets aux revues des équipages, tant dans les ports du royaume et à la mer, que dans les relâches aux colonies et dans les ports étrangers où résidait un consul de Sa Majesté. Subordonnés directement à l'intendant, des commis furent établis dans le port, leur nombre était fixé par le Roi, en rapport avec celui des vaisseaux, frégates ou autres bâtiments (art. 5 de l'ordonnance). Leur rôle était de rendre compte à l'intendant des consommations, des remplacements des vivres et munitions, des revues des équipages et de la comptabilité (art. 9).

Les commis devaient être portés sur le rôle d'équipage, immédiatement après le dernier officier et avant l'aumônier et le chirurgien, ils pouvaient après quelques campagnes être nommés garde-magasin ou commissaire des classes.

A vrai dire, et nous le verrons lors des dernières réformes de la marine, le pouvoir central, s'aperçut du désordre accru dans l'administration des ports et des arsenaux, et comprit qu'on ne pouvait pas faire abstraction de l'intendant. Sous le ministère du maréchal de La Croix de Castries, nommé en 1780 au département de la marine, après le renvoi de M. de Sartines, l'intendant de Toulon, Malouet, retrouva, pendant un instant, son prestige. L'harmonie dans le port, régna alors entre Malouet et le comte d'Albert de Riom, commandant de la marine et successeur de M. de Fabry. Ces deux hommes d'un mérite fort distingué, surent demeurer dans les limites de l'autorité qui leur était confiée. Depuis on ne devait plus assister à des querelles violentes mais à de simples polémiques, courtoises et débarrassées de toute trivialité. Telle et l'illustration citée par M. J. Parès (84). Tippoo-Sahib, dernier souverain indépendant de Myrose (ancien Etat indépendant des Indes, puis sous le protectorat des Anglais) était demeuré l'allié fidèle de la France. L'expulsion des Anglais de l'Inde étant son principal objectif, Tippoo-Sahib, voulait s'assurer l'aide de la France. En 1787, il envoya à Louis XVI, une ambassade chargée de conclure une alliance offensive et défensive. Dès le commencement du mois de mars 1788, le Premier ministre, le comte de Brienne donnait ses ordres à M. de Courcy, gouverneur à Toulon, tandis que M. de la Luzerne, ministre de la marine adressait le 7 mars à M. le comte d'Albert de Rioms, conseil de la marine à Toulon et à Malouet, des instructions pour faire rendre les honneurs dus aux ambassadeurs et conçues en ces termes :

« M. le comte d'Albert, accompagné de beaucoup d'officiers en grand uniforme, les attendra dans la salle de réception; à leur entrée dans cette salle, il restera couvert, portera seulement la main au front, se lèvera, ira au devant d'eux, les recevra à la porte, où il leur donnera l'accolade et les conduira ensuite prendre place à sa droite, où ils seront assis dans les fauteuils plus bas que celui du « commandant », signé : La Luzerne ». Dans les instructions sans doute rédigées en hâte, La Luzerne, informé trop tard de l'arrivée des ambassadeurs à Toulon, n'avait pas eu le temps de ménager suffisamment la susceptibilité des personnages à la tête de chacun des autres services de Toulon, et dont la prétention était d'avoir tous les mêmes droits de représenter le Roi que le comte d'Albert. L'intendant, M. Malouet, se jugeait lésé de prérogatives adhérentes à sa charge, se plaignit en ces termes : (85) « Monseigneur, en m'occupant, avant toutes choses, des dispositions que vous me prescrivez et des détails qui peuvent m'être communs avec le commandant, relativement à l'arrivée des Ambassadeurs du Tippoo-Sahib, permettez-moi de vous représenter que jusqu'à ce moment-ci, l'intendant de la marine a eu, dans toutes les cérémonies d'éclat, sa place à côté du commandant... Cependant, Monseigneur, votre dépêche commune portait ordre et instruction au commandant et à moi, sur ce que nous avons à faire, ne fait aucune mention de l'intendant dans

(84) *Une ambassade Hindoue à Toulon, Juin 1788*, par J. PARÈS, bibliothécaire de la Société des « Amis du vieux Toulon ». Extrait du Bulletin de l'Académie du Var, Toulon, 1915.

(85) *Mémoires de Malouet*.

le cortège de réception et de la première audience». Très honnêtement d'ailleurs, M. le comte d'Albert avait interprété le silence de La Luzerne, d'après les ordonnances qui règlent le rang et la place de l'intendant à côté du commandant. Cette plainte ne semble pas avoir été du goût du ministre qui loin de la prendre en considération, consigna au contraire les ordres dans une lettre du 28 mars 1788 :

« MM. le comte d'Albert et Malouet : j'ai reçu, Messieurs, les lettres... il n'est pas possible de rien changer à ce qui a été prescrit. En effet, la cérémonie dont il s'agit, ne peut être assimilée à celles où l'intendant a sa place à côté du commandant, dans cette occasion particulière, M. d'Albert représentant le Roi, doit être assis et couvert, et M. Malouet serait déplacé à côté de lui, puisqu'il ne pourrait pas siéger de la même manière. Malgré qu'il fasse œuvre de bon courtisan, en déclarant : « Je sens parfaitement que M. d'Albert étant en cette circonstance chargé de représenter immédiatement la personne du Roi, c'est une cérémonie inusitée dont la nouveauté excusait mon erreur, s'explique par votre dernière décision ». Malouet n'en resta pas moins froissé profondément et témoignera son dépit en n'assistant pas à la réception, prétextant « des douleurs résultant des suites d'une foulure au bras » (14 juin 1788).

Cette organisation ne fut en réalité qu'un timide retour vers les principes de l'ordonnance de 1765.

A vrai dire, les efforts du ministre, se portèrent plus particulièrement sur la réorganisation du système des classes. Il était en effet nécessaire d'ajouter aux anciennes lois, de nouvelles dispositions reconnues nécessaires par l'expérience d'un siècle. L'ordre établi par Colbert, pour les levées, n'était pas suivi depuis longtemps et ne pouvait plus l'être. L'usage d'envoyer séparément et sans ordre dans les ports les gens de mer levés, était sujet aux plus grands inconvénients. « Il était donc aussi conforme du point de vue justice et de bienfaisance que convenable au service de la marine, de déterminer exactement ce qui devrait servir à faire distinguer et reconnaître ceux qui seraient dans le cas d'être classés, de fixer des règles pour les lever successivement et à tour de rôle en accordant des avantages aux chefs de famille, et laissant aux matelots qui ne seraient pas employés, la plus entière liberté de s'occuper à la navigation marchande, ou à la pêche; d'établir des moyens de conduire dans les ports ceux qui seraient levés, en leur procurant dans leurs marches, les secours dont ils auraient besoin; de les réunir aux époques où ils seraient nécessaire et de concilier ainsi leur avantage particulier avec la sûreté du service; et Sa Majesté voulant régler les récompenses qu'elle se propose d'accorder aux gens de mer, ainsi qu'aux veuves et aux enfants qui seront morts sur ses vaisseaux; déterminer les cas où ils seront susceptibles des pensions d'invalides, la valeur de ces pensions, et l'ordre qui devra être suivi dans leur distribution; assurer la subsistance des familles, des gens de mer employés à son service, en leur faisant payer des acomptes sur les salaires et faire connaître ses intentions, surtout ce qui concerne l'ordre, le régime, la police des classes, elle a ordonné et ordonne ce qui suit... » (86).

Chaque département fut divisé en quartiers et chaque quartier en Syndicat des gens de mer. Le département de Toulon en vertu de l'ordonnance comprenait 12 quartiers, savoir : Antibes, auquel était réuni celui de Cannes; St. Tropez, auquel était réuni celui de Fréjus; Toulon, la Sène, La Ciotat, Marseille, Les Martigues, Arles, Sète, Agde, Narbonne, l'Île de Corse. A la tête de l'administration des classes se trouvaient un inspecteur général, choisi parmi les officiers généraux de la marine (87) et quatre inspecteurs particuliers dont un pour Toulon, choisis parmi les capitaines de vaisseaux retirés (88). Les inspections étaient divisées en arrondissements à la tête desquels un officier ayant le titre de chef des classes était subordonné à l'inspecteur et toujours choisi parmi les capitaines ou les lieu-

(86) Tous les renseignements relatifs à cette question ont été intégralement puisés dans l'ordonnance concernant les classes, rendue à Versailles, le 31 octobre 1784, in ISAMBERT, tome 27, pp. 483 et ss.

(87) Ordonnance de 1784, t.I, art. 4.

(88) Ordonnance de 1784, t. II, art. 1.

tenants de vaisseaux retirés (89). Enfin à la tête de chaque quartier, il y avait un commissaire des classes choisi parmi les commis des bureaux de la marine et deux des bureaux des ports et des classes sur les comptes qui en étaient rendus par l'intendant à la Cour (90). Les commissaires des classes continuaient à être sous les ordres de l'intendant pour tout ce qui concerne la comptabilité, les objets relatifs à la navigation marchande et les rôles des équipages. Mais pour le classement, les levées et revues, les commissaires devaient se conformer aux ordres donnés par les inspecteurs (91). Ils résidaient dans le chef-lieu de leurs quartiers et ne pouvaient s'absenter sans un congé du secrétaire d'Etat à la marine demandé par l'intermédiaire de l'intendant, qui pourvoyait à son remplacement pendant son absence (92). Ils tenaient le matricule des gens de mer classés ou y étaient mentionnés leurs noms, âges, lieux de naissance, demeures, signalement, années de service tant sur les vaisseaux de Sa Majesté que sur ceux marchands et successivement les augmentations de grade et de paye qui leur seraient accordées aux désarmements des vaisseaux. Enfin, le commissaire était tenu de rayer les noms de ceux qui avaient été déclarés hors de service par les inspecteurs (93). Tous les deux mois en temps de paix et tous les mois en temps de guerre, ils devaient dresser un état de situation contenant le nombre d'officiers-mariniers, matelots, novices et ouvriers de leur quartier en distinguant les présents, les absents, ceux employés au service du Roi, ceux embarqués sur les bâtiments de commerce, soit au long cours, soit au grand ou au petit cabotage, et enfin les gens en état de servir et les hors de service (94).

Ils y joignaient l'état des changements arrivés pendant la durée de ces deux mois, comprenant le nombre des nouveaux classés, celui des morts, des hommes déclarés hors de service passés au rôle des invalides, établis dans un autre quartier et agents sans nouvelles. A la fin de chaque année, le commissaire dressait un résumé de ces états et faisait la balance des acquisitions et pertes de son quartier (95).

Il faisait ensuite, deux copies de l'état de situation et de celui des changements, et, les communiquait au chef des classes de l'arrondissement, qui y apposait son visa. Il en transmettait une à l'intendant et l'autre à l'inspecteur des classes. Le point essentiel de la nouvelle ordonnance portait essentiellement sur le régime de recrutement. Désormais, les classes ne furent plus appelées en bloc et alternativement. Tous les marins levés pour le service étaient tenus de s'acquitter en une seule fois de leurs obligations militaires. Ils ne pouvaient plus être convoqués une seconde fois, sauf pour les périodes d'exercice : la transformation du système était donc importante (96). « Tous les gens de mer classés étaient obligés de marcher successivement et à tour de rôle lors qu'ils étaient commandés pour le service de Sa Majesté. Le système du service alternatif prévu par l'ancienne ordonnance de 1689 était donc abandonné » (97). Le chef des classes et le commissaire dressaient conjointement pour chaque syndicat (98) un rôle nominatif des gens de mer en service, et un autre des ouvriers non naviguants. Ces rôles divisés en deux colonnes contenaient, d'une part les noms des « garçons » et d'autre part ceux des gens mariés. Les « garçons » considérés comme chefs de famille et la « soutenant par leur travail » étaient portés dans la colonne des gens mariés (99). Le chef des

(89) Ordonnance de 1784, t. II, art. 2.

(90) Ordonnance de 1784, t. II, art. 3.

(91) Ordonnance de 1784, t. II, art. 5.

(92) Ordonnance de 1784, t. II, art. 6.

(93) Ordonnance de 1784, t. VII, art. 1.

(94) Ordonnance de 1784, t. VII, art. 2.

(95) Ordonnance de 1784, t. VII, art. 8.

(96) A. LE HÉNAFF, *op. cit.*, n. 1, p. 116.

(97) A. LE HÉNAFF, *op. cit.*, n. 1, p. 116.

(98) Ordonnance de 1784, t. XII, *des levées*, art. 1. Chaque quartier était divisé en Syndicats de mer, d'après leur étendue et nombre des gens classés qu'il contenait. Dans chaque syndicat était établi un Syndic subordonné au chef des classes et au commissaire du quartier. Le Syndic était choisi parmi les maîtres et officiers mariniers hors de service, les capitaines et patrons divisés.

(99) Ordonnance de 1784, t. XII, art. 2.

classes et le commissaire réglait le rapport suivant lequel : « chaque colonne devait fournir aux levées dans chacun des syndicats de manière que le tour des garçons revenant plus souvent, ils fussent un tiers de leur temps de plus au service que les gens mariés ». Tout homme de mer ayant trois fils actuellement classés était exempt des levées et n'était point compris dans les rôles de service. Les ordres de levées étaient employés par le secrétaire d'Etat à la marine ou par le commandant et l'intendant du port, et adressés aux inspecteurs qui les faisaient passer aux chefs des classes et aux commissaires (art. 13).

#### B. — LE DÉCRET DU 2 SEPTEMBRE 1791

Grâce à cette dernière réforme, la marine aurait pu faire un premier pas vers son redressement. Malheureusement, les événements de 1789 la replongèrent dans la ruine. Brusquement, dans tous les ports, les commandants et intendants déclarent la situation désespérée. L'indiscipline gagnait tous les rangs, l'esprit révolutionnaire s'infiltrant partout, des émeutes violentes éclatèrent, entre autre celle du 1<sup>er</sup> décembre 1789.

Les résultats de l'émeute du 1<sup>er</sup> décembre 1789, furent la mise à sac des magasins de l'arsenal de Toulon. Malouet élu à Riom, député du Tiers-Etat, fut appelé à siéger à l'Assemblée Nationale, l'intérim étant assuré par l'ordonnateur de la marine, Possel. Mais, le malheur fut que la Révolution confondit intendants et officiers militaires avec royalistes, uniquement parce que les uns et les autres étaient les rouages essentiels de la Monarchie, avec tout l'arbitraire que cela pouvait constituer dans la pensée du peuple. Par décret du 2 septembre 1791, l'intendant fut à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1792, remplacé par un ordonnateur civil (100) qui centralisa dans le port, toute la besogne administrative. En même temps que l'intendant, disparaissaient le Conseil de marine par décret du 29 décembre 1790 et les tribunaux d'amirauté par décret du 15 mai 1791.

La conséquence de ces délibérations, fut l'élimination totale de l'élément militaire dans les affaires administratives de la marine et le triomphe indirect de la « plume » en la personne de l'ordonnateur.

Les commandants durent, tant en leur nom, qu'en celui de leurs officiers, jurer solennellement d'obéir aux ordres des corps administratifs, dans lesquels résidaient de par la loi toute l'autorité du pouvoir exécutif (101). Mais il n'en demeurerait pas moins que le titre d'intendant ne figurait plus dans les textes législatifs maritimes et ainsi disparaissait l'institution qui avait connu, dans l'Ancien Régime le plus de prestige et qui avait rendu à la marine de très grands services.

(100) Décret du 21 septembre 1791, art. 4.

(101) LE HÉNAFF, *op. cit.*, p. 136.



## CONCLUSION

---

La Révolution devait se lancer sans interruption dans la voie des décrets, arrêtés, proclamations et instructions sur la marine; les législateurs voulaient tout régénérer (1). Mais il est évident qu'aucune de ces dispositions dans ce chaos politique, n'eut le temps de vivre et de s'appliquer. Au fond, elles n'offraient rien de nouveau et de particulier.

Un décret rendu par l'Assemblée Nationale, le 1<sup>er</sup> septembre 1790, détermina pour la dernière fois les prérogatives de l'intendant en matière comptable, en ce sens que cet agent devait rendre compte mois par mois de toutes les dépenses faites (2).

Au point de vue administratif, nous assistons à une extraordinaire réaction de la « plume » contre l'« épée ». L'Assemblée, le 21 septembre 1791, en effet, décida que désormais, l'administration des ports serait incompatible avec toutes fonctions militaires. On aurait pensé, par un juste retour des choses, que l'intendant serait, en tant que chef de l'élément civil, désigné pour assumer la direction supérieure, et sans partage de l'arsenal, et qu'ainsi, l'unité administrative préconisée par Colbert, serait de nouveau à l'honneur, mais il n'en fut rien. On ne voulait, plus d'intendants, tout simplement parce qu'ils rappelaient le pouvoir absolu et arbitraire de la Monarchie. Dès lors, la direction du port, fut par ce même décret du 21 septembre 1791, confiée à un ordonnateur civil. Ainsi, si l'opinion publique était satisfaite, il n'en resterait pas moins que le civil l'emportait en fin de compte sur le militaire.

Ce décret fut l'œuvre de Pierre-Victor Malouet, alors intendant à Toulon et qui devait plus tard devenir préfet maritime à Anvers, puis ministre de la marine et des colonies en 1814. Il n'avait jamais admis la dualité dans l'enceinte des ports et arsenaux, de deux pouvoirs mal délimités et appelés à se quereller sans cesse.

Le principe d'un chef unique, devait être repris par Bonaparte, en la personne du préfet maritime (3), mais qui était choisi, aussi bien dans l'élément civil, que dans l'élément militaire.

Cependant le préfet devait être surveillé par des inspecteurs qui ne dépendaient que du ministre et qui avaient pour mission de tout examiner et de dresser un rapport. Ainsi, si le préfet maritime rappelle l'intendant de la marine tel qu'il avait été conçu par Colbert, en ce sens qu'il assume la haute direction de l'arsenal, l'inspecteur, peut être considéré, en quelque sorte, comme un super-intendant en inspection, tel que le comprenait Richelieu, qui aimait à multiplier les organes de surveillance.

Ce système, devait donner de très bons résultats, puisque les administrateurs

(1) Décrets des 21 et 28 septembre 1790; 28 et 29 avril, 15 mai 1791 supprimant et réorganisant successivement les cadres administratifs de la marine.

(2) *Recueil d'ordonnances et de décisions sur la marine*, t. IV, p. 235.

(3) Avis du Conseil d'Etat du 15 brumaire an IX, in *Recueil des lois de la marine*, tome X, p. 568.

de cette époque étaient unanimes à admettre que « jamais le service de la marine n'avait été plus régulier ni plus fort » (4).

Il est intéressant de faire remarquer que l'intendant supprimé par la Révolution, survécut un moment avec la restauration de la Monarchie. Une ordonnance du 29 novembre 1813 (5), supprima les préfectures maritimes et rétablit l'intendant de la marine et le commissaire militaire dans le port, avec les prérogatives de 1776. Cependant, on reconnut dès 1826, que le nouvel essai de division des pouvoirs dans un arsenal était plutôt malheureux et que les services n'agissaient plus avec ensemble : c'est ainsi que définitivement, l'intendant disparut par une ordonnance du 27 décembre 1826, portant rétablissement des préfectures maritimes (6) et des inspecteurs.

(4) P. L. BOURSAINT, *Mémoire sur l'inspection de la marine*, daté de Bressin, juillet 1832, p. 226.

(5) BAJOT, *Introduction aux Annales maritimes*, renfermant lois et décrets, etc... de 1809 à 1816, Paris, 1818, tome 2, p. 17.

(6) BAJOT, *op. cit.*, tome 1, p. 1.

## PIÈCES ANNEXES



## PIÈCE N° 1

## Commission de Beauvillers

« Lovis par grâce de Diev Roy de France et de Navarre a nostre amé et féal Conseiller en noste Conseil d'Estat, le seigneur de Beauvillers, salut, ayant résolu de mettre sur mer une puissante armée navalle, composée de nombre de vaisseaux équippez en guerre, sous la charge de nostre très cher et très amé cousin le duc de Guyse, pour nous opposer aux Anglais, lesquels au préjudice des anciens traitez après courru et pillé nos subiets à la mer sont avec le sieur de Soubize et ceux qui l'assistent en sa rebellion descenduz en l'Isle de Ré en intention de prendre les forts et se rendre maïstres de ladite Isle et désirant ainsy qu'il est accoustumé que nostre dit cousin soit assisté de quelque notable personnage et de qualité requise pour faire la charge d'Intendant de la Justice et police en ladite armée navalle. Nous avons estimé que nous ne pouvions faire un meilleur choix et plus agréable à nostredit cousin que de vous qui nous avez déjà servi près de lui en la mesme qualité en l'armée navalle qu'il commandoit en l'année 1622 contre les Rochellois où vous avez acquis une parfaite connoissance du fait de la Marine et de ce qui est à faire pour nous y bien servir. Nous pour ces causes et aultres et à ce nous mouvans et pour la constance que nous avons de vos sens suffizance, expérience, fidélité et affection à nostre service, Nous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députtons par ces présentes signées de nostre main Suyvre nostre dit cousin le duc de Guyse et résider prez de lui en ladite armée navalle, vous trouver et assister aux conseilz qui seront par luy tenuz, pour nos plus importantes affaires, luy en donner vos advis et avoir la charge et pouvoir d'Intendant de justice et police en ladite armée navalle dont nous vous chargeons d'avoir le principal soing et tenir la main à ce que les crimes et délitz y soient chastiez et punitz. Et nos ordonnances de l'Amirauté pour ce regard exactement observez et à cet effet ouïr les plaintes qui vous seront faites par nos subietz et par les estrangers aussy sur les tortz et violences excédz qui leur seront faidz, en informer et faire le procez aux coupables suyvant nos dites ordonnances et généralement cognoistre de tous délitz, abus et malversations qui pourront estre commises en ladite armée par toutes personnes et en quelque sorte et manière que ce soit et jouir de ladite charge aux honneurs, autoritez, prérogatifves estatz et appointemens qui vous seront par nous ordonnez et ce tant et si longuement que ladite armée subsistera en l'occasion de cette guerre de ce faire vous avons donné et donnons pouvoir autorité commission et mandement spécial par ces dites présentes.

Mandons et ordonnons à nostre dit cousin le duc de Guyse vous faire jouir de nostre présente commission et à tous nos aultres officiers et subiedz, ce faisant vous obéir prester et donner main forte pour l'exécution d'icelle car tel est nostre plaisir donné à St Germain en Laye le 29<sup>me</sup> jour d'aoust l'An de grâce 1627 et de nostre règne le dix huitième ».

Signé : Louis et plus bas par le Roy Potier et scellé du grand sceau à simple queue.

## PIÈCE N° 2

## Commission de Testard de La Guette

« LOVIS, PAR LA GRACE DE DIEV, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, COMTE DE PROVENCE, FORCALQUIER ET TERRES ADJACENTES, a nostre amé et féal conseiller en nos Conseils d'Estat et Privé et de nos Finances, Louis Testard de La Guette, sieur de Sancy, salut.

L'expérience nous ayant fait connaitre combien il est utile pour notre service d'avoir des intendans de la Justice, Police et Finances en nos armées de terre, pour y maintenir la discipline et pourvoir à tous les besoins qui y arrivent, nous a aussi fait juger qu'il n'est pas moins important de commettre des personnes de suffisance, capacité et fidélité reconnues, pour faire les mesmes fonctions en nos armées navales et comme nous avons résolu d'esquiper un bon nombre de vaisseaux en nos mers du Levant pour faire la guerre à nos enemis et rendre le commerce plus libre et plus facile à nos suiets, nous avons jugé nécessaire d'apporter un grand ordre pour les despences que nous voulons estre faictes tant pour l'armement desdits vaisseaux que pour la subsistance et l'entretenement des capitaines, officiers, soldats et matelots, construction de toute sorte de navires, radoub, achaps, d'agrests, apparaux, armes, munitions de bouche et de guerre et généralement pour tout ce qui despend de l'armement et avictuellement d'iceux pour les mettre en estat de servir à la mer.

Et enfin d'y procéder avec le plus de mesnage de nos finances qu'il se pourra et faire qu'un chacun s'acquitte de son devoir en sorte que les grandes despences qu'il convient y faire soient si bien employées que nous en puissions tirer l'avantage que nous nous en sommes promis pour nostre service et pour le bien public. Nous avons avisé d'établir une personne qui ayt toutes les qualitez requises pour cet employ et qui puisse faire résidence actuelle aux lieux ou nous ferons nos escadres de vaisseaux pour y administrer les finances et y diriger les choses selon nos intentions. Et sçachant que pour cet effet nous ne sçaurions faire meilleur ny plus digne choix que de vous...

Commettons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de nostre main pour, en qualité d'Intendant de Justice, Police et Finances de nos armées navales du Levant, vous employer tant en mer que dans les ports sous l'autorité de nostre très cher et bien amé oncle le duc de Vendosme, Pair, Grand Maistre, Chef et Surintendant Général de la Navigation et Commerce de France, aux mesmes pouvoirs et fonctions que jouysent nos intendants en nos armées de terre, avoir entrée et séance aux Conseils.

S'occuper du ravitaillement, avoir l'œil et soin particulier que nos deniers soient utilement employez pour nostre service.

Retirez desdits capitaines un estat signé d'eux et de leurs escrivains de ce qu'ils auront embarqué de victuailles dans leursdits vaisseaux avant que les monstres et reveües en soient faictes par les commissaires généraux et particuliers. Recevoir les plaintes qui vous seront faictes en malversations qu'aucuns pourroient avoir commises, ordonner au Prévost, d'en informer pour les faire juger par le conseil de guerre ou par ledit Prévost ou autres juges à qui la connoissance en appartient.

Achetez tout ce qui est nécessaire à la construction (agreez, apparaux, armes, munitions).

Faites vous mesme les reveües généralles et particulières desdits vaisseaux.

Ordonner des payemens qu'il conviendra faire pour cet effect validant dez à présent toutes les ordonnances que vous ferez expédier.

Faire observer réglemens et ordonnances sur le fait de la Marine.

Donné à Paris le dix huitième jour de Juin l'an de grâce 1659 et de nostre règne le dix sept.

Signé : Louis, et plus bas par le Roy, de Lomenie.

## PIÈCE N° 3

**Commission d'Intendant de la Marine au port et département de Toulon  
pour le sieur Hurson cy devant, Intendant des Iles du Vent à la Martinique**

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY de France et de Navarre, Comte de Provence Forcalquier et terres adjacentes à nostre amé et féal le sieur Hurson. Salut.

Etant nécessaire de commettre un Intendant au Département du port et arce-nal de Marine de Toulon, nous avons estimé ne pouvoir faire un meilleur choix que de vous, vu les preuves que vous nous avez données de votre zèle, fidélité et affection à nostre Service tant dans l'exercice de la charge de Conseiller en notre Cour, départemnt de Paris que dans la place d'Intendant de nos Isles du vent de la Martinique que vous avez acquise au fait de la Marine et que vous faictes profession de la religion Catholique, apostolique et romaine, vu ces causes nous vous avons commis, ordonné et établi et par les présentes signées de notre main, com-mettons, ordonnons et établissons Intendant de la police, justice et finances au Département du port et arsenal de Marine de Toulon, pour en ladite qualité vous employer tant en mer, sur nos armées navales, escadres et vaisseaux de guerre que dans ledit Port aux mêmes fonctions et pouvoirs dont jouissent les intendants de la Justice, Police et Finances en nos armées de terre et aux appointements qui vous seront ordonnés par nos états, avoir entrée et séance aux Conseils qui se tiendront pour les entreprises de guerre et pour tout ce qui concerne l'action de forces maritimes prendre connaissance de tout ce qui regarde la subsistance et solde des équipages, faire payer à la banque ladite solde sur les rolles des revues que vous aurez faites, fait faire par le Commissaire de la Marine, ordonner des dépenses pour les constructions et radoubs de nos vaisseaux et des fonds que nous ferons à cet effet ainsi que vous l'estimerez à propos pour l'avantage de notre Service. Commettre et préposer les officiers du Port employés sous votre charge auxdites constructions, radoubs, conservations et gardes desdits vaisseaux et de leurs agréez, prendre soigneusement garde que les vivres qui seront embarquées sur nos vaisseaux soient de bonne qualité et qu'ils en ayent pour le temps qu'ils doivent tenir la mer, donner les instructions aux commissaires qui s'embarqueront sur nos armées navales, escadres et vaisseaux sur les fonctions de leurs emplois, retirer d'eux les extraits des revues qu'ils le feront dans le tems de leur départ, dans lesquels ils signaleront les hommes de chaque équipage pour nous les en-voyer. Etablir des écrivains sur les dits vaisseaux et leur faire tenir des registres cottés et paraphez, de la quantité des victuailles, agréez, apparaux, munitions, armes et ustencilles qui seront sur chaque vaisseau, en retirer un inventaire signé d'eux affin qu'au désarmement ils rendent compte exacte de leur consom-mation ou les fassent remettre dans les magasins de Marine des Ports ou ils désarmeront. Régler et distribuer les équipages de nos vaisseaux, tant officiers mariniérs, matelots que soldats, ainsi que les occasions et le bien du Service le requerront. Tenir la main à ce qu'ils vivent tous en bonne discipline. Recevoir les plaintes qui pourront être faites contre eux et les ouvriers du parc, connoître de tous les vols, larcins, injures légères et autres crimes de pareilles qualités qui pourront être commis par les matelots et soldats de nos vaisseaux, ouvriers et journaliers et autres personnes dans l'étendue de notre arsenal de Marine de Toulon, comme aussi dans tous les magasins pour nos vaisseaux désarmés ou qui seront dans les rades soit pour partir soit pour être désarmés. Juger lesdits crimes souverai-nement et sans appel et jusques au bannissement, dudit arsenal, amendes, priva-tions de gages, appointemens et prison pour deux fois vingt quatre heures et en cas que ces crimes soyent plus grands et méritent pains afflictives, les juger

souverainement et en dernier ressort, soit en assemblant le Conseil de guerre de Marine soit au plus prochain Présidial ou Sénéchaussée ou en appelant avec vous le nombre d'officiers ou gradués.

REQUIS PAR NOS ORDONNANCES à votre choix, ordonner au Prévost de la Marine ou autres officiers que besoin sera, d'informer contre ceux qui seront accusée, en faire recherche et se saisir de leurs personnes en quelque lieu qu'ils puissent être suivant les ordres que vous leur donnerez, avoir l'entière direction de tous les achats à faire des mats, cuivres, canons et autres marchandises et munitions pour la fourniture de nos magasins et ateliers de Marine audit Port, en faire et conclure les marchés et en faire payer le prix des fonds que nous ordonnerons pour cet effet, viser les rôles des commissaires de Marine qui seront dans le département dudit port avant d'estre acquittés, ordonner pareillement de tous les ouvrages à faire dans le Port pour y établir toutes les commoditez nécessaires pour les radoub, constructions et armements et généralement ordonner de toutes les dépenses de Marine à faire audit Port de Toulon ou sur les vaisseaux qui y seront. Observer et faire observer tous les règlements que nous avons faits et que nous pourrons faire cy après, sur le fait de la Marine et faire accomplir en cela tout ce que vous jugerez à propos pour le bien et l'avantage de notre service, comme aussi ordonner des ouvrages, jettées et autres travaux de mer, marches, avisés de reception desdits ouvrages des places maritimes du département dudit Port. De ce faire nous donnons pouvoir et mandement spécial par cesdites présentes, validant des à présent toutes les ordonnances que vous ferez et expédirez en vertu des dites présentes, qui serviront de valables décharges aux trésoriers généraux de la Marine, voulant que tout ce qui aura été ainsi par eux payés à l'effet que dessus en vertu desdites ordonnances soit passé et alloué en la dépense de leurs comptes par nos amés et féaux, les gens de nos comptes à Paris auxquels mandons ainsi de faire sans difficultés, mendons notre très cher et très amé Cousin le Duc de Pentieuvre Amiral de France et tous autres officiers de Marine généraux et particuliers de vous faire reconnoître, obéir et entendre en ladite qualité d'Intendant de la police, justice et finances de Marine au Département de Toulon, car tel est notre plaisir.

Donné à Versailles le troisième jour du mois d'Aoust, l'an de grâce mil sept cens soixante et de notre règne le quarante cinquième.

Signé : Louis. Et plus bas par le Roy, Comte de Provence, signé BERRYER.

Collationné sur l'original à l'instant rendu à Monsieur Hurson à Toulon, le 25 Septembre 1760.

Arch. de la Marine de Toulon, 1 L 195, (commissions, provisions, brevets de pensions et ordres du Roi. 1760 à 1764). fol. 20.

## PIÈCE N° 4

**Commission d'Intendant de la Marine à Toulon  
pour le sieur Prévost de la Croix, commissaire général de la Marine**

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE COMTE DE Provence, forcalquier et terres adjacentes à notre amé et féal le conseiller en nos Conseils le Sieur Prévost de la Croix commissaire général de la Marine. Salut. tant nécessaire de commettre un Intendant de Justice, Police et Finances au Département du Port et Arsenal de Marine de Toulon nous avons estimé ne pouvoir faire un meilleur choix que de vous, vu les preuves que vous avez données depuis plusieurs années de votre zèle, fidélité et affection à notre Service et de votre expérience au fait de la Marine et que vous faites profession de la religion Catholique, Apostolique et Romaine. A ces causes nous vous avons commis, ordonné et établi, commettons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de notre main Intendant de justice, police et finances au Département du Port et arsenal de Marine de Toulon, pour en ladite qualité, pour vous employer dans ledit département aux fonctions et pouvoirs attribués aux Intendants de la Marine par notre ordonnance du 27 Septembre mil sept cens soixante seize et aux appointements qui vous seront ordonnez par nos Etats, avoir entrée et séance aux Conseils de guerre et à celui de Marine établi par notre dite ordonnance, prendre connaissance de tout ce qui regarde la subsistance et solde des équipages, faire payer à la banque ladite solde sur les roles des revues que vous aurez faites ou fait faire par les commissaires des Ports et arsenaux de Marine, ordonner les dépenses pour les constructions et radoubs de nos vaisseaux et des fonds qui nous servent à cet effet ainsi que vous l'estimerez à propos pour l'avantage de nos services, commettre et préposer lesdits commissaires, les commissaires des classes, les contrôleurs et gardes magasins, les ingénieurs des bâtimens civils, les aumôniers, médecins chirurgiens et tous autres officiers et entretenus employés sous votre charge tous aux détails des chantiers et ateliers et à la conservation et gardes des agrées, munitions et marchandises destinées pour nosdits vaisseaux qu'aux services des hopitaux et à la garde des chiourmes, prendre soigneusement garde que les vivres qui seront embarquées sur nos vaisseaux soient de bonne qualité et qu'ils en ayent pour le temps qu'ils doivent tenir la mer : faire faire par le commissaire préposé au Bureau des armemens la revue des équipages de nos vaisseaux au moment de leur départ et à leur arrivée, retirer dudit commissaire les extraits desdites revues dans lesquels ils signaleront les hommes de chaque équipage pour nous les envoyer, remettre aux officiers de la Marine chargés du détail sur nos armées navales Escadres et Vaisseaux des registres cotés et paraphés par vous, de la quantité des victuailles, agrés, apparaux, munitions, armes et ustenciles qui seront sur chaque vaisseau, en retirer un inventaire signé d'eux et visé des capitaines, commandants afin qu'un désarmement rendent au Conseil de Marine un compte exact de la consommation desdits effectz ou les fassent remettre dans les magasins de Marine des Ports ou ils désarmeront, régler et distribuer les équipages de nos vaisseaux tant officiers mariniens, matelots que soldatz ainsi que les occasions et le bien du service le requerront.

Tenir la main à ce qu'ils vivent tous en bonne disipline connoître des vols et larcins qui pourront être connus par les matelots soldatz du corps Royal d'infanterie de la Marine, ouvriers journaliers et autres personnes dans l'étendue de notre arsenal de Toulon et sur nos vaisseaux désarmés, connoître également tant desdits vols que des injures, blessures et autres crimes de pareilles qualités commis par toutes personnes dans les Bureaux des commissaires des Ports et Arsenaux,

les hopitaux les bagnes des forcats et dans tous les magasins pour nos vaisseaux en quelque lieu qu'ils soient, juger lesdits crimes souverainement et sans appel jusqu'au bannissement dudit arsenal, amendes, privations de gages, appointements et prisons pour deux fois vingt quatre heures, et en cas que les crimes soient plus grands, et méritent, peines afflictives, les juger souverainement, et en dernier ressort, soit en assemblant le Conseil de guerre soit au plus prochain Présidial ou Sénéchaussée, ou en rappelant avec vous le nombre d'officiers ou gradiés requis par nos ordonnances à votre choix, ordonner au Prévost de la Marine ou autres officiers qui besoin sera d'informer contre ceux qui seront accusés, en faire recherche et se saisir de leurs personnes en quelque lieu qu'ils puissent être, suivant les ordres que vous leur donnerez, avoir l'entière direction de tous les achats à faire des bois, mats, cuivres, fers, canons, boulets, grenades, ancres, goudrons, brays, chanvres, armes, et autres marchandises et munitions pour la fourniture de nos magasins et ateliers de Marine audit Port en faire et conclure les marchés en présence du Conseil de la Marine et faire payer ce prix des fonds que nous ordonnerons pour cet effet, viser les roles des commissaires, desdits Ports arsenaux de Marine qui servent, dans le département dudit Port avant que d'être acquittés et généralement ordonner de toutes les dépenses de Marine à faire audit Port de Toulon ou sur les vaisseaux qui y seront, observer et faire observer tous les réglemens que nous avons faits, et que nous pourrons faire cy après sur le fait de la Marine, et faire et accomplir en tout cela ce que vous jugerez à propos pour le bien et avantage de notre service comme aussi ordonner des ouvrages, jettées, fortifications, et autres travaux de mer, marchés, adjudications, toises et reception desdits ouvrages des places maritimes du département dudit Port, desquels ouvrages, les plans et devis auront été examinés au Conseil de Marine.

DE CE FAIRE vous donner pouvoir et mandement spécial par cesdites présentes validant, dès à présent toutes les ordonnances, que vous ferez et expédierez, en vertu desdites présentes qui serviront de valables décharges aux Trésoriers Généraux de la Marine des places maritimes et des fortifications, voulant, que tout ce qui aura été ainsi par eux payé, à l'effet que dessus en vertu desdites ordonnances, soit passés et alloué en la dépense de leurs comptes par nos amés et féaux les gens de nos comptes à Paris, auxquels mandons ainsi le faire sans difficultés, mandons à notre très cher et très amé Cousin le Duc de Penthièvre Amiral de France, et tous autres officiers de Marine, généraux et particuliers de vous faire reconnoître obéir et entendre en ladite qualité d'Intendant de Justice Police et Finances de Marine du Département de Toulon, CAR TEL EST NOTRE PLAISIR.

DONNE à Fontainebleau le neuvième jour du mois de Novembre l'an de grâce mil sept cens soixante seize et de notre règne le troisième.

Signé : Louis et plus bas par le Roi, Comte de Provence. Signé de Sartine.

Collationné à l'original remis à mondit Seigneur Prévost de la Croix, à Toulon le 31 May 1777;

Signature illisible

Arch. mar. Toulon, 1 L 198, commissions, provisions, brevets de pensions et ordres de Roi (1773 à 1779), fol. 194.

L'attache de Mgr. l'amiral au dos de la commission cy contre est datée de Paris le 19 novembre 1776.

## PIÈCE N° 5

**Ordre de Service donné le 19 juin 1678 à M. De Clairambault,  
Contrôleur de la Marine au port de Toulon**

Ordre à observer par le sieur Clairambault, Controlleur de la Marine au port et arsenal de Toulon :

L'Intendant dressera un estat, dans la fin du mois d'aoust ou dans le com- pour l'armement et équipement des vaisseaux du Roy en présence dudit Coneur mancement de septembre de chaque année, de toutes les marchandises nécessaires qui signera ledit estat après que ledit Intendant l'aura signé. Ledit Coneur l'en- voyera ensuite par les arches de Marine dans toutes les villes circonvoisines pour y estre affiché et retirera des mains des archers le procès-verbal de l'opposition desdites affiches qu'il fera voir audit Intendant. Ledit Coneur tiendra la main à ce que lesdites publications au rabais soient faites audit jour précis, dans la salle de la maison du Roy, audit arsenal, en présence dudit Intendant et Coneur, comme aussi des autres officiers qui y voudront assister, en sorte que ces adjudons soient publiques. Il tiendra la main à ce qu'il y ait sur la table ou dans la mesme salle des échantillons et des modèles de toutes les marchandises et munitions qui devront estre adjudgées.

Que ces échantillons et modèles soient doubles : l'un pour estre remis entre les mains des marchands qui s'en rendront adjudrés et l'autre pour estre remis dans les magasins et confrontez avec leurs marchandises lorsqu'elles seront fournies pour estre ou receües ou refusées. Lorsqu'elles ne seront pas de la qualité conforme aux eschantillons et modèles.

.....

Le controlleur tiendra la main à ce que les marchands fournissent dans les temps auxquels ils seront obligez, les marchandises et munitions dont ils auront esté adjudrés et qu'elles soient de la mesme qualité des eschantillons et modèles.

Et lorsque les fournitures se feront, il ne manquera pas d'en donner avis à l'Intendant et lui dira en mesme temps son avis sur la bonne ou mauvaise qualité desd. marchandises et sur leur réception ou refus.

En cas que les marchands soustiennent qu'elles soient de la mesme qualité, l'Intendant pourra, s'il le juge à propos, nommer des experts... et le controlleur tiendra la main à ce que le tout se fasse avec les précautions et la seureté nécessaires au service du Roy. Ledit controlleur doit bien prendre garde qu'il n'y ait aucun monopole entre les marchands, n'y aucune préférence pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. Et en cas qu'il en reconnaisse, il ne manquera pas d'en donner avis à l'Intendant.

Il doit signer les extraits de reveüe de tous les équipages des vaisseaux de tous les officiers qui servent dans les ports et de tous les journaliers qui servent dans les ports et delivité

sur les vaisseaux, dans l'arsenal et partout ailleurs. Il doit prendre garde que tous les journaliers travaillent les heures ordinaires et portées par les réglemens et que, sous aucun prétexte, il ne soit employé, dans les rolles des journaliers, que les ouvriers effectifs qui auront travaillé pour chacun jour à chacun ouvrage. Et, en cas que les rolles qui leur seront présentéz, il y trouve d'autres noms que ceux desdits ouvriers effectifs, il en doit avis à l'Intendant, qui ne manquera pas de les faire oster et de faire punir ceux qui l'auront fait.

Ledit controlleur doit estre présent à l'examen de toutes sortes d'estats, tant du commis du Trésorier de la Marine et celui du munitionnaire que d'autres, et les signer.

Ledit controlleur doit aussi bien prendre garde de ne rien controller que ce qui aura esté fait et fourny actuellement pour le service du Roy, tant pour ses vaisseaux que pour ses arcenaux, et ne souffrira point qu'il y soit employé aucune chose pour les commoditez des particuliers. Il prendra soin aussi de doner advis audit Intendant de tout ce qu'il croira avantageux, ou porter préjudice au service de Sa Majesté et, au surplus, tiendra tousjours la main à ce que les réglemens et ordonnances de Marine, non seulement en ce qui regarde ses fonctions, mais mesmes en ce qui regarde les fonctions de tous les autres officiers, soient ponctuellement exécutez.

Sa Majesté voulant, au surplus, qu'après avoir dit ses sentimens à l'Intendant sur tout ce qu'il croira estre contraire au présent ordre, en cas que l'Intendant lui ordonne de passer outre. Sa Majeté veut qu'il le fasse en luy disant qu'il ne peut pas s'empescher, pour le devoir de sa charge, d'en donner advis au Secrétaire d'Estat ayant le département de la Marine.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le XIX jour de Juin 1678.

Signé : Louis, et plus bas : Colbert.

(Manuscrit des Archives de la marine, reproduit par Grasset et Picanon dans leur brochure, le Contrôle de la Marine, p. 6).

## PIÈCE N° 6

## Jugement du 7 mai 1686

EN LA CAUSE de Damoysselle Claire VACOME V<sup>re</sup> de Jacques ARMAND vivant marchand de cette ville de Toulon demanderesse en requête du 25 Juin 1685 d'une part et M<sup>e</sup> Esprit Turc, viguier des Martigues eutreprenneur des nouvelles fortifications d'arsenal de la ville de Toulon et Sauveur Poncet mesnager dudit Toulon d'autre part.

VEU l'extrait de la sentence rendue par les sieurs officiers du siège entre lesdites parties le quinze May 1685 de toutes les pièces y mentionnées produites par i-celles, la requête donnée par le Procureur du Roi de la Marine sur le transport de juridiction pour faire ordonner que deffences seront faites auxdites parties de se pourvoir ailleurs qu'à l'Intendance de la Marine pour raison des fortifications dont il s'agit avec l'ordonnance de l'Intendant au bas, du 14 Aphil 1685 portant les dites deffences et que les parties se pourvoieront devant nous et l'exploit de signification de dix jours, la requête donnée ensuite par la dite Vacome avec le décret et exploit d'ajournement contre lesdits M<sup>e</sup> Turcs et Poncet dudit jour 25 et 26 Juin dernier. Les deffences données par ledit Poncet avec le receu coppie au bas du 27 Septembre dernier, les deffences données par ledit M<sup>e</sup> Turc avec le receu coppie au bas du 19 Octobre aussy dernier, les escrits faits par ladite Vacome avec le receu coppie du 26 Novembre suivant, l'ordonnance portant que les pièces nous serons portées et tout ce qui par lesdites parties à esté fournie et produite en leur inventaire de production, tout considéré.

NOUS PREVOST DE LA MARINE au département de Provence et Languedoc commissaire délégué par M. l'Intendant de justice, Police et finance de la Marine et mers du Levant et fortifications de Provence, avant dire droit aux fins et conclusions des parties et sans préjudice des preuves du procès, avons ordonné qu'il sera par vous et le Procureur du Roy de la Marine, fait descente sur les lieux où est la digue du détour de la Rivière de Lar pour en présence du sieur Gombert ingénieur entretenu par Sa Majesté fait verbal et description de la cause de la rupture de la dite digue. Les parties en qualité et appelées ensemble, Gaspard Blanc pour y proposer leurs raisons et deffences et produire témoins et sapteurs si besoin est pour ce faire leur estre définitivementdit droit ainsi que de raison, dépens réservés.

FAIT ET DELIBERE A TOULON AU BUREAU DE LA PREVOSTE DE LA MARINE le septième jour de May 1686.

DE RIEZ.

Arch. Mar. de Toulon, registre n° 301, Des jugements des Conseils de guerre, de l'intendant..., fol. 317.

## PIÈCE N° 7

## Jugement du 29 décembre 1687

NOUS, CONSEILLER DU ROY en ces Conseils, Intendant de Police, Justice, Finance des armées navalles de Sa Majesté des mers du Levant, réparations et fortifications de Provence, Commissaire délégué par arrêt du Conseil du dernier août passé, jugeant en dernier ressort avec les Sieurs officiers de la Sénéchaussée de Toulon pour les causes resultantes, du procès. Avons condamné ledit Charles Martinenc à estre rasé, faire amende honorable la torche au poing, par tous les lieux et carrefours de cette ville, accoustumés et ensuite estre mené et conduit au Port de la ville de Marseille, mis et attaché à la chaine sur les gallères de Sa Majesté pour y tirer la rame par force pendant l'espace de 5 ans avec deffence d'en sortir durant ledit temps à peine de la vie, le condamnons en outre en 100 livres d'amende envers le Roy et en 200 livres envers ledit Anselme Arnaud pour tous dommages interest et dépens.

Fait et délibéré à Toulon dans le bureau *de la Prévosté de la Marine*. Le 28 Septembre 1686.

Arch. Mar. de Toulon, *rég.* 301, fol. 334.

## PIÈCE N° 8

## Jugement du 13 mai 1687

VEU par le Conseil de guerre de la Marine assemblé à l'admirauté par ordre de Monseigneur le Mareschal d'Estrée, vice admiral de France du Pounant président et commandant l'armée navalle en Levant, la plainte du Sieur de Raimondis major de la Marine de la désertion de J. P. dit Boubonnois, natif de Moulins, Claude Barry dit le Lionnois natif de Lion, soldat de la Marine de la C<sup>ie</sup> du sieur de Bois Claire et de Guillaume Chastenay dit la Fantaisie du lieu de Dourenac près Brive la Gaillarde, aussy soldat de la C<sup>ie</sup> du sieur de la Bourdonnière accusé *d'avoir quitté sans congé* le vaisseau du Roy le Bizarre, commandé par Monseigneur le Marquis de Nesmond et *d'avoir esté pris à port Réal d'Espagne*, l'ordonnance de Mondit Seigneur le Maréchal qui en sera infirmé par le Prévost de la Marine, l'information ensuite faite, les interrogatoires desdits accusés, recolement et confrontation des témoins.

Le certificat donné ledit sieur de Nesmond, donné ledit Barry avoir esté rendu par les pères Recollez de Port Réal dans les églises desquelles ils estoient reffugiés, n'en estant sortis que sur la foy qu'on leur donna qu'ils ne leur arri-veroient aucun les conclusions définitives dudit sieur Raimondis Major tout considéré. LE CONSEIL attendu que la désertion n'est pas bien prouvée par les faits résultants, condamne les dits J. P. Chastenay et Barry à servir comme soldatz pendant six mois sur les vaisseaux de Sa Majesté sans solde et deux ans sans pouvoir avoir leur congé et seront néanmoins entretenus à terre et en outre pour la faute par eux commise lesdits J. P. Chastenay et Barry seront nus sur le cheval de bois pendant trois gardes sur le ras et ledit Barry sera présent au pied dudit cheval de bois leur fait défense de recidiver et de sortir du bord sans congé à peine de la gallère.

Fait et délibéré au port de Toulon le 13 May 1687.

Arch. mar. Toulon, reg. n° 301, fol. 409.

## PIÈCE N° 9

**Jugement du 26 mai 1687**

VEU LE PROCES CRIMINEL et procédure faite à la poursuite du Sieur Major des armées navales du Roy demandeur et comploignant en tirement d'espèce excès et de voys de fait commises à l'encotre de Jacques Dedier, caporal de la demi solde d'une part.

Joseph Montanard contre de Lavalette, tambour de la C<sup>ie</sup> de M. de Beaujeu pour la garde du port, prisonnier détenu et Jean Bourguignon matelot tous deux deffendeurs accusés.

Mesmes le jugement rendu par le Prévost de la Marine le seize de ce mois portant qu'avant de passer outre, les témoins ouys à l'information seront recollés et ensuite confrontés audit Montanard avec toutes les pièces mentionnées au veu dudit jugement. Des procès-verbaux de recollement et de confrontation distincts des témoins en date dudit jour. Les conclusions déffinitives du Sieur X, aide-Major du vingt trois de ce mois, tout considéré.

Le Conseil de guerre de la Marine assemblé au Royal Louis par ordre et la présence de M. de Beaulieu commandant en ce port a condamné ledit Montanard à demeurer deux mois aux fers, à estrè exposer durant huit jours au cheval de bois sur le ras pendant qu'on montera la garde et en outre qu'il luy est fait deffence d'aller ny fréquenter ce lieu de Lavalette pendant l'an à peine de désertion et l'égard de Jean Bourguignon autre accusé que le procès luy sera fait et parfait à la diligence du sieur Major pour ce faire de rapport au Conseil estre ordonné ce que de raison. Fait et délibéré à Toulon ce vings tix May mil six cens quatre vings sept.

Charles Beaulieu.

## PIÈCE N° 10

**Jugement du 9 décembre 1687**

Ce jourdhuy vings neufvième du mois de Dèxembre de l'année mil six cens quatre vings neufs, *le Conseil de guerre assemblé au logis du Sieur de la Motte Commandant*, le Sieur de la Jonquière, Capitaine de vaisseau, Inspecteur des troupes de la Marine président audit Conseil après avoir dument examiné les informations faites contre le nommé Jean Bernard dit Brignolle soldat de la Compagnie du Sieur de Marillac, l'ayant trouvé suffisamment *convaincu du crime de dexertion* nous l'avons condamné à estre dégradé des armées et passé à la fesse des troupes et ensuite conduit aux gallères pour servir à perpétuité de forçat conformément aux ordonnances du Roy.

Fait le vings neuvième dèxembre mil six cens quatre vingt neuf.

Signature illisible.

Jugement rendu le 29 décembre 1687 contre un soldat convaincu de désertion.  
Arch. Mar. Toulon, *Registre des jugements*, n° 301, (1676-1699), fol. 556.

## PIÈCE N° 11

**Jugement du 26 septembre 1697**

VEU L'ORDRE PAR NOUS donné au sieur Lecamier prévost de la Marine le dix neuf aoust dernier, informer contre ceux qui *coupent duz bois sans notre permission au préjudice des arrests du Conseil d'Estat...* Les conclusions du procureur du Roy de la Marine aujourd'huy tout considéré.

NOUS CONSEILLER DU ROY en ses Conseils, Intendant de la Justice police et finance, de la Marine des mers du Levant et des fortifications de province... avons condamné ledit Gairard en dix livres d'amende et de trente livres pour les frais de voyages, et défendons de couper du bois sans notre permission sous plus grande peine. *Fait et délibéré à Toulon dans nostre hotel le vingt six septembre mil six cens quatre vingt dix sept.*

De Vauvré.

PIÈCE N° 12

**Jugement du 10 juillet 1699**

Le Conseil de guerre de la Marine assemblé par ordre et en présence de Monseigneur le Marquis Denesmond lieutenant général des armées navales du Roy commandant en ce port, *suivant la lettre de Monseigneur de Ponchartrain ministre et secrétaire d'estat du vingtième may dernier écrite à Mr de Vauvré intendant de la Marine pour estre examiné par ledit Conseil sy on peut imputer la perte de la flûte du Roy la Charente aux officiers servant sur ledit bastiment ou à l'organeau de l'une des deux ancres qui estoit mouillée.*

Ledit Conseil de guerre après avoir veu et examiné le procès-verbal dressé sur ce sujet par Mondit sieur de Vauvré le neufvième dudit mois de May dernier a déclaré que le naufrage dudit bastiment la Charente a esté causé par le mauvais temps et que la perte ne peut estre imputée aux officiers qui le commandoient. La rupture de l'anneau de l'ancre justifiant assez que le temps estoit très violent. Fait et délibéré à Toulon le dixiesme Juillet mil six cens quatre vingts dix neuf.

Denesmond.

Le ch. de Beaulieu.

et 5 autres signatures illisibles.

## PIÈCE N° 13

**Adjudications de travaux de sculpture, architecture et menuiserie  
pour les vaisseaux de l'Etat**

« Le 15 Oct. 1670, messire Matharel Intendant général des armées navales, adjugé à Gabriel Levray et Jean Bouche le travail et les ornements de sculpture, architecture et menuiserie à exécuter au vaisseau du Roi, « La Madame », conformément au modèle et devis dressés par le sieur Puget, maitre architecte et sculpteur entretenu de la Marine ».

« Le 7 Novembre adjudication en faveur de Joseph Labé, maitre sculpteur de la Ciotat, ui a promis de faire tout le travail de sculpture, architecture et menuiserie, qui est à faire au vaisseau nommé « le Sceptre », suivant qu'il est montré par le modèle et devis du sieur Puget ».

« Le 10 Novembre adjudication en faveur de Louis et Joseph Veirier frères, maitres sculpteurs du lieu de Trests, des travaux de sculpture, architecture et menuiserie du vaisseau nommé « la Bouffonne », suivant le dessin qui a été fait par le sieur Puget ».

« Le 12 Novembre, adjudication en faveur de Nicolas Lesray, maitre sculpteur de Toulon, des travaux d'architecture, sculpture et menuiserie à faire au vaisseau « la Trompeuse », suivant le dessin que Puget en a fait ».

« Le 9 Mars 1671 adjudication en faveur de Guillaume et Raymond Gays, père et fils et André Peillon, maitres sculpteurs, des travaux de sculpture, menuiserie et architecture à faire au vaisseau « Le Fougueux » conformément au modèle et devis qui en a été dressé par le sieur Puget maitre sculpteur entretenu de la Marine ».

« Le 10 Septembre adjudication en faveur de Henry Charbonnier, maitre sculpteur, résidant à Tolon, des travaux de sculpture, architecture et menuiserie du vaisseau « Le Henry », conformément au modèle dressé par le sieur Puget ».

« Le 16 Janvier 1672 adjudication en faveur de Denis Payen et Antoine Hérault, maitres sculpteurs de Tolon, des travaux à faire au vaisseau « le Paffait », conformément au modèle dressé par le sieur Puget ».

Minutes de M<sup>e</sup> Gabriel Roux, années 1670 - 1, 2, déposées chez M<sup>e</sup> GENCE, notaire, successeur de M<sup>e</sup> FOURNIER et compulsées par O. TEISSIER — citées par Ch. Ginoux, artiste peintre, correspondant du ministère des Beaux-Arts « des adjudications au rabais d'ouvrages de sculpture et de peinture pour les vaisseaux de l'Etat » (1670-1804), Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, Paris, 1891, p. 13.

## PIÈCE N° 14

**Mémoire en forme d'Instruction**

**aux Intendants et Commissaires généraux de Marine sur l'éclaircissement qu'il doivent donner tous les trois mois ou au moins tous les six mois des dépenses qui se font dans les ports et arcenaux sur leurs ordres.**

Du 9 Avril 1674.

Toutes les dépenses qui se font dans les dits ports et arsenaux peuvent estre rangées soubz douze classes différentes, sçavoir :

- 1° — Construction de vaisseau.
- 2° — Radoubs.
- 3° — Achats de marchandises et munitions pour mettre dans les magasins.
- 4° — Bastiments des magasins et autres de l'arcenal.
- 5° — Journées d'ouvriers.
- 6° — Travail de la corderie et forge aux ancrs.
- 7° — Fourniture des vivres aux vaisseaux.
- 8° — Solde et payement des équipages.
- 9° — Solde des officiers de port et des officiers de marine qui servent en chacun département.
- 10° — Entretien des vaisseaux désarmés dans le port et payement des gardiens.
- 11° — Enrollement des matelots et leur entretien.
- 12° — Dépenses extraordinaires.

L'Intendant ou commissaire général doit tous les trois ou six mois envoyer un Mémoire en table succinte et exacte, par le moyen de laquelle le Roy puisse voir en une feuille de papier toutes les dépenses qui auront esté faites de chacune nature pendant les trois ou six mois.

Dans la table succinte il employera en un seul article les dépenses de la précédente et en détail les despenses faites depuis et ainsy de suite jusques à la fin de l'année, auquel temps précisément ledit Intendant ou commissaire général doit arrester l'Estat en forme de toutes les dépenses au commis du Trésorier général de la Marine qui sert sous luy. Dans lequel Estat les dépenses seront employées suivant l'ordre des dattes quelles ont esté faites.

Il observera que dans ces estats il ne doit y avoir aucune recepte mais sur une feuille séparée qui sera attachée audit Estat, il employera toutes les sommes que le commis dudit Trésorier aura dépensé sous ses ordres, lesquelles doivent estre conformes aux advis qu'il aura receu (et copie desdits advis).

Sur cet Estat, ainsi arrêté, il dressera une table qu'il enverra de mesme séparée pour les douze classes cy-dessus, affin que le Roy puisse connoistre avec la mesme facilité ce qui aura esté dépensé pour chacune classe pendant l'année entière.

Sur le 1<sup>er</sup> : Construction des vaisseaux.

L'intendant ou commissaire général doit tousjours avoir devant les yeux l'Estat général de ce que doit couster un vaisseau des cinq rangs et de toute autre nature. Et en cas qu'il n'en ayt point fait, il doit le faire avec un très grand soin et application en sorte qu'il sçache en destail et en gros la valeur de tout le bois, le fer et de toutes les autres marchandises qui entrent dans cette construction. Ensemble le nombre de journées d'ouvriers et qu'il s'applique continuellement, et se fasse un honneur, non seulement de ne passer jamais le projet qu'il en aura fait, mais mesme d'en diminuer continuellement la dépense.

Et comme la construction d'un vaisseau peut durer plus d'une année, il est nécessaire que dans toutes les tables qu'il enverra pendant le temps qu'elle durera, il mette toujours en marge de chacun article, ce qu'il aura esté dépensé auparavant, affin que le Roy puisse connoistre clairement à combien aura monté la dépense de la construction de chacun vaisseau et l'affect du mesnage de l'économie et de l'industrie de l'intendant, surquoy, il doit observer que la fidélité qu'il doit au Roy ne consiste pas seulement à diminuer la dépense de la construction, mais aussi à bien prendre garde que le vaisseau doit bien bastir et qu'il puisse durer plus qu'aucun autre.

Sur la 2<sup>e</sup> : Radoub.

Ledit Intendant ou commissaire général doit faire visiter soigneusement les vaisseaux auxquels il faudra quelque radoub, et au surplus lorsqu'il en aura fait l'Estat, se conduira ainsi qu'il est cy-dessus expliqué pour les constructions.

Sur la 3<sup>e</sup> : Echaps de marchandises, etc...

L'Intendant ou commissaire général doit avoir toujours sur sa table l'inventaire général non seulement de toutes les marchandises qui sont dans les magasins de l'arsenal où il sert, mais mesmes de toutes celles qu'il seroit nécessaire d'y mettre à proportion du nombre des vaisseaux que Sa Majesté y veut entretenir.

Il doit connoistre parfaitement la bonté et le prix de toutes les marchandises, chercher continuellement les meilleurs à l'Esgard de celle que la terre produit, et à l'Esgard des manufactures, celles qui sont les mieux faites. Il doit mesmes travailler toujours à les perfectionner, en augmenter la bonté, et à en diminuer le prix, les prendre dans les meilleurs endroits et se faire un honneur de les avoir meilleures et à meilleur marché qu dans tous les autres arcenaux de Marine.

Surtout il faut que dans toutes les tables et Estats qu'il arrêtera et enverra Sa Majesté soit toujours informée de la quantité de chaque sorte de marchandise qui aura esté mise dans les magasins et du prix quelles auront coûté.

Sa Majesté veut que les réglemens qu'elle a fait pour les adjudications de marchandises au rabais dans les arcenaux en présence de tous les officiers soient observés.

Sur la 4<sup>e</sup> : Bastiments des magasins et autres de l'arsenal.

L'Intendant ou commissaire général doit sçavoir le véritable prix de tous les matériaux qui seront employez dans ces bastiments ensemble de la main d'ouvrier et faire la mesme chose sur cet article que sur tous les autres. Surtout Sa Majesté ne veut point qu'il soit jamais basti à journées mais elle veut que les bastiments soient faits sur un plan, eslevation et devis et soient donnez au rabais. Et au surplus que Sa Majesté soit toujours informée combien aura coûté un bastiment et de combien de toises de maçonnerie de quelle qualité ensemble de tous les autres matereaux dont il sra composé.

Sur la 5<sup>e</sup> : Journées d'ouvriers.

Il doit bien prendre garde qu'il ne soit employé dans les rolles que des ouvriers effectifs, et qu'ils ne soient employez qu'au travail nécessaire et pour lequel ils auront esté destinez sans souffrir aucun passevolant sous quelque prétexte ou quelque cause que ce soit, ny mesme qu'aucun ouvrier travaille pour aucun officier.

Il doit de plus observer que les ouvriers entrent toujours dans l'arsenal aux heures réglées et qu'ils travaillent pendant le temps ordinaire et accoustumé surquoy il doit faire un réglement et le faire observer avec sévérité.

Il doit empêcher qu'aucun charpentier n'emporte de bois, ny qu'aucun ouvrier les matières qu'il employe pour quelque cause que ce soit.

A l'Esgard des Tables des dépenses les journées d'ouvriers doivent entrer dans les chapitres des constructions radoub et autres.

Sur la 6<sup>e</sup> : Corderie forge aux ancrs.

Il doit observer la mesme chose que ce qui est dit aux précédens articles, c'est-à-dire que les cables, cordages, ancrs soient meilleurs et mieux fabriquez qu'en aucun autre arsenal, et mesme qu'ils soient à meilleur marché.

Il doit estre toujours fait mention dans les tables, du prix que les cables et cordages auront coûté par quintal.

Sur la 7<sup>e</sup> : Fourniture des vivres.

Il doit faire observer avec soin les ordonnances et les règlements qui ont été fait à ce sujet.

Sur le 8° : Solde et paiement des équipages.

Il doit exécuter avec soin les ordres et mémoires qui luy seront envoyez sur ce point.

Fixer le jour que le paiement de la solde doit commencer suivant les ordonnances et règlements de Sa Majesté. Et prendre garde de bien régler toutes les prétentions des officiers et en cas de difficultés de les faire surgeoir pour les régler et les faire payer dans l'arcenal, sans les remettre à Sa Majesté.

Sur la 9° : Solde des officiers, etc...

Il doit exécuter les ordres qui luy seront envoyez.

Sur le 10° : Entretienement des vaisseaux désarmez.

Il doit faire un projet de la dépence qui est à faire pour bien conserver et entretenir un vaisseau de chaque rang désarmé dans le port et chercher ensuite tous les moyens possibles pour le mieux entretenir et avec moins de dépense, et à la fin de chaque année il doit envoyer à Sa Majesté un Mémoire contenant l'Estat auquel chaque vaisseau se trouvera et la dépense qui aura été faite pendant la mesme année pour sa conservation.

Sur la 11° : Enrollement des matelots.

Il doit penser continuellement aux moyens d'entretenir cet établissement avec le moins de dépense qu'il se pourra.

Sur la 12° : Dépenses extraordinaires.

Cette nature de dépense doit estre retranchée, les onze autres contenant toutes les dépenses qui se peuvent faire dans un arsenal de Marine.

Fait à Versailles le 9<sup>e</sup> Avril 1674.

PIÈCE N° 15

Etat des bâtiments sortis du port de Toulon,  
allant aux Colonies Françaises, pendant les six premiers mois de l'année 1772

(envoyé par l'Intendant de Gueudreville, à la fin de chaque semestre, afin de faire connaître d'une manière uniforme, le commerce actif de la France avec ses colonies).

COLONIES                                      PORT DE TOULON                                      6 premiers mois 1772

ETAT des bâtiments François sortis du port de Toulon allant aux Colonies Françaises, pendant les six premiers mois de 1772.

| NOM DES |            |           | D'ATTE<br>du<br>départ | PORT<br>en<br>tonneaux | CHARGEMENT<br>des navires |                             |
|---------|------------|-----------|------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Navires | Capitaines | Armateurs |                        |                        | commes-<br>tibles         | marchan-<br>disés<br>sèches |
|         |            |           |                        |                        |                           |                             |

Pour St. Domingue

## PIÈCE N° 16

« Rien n'est si difficile en effet que de fixer exactement les bornes des deux autorités qui doivent en plusieurs rencontres être concurrentes et ce seroit même vouloir l'impossible que de prétendre prévoir tous les cas applanir toutes les difficultés, résoudre toutes les questions auxquelles ce concours peut donner lieu et tracer enfin une ligne de démarcation tellement invariable que dans quelques circonstances que ce soit l'empiètement fut impossible, et que chacun fut obligé de recourir au bien commun. Ce point de perfection n'étant qu'une belle chimère le parti le plus sage est de laisser dans le nuage les bornes exactes de ces deux autorités.

Il ne faut permettre aucune décision d'autorité qu'entre le commandant et l'Intendant; ils doivent réunir l'un tous les devoirs d'officiers militaires et l'autre tous ceux des officiers d'administration; chacun d'eux doit recevoir les plaintes contre les officiers qui lui sont subordonnés et les faire cesser ou punir. Par ce moyen il sera possible d'établir ce concert si désirable entre le commandant et l'intendant et nous n'y parviendrions jamais entre deux corps dont les prétentions ont toujours été trop opposées ».

A propos des discussions survenues entre M. de Preville capitaine de vaisseau attaché au radoub du magnifique et le sous-commissaire chargé de suivre le même travail. « Si ces deux officiers eussent été prévenus du principe que je viens d'établir, M. de Préville se seroit borné à faire ses observations au sous-commissaire et à vous rendre compte; le sous-commissaire de son côté en auroit informé l'intendant, avec lequel vous auriez éclairci la difficulté, et dont vous seriez d'un avis contraire, vous m'auriez envoyé chacun vos motifs et j'aurais pris les ordres du Roy en conséquences. Vous n'auriez pas cru nécessaire alors d'en déférer cette discussion au Conseil de Marine qui d'en aucun cas ne doit prendre connoissance de pareils objets, ni ne permettre de donner des interprétations d'ordonnances et règlements ».

Arch. de la Marine de Toulon, 1A<sup>1</sup> 228, *lettre du comte d'Estaing, chef d'escadre, Versailles le 20 décembre 1772.*

## PIÈCE N° 17

## Conseil de Marine

L'Intendant devait faire un relevé exact de tous les Conseils de Marine tenus à Toulon. Les matières qui avaient été traitées devaient être indiquées très sommairement tous les 6 mois.

## CONSEILS DE MARINE TENUS A TOULON DEPUIS LE ...

| DATTES<br>DES<br>SÉANCES | OBJETS TRAITÉS<br>DANS LE CONSEIL                                                                     | RÉSULTATS<br>DU CONSEIL                                                                                                 | DATTES DES<br>DÉCISIONS<br>DE MON-<br>SEIGNEUR | DÉCISIONS<br>DE MONSEIGNEUR                                                                                                                |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 mars<br>1775           | Examen du modèle de caisse présentée par le sieur Solignac pour servir à l'établissement d'un bassin. | On ne peut qu'applaudir au zèle du sieur Solignac mais on doit s'en tenir aux procédés indiqués par le sieur Groignard. | 31 mars 1775                                   | Si comme on l'espère le bassin que fait Mr Croignard réussit, il ne restera aucun doute sur les moyens à employer pour en faire un second. |

*Lettre écrite à M. de St-Aignan et M. Dasque, 16 août 1776, par M. de Sartine, Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 76, fol. 113 et 114.*

PIÈCE N° 18

## Marine

## ETAT DES PRINCIPALES MUNITIONS ET MARCHANDISES

dont il conviendrait que le port de Toulon fut pourvu en tout temps relativement au nombre et à la force des vaisseaux et autres bâtiments qui y sont affectés, des quantités dont il est présentement muni et de ce qu'il resteroit à se pourvoir.

| OBSERVATIONS<br>SUR LE PLUS<br>OU MOINS<br>DE FACILITÉ<br>A SE PROCURER<br>LES<br>MARCHANDISES<br>ET LES MOYENS<br>QU'ON PEUT<br>Y EMPLOYER | BOIS DE<br>CONSTRUCTION<br>ET AUTRE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | QUANTITÉ<br>QU'IL<br>CONVIEN-<br>DROIT QUE<br>PORT FUT<br>POURVU<br>EN TOUT<br>TEMPS | A DÉDUIRE<br>CE DONT<br>IL EST<br>PRÉSEN-<br>TEMENT<br>MUNI | A SE<br>POURVOIR<br>POUR<br>COMPLÉ-<br>TER LES<br>QUANTI-<br>TÉS<br>DE LA 1 <sup>re</sup><br>COLONNE | PRIX | SOM-<br>MES |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------|
|                                                                                                                                             | Planches.<br>Mats du Nord.<br>Billon de sapin.<br>Bordages de sapin.<br>Grappins.<br>Fers de toutes sor-<br>tes et de différen-<br>tes proportions.<br>Toiles à voile.<br>Munitions<br>d'Artillerie.<br>Affuts.<br>Mortiers de fonte.<br>Bombes.<br>Armes à feu et<br>blanches.<br>Futailles.<br>Acier.<br>Colle forte<br>Charbon.<br>Goudron.<br>Huile. |                                                                                      |                                                             |                                                                                                      |      |             |

## RÉCAPITULATION

Bois de construction.  
Mâtüre du Nord.  
Bois de sapin du Nord.  
Fers de toutes sortes.  
Toiles à voiles.  
Munitions d'Artillerie.  
Munitions et marchandises diverses.

Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 75, 1776, fol. 101.

PIÈCE N° 19

Situation actuelle des magasins particuliers des vaisseaux et autres bâtiments affectés au port de Toulon avec le montant de la dépense à faire pour achever de les compléter et pour remplir en toutes choses la totalité de ce qui revient à chaque bâtiment suivant son inventaire d'armement

SAVOIR

Magasins particuliers appliqués aux vaisseaux et autres bâtiments les plus en état d'aller en mer, suivant la liste n° 1 ci-jointe et dans lesquels on a rassemblé tout ce qui s'est trouvé pouvoir leur contenir dans ceux des autres bâtiments.

Magasins particuliers de vaisseaux.

|   |   |   |                    |
|---|---|---|--------------------|
| — | — | — | frégates.          |
| — | — | — | corvettes.         |
| — | — | — | barques.           |
| — | — | — | chebecks.          |
| — | — | — | galiotes à bombes. |

Il faut pour achever de compléter ces divers magasins :

MONTANT DE LA DÉPENSE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Objets dont on propose dans l'état cy-dessus que le port soit pourvu en tous temps | à se pourvoir lorsque les circonstances l'exigeront | Total |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------|
| En cordage .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                    |                                                     |       |
| En voiles .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                    |                                                     |       |
| Et pour remplir en toutes choses la totalité qui revient à chaque bâtiment, suivant son inventaire d'armement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                    |                                                     |       |
| Mâture .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                    |                                                     |       |
| Ancres .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                    |                                                     |       |
| Futailles .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                    |                                                     |       |
| Munitions d'artillerie .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                    |                                                     |       |
| En diverses munitions et marchandises dont on ne se pourvoit qu'au moment du besoin (soit parce qu'on peut alors se les procurer sans retarder le service, soit parce qu'elle se détérioraient en magasin, faute de consommation prochaine et dont on n'a employé dans l'état cy-dessus que les parties essentielles et seulement en quantité indispensablement nécessaires pour faire au premier besoin ..... | «                                                                                  | «                                                   | «     |
| En diverses marchandises a acheter à Toulon et aux environs à l'instant où elle sont nécessaires .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | «                                                                                  | «                                                   | «     |

Arch. Mar. Toulon, 1A<sup>1</sup> 75, Lettres de la Cour, affaires courantes des 6 premiers mois de l'année 1776, fol. 101.

## PIÈCE N° 20

## Marine. — 1782

## BATIMENT frété pour le service du Roi

AFRETEMENT au mois passé avec le Capitaine Jean REYNAUD de Narbonne, commandant la Tartanne le Saint Vinvent de Paul à Caisse du port de 99 Tonneaux à raison de 10 livres par tonneau avec l'assurance de deux mois de frêt, et la garantie des risques de guerre.

Aujourd'hui, Vingt Août mil sept Cent quatre vingt deux en conséquence des ordres de Monsieur MALOUEY, Intendant de la Marine, au Port et Département de Toulon.

NOUS, ABRAHAM MARIE BERTIN, écuyer, commissaire des Ports et Arsenaux, chargé du Département de Marseille. Assemblés dans la maison du Roi, avec M. PLEVILLE LE PELLEY, capitaine de vaisseau et de Port, et M. DUVIVIERS, ancien sous commissaire chargé du Contrôle de ce Port, à l'effet de frêter le nombre de bâtimens nécessaires pour transporter des Munitions à Cadix, se feroit présenté par devant Mondit sieur Bertin, le capitaine Jean REYNAUD de Narbonne commandant la Tartanne le Saint Vincent de Paul, lequel s'est obligé de céder à nolis au mois ledit bâtiment sous les conditions suivantes :

## I

Le Capitaine Jean REYNAUD fournira ledit bâtiment en bon état, avec tous les agrès et apparaux, et l'équipage qui lui sera nécessaire, lequel sera payé et nourri à ses frais pendant tout le temps que ledit bâtiment sera employé au service du Roi.

## II

Le Capitaine recevra les ordres qui lui seront donnés, tant pour l'embarquement des munitions que pour leur transport à Cadix lieu de leur destination, sous l'escorte des bâtimens du Roi préposés pour l'y conduire.

## III

Le frêt du bâtiment sera payé à raison de dix livres par mois pour chaque tonneau, à compter du jour que le bâtiment partira de Marseille, jusqu'à celui du retour audit port qu'à celui de Toulon.

## IV

Il sera payé audit Capitaine un mois d'avance, à compte du frêt dudit bâtiment, avant son départ de Marseille. Et dans le cas où ledit bâtiment ne seroit pas employé pendant deux mois il lui sera toujours payé deux mois de frêt, à tout événement.

## V

En cas de prise du bâtiment par les forbans, corsaires ou ennemis, de l'Etat, la valeur en sera payée par SA MAJESTE sur le pied de l'estimation qui en aura été faite. La garantie aura lieu tant en allant qu'au retour.

## VI

Arrivé au lieu de la destination à Cadix dans le cas où ledit bâtiment ne seroit plus nécessaire pour le service du Roi, il sera libre audit Capitaine de la charger à frêt pour son compte, et de suivre telle destination que bon lui semblera. Mais pour lors la garantie et le frêt stipulés ci-dessus cesseront d'être à la charge du Roi, du jour qui lui sera donné congé par écrit, par le commandant chargé de l'escorte du convoi.

## VII

Il sera déduit sur le montant du frêt les quatre deniers pour livre attribués aux invalides de la Marine.

Lesquelles conditions ont été acceptées provisoirement par mondit sieur Bertin, sous l'acceptation de Monsieur Malouet et l'approbation de Monseigneur le Marquis de Castries, Ministre d'Etat au Département de la Marine.

Fait triple à Marseille les jours et an susdits.

Accepté par nous Intendant de la Marine en Provence, en présence du Conseil de Marine et pour l'approbation de Monseigneur le Marquis de Castries, Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine.

A Toulon, le 14 . 7bre. 1782.

|        |                |       |
|--------|----------------|-------|
| BERTIN | RAYNAUD        | DUMON |
|        | MALOUET        |       |
|        | Le M. de FABRY |       |

et 4 signatures illisibles.

Arch. de Marine de Toulon, volume n° 435, *marchés*, 1782, fol. 142.

## PIÈCE N° 21

Toulon, le 29 Octobre 1782.

## Extrait des Registres du Contrôle de la Marine

Vente des voiles et cordages hors de service qui ont été délivrés des magasins de cet Arsenal.

JE SOUSSIGNÉ François Aiguillon Négociant de cette ville me soumetts et m'oblige de payer au Roi la valeur des effets cy-après mentionnés qui m'ont été délivrés des Magasins de cet Arsenal aux prix et conditions suivantes.

## SAVOIR

|                                                                                                        |                                                                      |    |    |   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----|----|---|
| Deux grands huniers de cotonnne double tirant ensemble cinq cents soixante aunes à 8 s l'Aune cy ..... | 224                                                                  | L. | s  | d |
| Deux petits huniers tirant ensemble cinq cents neuf aunes id. cy ....                                  | 203                                                                  |    | 12 | " |
| Un artimon tirant quatre vingt dix aunes à id. cy .....                                                | 36                                                                   |    | "  | " |
| Une grande voile                                                                                       |                                                                      |    |    |   |
| Une mizaine                                                                                            |                                                                      |    |    |   |
| de cotoninne à trois fils tirant ensemble cinq cents quinze aunes à 9 s l'aune cy .....                | 231                                                                  |    | 15 | " |
| Deux perroquets de cotoninne simple tirant deux cents cinquante aunes à 7 s l'aune cy .....            | 87                                                                   |    | 10 | " |
| Deux grelins, goudronnés à 1/2 usés.)                                                                  | Pezants ensemble cent deux quintaux à 24 L. 10 s le quintal cy ..... |    |    |   |
| Deux aufsières id .....                                                                                |                                                                      |    |    |   |
| Diverses vieilles manœuvres .....                                                                      | 2499                                                                 |    | "  | " |
|                                                                                                        | 3281                                                                 |    | 17 | " |

LAQUELLE, somme de trois mille deux cents quatre vingt une livres dix sept sols je payerai en argent comptant et non autrement.

A TOULON le 29 Septembre 1782. Signé F. Aguillon fils.

ACCEPTE par nous Intendant de la Marine en Provence, en présence du Conseil et sous approbation de Monseigneur le Marquis de Castries Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine le 30 Septembre 1782.

Signés : Malouet, Bleschamp, Venel, Boades, Pofsel et le Chevalier de Fabry.  
Vu et approuvé  
Castries

COLLATIONNE par nous contrôleur de la Marine  
au Département du Port et Arcenal de Toulon.  
Bleschamp.

PIÈCE N° 22

TOULON, 14 Sbre 1782.

Extrait des Registres du Contrôle de la Marine

BATIMENTS frétés en ce Port pour le Service du Roi

SAVOIR

| NOMS DES BATIMENTS   | NOMS DES CAPITAINES | PORT<br>EN<br>TON-<br>NEAUX | ESTIMATION<br>DES<br>BATIMENTS | PRIX<br>DU<br>TON-<br>NEAU<br>PAR<br>MOIS | MONTANT<br>DU NOLIS<br>PAR MOIS |
|----------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|
| Le St-Jean-Baptiste. | Pierre Pascal       | 100                         |                                | 17 L.                                     | 1700L.-s-d                      |
| Le St-Esprit .....   | Pierre Henry Guès   | 178                         |                                | 17                                        | 3026 .-. .                      |
| L'Espoir en Dieu ... | L. Jacques Fonhel,  | 175                         |                                | 17                                        | 2975 .-. .                      |
| Le St-Jean .....     | P. Cannac           | 154                         |                                | 17                                        | 2618 .-. .                      |
| Le St-Esprit .....   | A. Jeannin          | 163                         |                                | 17                                        | 2771 .-. .                      |
| La Vierge de Grâce.  | Laurent Portes      | 103                         |                                | 17                                        | 1751 .-. .                      |

NOUS Intendant de la Marine de Provence

Le ROI ayant jugé à propos d'employer des Bâtiments du Commerce, necefsaires pour transporter des Munitions à Cadix, avons en conséquence retenu les Navires cy-defsus Nommés et traité avec les Capitaines qui les commandent lesquels se sont soumis de les frêter aux conditions cy-après.

SAVOIR

Art. 1<sup>er</sup>

Les Capitaines fourniront leurs bâtimens en bon état, avec tous leurs agrès et apparaux, et les équipages qui leur seront nécefsaires, lesquels seront payés et nourris à leurs frais pendant tout le tems que lesdits Bâtiments seront employés au Service du Roi.

2<sup>me</sup>

Les capitaines recevront les ordres qui leur seront donnés tant pour l'embarquement des munitions que pour le transport à Cadix, lieu de leur destination sous l'escorte des Bâtiments du Roi, préposés pour les y conduire.

3<sup>me</sup>

Le frêt des Bâtiments sera payé à raison de dix sept livres par mois pour chaque toneau, à compter du jour qu'ils prendront charge, ce qui sera certifié pour le Capitaine du Port, jusqu'à celui de leur retour à Toulon.

4<sup>me</sup>

Il sera payé auxdits Capitaines un mois d'avances à compte du frêt desdits Bâtiments avant leur départ de ce Port, et deux mois il leur sera toujours payé deux mois de frêt à tout événement.

5<sup>me</sup>

En cas de prise des Bâtiments par les forbans, Corsaires ou Ennemis de l'Etat, la valeur en sera payée par Sa Majesté sur le pied de l'estimation qui en a été faite, la garantie aura lieu tant en allant qu'au retour.

6<sup>me</sup>

Arrivés u lieu de leur destination à Cadix dans le cas où lesdits Bâtiments ne seroient plus necefsaires pour le Service du Roi, il sera libre audts Capitaines de les chargés à frêt pour leur compte, et de suivre telle destination que bon leur semblera mais pour lors la garantie et le frêt stipulés cy-defsus, cefseront d'être à la charge du Roi, du jour qu'il leur sera donné congé par écrit par le Com-mandant chargé de l'escorte du convoi.

7<sup>me</sup>

Il sera déduit sur le montant du frêt les quatre deniers pour livre attribués aux Invalides de la Marine.

FAIT et accordé en présence du Conseil de Marine, sous la réserve de l'appro-bation de Monseigneur le Marquis de Castries, Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le Département de Marine à Toulon le 14 Septembre 1782.

Signés : Guès, P. Pascal, A. Jeannin, P. Cannac, L. Pontrel, Portes, Malouet, Bleschamp, Venel, Boade, Pofsel et le Chevalier de Fabry.

Vu et approuvé  
Castries

COLLATIONNE par Nous Controlleur de la Marine  
au Département du Port et Arcenal de Toulon.  
Bleschamp

## Liste des Intendants du port de Toulon (1)

| DATE<br>DE LA COMMISSION  | GRADE PRÉCÉDENT                                                           | NOMS ET QUALITÉS                                                                                        | APPOIN-<br>TEMENTS                                                 |
|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| 18 juin 1659              | Lieutenant de l'artillerie de France.                                     | Testard de la Guette (Louis).                                                                           | 13 200 L.                                                          |
| 10 avril 1665             | Secrétaire Général de la marine et conseiller au Conseil du Grand-Maitre. | Matharel (Louis) (2), conseiller du Roi en ses conseils.                                                | 13 200 L.                                                          |
| 1 <sup>er</sup> août 1673 | Intendant général des galères.                                            | Arnoul (Nicolas) père.                                                                                  | 13 200 L.                                                          |
| 21 janvier 1675           | Intendant général des galères.                                            | Arnoul fils.                                                                                            | 13 200 L.                                                          |
| 11 décembre 1679          | Intendant général des galères.                                            | Brodart (Jean-Baptiste) seigneur de Sanseuil et Lefay, conseiller du Roi en ses conseils.               | 13 200 L.                                                          |
| 15 janvier 1680           | Commissaire général de la marine.                                         | Girardin (Louis), chevalier, seigneur de Vauvré.                                                        | 13 200 L.<br>6 000 L.<br>de supplé-<br>ment à<br>partir de<br>1692 |
| 30 avril 1716             | Commissaire en charge, ordonnateur à Brest.                               | Hocquart (Jean-Hyacinthe) (3), chevalier, seigneur de Seuilles, conseiller du Roi en ses conseils.      | 13 200 L.                                                          |
| 16 octobre 1720           | Intendant à Saint-Domingue.                                               | Mithon (Jean-Jacques) (4), chevalier, seigneur de Senneville, conseiller du Roi en ses conseils.        | 13 200 L.                                                          |
| 9 juillet 1737            | Commissaire général de la marine à Toulon.                                | Le Vasseur (François-Noël) (5), chevalier, seigneur de Villeblanche, conseiller du Roi en ses conseils. | 13 200 L.                                                          |

(1) In Revue Mar. et Coloniale. Tome LXI. Paris. — Berger-Levrault et C<sup>ie</sup> — 1879.

(2) Mort à Toulon, le 29 juin 1673.

(3) Parent de Colbert et de Seignelay, dont il avait les armes et la livrée. Mourut au Havre, le 17 octobre 1723. Était originaire du Maine.

(4) Originaire d'Orléans, mort en congé, à Paris, le 30 juin 1737. A laissé une grande fortune consistant en habitations à Saint-Domingue. Ses deux fils ont servi dans la marine, l'aîné comme petit commissaire en 1731, grade dont il se démit pour entrer dans les gardes-françaises; le second, enseigne de vaisseau à Brest, en 1748, donna également sa démission le 1<sup>er</sup> avril de ladite année, et alla administrer ses biens à Saint-Domingue.

(5) « A beaucoup servi et avec distinction, ce qui luy a attiré l'estime des deux corps de la marine et de la Cour, ayant fait beaucoup de campagnes en qualité de commissaire ».

Fils d'un commissaire général de Toulon, mort le 2 juillet 1723. Il avait épousé la veuve du sieur Honoré Ratouin, commissaire ordinaire en charge du 25 novembre 1702.

| DATE<br>DE LA COMMISSION | GRADE PRÉCÉDENT                   | NOMS ET QUALITÉS                                                                                                                | APPOIN-<br>TEMENTS                                                                                                                                                                             |
|--------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 15 juin 1757             | Commissaire général de la marine. | Charron fils (6).                                                                                                               | 13 200 L.<br><br>1 200 L.<br>pour un<br>secrétaire<br>2 000 L.<br>pour<br>port de<br>lettres<br>3 000 L.<br>de supplé.<br>2 000 L.<br>de gratifi-<br>cation sur<br>les<br>invalides<br>Total : |
| 3 août 1760              | Intendant à la Martini-<br>que.   | Hurson (Charles-Marin)<br>(7), conseiller au Par-<br>lement de Paris,<br>conseiller honoraire<br>au Parlement de Pro-<br>vence. | 20 200 L.<br>12 000 L.<br>12 000 L.<br>de supplé-<br>ment<br>6 000 L.<br>de gratifi-<br>cation<br>pour ses<br>voyages à<br>Marseille                                                           |
| 18 février 1772          |                                   | Bourgeois de Gueudre-<br>ville (François-Etien-<br>ne) (8).                                                                     | 12 000 L.<br>12 000 L.<br>de supplé-<br>ment<br>6 000 L.<br>de gratifi-<br>cation<br>pour ses<br>voyages à<br>Marseille                                                                        |

(6) Fils de M. Louis Charron, commissaire ordinaire du 12 octobre 1702, puis commissaire général à Lyon pour le service des bois.

(7) Né à Paris, le 28 mai 1712. Se retira du service, le 18 février 1772, avec une pension de 18.000 L. indépendamment d'une pension de 5.000 L. qui lui avait été accordée à son retour de la Martinique, en récompense de ses services comme intendant de cette colonie.

Par lettre du Roi du 6 novembre 1776, M. Hurson fut chargé d'aller établir dans les ports la nouvelle forme de service réglée par les ordonnances du 27 septembre 1776.

(8) Né à Paris, le 9 novembre 1720. Fut retraits, à sa demande, le 7 décembre 1774, avec une pension de 12.000 L. dont 4.000 L. réversibles, à son décès, à Mme de Gueudreville (Marie-Françoise-Hermine Nigot de Saint-Sauveur), née à Paris, le 8 janvier 1782.

| DATE<br>DE LA COMMISSION                                                                                                                                                                            | GRADE PRÉCÉDENT                   | NOMS. ET QUALITÉS                                      | APPOIN-<br>TEMENTS                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8 novembre 1776                                                                                                                                                                                     | Commissaire général de la marine. | Prévost de la Croix (Jacques) (9).                     | 12 000 L.<br>12 000 L.<br>de supplé-<br>ment<br>6 000 L.<br>de gratifi-<br>cation<br>pour ses<br>voyages à<br>Marseille |
| 17 novembre 1781                                                                                                                                                                                    | Commissaire général de la marine. | Baron Malouet (Pierre-Victor) (10), conseiller d'Etat. | 12 000 L.<br>12 000 L.<br>de supplé-<br>ment                                                                            |
| Suppression des Intendants à compter du 1 <sup>er</sup> Janvier 1792. (Décret du 21 Septembre 1791). Ils sont rétablis à compter du 1 <sup>er</sup> Janvier 1816. (Ordonnance du 29 Novembre 1815). |                                   |                                                        |                                                                                                                         |
| 29 novembre 1815<br>pour compter du<br>1 <sup>er</sup> janvier 1816                                                                                                                                 | Conseiller d'Etat.                | Du Pont (Gaëtan- Pier-<br>re-Marie) (11).              |                                                                                                                         |

(9) « En 1763, à l'occasion des comptes du trésorier de l'Isle-Royale, qui se trouvait en déficit, l'administration de M. Prévost n'ayant pas paru régulière, il fut arrêté et conduit à la Bastille d'où il sorti « lavé ». S'est retiré, le 17 novembre 1781 avec les lettres de conseiller d'Etat, 15 000 L. de pension sur le Trésor et 1.000 L. sur les invalides. Avait été nommé chevalier de Saint-Louis, le 4 août 1773.

Un fils (Charles-Auguste) de M. Prévost de la Croix, né le 19 avril 1751, entra dans la marine comme élève commissaire, le 1<sup>er</sup> février 1770. Il fut nommé Enseigne du port à Rochefort, le 9 novembre 1774.

(10) Né à Riom, le 11 février 1740. Fils de Pierre-André, bailli de la ville d'Oliergues en Auvergne et de Catherine Villevaud. Mourut à Paris, le 7 septembre 1814. Etais frère de M. Malouet d'Alibert, qui servit comme commissaire de la Marine aux colonies. Le 22 octobre 1778, en revenant en France sur le Postillon, de Cayenne, M. Malouet fut fait prisonnier et conduit à Weymouth; mais il obtint un passeport de l'Amirauté anglaise, et débarqua à Cherbourg, le 13 novembre suivant. Par décision du 11 novembre 1785, le Roi lui accorda une pension de 3.000 L. sur le Trésor, en récompense des services qu'il avait rendus aux colonies. Député à l'Assemblée constituante pour le tiers état du baillage de Riom (1789), il se distingua parmi les partisans d'une monarchie analogue à celle d'Angleterre. En 1791 il se réfugia à Londres, demanda vainement à défendre Louis XVI, et ne rentra en France qu'en l'an X, un arrêté ds Consuls, du 1<sup>er</sup> nivôse de la même année, l'ayant rayé de la liste des émigrés. En le relevant de ses fonctions de préfet maritime à Anvers, l'Empereur, par une décision du 31 janvier 1810, lui accorda une gratification de 20.000 L.

Le 13 mai 1814, il fut chargé du portefeuille du département de la Marine et des colonies qu'il conserva jusqu'à sa mort.

Son fils (Louis), né à Paris, le 25 mars 1780, a servi en qualité de commis ordinaire de la marine, à Rochefort, le 27 mars 1801 au 24 juin 1802, époque à laquelle il donna sa démission.

Un de ses petits-fils (Louis-Charles-Dominique), né au Havre le 1<sup>er</sup> novembre 1817, a été retraité le 1<sup>er</sup> février 1875, en qualité de sous-chef du bureau de l'Etat-Major au ministère de la marine, et est mort à Paris, en 1876. Un autre, le baron Malouet est décédé, également à Paris, au mois de mai 1878, après avoir pris sa retraite en 1873, comme conseiller référendaire de 1<sup>re</sup> classe à la Cour des comptes, où il avait siégé pendant 32 ans. Auparavant, il avait appartenu à l'inspection des finances, C'est à ce dernier qu'est due la publication des mémoires de l'intendant Malouet.

(11) Né à Paris, le 6 mars 1758, mort le 23 avril 1817. Avait été nommé officier de la Légion d'Honneur le 6 mars 1816.

Les Intendants ont été définitivement supprimés par l'ordonnance du 27 décembre 1826.

| DATE<br>DE LA COMMISSION | GRADE PRÉCÉDENT                      | NOMS ET QUALITÉS                                             | APPOIN-<br>TEMENTS |
|--------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------|
| 9 juillet 1817           | Commissaire général de<br>la marine. | Comte Radon de Beau-<br>préau (Philippe-Ai-<br>mé).          |                    |
| 12 novembre 1817         | Intendant à Rochefort.               | Baron Baillardel de La-<br>reinty (Hilaire-Julien<br>Félix). |                    |
| 11 août 1824             | Intendant à Rochefort.               | Pouyer (Pierre-Char-<br>le-Toussaint).                       |                    |



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |    |
|--------------------|----|
| LES SOURCES .....  | 11 |
| INTRODUCTION ..... | 21 |

## PREMIÈRE PARTIE

### L'INTENDANT DE LA MARINE

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I : L'évolution de l'institution .....                                      | 29 |
| Section 1 : L'œuvre de Richelieu .....                                               | 29 |
| § 1 : La centralisation des forces navales .....                                     | 30 |
| § 2 : L'administration dans l'enceinte des ports et à bord des<br>vaisseaux .....    | 31 |
| Section 2 : L'établissement de l'intendant dans le port de Toulon .....              | 32 |
| Section 3 : Le développement du rôle de l'intendant .....                            | 34 |
| CHAPITRE II : Les auxiliaires de l'intendant .....                                   | 39 |
| § 1 : Le commissaire de la marine .....                                              | 39 |
| § 2 : Les écrivains du Roi, le garde-magasin et les commis .....                     | 41 |
| § 3 : Le contrôleur de la marine .....                                               | 42 |
| § 4 : Le prévôt de la marine et le major de la marine .....                          | 44 |
| CHAPITRE III : Les pouvoirs juridictionnels de l'intendant de la marine .....        | 47 |
| Section 1 : La compétence de l'intendant de la marine .....                          | 47 |
| § 1 : Compétence territoriale .....                                                  | 48 |
| § 2 : Compétence d'attribution .....                                                 | 48 |
| Section 2 : Les délits que pouvait connaître l'intendant .....                       | 49 |
| § 1 : Les crimes et délits commis par les matelots, ouvriers<br>et journaliers ..... | 50 |
| § 2 : Les crimes et délits commis par les forçats .....                              | 50 |

|                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section 3 : La procédure suivie devant l'intendant, statuant seul ..                                      | 52 |
| § 1 : La plainte .....                                                                                    | 52 |
| a : Directement par requête .....                                                                         | 52 |
| b : Indirectement par voie de dénonciation .....                                                          | 53 |
| § 2 : L'instruction .....                                                                                 | 53 |
| a : Assignation, décret de prise de corps .....                                                           | 53 |
| b : Transport sur les lieux : perquisition, saisie .....                                                  | 54 |
| c : Audition des témoins .....                                                                            | 54 |
| d : Recollements et confrontation des témoins .....                                                       | 55 |
| e : Interrogatoire des accusés .....                                                                      | 55 |
| f : Recollements, confrontation des témoins et de l'accusé .....                                          | 56 |
| § 3 : Les preuves légales .....                                                                           | 56 |
| A : Les preuves directes .....                                                                            | 56 |
| a : La confession .....                                                                                   | 56 |
| b : Le témoignage .....                                                                                   | 57 |
| c : Les preuves littérales .....                                                                          | 57 |
| B : Les preuves indirectes et conjecturales .....                                                         | 57 |
| a : Les indices urgents et nécessaires .....                                                              | 57 |
| b : Les indices prochains .....                                                                           | 57 |
| c : Les indices éloignés .....                                                                            | 58 |
| d : Les faits justificatifs .....                                                                         | 58 |
| § 4 : La contumace .....                                                                                  | 58 |
| § 5 : La prescription, l'amnistie et la grâce .....                                                       | 59 |
| Section 4 : L'intendant et le Conseil de guerre de la marine .....                                        | 59 |
| § 1 : Les délits et leurs sanctions .....                                                                 | 60 |
| A : Les délits contre le service du Roi .....                                                             | 60 |
| a : Les officiers .....                                                                                   | 60 |
| b : Les soldats embarqués .....                                                                           | 61 |
| c : Les pilotes .....                                                                                     | 61 |
| d : Les matelots et marinières .....                                                                      | 61 |
| B : Les délits contre la police intérieure des vaisseaux et ceux commis par les gens de mer à terre ..... | 62 |
| § 2 : La procédure suivie devant le Conseil de guerre de la marine .....                                  | 63 |
| CHAPITRE IV : Les attributions administratives de l'intendant .....                                       | 67 |
| Section 1 : La construction des vaisseaux .....                                                           | 68 |
| § 1 : Les marchandises et fournitures propres à la construction .....                                     | 68 |
| a : Les adjudications au rabais .....                                                                     | 69 |
| b : La justification des dépenses .....                                                                   | 71 |
| c : La réception des marchandises et fournitures .....                                                    | 71 |
| § 2 : Le Conseil de construction .....                                                                    | 73 |
| § 3 : Le personnel technique de l'arsenal .....                                                           | 75 |
| Section 2 : L'enrôlement des équipages et leur répartition .....                                          | 76 |
| Section 3 : Le service des vivres .....                                                                   | 79 |
| a : Le traité pour la fourniture des vivres .....                                                         | 79 |
| b : La réception et la conservation des vivres .....                                                      | 80 |
| c : La distribution des vivres aux équipages .....                                                        | 81 |
| Section 4 : Le service du désarmement des vaisseaux .....                                                 | 83 |

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| Section 5 : Le travail de l'intendant en fin d'année .....   | 85 |
| A : L'inventaire général .....                               | 85 |
| B : L'état général des fonds reçus et des dépenses faites .. | 86 |
| I : Les recettes .....                                       | 86 |
| II : Les dépenses .....                                      | 88 |

## DEUXIÈME PARTIE

### LA REACTION CONTRE L'INTENDANT

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I : Les conflits dans le cadre de la province .....                                            | 97  |
| Section 1 : La rivalité entre l'intendant et les officiers de l'Amirauté .....                          | 97  |
| § 1 : Critérium de la compétence de l'Amirauté .....                                                    | 98  |
| § 2 : Les conflits positifs .....                                                                       | 99  |
| A : Le trafic de marchandises .....                                                                     | 99  |
| B : Les procédures des prises et adjudications faites sur les ennemis .....                             | 100 |
| § 3 : Les conflits négatifs .....                                                                       | 101 |
| Section 2 : Les conflits de juridiction élevés entre l'intendant et la Chambre des Eaux et Forêts ..... | 102 |
| Section 3 : Les dissensions opposant l'intendant et la ville de Toulon .....                            | 103 |
| Section 4 : Le conflit de la « plume » et de l' « épée » .....                                          | 113 |
| CHAPITRE II : La nouvelle politique maritime de la France. La déchéance de l'intendant .....            | 121 |
| Section 1 : Les causes .....                                                                            | 121 |
| § 1 : L'état de l'arsenal de Toulon .....                                                               | 122 |
| § 2 : Critique du principe de comptabilité conçu par Colbert .....                                      | 123 |
| § 3 : Les successeurs de Seignelay .....                                                                | 124 |
| Section 2 : Les conséquences .....                                                                      | 128 |
| § 1 : L'ordonnance du 25 mars 1765 .....                                                                | 130 |
| a : Fin de la prépondérance de l'intendant .....                                                        | 130 |
| b : Tentative d'administration mixte .....                                                              | 131 |
| § 2 : L'ordonnance du 18 février 1772 .....                                                             | 133 |
| § 3 : L'ordonnance du 27 septembre 1776 .....                                                           | 136 |
| A : Triomphe de l' « épée » .....                                                                       | 137 |
| a : L'intendant cède ses fonctions de directeur de construction de l'épée .....                         | 138 |
| b : La police de l'arsenal appartient désormais au commandant .....                                     | 140 |
| B : Les troubles apportés par l'ordonnance dans le port de Toulon .....                                 | 141 |
| § 4 : La chute de l'intendant .....                                                                     | 143 |
| A : Essai d'un retour aux principes de l'ordonnance de 1765 .....                                       | 143 |
| B : Le décret du 2 septembre 1792, remplaçant l'intendant par un ordonnateur .....                      | 147 |

|                  |     |
|------------------|-----|
| CONCLUSION ..... | 149 |
|------------------|-----|

## PIECES ANNEXES

|                                                                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| N° 1. Commission de Beauvillers .....                                                                                 | 153 |
| N° 2. Commission de Testard de La Guette .....                                                                        | 154 |
| N° 3. Commission d'Hurson .....                                                                                       | 155 |
| N° 4. Commission de Prevost de La Croix .....                                                                         | 157 |
| N° 5. Ordre de service donné le 19 juin 1678 à M. de Clairambault,<br>contrôleur de la marine au port de Toulon ..... | 159 |
| N° 6. Jugement du 7 mai 1686 .....                                                                                    | 161 |
| N° 7. Jugement du 28 septembre 1686 .....                                                                             | 162 |
| N° 8. Jugement du 13 mai 1687 .....                                                                                   | 163 |
| N° 9. Jugement du 26 mai 1687 .....                                                                                   | 164 |
| N° 10. Jugement du 9 décembre 1687 .....                                                                              | 165 |
| N° 11. Jugement du 26 septembre 1697 .....                                                                            | 166 |
| N° 12. Jugement du 10 juillet 1699 .....                                                                              | 167 |
| N° 13. Adjudications de travaux de sculpture, architecture et me-<br>nuiserie .....                                   | 168 |
| N° 14. Mémoire en forme d'Instruction aux intendants .....                                                            | 169 |
| N° 15. Etat des bâtiments sortis du port de Toulon allant aux Colo-<br>nies Françaises .....                          | 172 |
| N° 16. Lettre du comte d'Estaing, chef d'escadre .....                                                                | 173 |
| N° 17. Conseils de Marine tenus à Toulon .....                                                                        | 174 |
| N° 18. Etat des principales munitions et marchandises .....                                                           | 175 |
| N° 19. Situation actuelle des magasins particuliers .....                                                             | 176 |
| N° 20. Bâtiment frété au service du Roi .....                                                                         | 177 |
| N° 21 et 22. Extrait des registres du contrôle de la Marine .....                                                     | 179 |
| N° 23. Liste des intendants de Toulon .....                                                                           | 182 |

IMPRIMERIE LOUIS-JEAN -- GAP  
Dépôt légal 75 - 1959



Vu le Président de la thèse,  
le 27 Janvier 1951,  
R. AUBENAS.

Pour le Doyen,  
l'Assesseur,  
le 29 Janvier 1951,  
AUDINET.

Vu et permis d'imprimer,  
Aix, le 29 Janvier 1951,  
Le Recteur,  
BLACHE.





